



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
12 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
9

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1321

*Κύρωση από την Ελλάδα της Διεθνούς Συμφωνίας
του Καφέ 1976.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς
ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυροῦται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ τοῦ ἀρθροῦ 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Καφέ ποὺ συνάφθηκε τὸ 1976 καὶ τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ γλῶσσα ἔχει ὡς ἑξῆς:

ACCORD INTERNATIONAL DE 1976 SUR LE CAFÉ

PRÉAMBULE

LES GOUVERNEMENTS PARTIES AU PRÉSENT ACCORD,

reconnaissant que le café revêt une importance exceptionnelle pour l'économie de nombreux pays qui dépendent dans une large mesure de ce produit pour leurs recettes d'exportation et par conséquent pour continuer leurs programmes de développement social et économique ;

considérant qu'une étroite coopération internationale dans le domaine des échanges de café permettra d'encourager la diversification et l'expansion de l'économie des pays producteurs de café, d'améliorer les relations politiques et économiques entre pays producteurs et pays consommateurs et de contribuer à l'accroissement de la consommation ;

reconnaissant qu'il est souhaitable d'éviter un déséquilibre entre la production et la consommation qui peut donner lieu à des fluctuations de prix accusées, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

convaincus que des mesures internationales peuvent aider à corriger les effets de ce déséquilibre et contribuer à assurer aux producteurs des recettes suffisantes au moyen de prix rémunérateurs ;

prenant note des avantages obtenus grâce à la coopération internationale suscitée par la mise en œuvre des accords internationaux de 1962 et 1968 sur le café,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Les objectifs de l'accord sont :

1. de réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande de café, dans des conditions qui assureront aux consommateurs un approvisionnement suffisant à des prix équitables et aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs, et qui permettront d'équilibrer de façon durable la production et la consommation ;
2. d'éviter des fluctuations excessives de l'offre mondiale, des stocks et des prix, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;
3. de contribuer à mettre en valeur les ressources productives, à élever et maintenir l'emploi et le revenu dans les pays membres, et d'aider ainsi à y réaliser des salaires équitables, un plus haut niveau de vie et de meilleures conditions de travail ;
4. d'accroître le pouvoir d'achat des pays exportateurs de café en maintenant les prix à un niveau conforme aux dispositions du paragraphe 1 du présent article et en augmentant la consommation ;

5. d'encourager la consommation du café de toutes les manières possibles ;
6. d'une façon générale, et compte tenu des liens qui existent entre le commerce du café et la stabilité économique des marchés ouverts aux produits industriels, de favoriser la coopération internationale dans le domaine des problèmes mondiaux du café.

Article 2

Engagements généraux des membres

1. Les membres s'engagent à conduire leur politique commerciale de façon à réaliser les objectifs énoncés à l'article 1^{er}. Ils s'engagent en outre à atteindre ces objectifs en remplissant strictement les obligations du présent accord et en observant ses dispositions.
2. Les membres reconnaissent la nécessité d'adopter des politiques permettant de maintenir les prix du café à des niveaux qui assurent aux producteurs une rémunération suffisante tout en cherchant à assurer aux consommateurs des prix qui ne fassent pas obstacle à un accroissement souhaitable de la consommation.
3. Les membres exportateurs s'engagent à ne prendre ou à ne maintenir en vigueur aucune mesure gouvernementale qui permettrait de vendre du café à des pays non membres à des conditions commerciales plus favorables que celles qu'ils sont disposés à offrir au même moment à des membres importateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales.
4. Le conseil passe en revue périodiquement la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 3 du présent article et peut demander aux membres de transmettre les renseignements appropriés, conformément aux dispositions de l'article 53.
5. Les membres reconnaissent que les certificats d'origine constituent une source indispensable de renseignements sur les échanges de café. Pendant les périodes où les contingents sont suspendus, les membres exportateurs assument la responsabilité de veiller à ce que les certificats d'origine soient utilisés à bon escient. Toutefois, bien que les membres importateurs ne soient pas tenus d'exiger que des certificats accompagnent les lots de café lorsque les contingents ne sont pas en vigueur, ils coopéreront pleinement avec l'organisation pour le rassemblement et la vérification des certificats ayant trait à des expéditions en provenance de pays membres exportateurs, afin que le plus grand nombre possible de renseignements soit à la disposition de tous les pays membres.

CHAPITRE II

DÉFINITIONS

Article 3

Définitions

Aux fins du présent accord :

1. « Café » désigne le grain et la cerise du caféier qu'il s'agisse de café en parche, de café vert ou de café torréfié, et comprend le café moulu, le café décaféiné, le café liquide et le café soluble. Ces termes ont la signification suivante :
 - a) « café vert » désigne tout café en grain, déparché, avant torréfaction ;
 - b) « cerise de café séchée » désigne le fruit séché du caféier ; l'équivalent en café vert des cerises de café séchées s'obtient en multipliant par 0,50 le poids net des cerises séchées ;
 - c) « café en parche » désigne le grain de café vert dans sa parche ; l'équivalent en café vert du café en parche s'obtient en multipliant par 0,80 le poids net du café en parche ;
 - d) « café torréfié » désigne le café vert torréfié à un degré quelconque, et comprend le café moulu ; l'équivalent en café vert du café torréfié s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié ;
 - e) « café décaféiné » désigne le café vert, torréfié ou soluble, après extraction de caféine ; l'équivalent en café vert du café décaféiné s'obtient en multipliant par 1, 1,19 ou 3,00 ⁽¹⁾, le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble ;
 - f) « café liquide » désigne les solides solubles dans l'eau obtenus à partir du café torréfié et présentés sous forme liquide ; l'équivalent en café vert du café liquide s'obtient en multipliant par 3,00 ⁽¹⁾ le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide ;

⁽¹⁾ Le facteur de conversion de 3,00 est revu et peut être modifié par le conseil compte tenu des décisions prises à ce sujet par les autorités internationales compétentes.

- g) « café soluble » désigne les solides, déshydratés et solubles dans l'eau, obtenus à partir du café torréfié ; l'équivalent en café vert du café soluble s'obtient en multipliant par 3,00 ⁽¹⁾ le poids net du café soluble.
2. « Sac » désigne 60 kilogrammes, soit 132,276 livres de café vert ; « tonne » désigne la tonne métrique de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres ; « livre » désigne 453,597 grammes.
 3. « Année caféière » désigne la période de douze mois qui va du 1^{er} octobre au 30 septembre.
 4. « Organisation » signifie l'Organisation internationale du café ; « conseil » signifie le conseil international du café ; « comité » signifie le comité exécutif.
 5. « Membre » signifie : une partie contractante, y compris une organisation intergouvernementale mentionnée au paragraphe 3 de l'article 4 ; un ou des territoires désignés qui ont été déclarés comme membre séparé en vertu de l'article 5 ; plusieurs parties contractantes, plusieurs territoires désignés, ou plusieurs parties contractantes et territoires désignés qui font partie de l'organisation en tant que groupe membre, en vertu des articles 6 et 7.
 6. « Membre exportateur » ou « pays exportateur » désigne respectivement un membre ou un pays qui est exportateur net de café, c'est-à-dire un membre ou un pays dont les exportations dépassent les importations.
 7. « Membre importateur » ou « pays importateur » désigne respectivement un membre ou un pays qui est importateur net de café, c'est-à-dire un membre ou un pays dont les importations dépassent les exportations.
 8. « Membre producteur » ou « pays producteur » désigne respectivement un membre ou un pays qui produit du café en quantités suffisantes pour avoir une signification commerciale.
 9. « Majorité répartie simple » signifie la majorité absolue des voix exprimées par les membres exportateurs présents votant, et la majorité absolue des voix exprimées par les membres importateurs présents votant.
 10. « Majorité répartie des deux tiers » signifie les deux tiers des voix exprimées par les membres exportateurs présents votant, et les deux tiers des voix exprimées par les membres importateurs présents votant.
 11. « Entrée en vigueur » signifie, sauf indication contraire, la date à laquelle l'accord entre en vigueur, provisoirement ou définitivement.
 12. « Production exportable » désigne la production totale de café d'un pays exportateur pendant une année ou une campagne caféière donnée, diminuée de la quantité prévue pour les besoins de la consommation intérieure pendant la même année.
 13. « Disponibilités à l'exportation » désigne la production exportable d'un pays exportateur au cours d'une année caféière donnée, augmentée des stocks reportés des années précédentes.
 14. « Quantité à exporter sous contingent » désigne la quantité totale de café qu'un membre est autorisé à exporter aux termes des diverses dispositions de l'accord, à l'exclusion des exportations hors contingent effectuées conformément aux dispositions de l'article 44.
 15. « Déficit » désigne la différence entre la quantité de café qu'un membre exportateur a le droit d'exporter sous contingent pendant une année caféière donnée et la quantité que ce membre a exportée à destination des marchés sous contingent pendant ladite année caféière.

CHAPITRE III

MEMBRES

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Chaque partie contractante constitue, avec ceux des territoires auxquels l'accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 64, un seul et même membre de l'organisation, sous réserve des dispositions prévues aux articles 5, 6 et 7.
2. Dans des conditions à convenir par le conseil, un membre peut changer de catégorie.
3. Toute mention du mot « gouvernement » dans le présent accord est réputée valoir pour la Communauté économique européenne ou une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

⁽¹⁾ Le facteur de conversion de 3,00 est revu et peut être modifié par le conseil compte tenu des décisions prises à ce sujet par les autorités internationales compétentes.

4. Une telle organisation intergouvernementale n'a pas elle-même de voix mais, en cas de vote sur des questions relevant de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses pays membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les pays membres de cette organisation intergouvernementale ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

5. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 16 ne sont pas applicables à une telle organisation intergouvernementale ; toutefois, celle-ci peut participer aux discussions du comité exécutif sur les questions relevant de sa compétence. En cas de vote sur des questions relevant de sa compétence et par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 19, les voix dont ses pays membres sont autorisés à disposer au comité exécutif sont exprimées en bloc par l'un quelconque de ces pays membres.

Article 5

Participation séparée de territoires désignés

Toute partie contractante qui est importatrice nette de café peut, à tout moment, par la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 64, déclarer qu'elle participe à l'organisation indépendamment de tout territoire qu'elle désigne parmi ceux dont elle assure la représentation internationale qui sont exportateurs nets de café. Dans ce cas, le territoire métropolitain et les territoires non désignés constituent un seul et même membre, et les territoires désignés ont, individuellement ou collectivement selon les termes de la notification, la qualité de membre distinct.

Article 6

Participation initiale en groupe

1. Deux ou plusieurs parties contractantes qui sont exportatrices nettes de café peuvent, par notification adressée au conseil et au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies lors du dépôt de leurs instruments respectifs d'approbation, de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'elles entrent dans l'Organisation en tant que groupe. Un territoire auquel l'accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 64 peut faire partie d'un tel groupe si le gouvernement de l'État qui assure ses relations internationales a adressé la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 64. Ces parties contractantes et ces territoires désignés doivent remplir les conditions suivantes :

- a) se déclarer disposés à accepter la responsabilité, aussi bien individuelle que collective, du respect des obligations du groupe ;
- b) ils doivent par la suite prouver à la satisfaction du conseil :
 - i) que le groupe a l'organisation nécessaire à l'application d'une politique commune en matière de café, et qu'ils ont les moyens de s'acquitter, conjointement avec les autres membres du groupe, des obligations que leur impose le présent accord,
 - et
 - ii) soit qu'un précédent accord international sur le café les a reconnus comme un groupe,
 - iii) soit qu'ils ont une politique commerciale et économique commune ou coordonnée en matière de café et une politique monétaire et financière coordonnée ainsi que les organes nécessaires à l'application de ces politiques, de façon que le conseil soit assuré que le groupe est en mesure de se conformer à toutes les obligations collectives qui en découlent.

2. Le groupe membre constitue un seul et même membre de l'organisation, étant toutefois entendu que chaque membre du groupe sera traité en membre distinct pour les questions qui relèvent des dispositions suivantes :

- a) articles 11, 12 et 20 du chapitre IV ;
- b) articles 50 et 51 du chapitre VIII ;
- c) article 67 du chapitre X.

3. Les parties contractantes et les territoires désignés qui entrent en tant que groupe indiquent le gouvernement ou l'organisation qui les représentera au conseil pour les questions dont traite l'accord, à l'exception de celles qui sont énumérées au paragraphe 2 du présent article.

4. Le droit de vote du groupe s'exerce de la façon suivante :

- a) le groupe membre a, pour chiffre de base, le même nombre de voix qu'un seul pays membre entré à titre individuel dans l'organisation. Le gouvernement ou l'organisation qui représente le groupe reçoit ces voix et en dispose ;
- b) au cas où la question mise aux voix rentre dans le cadre des dispositions énoncées au paragraphe 2 du présent article, les divers membres du groupe peuvent disposer séparément des voix que leur attribuent les paragraphes 3 et 4 de l'article 13, comme si chacun d'eux était un membre individuel de l'Organisation, sauf que les voix du chiffre de base restent attribuées au gouvernement ou à l'organisation qui représente le groupe.

5. Toute partie contractante ou tout territoire désigné qui fait partie d'un groupe peut, par notification au conseil, se retirer de ce groupe et devenir membre distinct. Ce retrait prend effet lors de la réception de la notification par le conseil. Quand un des membres d'un groupe s'en retire ou cesse d'être un membre de l'Organisation, les autres membres du groupe peuvent demander au conseil de maintenir ce groupe ; le groupe conserve son existence à moins que le conseil ne rejette cette demande. En cas de dissolution du groupe, chacun de ses ex-membres devient un membre distinct. Un membre qui a cessé d'appartenir à un groupe ne peut pas redevenir membre d'un groupe quelconque tant que le présent accord reste en vigueur.

Article 7

Participation ultérieure en groupe

Deux membres exportateurs ou plus peuvent, une fois que l'accord est entré en vigueur, demander à tout moment au conseil l'autorisation de se constituer en groupe. Le conseil les y autorise s'il constate qu'ils lui ont adressé la déclaration et les preuves exigées au paragraphe 1 de l'article 6. Dès que le conseil a donné cette autorisation, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 deviennent applicables au groupe.

CHAPITRE IV

CONSTITUTION ET ADMINISTRATION

Article 8

Siège et structure de l'Organisation internationale du café

1. L'Organisation internationale du café créée par l'accord de 1962 continue d'exister pour assurer la mise en œuvre du présent accord et en surveiller le fonctionnement.
2. L'Organisation a son siège à Londres, à moins que le conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix.
3. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du conseil international du café, du comité exécutif, du directeur exécutif et du personnel.

Article 9

Composition du conseil international du café

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le conseil international du café, qui se compose de tous les membres de l'organisation.
2. Chaque membre nomme un représentant au conseil et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

Article 10

Pouvoirs et fonctions du conseil

1. Le conseil, investi de tous les pouvoirs que confère expressément l'accord, a les pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions de l'accord.
2. Le conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers, les règlements nécessaires à l'exécution de l'accord et conformes à ses dispositions, notamment son propre règlement intérieur et les règlements applicables à la gestion financière de l'organisation et à son personnel. Le conseil peut prévoir dans son règlement intérieur une procédure qui lui permette de prendre, sans se réunir, des décisions sur des points déterminés.
3. En outre, le conseil tient à jour la documentation nécessaire à l'accomplissement des fonctions que lui confère l'accord, et toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

Article 11

Élection du président et des vice-présidents du conseil

1. Le conseil élit pour chaque année caféière un président de même qu'un premier, un deuxième et un troisième vice-président.
2. En règle générale, le président et le premier vice-président sont tous deux élus parmi les représentants des membres exportateurs ou parmi les représentants des membres importateurs, et les deuxième et troisième vice-présidents parmi les représentants de l'autre catégorie. Cette répartition alterne chaque année caféière.
3. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote. Dans ce cas, leur suppléant exerce le droit de vote du membre.

Article 12

Sessions du conseil

En règle générale, le conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. Il peut tenir des sessions extraordinaires s'il en décide ainsi. Des sessions extraordinaires se tiennent aussi à la demande du comité exécutif, ou de cinq membres, ou d'un ou plusieurs membres réunissant 200 voix au minimum. Les sessions du conseil sont annoncées au moins trente jours à l'avance, sauf en cas d'urgence. Les sessions ont lieu au siège de l'organisation, à moins que le conseil n'en décide autrement.

Article 13

Voix

1. Les membres exportateurs ont ensemble 1 000 voix et les membres importateurs également ; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie, celle des exportateurs et celle des importateurs, comme l'indiquent les paragraphes suivants.

2. Chaque membre a, comme chiffre de base, cinq voix, à condition que le total de ces voix ne dépasse pas 150 pour chaque catégorie de membres. S'il y avait plus de 30 membres exportateurs ou plus de 30 membres importateurs, le chiffre de base attribué à chaque membre de cette catégorie serait ajusté de façon que le total des chiffres de base ne dépasse pas 150 pour chaque catégorie.

3. Les membres exportateurs énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs auront, outre les voix correspondant au chiffre de base, le nombre de voix qui leur est attribué dans la colonne 2 de l'annexe 1. Si l'un des membres exportateurs auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe choisit d'avoir un contingent de base en vertu du paragraphe 5 de l'article 31, les dispositions du présent paragraphe cessent d'être applicables pour lui.

4. Sous réserve des dispositions de l'article 32, le restant des voix des membres exportateurs est réparti entre les membres ayant un contingent de base, au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café à destination des membres importateurs pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972 inclusivement. Ceci constitue la base pour le calcul des voix des membres exportateurs concernés jusqu'au 31 décembre 1977. À compter du 1^{er} janvier 1978, le restant des voix des membres exportateurs ayant un contingent de base est calculé au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives

de café à destination des membres importateurs, de la manière indiquée ci-après :

Avec effet à compter du 1 ^{er} janvier	Années caféières
1978	1969/1970, 1970/1971, 1971/1972, 1976/1977
1979	1970/1971, 1971/1972, 1976/1977, 1977/1978
1980	1971/1972, 1976/1977, 1977/1978, 1978/1979
1981	1976/1977, 1977/1978, 1978/1979, 1979/1980
1982	1977/1978, 1978/1979, 1979/1980, 1980/1981

5. Le restant des voix des membres importateurs est réparti entre eux au prorata du volume moyen de leurs importations de café des trois années civiles précédentes.

6. Le conseil répartit les voix au début de chaque année caféière en vertu du présent article, et cette répartition reste en vigueur pendant l'année en question, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 4 et 7.

7. Quand un changement survient dans la participation à l'Organisation, ou si le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en vertu des articles 26, 42, 45 ou 58, le conseil procède à une nouvelle répartition des voix, qui obéit aux dispositions du présent article.

8. Aucun membre n'a plus de 400 voix.

9. Il ne peut y avoir de fraction de voix.

Article 14

Procédure de vote du conseil

1. Chaque membre dispose de toutes les voix qu'il détient et n'est pas autorisé à les diviser. Il peut cependant disposer différemment des voix qui lui sont données par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs séances du conseil. La limitation prévue au paragraphe 8 de l'article 13 ne s'applique pas dans ce cas.

Article 15

Décisions du conseil

1. Le conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations à la majorité répartie simple, sauf disposition contraire du présent accord.

2. La procédure suivante s'applique à toute décision que le conseil doit, aux termes de l'accord, prendre à la majorité répartie des deux tiers :

a) si la proposition n'obtient pas la majorité répartie des deux tiers en raison du vote négatif d'un, deux ou trois membres exportateurs ou d'un, deux ou trois membres importateurs, elle est, si le conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les quarante-huit heures ;

b) si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient pas encore la majorité répartie des deux tiers, en raison du vote négatif d'un ou deux membres exportateurs ou d'un ou deux membres importateurs, elle est, si le conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les vingt-quatre heures ;

c) si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité répartie des deux tiers en raison du vote négatif d'un membre exportateur ou d'un membre importateur, elle est considérée comme adoptée ;

d) si le conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est considérée comme repoussée.

3. Les membres s'engagent à accepter comme obligatoires toutes des décisions que le conseil prend en vertu de l'accord.

Article 16

Composition du comité exécutif

1. Le comité exécutif se compose de huit membres exportateurs et de huit membres importateurs élus pour chaque année caféière conformément aux dispositions de l'article 17. Ils sont rééligibles.

2. Chaque membre du comité exécutif désigne un représentant et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque membre peut désigner un ou

plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

3. Élus pour chaque année caféière par le conseil, le président et le vice-président du comité exécutif sont rééligibles. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote. Si un représentant est élu président ou si un vice-président fait fonction de président, leur suppléant exerce le droit de vote. En règle générale, le président et le vice-président sont tous deux élus parmi les représentants de la même catégorie de membres pour chaque année caféière.

4. Le comité exécutif se réunit normalement au siège de l'Organisation, mais peut se réunir ailleurs.

Article 17

Élection du comité exécutif

1. Les membres exportateurs de l'Organisation élisent les membres exportateurs du comité exécutif, et les membres importateurs de l'Organisation les membres importateurs du comité exécutif. Les élections de chaque catégorie ont lieu selon les dispositions suivantes.

2. Chaque membre vote pour un seul candidat, en lui accordant toutes les voix dont il dispose en vertu de l'article 13. Il peut accorder à un autre candidat les voix dont il disposerait par procuration conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les huit candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus ; toutefois, aucun candidat n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a pas obtenu 75 voix au moins.

4. Si moins de huit candidats sont élus au premier tour de scrutin selon les dispositions du paragraphe 3 du présent article, de nouveaux tours de scrutin ont lieu, auxquels seuls participent les membres qui n'ont voté pour aucun des candidats élus. À chaque nouveau tour de scrutin, le minimum de voix nécessaire pour être élu diminue successivement de cinq unités, jusqu'à ce que les huit candidats soient élus.

5. Un membre qui n'a pas voté pour un des membres élus confère à un d'entre eux les voix dont il dispose, sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

6. On considère qu'un membre a obtenu les voix qui lui ont été données lors de son élection, plus

les voix qui lui ont été conférées plus tard, à condition que le total des voix ne dépasse 499 pour aucun membre élu.

7. Au cas où les voix considérées comme obtenues par un membre élu dépasseraient 499, les membres qui ont voté pour ce membre élu ou qui lui ont conféré leurs voix s'entendront pour qu'un ou plusieurs d'entre eux retirent les voix qu'ils lui ont accordées et les confèrent ou les transfèrent à un autre membre élu, de façon que les voix obtenues par chaque membre élu ne dépassent pas le chiffre limite de 499.

Article 18

Compétence du comité exécutif

1. Le comité exécutif est responsable devant le conseil et travaille selon ses directives générales.
2. Le conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, déléguer au comité exécutif tout ou partie de ses pouvoirs à l'exclusion des suivants :
 - a) voter le budget administratif et fixer les cotisations, en vertu de l'article 25 ;
 - b) suspendre le droit de vote d'un membre, en vertu de l'article 45 ou de l'article 58 ;
 - c) dispenser un membre de ses obligations, en vertu de l'article 56 ;
 - d) se prononcer sur les différends, en vertu de l'article 58 ;
 - e) fixer des conditions d'adhésion, en vertu de l'article 62 ;
 - f) décider de demander l'exclusion d'un membre de l'organisation, en vertu de l'article 66 ;
 - g) prendre une décision sur la question de soumettre l'accord à de nouvelles négociations, de le proroger ou de le résilier, en vertu de l'article 68 ;
 - h) recommander un amendement aux membres, en vertu de l'article 69.
3. Le conseil peut à tout moment, à la majorité répartie simple, annuler les pouvoirs qu'il a délégués au comité.

Article 19

Procédure de vote du comité exécutif

1. Chaque membre du comité exécutif dispose des voix qu'il a obtenues en vertu des paragraphes 6 et 7

de l'article 17. Le vote par procuration n'est pas admis. Aucun membre du comité exécutif n'est autorisé à partager ses voix.

2. Les décisions du comité sont prises à la même majorité que les décisions analogues du conseil.

Article 20

Quorum aux réunions du conseil et du comité

1. Le quorum exigé pour toute réunion du conseil est constitué par la majorité des membres, si cette majorité représente la majorité répartie des deux tiers du total des voix. Si, à l'heure fixée pour le début d'une séance du conseil, le quorum n'est pas atteint, le président du conseil peut décider de retarder d'au moins trois heures l'ouverture de la séance. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est toujours pas atteint, le président peut encore différer d'au moins trois heures l'ouverture de la séance. Cette procédure peut être répétée jusqu'à ce que le quorum soit atteint au moment fixé pour le début de la séance. Les membres représentés par procuration en vertu du paragraphe 2 de l'article 14 sont considérés comme présents.
2. Le quorum exigé pour toute réunion du comité exécutif est constitué par la majorité des membres si cette majorité représente la majorité répartie des deux tiers du total des voix.

Article 21

Directeur exécutif et personnel

1. Le conseil nomme le directeur exécutif sur la recommandation du comité exécutif. Il fixe les conditions d'emploi du directeur exécutif ; elles sont comparables à celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires.
2. Le directeur exécutif est le chef des services administratifs de l'Organisation ; il est responsable de l'exécution des tâches qui lui incombent dans l'administration du présent accord.
3. Le directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le conseil.
4. Le directeur exécutif et les autres fonctionnaires ne doivent avoir aucun intérêt financier ni dans l'in-

dustrie cafière ni dans le commerce ou le transport du café.

5. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur exécutif et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

Article 22

Collaboration avec d'autres organisations

Le conseil peut prendre toutes les dispositions voulues pour consulter l'Organisation des Nations unies et les institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales appropriées, et pour collaborer avec elles. Le conseil peut inviter ces organisations, ainsi que toute organisation qui traite de questions cafières, à envoyer des observateurs à ses réunions.

CHAPITRE V

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 23

Privilèges et immunités

1. L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que d'ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, du directeur exécutif, des membres du personnel et des experts, ainsi que des représentants des pays membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continueront à être régis par l'accord de siège conclu entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé gouvernement hôte) et l'Organisation le 28 mai 1969.

3. L'accord de siège mentionné au paragraphe 2 du présent article est indépendant du présent accord. Toutefois, il prendrait fin :

- a) par consentement mutuel du gouvernement hôte et de l'organisation ;
- b) dans les cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire du gouvernement hôte ;
ou
- c) dans le cas où l'Organisation cesserait d'exister.

4. L'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres membres des accords qui devront recevoir l'approbation du conseil, portant sur les privilèges et immunités qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du présent accord.

5. Les gouvernements des pays membres autres que le gouvernement hôte accordent à l'Organisation les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, le maintien de comptes bancaires et le transfert de fonds, que celles qui sont accordées aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations unies.

CHAPITRE VI

FINANCES

Article 24

Dispositions financières

1. Les dépenses des délégations au conseil ainsi que des représentants au comité exécutif et à tout autre comité du conseil ou du comité exécutif, sont à la charge de l'État qu'ils représentent.

2. Pour couvrir les autres dépenses qu'entraîne l'application du présent accord, les membres versent une cotisation annuelle. Ces cotisations sont réparties comme il est dit à l'article 25. Toutefois, le conseil peut exiger une rétribution pour certains services.

3. L'exercice financier de l'Organisation coïncide avec l'année cafière.

Article 25

Vote du budget et fixation des cotisations

1. Au second semestre de chaque exercice financier, le conseil vote le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice financier suivant et répartit les cotisations des membres à ce budget.

2. Pour chaque exercice financier, la cotisation de chaque membre est proportionnelle au rapport qu'il y a au moment du vote du budget, entre le nombre de voix dont il dispose et le nombre de voix dont disposent tous les membres réunis. Si toutefois, au début de l'exercice financier pour lequel les cotisations sont fixées, la répartition des voix entre les membres se trouve changée en vertu du paragraphe 6 de l'article 13, le conseil ajuste les cotisations en conséquence pour cet exercice. Pour déterminer les cotisations, on dénombre les voix de chaque membre sans tenir compte de la suspension éventuelle du droit de vote d'un membre et de la redistribution des voix qui aurait pu en résulter.

3. Le conseil fixe la contribution initiale de tout pays qui devient membre de l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulee de l'exercice en cours ; mais les cotisations assignées aux autres membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

Article 26

Versement des cotisations

1. Les cotisations au budget administratif de chaque exercice financier sont payables en monnaie librement convertible et sont exigibles au premier jour de l'exercice.

2. Un membre qui ne s'est pas acquitté intégralement de sa cotisation au budget administratif dans les six mois de son exigibilité perd, jusqu'au moment où il s'en acquitte, son droit de voter au conseil et de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif. Cependant, sauf décision prise par le conseil à la majorité répartie des deux tiers, ce membre n'est privé d'aucun des autres droits que lui confère le présent accord, ni relevé d'aucune des obligations que celui-ci lui impose.

3. Un membre dont le droit de vote est suspendu, en application soit des dispositions du paragraphe 2 du présent article, soit des dispositions des articles 42, 45 ou 58, reste néanmoins tenu de verser sa cotisation.

Article 27

Vérification et publication des comptes

Le plus tôt possible après la clôture de chaque exercice financier, le conseil est saisi, pour approbation et publication, d'un état, vérifié par expert agréé,

des recettes et dépenses de l'Organisation pendant cet exercice financier.

CHAPITRE VII

RÈGLEMENTATION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS

Article 28

Dispositions générales

1. Toutes les décisions que le conseil prend en vertu des dispositions du présent chapitre sont prises à la majorité répartie des deux tiers.

2. Le mot « annuel » désigne, dans le présent chapitre, toute période de douze mois établie par le conseil. Toutefois, celui-ci peut adopter des procédures pour appliquer les dispositions du présent chapitre pendant une période supérieure à douze mois.

Article 29

Marchés soumis au contingentement

Aux fins du présent accord, le marché mondial du café est divisé en marchés des pays membres sous contingent et en marchés des pays non membres hors contingent.

Article 30

Contingents de base

1. Chaque membre exportateur a droit, sous réserve des dispositions des articles 31 et 32, à un contingent de base calculé conformément aux dispositions du présent article.

2. Si, en application des dispositions de l'article 33, le contingentement prend effet pendant l'année caféière 1976/1977, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé à partir du volume moyen des exportations annuelles de chaque membre exportateur à destination des pays membres importateurs pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972. Cette répartition de la part fixe reste en vigueur jusqu'au moment où les contingents sont suspendus pour la première fois en vertu de l'article 33.

3. Si les contingents ne sont pas introduits pendant l'année caféière 1976/1977, mais prennent effet au cours de 1977/1978, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé en choisissant pour chaque membre exportateur celui des chiffres ci-après qui est le plus élevé :

- a) le volume de ses exportations à destination des pays membres importateurs au cours de l'année caféière 1976/1977, calculé à partir des renseignements transmis par les certificats d'origine ;
- b) le chiffre obtenu par l'application de la procédure exposée au paragraphe 2 du présent article.

Cette répartition de la part fixe du contingent reste en vigueur jusqu'au moment où les contingents sont suspendus pour la première fois en vertu de l'article 33.

4. Si les contingents prennent effet pour la première fois, ou s'ils sont rétablis pendant l'année caféière 1978/1979 ou à toute date ultérieure, le contingent de base à utiliser pour la répartition de la part fixe des contingents est calculé en choisissant pour chaque membre exportateur celui des deux chiffres ci-après qui est le plus élevé :

- a) la moyenne du volume de ses exportations à destination des pays membres importateurs pendant les années caféières 1976/1977 et 1977/1978, calculée à partir des renseignements transmis par les certificats d'origine ;
- b) le chiffre obtenu par l'application de la procédure exposée au paragraphe 2 du présent article.

5. Si les contingents sont introduits, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article et sont suspendus par la suite, leur rétablissement au cours de 1977/1978 est régi par les dispositions du paragraphe 3 du présent article et celles du paragraphe 1 de l'article 35. Le rétablissement des contingents au cours de l'année caféière 1978/1979 ou à toute date ultérieure est régi par les dispositions du paragraphe 4 du présent article et celles du paragraphe 1 de l'article 35.

Article 31

Membres exportateurs auxquels il n'est pas attribué de contingent de base

1. Il n'est pas attribué de contingent de base aux membres exportateurs énumérés à l'annexe 1, sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article. Ces membres auront, pendant l'année caféière 1976/1977, sous réserve des dispositions de l'article 33, le contingent annuel d'exportation initial qui se trouve dans la colonne 1 de cette annexe. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article 33, le contingent de ces membres est augmenté pendant chacune des années caféières suivantes :

- a) de 10 % du contingent annuel d'exportation initial, dans le cas de membres dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs ;
- b) de 5 % du contingent annuel d'exportation initial, dans le cas des membres dont le contingent annuel d'exportation initial atteint ou dépasse 100 000 sacs mais est inférieur à 400 000 sacs.

On considère, en vue d'arrêter les contingents annuels des membres intéressés lorsque le contingentement est introduit ou rétabli en vertu de l'article 33, que ces augmentations annuelles ont pris effet depuis l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Au plus tard le 31 juillet de chaque année, chacun des membres auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe 1 du présent article, notifie au conseil les quantités de café dont il disposera probablement pour l'exportation au cours de l'année caféière suivante. Les quantités ainsi indiquées par le membre exportateur intéressé constituent le contingent de ce membre pour l'année caféière suivante, à condition qu'elles se trouvent dans les limites autorisées définies au paragraphe 1 du présent article.

3. Lorsque le contingent annuel d'un membre exportateur dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs, atteint ou dépasse le volume maximal de 100 000 sacs mentionné au paragraphe 1 du présent article, ce membre est soumis aux dispositions applicables aux membres exportateurs dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs.

4. Lorsque le contingent annuel d'un membre exportateur dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 400 000 sacs atteint le chiffre maximal de 400 000 sacs mentionné au paragraphe 1 du présent article, ce membre est soumis aux dispositions de l'article 35 et le conseil fixe un contingent de base pour ce pays membre.

5. Tout membre exportateur figurant à l'annexe 1 et dont les exportations s'élèvent à 100 000 sacs ou davantage peut, à n'importe quel moment, demander au conseil de fixer pour lui un contingent de base.

6. Les membres dont le contingent annuel est inférieur à 100 000 sacs ne sont pas soumis aux dispositions des articles 36 et 37.

Article 32

Dispositions relatives à l'ajustement des contingents de base

1. Si un pays importateur qui n'était partie ni à l'accord international de 1968 sur le café, ni à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé, devient partie au présent accord, le conseil ajuste les contingents de base résultant de l'application des dispositions de l'article 30.

2. L'ajustement mentionné au paragraphe 1 du présent article est effectué soit en fonction de la

moyenne des exportations de chaque membre exportateur à destination du pays membre importateur concerné, pendant la période 1968 à 1972, soit en fonction de la participation au prorata de chaque membre exportateur à la moyenne des importations de ce pays, calculée pendant la même période.

3. Le conseil approuve les données numériques à partir desquelles est calculé l'ajustement des contingents de base ainsi que les critères à appliquer afin de mettre en œuvre les dispositions du présent article.

Article 33

Dispositions concernant l'établissement, la suspension et le rétablissement des contingents

1. À moins que le conseil n'en dispose autrement, les contingents sont établis à n'importe quel moment pendant la durée du présent accord, si :

a) le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, égal ou inférieur au prix maximal de la marge de prix en vigueur, établie par le conseil, conformément aux dispositions de l'article 38 ;

b) à défaut d'une marge de prix établie par le conseil :

i) la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, égale ou inférieure à la moyenne de ces prix pour l'année civile 1975, maintenue par l'Organisation tandis que l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé était en vigueur,

ou

ii) sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le prix indicatif composé calculé conformément aux dispositions de l'article 38 est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, inférieur de 15 % ou davantage à la moyenne du prix indicatif composé enregistrée au cours de l'année caféière précédente pendant laquelle l'accord était en vigueur.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, les contingents ne sont pas établis au moment de l'entrée en vigueur de l'accord à moins que la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* n'ait été, en moyenne, pendant les vingt jours de marché consécutifs qui précèdent immédiatement cette date, égale ou inférieure à la moyenne de ces prix pendant l'année civile 1975.

2. Nonobstant les dispositions la lettre b) sous ii) du paragraphe 1 du présent article, les contingents ne

sont pas établis, à moins que le conseil n'en dispose autrement, si la moyenne entre les prix indicatifs des autres *Arabicas* doux et des *Robustas* est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieure de 22,5 % ou davantage à la moyenne de ces prix pendant l'année civile 1975.

3. Les prix spécifiés à la lettre b) sous i) du paragraphe 1 et au paragraphe 2 du présent article seront passés en revue et pourront être révisés par le conseil avant le 30 septembre 1978 et avant le 30 septembre 1980.

4. À moins que le conseil n'en dispose autrement le contingentement est suspendu :

a) si le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieur de 15 % au prix maximal de la marge fixée par le conseil en vigueur à ce moment là, ou

b) à défaut d'une marge de prix établie par le conseil, si le prix indicatif composé est en moyenne, pendant vingt jours de marché consécutifs, supérieur de 15 % ou davantage à la moyenne du prix indicatif composé enregistrée pendant l'année civile précédente.

5. À moins que le conseil n'en dispose autrement, le contingentement est rétabli, après une suspension effectuée en vertu du paragraphe 4 du présent article conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 6.

6. Lorsque sont remplies les conditions pertinentes concernant les prix énoncées au paragraphe 1 du présent article, et sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les contingents prennent effet aussi rapidement que possible et de toute manière au plus tard le trimestre qui suit le moment où lesdites conditions ont été remplies. Les contingents sont fixés pour une période de quatre trimestres, sauf disposition contraire du présent accord. Si le conseil n'a pas arrêté auparavant le contingent annuel global et les contingents trimestriels, le directeur exécutif fixe un contingent sur la base de l'utilisation effective (*disappearance*) du café dans les marchés sous contingent, évaluée conformément aux critères établis dans l'article 34 ; ce contingent est attribué aux membres exportateurs conformément aux dispositions des articles 31 et 35.

7. Le conseil se réunit au cours du premier trimestre après que les contingents ont pris effet afin d'établir des marges de prix et de passer en revue et, le cas échéant, de réviser les contingents pour la période qu'il considère souhaitable, à condition que cette période ne dépasse pas douze mois à compter de la date à laquelle les contingents ont été introduits.

Article 34**Contingent annuel global**

Sous réserve des dispositions de l'article 33, le conseil arrête, à sa dernière session ordinaire de l'année caféière, un contingent annuel global en tenant compte notamment des éléments suivants :

- a) prévision de la consommation annuelle des membres importateurs ;
- b) prévision des importations des pays membres en provenance d'autres membres importateurs et de pays non membres ;
- c) prévision des variations du niveau des stocks dans les pays membres importateurs et dans les ports francs ;
- d) respect des dispositions de l'article 40 concernant les déficits et leur redistribution ;
- e) exportations des membres exportateurs à destination des membres importateurs et des pays non membres pendant la période de douze mois qui précède l'introduction des contingents, lorsqu'il s'agit d'introduire ou de rétablir les contingents en vertu des paragraphes 1 et 5 de l'article 33.

Article 35**Attribution des contingents annuels**

1. Compte tenu de la décision prise en vertu de l'article 34 et déduction faite du volume de café nécessaire pour observer les dispositions de l'article 31, il est attribué aux membres exportateurs ayant droit à un contingent de base des contingents annuels répartis selon une part fixe et une part variable. La part fixe correspond à 70 % du contingent annuel global, dûment ajusté pour observer les dispositions de l'article 31, et elle est répartie entre les membres exportateurs conformément aux dispositions de l'article 30. La part variable correspond à 30 % du contingent annuel global, dûment ajusté pour observer les dispositions de l'article 31. Ces proportions peuvent être modifiées par le conseil mais la part fixe ne doit jamais être inférieure à 70 %. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la part variable est répartie entre les membres exportateurs en fonction du rapport existant entre les stocks vérifiés de chaque membre exportateur et le total des stocks vérifiés de tous les membres exportateurs ayant des contingents de base, étant entendu qu'aucun membre ne recevra une portion de la part variable du contingent supérieure à 40 % du volume total de cette part variable, à moins que le conseil ne fixe une limite différente.

2. Les stocks à prendre en considération aux fins du présent article sont les stocks vérifiés, conformément

au règlement pertinent sur la vérification des stocks, à la fin de la campagne de chaque membre exportateur qui précède immédiatement la fixation des contingents.

Article 36**Contingents trimestriels**

1. Immédiatement après l'attribution des contingents annuels, en vertu du paragraphe 1 de l'article 35, et sous réserve des dispositions de l'article 31, le conseil attribue des contingents trimestriels à chaque membre exportateur en vue d'assurer un courant ordonné de café sur le marché mondial pendant toute la période pour laquelle sont fixés les contingents.

2. Ces contingents doivent être aussi voisins que possible de 25 % du contingent annuel de chaque membre. Aucun membre n'est autorisé à exporter plus de 30 % au cours du premier trimestre, plus de 60 % au cours des deux premiers trimestres, et plus de 80 % au cours des trois premiers trimestres. Si les exportations d'un membre n'atteignent pas, pendant un trimestre, le contingent auquel il a droit pour ce trimestre, le solde inemployé est ajouté à son contingent du trimestre suivant.

3. Les dispositions du présent article sont également applicables à la mise en œuvre du paragraphe 6 de l'article 33.

4. Quand, en raison de circonstances exceptionnelles, un membre exportateur estime que les limitations prévues au paragraphe 2 du présent article sont de nature à porter à son économie un préjudice grave, le conseil peut, à la demande de ce membre, prendre les mesures appropriées aux termes de l'article 56. Le membre intéressé doit faire la preuve du préjudice et fournir des garanties adéquates quant au maintien de la stabilité des prix. Toutefois, en aucun cas, le conseil n'autorise un membre à exporter plus de 35 % de son contingent annuel au cours du premier trimestre, plus de 65 % au cours des deux premiers trimestres, et plus de 85 % au cours des trois premiers trimestres.

Article 37**Ajustement des contingents annuels et trimestriels**

1. Si la situation du marché l'exige, le conseil peut modifier les contingents annuels et trimestriels, attribués en vertu des articles 33, 35 et 36. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 35 et sauf dans les cas prévus à l'article 31 et au paragraphe 3 de l'article 39, les contingents de chaque

membre exportateur sont modifiés selon le même pourcentage.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le conseil peut, s'il estime que la situation du marché l'exige, ajuster les contingents trimestriels des membres exportateurs pour le trimestre en cours et les trimestres à venir, sans toutefois modifier les contingents annuels.

Article 38

Mesures concernant les prix

1. Le conseil institue un système de prix indicatifs capable de fournir un prix indicatif quotidien composé.

2. À partir de ce système, le conseil peut fixer des marges de prix et des différentiels pour les principaux types et/ou groupes de café ainsi qu'une marge de prix composés.

3. Lorsqu'il établit ou ajuste une marge de prix aux fins du présent article, le conseil tient compte des niveaux et des tendances de prix alors prédominants, et notamment de l'influence exercée sur ces prix par :

- les niveaux et les tendances de la consommation et de la production aussi bien que des stocks, dans les pays exportateurs et les pays importateurs,
- les modifications du système monétaire international,
- la tendance de l'inflation ou de la déflation mondiale,
- tout autre facteur qui pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs énoncés dans le présent accord.

Le directeur exécutif fournit les renseignements nécessaires pour permettre au conseil de prendre dûment en considération les éléments susmentionnés.

4. Le conseil adopte un règlement concernant l'incidence du contingentement ou de l'ajustement des contingents sur les contrats passés avant que les contingents n'aient été établis ou ajustés.

Article 39

Autres mesures d'ajustement des contingents

1. Si le contingentement est en vigueur, le conseil se réunit en vue d'instituer un mécanisme d'ajuste-

ment au prorata des contingents en fonction des mouvements du prix indicatif composé, selon qu'il est prévu à l'article 38.

2. Ce système contient des dispositions concernant les marges de prix, le nombre de jours de marché sur lequel porteront les calculs ainsi que le nombre et le volume des ajustements.

3. Le conseil peut également instituer un mécanisme prévoyant des augmentations de contingents en fonction du mouvement des prix des principaux types et/ou groupes de café.

Article 40

Déficits

1. Chaque membre exportateur déclare tout déficit anticipé des quantités qu'il a le droit d'exporter sous contingent afin de permettre de redistribuer pendant la même année caféière les quantités correspondant aux déficits entre les membres exportateurs en mesure de les exporter et prêts à le faire. Soixante-dix pour cent de la quantité déclarée conformément aux dispositions du présent paragraphe seront offerts tout d'abord aux fins de redistribution entre d'autres membres exportateurs du même type de café proportionnellement à leur contingent de base, et trente pour cent tout d'abord aux membres exportateurs de l'autre type de café, en proportion de leur contingent de base également.

2. Si un pays membre déclare un déficit pendant les six premiers mois d'une année caféière, le contingent annuel de ce membre est augmenté, pendant l'année caféière suivante, de 30 % du volume déclaré et non exporté. Ce montant est imputé sur les quantités annuelles à exporter sous contingent par les membres exportateurs qui ont accepté la redistribution effectuée en vertu du paragraphe 1 du présent article, au prorata de leur participation à cette redistribution.

Article 41

Quantités à exporter sous contingent par un groupe membre

Quand plusieurs pays forment un groupe membre en vertu des articles 6 et 7, les contingents de base de ces pays ou, le cas échéant, les quantités à exporter sous contingent par ces membres, sont additionnés, et leur total est considéré, aux fins du présent chapitre, comme un contingent de base unique ou une quantité à exporter sous contingent unique.

Article 42

Respect du contingentement

1. Les membres exportateurs prennent les mesures voulues pour assurer le respect absolu de toutes les dispositions du présent accord qui concernent le contingentement. Le conseil peut exiger de ces membres qu'ils prennent, outre les mesures qu'ils pourraient être amenés à prendre d'eux-mêmes, des mesures complémentaires pour appliquer de façon effective le contingentement prévu par le présent accord.
2. Les membres exportateurs ne dépassent pas les contingents annuels et trimestriels qui leur sont attribués.
3. Si un membre exportateur dépasse son contingent pendant un trimestre donné, le conseil réduit un ou plusieurs des contingents suivants de ce membre d'une quantité égale à 110 % du dépassement.
4. Si un membre exportateur dépasse une deuxième fois son contingent trimestriel, le conseil procède à la même réduction que celle qui est prévue au paragraphe 3 du présent article.
5. Si un membre exportateur dépasse une troisième fois ou plus souvent encore son contingent trimestriel, le conseil applique la réduction prévue au paragraphe 3 du présent article et suspend les droits de vote du membre intéressé jusqu'à ce qu'il ait décidé s'il y a lieu d'exclure ce membre de l'organisation, conformément aux dispositions de l'article 66.
6. Les réductions de contingent prévues aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article sont considérées comme des déficits aux fins du paragraphe 1 de l'article 40.
7. Le conseil applique les dispositions des paragraphes 1 à 5 du présent article aussitôt qu'il est en possession des renseignements nécessaires.

Article 43

Certificats d'origine et de réexportation

1. Tout le café exporté par un membre est accompagné d'un certificat d'origine valide. Les certificats d'origine sont délivrés, conformément au règlement pertinent du conseil, par l'organisme qualifié que ce membre a choisi et que l'organisation a approuvé.
2. Si les contingents ont pris effet, tout le café ré-exporté par un membre est accompagné d'un certi-

ficat de réexportation valide. Les certificats de réexportation sont délivrés, conformément au règlement pertinent du conseil, par un organisme qualifié choisi par ce membre et approuvé par l'organisation, et attestent que le café en question a été importé en application des dispositions du présent accord.

3. Le règlement mentionné dans le présent article contient des dispositions permettant de l'appliquer aux groupes de membres importateurs formant une union douanière.

4. Le conseil peut adopter un règlement concernant l'impression, la validation, la délivrance et l'utilisation des certificats, et prendre les mesures nécessaires pour délivrer des timbres pour l'exportation de café moyennant le versement d'un droit dont le montant est à fixer par le conseil. L'apposition de ces timbres sur les certificats d'origine peut être l'un des moyens prescrits pour les valider. Le conseil peut prendre des dispositions analogues pour valider d'autres formules de certificats et délivrer d'autres sortes de timbres d'exportations, à des conditions à déterminer.

5. Chaque membre communique à l'organisation le nom de l'organisme gouvernemental ou non gouvernemental qu'il a désigné pour remplir les fonctions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article. L'organisation approuve nommément un organisme non gouvernemental après avoir eu la preuve, fournie par le membre intéressé, que cet organisme est en mesure d'assumer, conformément aux règlements établis en vertu du présent accord, les responsabilités qui incombent au membre, et qu'il est disposé à le faire. Le conseil peut à tout moment déclarer, par une décision motivée, qu'il ne peut plus accepter un organisme non gouvernemental particulier. Le conseil prend, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme mondial de réputation internationale, les mesures nécessaires pour être à même de s'assurer à tout instant que les diverses formules de certificats sont délivrées et utilisées correctement, et de vérifier les quantités de café qui ont été exportées par chaque membre.

6. Un organisme non gouvernemental approuvé comme un service de certification selon les dispositions du paragraphe 5 du présent article conserve les registres des certificats délivrés, ainsi que les pièces sur lesquelles est fondée leur délivrance, pendant une période de quatre années au moins. Avant d'être approuvé comme service de certification selon les dispositions du paragraphe 5 du présent article, un organisme non gouvernemental doit accepter de tenir lesdits registres à la disposition de l'Organisation aux fins d'inspection.

7. Si le contingentement est en vigueur, les membres interdisent, sous réserve des dispositions de l'article 44 et de celles des paragraphes 1 et 2 de l'article 45,

l'importation de toute expédition de café qui n'est pas accompagnée d'un certificat valide, établi selon la formule appropriée et délivré conformément au règlement adopté par le conseil.

8. De petites quantités de café, sous la forme que le conseil pourra déterminer, ou le café destiné à être consommé directement à bord des navires, des avions ou de tous autres moyens de transport internationaux, ne sont pas soumises aux dispositions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 44

Exportations hors contingent

1. Ainsi que le prévoient les dispositions de l'article 29, les exportations de café à destination de pays qui ne participent pas au présent accord ne sont pas imputées sur les contingents. Le conseil peut établir un règlement concernant notamment la manière d'effectuer et de surveiller ces échanges, de traiter le détournement et la réexportation vers des pays membres du café destiné à des pays non membres, et les sanctions à appliquer éventuellement, ainsi que les documents nécessaires pour accompagner les exportations à destination des pays membres aussi bien que des pays non membres.

2. Les exportations de café en grain comme matière première à transformer industriellement à des fins autres que la consommation humaine comme boisson ou comme aliment ne sont pas soumises au contingentement, à condition que le membre exportateur prouve à la satisfaction du conseil que ce café en grain aura effectivement cet usage.

3. Le conseil peut, à la demande d'un membre exportateur, décider que les exportations de café effectuées par ce membre à des fins humanitaires ou non commerciales ne sont pas imputables sur son contingent.

Article 45

Réglementation des importations

1. Pour empêcher des pays non membres d'augmenter leurs exportations au détriment des membres exportateurs, chaque membre limite, lorsque le contingentement est en vigueur, ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres qui n'étaient pas parties à l'accord international de 1968 sur le café, à une quantité égale à la moyenne annuelle de ses importations de café, en provenance de pays non membres, soit de l'année civile 1971 à

l'année civile 1974 inclusivement, soit de l'année civile 1972 à l'année civile 1974 inclusivement.

2. Lorsque le contingentement est en vigueur, les membres limitent également leurs importations annuelles de café en provenance de chaque pays non membre qui était partie à l'accord international de 1968 sur le café, ou à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé, à une quantité qui ne dépasse pas un certain pourcentage de la moyenne des importations annuelles en provenance de ce pays non membre pendant les années caféières 1968/1969 à 1971/1972. Ce pourcentage correspond au rapport qui existe entre la part fixe et le contingent annuel global, en vertu du paragraphe 1 de l'article 35, au moment où les contingents prennent effet.

3. Le conseil peut suspendre ou modifier ces limitations quantitatives s'il estime que ces mesures sont nécessaires pour permettre d'atteindre les objectifs du présent accord.

4. Les obligations définies aux paragraphes précédents du présent article s'entendent sans préjudice des obligations contraires, bilatérales ou multilatérales, que les membres importateurs ont contractées à l'égard de pays non membres avant l'entrée en vigueur du présent accord, à condition que tout membre importateur qui a contracté ces obligations contraires s'en acquitte de manière à atténuer le plus possible le conflit qui les oppose aux obligations définies aux paragraphes précédents. Ce membre prend aussitôt que possible des mesures pour concilier ces obligations et les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article et expose en détail au conseil la nature de ces obligations et les mesures qu'il a prises pour atténuer le conflit ou le faire disparaître.

5. Si un membre importateur ne se conforme pas aux dispositions du présent article, le conseil peut suspendre et son droit de voter au conseil et son droit de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif.

CHAPITRE VIII

AUTRES DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES

Article 46

Mesures relatives au café transformé

1. Les membres reconnaissent que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de

leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du café et l'exportation du café transformé.

2. À ce propos, les membres évitent de prendre des mesures gouvernementales qui pourraient désorganiser le secteur caféier d'autres membres.

3. Si un membre considère que les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne sont pas observées, il engage des consultations avec les autres membres intéressés, en tenant dûment compte des dispositions de l'article 57. Les membres intéressés s'efforcent d'arriver à un règlement amiable sur une base bilatérale. Si ces consultations ne permettent pas d'arriver à une entente satisfaisante pour les parties en cause, l'une ou l'autre des parties peut saisir le conseil de l'affaire, conformément aux dispositions de l'article 58.

4. Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte au droit de tout membre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que le secteur caféier de son économie ne soit désorganisé par des importations de café transformé, ou pour redresser la situation le cas échéant.

Article 47

Propagande

1. Les membres s'engagent à encourager la consommation du café de toutes les manières possibles. À cette fin, il est institué un fonds de propagande qui a pour objectifs de stimuler la consommation dans les pays importateurs par tous les moyens appropriés sans considération de l'origine, du type ou de l'appellation du café et d'améliorer cette boisson ou de lui conserver la plus grande pureté et la plus haute qualité possibles.

2. Le fonds de propagande est administré par un comité. La participation au fonds est limitée aux membres qui lui apportent une contribution financière.

3. Pendant les années caféières 1976/1977 et 1977/1978, le fonds est financé au moyen d'un droit obligatoire sur les timbres d'exportation ou les autorisations d'exporter équivalentes, à acquitter par les membres exportateurs à compter du 1^{er} octobre 1976. Ce droit s'élève à 5 cents EU par sac, pour les membres énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est inférieur à 100 000 sacs ; à 10 cents EU par sac, pour les membres énumérés à l'annexe 1 et dont le contingent annuel d'exportation initial est égal ou supérieur à 100 000 sacs mais inférieur à 400 000 sacs ; et de 25 cents EU par sac, pour tous les autres membres exportateurs. Le fonds pourra également

être financé par des contributions facultatives versées par d'autres membres à des conditions à approuver par le comité.

4. Le comité peut décider à tout moment de continuer à percevoir un droit obligatoire pendant la troisième année caféière et les années caféières suivantes, s'il doit disposer de ressources supplémentaires pour satisfaire aux obligations contractées en vertu du paragraphe 7 du présent article. Il peut également décider de recevoir des contributions d'autres membres à des conditions qu'il devra approuver.

5. Les ressources du fonds sont utilisées essentiellement pour financer les campagnes de propagande menées dans les pays membres importateurs.

6. Le fonds peut parrainer des recherches et des études ayant trait à la consommation du café.

7. Les membres importateurs ou, dans les pays membres importateurs, des associations commerciales acceptables par le comité, peuvent présenter des propositions sur les campagnes à mener en faveur de la consommation du café. Le fonds peut financer jusqu'à concurrence de 50 % du coût de ces campagnes. Lorsque les conditions relatives aux campagnes ont été acceptées d'un commun accord, le pourcentage de la contribution du comité reste inchangé. La durée des campagnes peut dépasser une année mais n'est pas supérieure à cinq ans.

8. Le paiement mentionné au paragraphe 3 est effectué contre la remise de timbres d'exportation ou d'autorisations d'exporter équivalentes. Le règlement concernant l'application d'un système de certificats d'origine établi en vertu de l'article 43 contient des dispositions relatives au paiement du droit mentionné au paragraphe 3.

9. Le droit mentionné aux paragraphes 3 et 4 est payable en dollars EU au directeur exécutif qui déposera les fonds qui en proviennent dans un compte spécial à dénommer « compte du fonds de propagande ».

10. Le comité contrôle tous les fonds déposés dans le fonds de propagande. Aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, un état des recettes et dépenses du fonds de propagande pendant l'exercice écoulé, vérifié par un expert agréé, est présenté au comité aux fins d'approbation. Les comptes vérifiés dûment approuvés par le comité sont transmis au conseil à titre d'information seulement.

11. Le directeur exécutif est le président du comité et fait rapport périodiquement au conseil sur les activités du comité.

12. Les dépenses administratives entraînées par la mise en application des dispositions du présent article ainsi que celles qui ont trait aux activités relevant de la propagande sont à la charge du fonds de propagande.

13. Le comité établit ses propres statuts.

Article 48

Élimination des obstacles

1. Les membres reconnaissent qu'il est de la plus haute importance de réaliser dans les meilleurs délais le plus grand développement possible de la consommation du café, notamment par l'élimination progressive de tout obstacle qui pourrait entraver ce développement.

2. Les membres reconnaissent que certaines mesures actuellement en vigueur pourraient, dans des proportions plus ou moins grandes, entraver l'augmentation de la consommation du café, en particulier :

- a) certains régimes d'importation applicables au café, y compris les tarifs préférentiels ou autres, les contingents, les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;
- b) certains régimes d'exportation en ce qui concerne les subventions directes ou indirectes et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;
- c) certaines conditions intérieures de commercialisation et dispositions internes de caractère législatif et administratif qui pourraient affecter la consommation.

3. Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les membres s'efforcent de poursuivre la réduction des tarifs sur le café ou de prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles à l'augmentation de la consommation.

4. En considération de leur intérêt commun, les membres s'engagent à rechercher les moyens par lesquels les obstacles au développement du commerce et de la consommation mentionnés au paragraphe 2 pourraient être progressivement réduits et éventuellement, dans la mesure du possible, éliminés, ou par lesquels leurs effets pourraient être substantiellement diminués.

5. Eu égard aux engagements contractés aux termes du paragraphe 4, les membres informent chaque année le conseil de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue de donner suite aux dispositions du présent article.

6. Le directeur exécutif prépare périodiquement une étude des obstacles à l'augmentation de la consommation, qui est passée en revue par le conseil.

7. Pour atteindre les objectifs visés dans le présent article, le conseil peut faire des recommandations aux membres qui lui font rapport aussitôt que possible sur les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en œuvre les recommandations en question.

Article 49

Mélanges et succédanés

1. Les membres ne maintiennent en vigueur aucune réglementation qui exigerait que d'autres produits soient mélangés, traités ou utilisés avec du café, en vue de leur vente dans le commerce sous l'appellation de café. Les membres s'efforcent d'interdire la publicité et la vente, sous le nom de café, de produits contenant moins de l'équivalent de quatre-vingt-dix pour cent de café vert comme matière première de base.

2. Le conseil peut demander à un pays membre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent article.

3. Le directeur exécutif soumet périodiquement au conseil un rapport sur la manière dont sont observées les dispositions du présent article.

Article 50

Politique de production

1. Pour permettre d'atteindre plus aisément l'objectif exposé au paragraphe 1 de l'article 1^{er}, les membres exportateurs s'engagent à déployer tous les efforts possibles en vue d'adopter et de mettre en œuvre une politique de production.

2. Le conseil peut établir des procédures afin de coordonner les politiques de production mentionnées au paragraphe 1 du présent article. Ces procédures peuvent comprendre les mesures appropriées de diversification, ou d'encouragement à la diversification, ainsi que les moyens selon lesquels les membres pourront obtenir une assistance technique aussi bien que financière.

3. Le conseil peut fixer une contribution à payer par les membres exportateurs et destinée à permettre à l'Organisation d'effectuer les études techniques appropriées en vue d'aider les membres exportateurs à prendre les mesures nécessaires pour appliquer une politique de production adéquate. Cette contribution ne sera pas supérieure à 2 cents EU par sac exporté à destination des pays membres importateurs et sera payable en monnaie convertible.

*Article 51***Politique relative aux stocks**

1. En vue de compléter les dispositions du chapitre VII et de l'article 50, le conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers, la politique à suivre à l'égard des stocks de café dans les pays membres producteurs.

2. Le conseil prend les mesures nécessaires pour vérifier chaque année, conformément aux dispositions de l'article 35, le volume des stocks de café que les membres exportateurs détiennent individuellement. Les membres intéressés facilitent cette enquête annuelle.

3. Les membres producteurs s'assurent qu'il existe dans leurs pays respectifs des moyens d'entreposage suffisants pour emmagasiner convenablement les stocks de café.

4. Le conseil entreprend une étude sur la possibilité d'aider à atteindre les objectifs du présent accord par un arrangement concernant un stock international.

*Article 52***Collaboration avec la profession**

1. L'Organisation reste en liaison étroite avec les organisations non gouvernementales appropriées s'occupant du commerce international du café et avec les experts en matière de café.

2. Les membres règlent l'action qu'ils assurent dans le cadre du présent accord de manière à respecter les structures de la profession et à éviter les pratiques de vente discriminatoires. Dans l'exercice de cette action, ils s'efforcent de tenir dûment compte des intérêts légitimes de la profession.

*Article 53***Information**

1. L'Organisation sert de centre pour rassembler, échanger et publier:

- a) des renseignements statistiques sur la production, les prix, les exportations et les importations, la distribution et la consommation du café dans le monde;
- b) dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du café.

2. Le conseil peut demander aux membres de lui donner, en matière de café, les renseignements qu'il juge nécessaires à son activité, notamment des rapports statistiques périodiques sur la production, les tendances de la production, les exportations et les importations, la distribution, la consommation, les stocks, les prix et l'imposition, mais il ne rend public aucun renseignement qui permettrait d'identifier les opérations d'individus ou de firmes qui produisent, traitent ou écoulent du café. Les membres communiquent sous une forme aussi détaillée et précise que possible les renseignements demandés.

3. Si un membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai normal les renseignements, statistiques ou autres, dont le conseil a besoin pour la bonne marche de l'organisation, le conseil peut exiger du membre en question qu'il explique les raisons de ce manquement. S'il constate qu'il faut fournir à cet égard une aide technique, le conseil peut prendre les mesures nécessaires.

4. En complément des dispositions prévues au paragraphe 3 du présent article, le directeur exécutif peut, après avoir donné le préavis nécessaire et à moins que le conseil n'en dispose autrement, suspendre la délivrance des timbres ou autres autorisations d'exporter équivalentes, conformément aux dispositions de l'article 43.

*Article 54***Études**

1. Le conseil peut favoriser des études sur les conditions économiques de la production et de la distribution du café; l'incidence des mesures prises par les gouvernements dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs sur la production et la consommation du café; la possibilité d'accroître la consommation du café, dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages; les effets de l'application du présent accord sur les pays producteurs et consommateurs de café, en ce qui concerne notamment leurs termes de l'échange.

2. L'Organisation peut étudier la possibilité d'établir des normes minimales pour les exportations de café des membres producteurs.

*Article 55***Fonds spécial**

1. Un fonds spécial est établi pour permettre à l'Organisation de prendre et de financer les mesures

supplémentaires nécessaires pour assurer la mise en œuvre des dispositions pertinentes du présent accord, avec effet à compter de son entrée en vigueur ou à une date aussi proche que possible de celle-ci.

2. Les versements au fonds consistent en un droit de 2 cents EU sur chaque sac de café exporté à destination des membres importateurs, à acquitter par les membres exportateurs à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, à moins que le conseil ne décide de réduire ce droit ou d'en suspendre la perception.

3. Le droit mentionné au paragraphe 2 du présent article est versé en dollars EU au directeur exécutif contre la remise de timbres d'exportation ou d'autorisations d'exporter équivalentes. Le règlement concernant l'application d'un système de certificats d'origine établi conformément aux dispositions de l'article 43 contient des dispositions relatives au paiement de ce droit.

4. Sous réserve de l'approbation du conseil, le directeur exécutif est autorisé à prélever sur les ressources du fonds les sommes nécessaires pour régler le coût de la mise en application du système des certificats d'origine mentionné à l'article 43, les dépenses afférentes à la vérification des stocks effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 51, et les frais entraînés par l'amélioration du système appliqué pour recueillir et transmettre les renseignements statistiques mentionné à l'article 53.

5. Dans toute la mesure du possible, et bien qu'il soit distinct du budget administratif, le fonds est géré et administré de manière analogue au budget administratif et soumis à la vérification annuelle, par expert agréé, prévue pour les comptes de l'Organisation par les dispositions de l'article 27.

Article 56

Dispenses

1. Le conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, dispenser un membre d'une obligation en raison de circonstances exceptionnelles ou critiques, d'un cas de force majeure, de dispositions constitutionnelles, ou d'obligations internationales résultant de la charte des Nations unies touchant des territoires administrés sous le régime de tutelle.

2. Lorsqu'il accorde une dispense à un membre, le conseil indique explicitement sous quelles modalités, à quelles conditions et pour combien de temps le membre intéressé est dispensé de cette obligation.

3. Le conseil ne prend pas en considération une demande de dispense des obligations relatives aux contingents fondée sur l'existence dans un pays membre, au cours d'une ou plusieurs années, d'une production exportable dépassant les exportations permises de ce membre, ou provenant de ce que le membre en question n'a pas observé les dispositions des articles 50 et 51.

CHAPITRE IX

CONSULTATIONS, DIFFÉRENDS ET RÉCLAMATIONS

Article 57

Consultations

Chaque membre accueille favorablement les observations qui peuvent être présentées par un autre membre sur toute question relative au présent accord et accepte toute consultation y ayant trait. Au cours de consultations de ce genre, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le directeur exécutif institue une commission indépendante qui offre ses bons offices en vue de parvenir à une conciliation. Les dépenses de la commission ne sont pas à la charge de l'Organisation. Si l'une des parties n'accepte pas que le directeur exécutif institue une commission ou si la consultation ne conduit pas à une solution, la question peut être soumise au conseil en vertu de l'article 58. Si la consultation aboutit à une solution, un rapport est présenté au directeur exécutif qui le distribue à tous les membres.

Article 58

Différends et réclamations

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout membre partie au différend, déferé au conseil pour décision.

2. Quand un différend est déferé au conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, la majorité des membres, ou plusieurs membres qui détiennent ensemble au moins le tiers du total des voix, peuvent demander au conseil de solliciter, après discussion de l'affaire et avant de faire connaître sa décision, l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article, sur les questions en litige.

3. a) Sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil, cette commission est composée de :

- i) deux personnes désignées par les membres exportateurs, dont l'une a une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique,
- ii) deux personnes désignées par les membres importateurs selon les mêmes critères,

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées en vertu des alinéas i) et ii) ou, en cas de désaccord, par le président du conseil.

b) Les ressortissants des pays qui sont parties au présent accord peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au conseil qui tranche le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.

5. Le conseil statue sur tout différend dont il est saisi dans les six mois qui suivent la date à laquelle ce différend lui a été soumis.

6. Quand un membre se plaint qu'un autre membre n'ait pas rempli les obligations que lui impose le présent accord, cette plainte est, à la requête du plaignant, déferée au conseil qui décide.

7. Un membre ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent accord que par un vote à la majorité répartie simple. Toute constatation d'une infraction à l'accord de la part d'un membre doit spécifier la nature de l'infraction.

8. Si le Conseil constate qu'un membre a commis une infraction au présent accord, il peut, sans préjudice des autres mesures coercitives prévues à d'autres articles de l'accord et par vote à la majorité répartie des deux tiers, suspendre le droit que ce membre a de voter au conseil et le droit qu'il a de voter ou de faire voter pour lui au comité exécutif, jusqu'au moment où il se sera acquitté de ses obligations, ou exiger son exclusion de l'organisation, en vertu de l'article 66.

9. Un membre peut demander un avis préalable au comité exécutif en cas de différend ou de réclamation avant que la question ne soit examinée par le conseil.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article 59

Signature

Le présent accord sera, du 31 janvier jusqu'au 31 juillet 1976 inclusivement, ouvert, au siège de l'Organisation des Nations unies, à la signature des parties contractantes à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole ainsi qu'à celle des gouvernements invités aux sessions du conseil international du café tenues aux fins de négociation de l'accord international de 1976 sur le café.

Article 60

Ratification, acceptation, approbation

1. Le présent accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle.

2. Sauf dans les cas prévus par l'article 61, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies au plus tard le 30 septembre 1976. Cependant, le conseil peut accorder des prorogations de délai aux gouvernements signataires qui ne sont pas en mesure de déposer leurs instruments avant cette date.

Article 61

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera en vigueur à titre définitif le 1^{er} octobre 1976 si, à cette date, des gouvernements représentant au moins vingt membres exportateurs ayant au minimum 80 % des voix des membres exportateurs, et au moins dix membres importateurs ayant au minimum 80 % des voix des membres importateurs, selon la répartition indiquée à l'annexe 2, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autre part, l'accord entrera définitivement en vigueur à n'importe quel moment après le 1^{er} octobre 1976, s'il

est provisoirement en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, et si les conditions concernant le pourcentage sont satisfaites par le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. L'accord peut entrer en vigueur provisoirement le 1^{er} octobre 1976. À cette fin, si un gouvernement signataire ou toute autre partie contractante à l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole notifié au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qui recevra la notification au plus tard le 30 septembre 1976, qu'il s'engage à appliquer les dispositions du présent accord à titre provisoire et à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un gouvernement qui s'engage à appliquer provisoirement les dispositions de l'accord en attendant le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sera considéré comme provisoirement partie à l'accord jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : celle du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 31 décembre 1976 inclusivement. Le conseil peut accorder une prorogation du délai pendant lequel un gouvernement qui applique provisoirement l'accord peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Si l'accord n'est pas entré en vigueur définitivement ou provisoirement le 1^{er} octobre 1976, conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 du présent article, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont adressé les notifications aux termes desquelles ils s'engagent à appliquer provisoirement les dispositions de l'accord et à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il entrera en vigueur entre eux. De même, si l'accord est entré en vigueur provisoirement mais non définitivement, le 31 décembre 1976, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont fait les notifications mentionnées au paragraphe 2, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il continuera à rester provisoirement en vigueur ou qu'il entrera définitivement en vigueur entre eux.

Article 62

Adhésion

1. Le gouvernement de tout État membre de l'Organisation des Nations unies ou membre d'une des

institutions spécialisées peut, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, y adhérer aux conditions que fixe le conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. L'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument.

Article 63

Réserves

Aucune des dispositions de l'accord ne peut être l'objet de réserves.

Article 64

Application à des territoires désignés

1. Tout gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies que le présent accord s'applique à tel ou tel des territoires dont il assure la représentation internationale ; l'accord s'applique aux territoires désignés dans la notification à compter de la date de la notification.

2. Toute partie contractante qui désire exercer à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure la représentation internationale le droit que lui donne l'article 5, ou qui désire autoriser l'un ou l'autre de ces territoires à faire partie d'un groupe membre constitué en vertu de l'article 6 ou de l'article 7, peut le faire en adressant au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite, une notification en ce sens.

3. Toute partie contractante qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article peut, par la suite, notifier à tout moment au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies que l'accord cesse de s'appliquer à tel ou tel territoire qu'elle désigne ; l'accord cesse de s'appliquer à ce territoire à compter de la date de la notification.

4. Lorsqu'un territoire auquel s'appliquait le présent accord en vertu du paragraphe 1 devient indépendant, le gouvernement du nouvel État peut, dans les quatre-vingt-dix jours de son accession à l'indé-

pendance, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qu'il assume les droits et obligations d'une partie contractante à l'accord. Il devient partie contractante au présent accord à compter de la date de la notification. Le conseil peut accorder une prorogation du délai imparti pour faire cette notification.

Article 65

Retrait volontaire

Toute partie contractante peut à tout moment se retirer du présent accord en notifiant par écrit son retrait au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le retrait prend effet quatre-vingt-dix jours après réception de la notification.

Article 66

Exclusion

Si le conseil considère qu'un membre a commis une infraction aux obligations que lui impose le présent accord, et s'il estime en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'accord, il peut, à la majorité répartie des deux tiers, exclure ce membre de l'organisation. Le conseil notifie immédiatement cette décision au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Quatre-vingt-dix jours après la décision du conseil, ce membre cesse d'appartenir à l'organisation internationale du café et, si ce membre est partie contractante, d'être partie à l'accord.

Article 67

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion

1. En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre, le conseil liquide ses comptes s'il y a lieu. L'organisation conserve les sommes déjà versées par ce membre qui est d'autre part tenu de régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion de l'Organisation ; toutefois, s'il s'agit d'une partie contractante qui ne peut pas accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse d'être partie à l'accord en vertu du paragraphe 2 de l'article 69, le conseil peut liquider les comptes de la manière qui lui semble équitable.

2. Un membre qui a cessé de participer au présent accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou des autres avoirs de l'Organisation ; il ne peut non plus lui être imputé aucune partie du déficit éventuel de l'organisation lorsque l'accord prend fin.

Article 68

Durée et expiration ou résiliation

1. L'accord reste en vigueur pendant une période de six années, jusqu'au 30 septembre 1982, à moins qu'il ne soit prorogé en vertu du paragraphe 3 du présent article ou résilié en vertu du paragraphe 4.

2. Au cours de la troisième année pendant laquelle l'accord est en vigueur, à savoir l'année caféière prenant fin le 30 septembre 1979, les parties contractantes notifient au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies leur intention de continuer à participer à l'accord pendant les trois autres années durant lesquelles il sera en vigueur. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre, n'a pas notifié ou fait notifier, au 30 septembre 1979, son intention de continuer à participer à l'accord pendant les trois autres années durant lesquelles il sera en vigueur, cette partie contractante ou ce territoire cesse, à partir du 1^{er} octobre 1979, d'être partie à l'accord.

3. À tout moment après le 30 septembre 1980, le conseil peut, par décision prise à la majorité de 58 % des membres détenant au moins une majorité répartie de 70 % des voix, décider que le présent accord fera l'objet de nouvelles négociations ou sera prorogé, avec ou sans modification pour le temps qu'il détermine. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre ou fait partie d'un groupe membre, n'a pas notifié ou fait notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies son acceptation du nouvel accord ou de l'accord prorogé à la date où ce nouvel accord ou cet accord prorogé entre en vigueur, cette partie contractante ou ce territoire cesse à cette date d'être partie à l'accord.

4. Le conseil peut à tout moment, s'il en décide ainsi à la majorité des membres, mais au moins à la majorité répartie des deux tiers des voix, décider de résilier le présent accord. Cette résiliation prend effet à dater du moment que le conseil décide.

5. Nonobstant la résiliation de l'accord, le conseil continue à exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, apurer ses comptes et disposer de ses avoirs ; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à cet effet.

Article 69

Amendements

1. Le conseil peut, par décision prise à la majorité répartie des deux tiers, recommander aux parties contractantes un amendement au présent accord. Cet amendement prend effet cent jours après que des parties contractantes qui représentent au moins 75 % des membres exportateurs détenant au minimum 85 % des voix des membres exportateurs, et des parties contractantes qui représentent au moins 75 % des membres importateurs détenant au minimum 80 % des voix des membres importateurs, ont notifié leur acceptation au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le conseil fixe un délai avant l'expiration duquel les parties contractantes notifient au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qu'elles acceptent l'amendement. Si, à l'expiration de ce délai, les conditions relatives au pourcentage exigé pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas remplies, il est considéré comme retiré.

2. Si une partie contractante, ou un territoire qui est membre ou fait partie d'un groupe membre, n'a pas notifié ou fait notifier son acceptation d'un amendement dans le délai imparti par le conseil à cet effet, cette partie contractante ou ce territoire cesse d'être partie à l'accord à compter de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

Article 70

Dispositions supplémentaires et transitoires

1. Le présent accord est considéré comme une continuation de l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole.

2. Afin de faciliter l'application ininterrompue de l'accord international de 1968 sur le café tel que prorogé par protocole :

- a) toutes les mesures prises en vertu de l'accord de 1968 tel que prorogé par protocole, soit directement par l'organisation ou l'un de ses organes, soit en leur nom, qui sont en vigueur au 30 septembre 1976 et dont il n'est pas spécifié que leur effet expire à cette date restent en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent accord ;
- b) toutes les décisions que le conseil devra prendre au cours de l'année caféière 1975/1976 en vue de leur application au cours de l'année caféière 1976/1977 seront prises pendant la dernière session ordinaire du conseil qui se tiendra au cours de l'année caféière 1975/1976 ; elles seront appliquées à titre provisoire comme si l'accord était déjà entré en vigueur.

Article 71

Textes de l'accord faisant foi

Les textes du présent accord en anglais, espagnol, français et portugais font tous également foi. Les originaux sont déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

ANNEXE 1

Membres exportateurs exportant moins de 400 000 sacs à destination
des membres importateurs

Membre exportateur	Contingent annuel d'exportation initial (en milliers de sacs) (1)	Nombre de voix à ajouter aux voix correspondant au chiffre de base (2)
Moins de 100 000 sacs		
Gabon	25	0
Jamaïque	25	0
Congo	25	0
Panamá	41	0
Dahomey	33	0
Bolivie	73	0
Ghana	66	0
Trinité et Tobago	69	0
Nigeria	70	0
Paraguay	70	0
Timor	82	0
Total	579	
Plus de 100 000 sacs		
Libéria	100	2
Guinée	127	2
Sierra Leone	180	3
République centrafricaine	205	3
Togo	225	4
Rwanda	300	5
Venezuela	325	5
Burundi	360	6
Haïti	360	6
Total	2 182	
TOTAL GÉNÉRAL	2 761	

ANNEXE 2

Répartition des voix

	Exportateurs	Importateurs		Exportateurs	Importateurs
TOTAL	1 000	1 000	Japon	—	37
Australie	—	12	Kenya	17	—
Belgique ⁽¹⁾	—	29	Libéria	4	—
Bolivie	4	—	Madagascar	18	—
Brésil	336	—	Mexique	32	—
Burundi	8	—	Nicaragua	13	—
Cameroun	20	—	Nigéria	4	—
Canada	—	32	Norvège	—	16
Chypre	—	5	Nouvelle-Zélande	—	7
Colombie	114	—	Ouganda	42	—
Congo	4	—	Panama	4	—
Costa Rica	22	—	Papouasie-Nouvelle-Guinée	4	—
Côte-d'Ivoire	49	—	Paraguay	4	—
Danemark	—	23	Pays-Bas	—	47
Dahomey	4	—	Pérou	16	—
El Salvador	35	—	Portugal	—	12
Équateur	16	—	République centrafricaine	7	—
Espagne	—	29	République dominicaine	2	—
États-Unis d'Amérique	—	392	République fédérale d'Allemagne	—	104
Éthiopie	28	—	Royaume-Uni	—	51
Finlande	—	22	Rwanda	6	—
France	—	87	Sierra Leone	6	—
Gabon	4	—	Suède	—	37
Ghana	4	—	Suisse	—	24
Guatemala	33	—	Tanzanie	15	—
Guinée	6	—	Tchécoslovaquie	—	10
Haïti	12	—	Timor	4	—
Honduras	11	—	Togo	7	—
Inde	11	—	Trinité et Tobago	4	—
Indonésie	26	—	Venezuela	9	—
Irlande	—	6	Yougoslavie	—	18
Jamaïque	4	—	Zaïre	21	—

⁽¹⁾ Y compris le Luxembourg.

Information relative à l'entrée en vigueur de l'accord international de 1976 sur le café

Conformément à la décision du Conseil du 20 septembre 1976 ⁽¹⁾, la Communauté économique européenne a déposé le 28 septembre 1976 auprès du secrétaire général des Nations unies l'instrument de notification d'application à titre provisoire de l'accord international de 1976 sur le café.

Cet accord est entré en vigueur provisoirement le 1^{er} octobre 1976.

⁽¹⁾ Voir page 28 du présent Journal officiel.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2436/79 DU CONSEIL

du 9 octobre 1979

relatif à l'application du système de certificats d'origine prévu dans le cadre de l'accord international de 1976 sur le café lorsque les contingents sont en vigueur

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu le règlement (CEE) n° 926/79 du Conseil, du 8 mai 1979, relatif au régime commun applicable aux importations ⁽¹⁾, et notamment son article 13 paragraphe 1 sous b),

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu de la décision 76/845/CEE ⁽²⁾, la Communauté applique à titre provisoire l'accord international de 1976 sur le café, depuis l'entrée en vigueur de cet accord, qui est intervenue à titre provisoire le 1^{er} octobre 1976 et à titre définitif le 1^{er} août 1977 ;

considérant que le comité exécutif de l'Organisation internationale du café a établi les règles concernant l'application d'un système de certificats d'origine dans le cadre de cet accord lorsque les contingents sont en vigueur ;

considérant que l'accord international de 1976 sur le café prévoit dans son article 45 que, pour empêcher des pays non membres d'augmenter leurs exportations au détriment des membres exportateurs, chaque membre dudit accord limite, lorsque le contingentement est en vigueur, ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres de l'accord ;

considérant qu'il est nécessaire de prendre les mesures appropriées en vue de l'application de ce système de certificats dans la Communauté et de prévoir que ce

système soit appliqué sans discrimination entre les importateurs de la Communauté ;

considérant qu'il convient de prévoir les mesures techniques relatives à l'exportation pour assurer le contrôle du café qui doit traverser le territoire de deux États membres ou plus avant de sortir de la Communauté ; qu'il y a lieu que la Commission procède aux adaptations nécessaires des formalités de contrôle selon la procédure prévue à l'article 57 du règlement (CEE) n° 222/77 du Conseil, du 13 décembre 1976, relatif au transit communautaire ⁽³⁾ ;

considérant que, par souci de bonne gestion administrative et de clarification quant aux périodes d'application effective du présent règlement, il convient de prévoir que la Commission précise, conformément aux décisions du conseil de l'Organisation internationale du café ou de son comité exécutif, dès l'introduction ou la suspension des contingents, la date à laquelle les mesures dont il s'agit sont applicables ou cessent d'être applicables,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour la mise en œuvre de l'accord international de 1976 sur le café, le système de certificats d'origine prévu lorsque les contingents sont en vigueur, adopté par le comité exécutif de l'Organisation internationale du café et figurant en annexe au présent règlement, est applicable compte tenu des dispositions des articles suivants.

⁽¹⁾ JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 15.⁽²⁾ JO n° L 309 du 10. 11. 1976, p. 28.⁽³⁾ JO n° L 38 du 9. 2. 1977, p. 1.

Article 2

1. L'importation dans la Communauté du café et des extraits ou essences de café relevant des sous-positions 09.01 A et 21.02 A du tarif douanier commun est subordonnée à la présentation, au bureau de douane où sont accomplies les formalités douanières d'importation, du certificat prévu à cet effet dans les règles visées à l'article 1^{er}.

2. Les importations en provenance des pays non membres de l'accord international sur le café ne figurant pas à l'annexe 6 des règles visées à l'article 1^{er} sont limitées à une quantité égale pour la Communauté et pour chaque État membre de la Communauté à celle indiquée à l'annexe 7 desdites règles.

Article 3

1. L'exportation en dehors de la Communauté du café et des extraits ou essences de café relevant des sous-positions 09.01 A et 21.02 A du tarif douanier commun est subordonnée à la présentation aux autorités douanières du certificat prévu à cet effet dans les règles visées à l'article 1^{er}.

2. Sont considérés comme faisant l'objet d'une exportation en dehors de la Communauté, au sens du paragraphe 1, les produits visés à ce paragraphe qui sont exportés en dehors du territoire douanier de la Communauté.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 57 du règlement (CEE) n° 222/77.

Article 4

La Commission fixe la date à partir de laquelle les dispositions du présent règlement, ainsi que les mesures prises pour son application, sont applicables ou cessent d'être applicables.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1979.

Par le Conseil

Le président

D. O'MALLEY

ANNEXE

RÈGLEMENT CONCERNANT L'APPLICATION D'UN SYSTÈME DE CERTIFICATS D'ORIGINE LORSQUE LES CONTINGENTS SONT EN VIGUEUR

INTRODUCTION

À sa réunion du 31 juillet 1978, le comité exécutif, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 18 (compétence du comité exécutif) de l'accord international de 1976 sur le café et de la résolution n° 292, a approuvé le règlement ci-joint concernant l'application d'un système de certificats d'origine lorsque les contingents sont en vigueur.

Règle première

DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement:

Certificat d'origine valide pour l'exportation vers les pays membres désigne un certificat d'origine établi sur la formule O reproduite à l'annexe 1, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre producteur qui a exporté le café mentionné dans le certificat et sur lequel ont été apposés des timbres d'exportation dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à son équivalent, porté sur le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

- a) le numéro de code du pays et le numéro de code de l'année caféière figurant sur les timbres d'exportation correspondent au pays qui a émis le certificat et à l'année caféière au cours de laquelle le certificat a été délivré ;
- b) le pays de destination indiqué sur le certificat est un pays membre ;
- c) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du membre producteur qui a exporté le café sur lequel porte le certificat ;
- d) le certificat n'est valide que pour un poids net de café qui, sur le lieu de l'exportation, est égal à la valeur faciale totale des timbres d'exportation dont il est porteur, ou dépasse cette valeur de 24 kilogrammes au maximum ;
- e) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;
- f) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;

- g) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat d'origine valide pour l'exportation vers les pays non membres désigne un certificat d'origine établi sur la formule X reproduite à l'annexe 2, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du membre producteur qui a exporté le café sur lequel porte le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

- a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre producteur d'où a été exporté le café porté sur le certificat ;
- b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;
- c) le certificat n'est pas valide pour couvrir du café importé par des pays membres et il ne peut non plus servir de base pour la délivrance d'un autre certificat de quelque forme que ce soit.

Certificat de réexportation valide désigne un certificat de réexportation établi sur la formule R reproduite à l'annexe 3 et délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre d'où a été réexporté le café sur lequel il porte, sous réserve des conditions suivantes :

- a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre d'où a été réexporté le café porté sur le certificat ;
- b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;
- c) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;
- d) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat de réexpédition valide désigne un certificat de réexpédition établi sur la formule RS reproduite à l'annexe 4 et délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification du pays membre d'où a été réexpédié le café sur lequel il porte, sous réserve des conditions suivantes :

- a) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ainsi que le cachet du service douanier du pays membre d'où a été réexpédié le café porté sur le certificat ;
- b) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;
- c) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;
- d) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni invalidé par l'Organisation.

Certificat de transit valide désigne un certificat de transit établi sur la formule T reproduite à l'annexe 5, délivré conformément aux dispositions du présent règlement par un service de certification, et sur lequel ont été apposés des timbres de transit dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à son équivalent, porté sur le certificat, sous réserve des conditions suivantes :

- a) le numéro de code du pays indiqué sur les timbres de transit correspond au pays qui a émis le certificat ;
- b) le certificat porte la mention « ORIGINAL » ;
- c) le certificat n'est valide que pour un poids net de café égal à la valeur faciale totale des timbres de transit dont il est porteur ou dépassant cette valeur de 4 kilogrammes au maximum ;
- d) le certificat n'est valide que pour couvrir le café sur lequel il portait au moment où il a été délivré ;
- e) la validité du certificat ne dépasse pas neuf mois à compter de la fin du trimestre civil au cours duquel il a été délivré ;
- f) le certificat n'a pas été rempli dans la partie B auparavant ni déclaré invalide par l'Organisation.

Certificat valide désigne un certificat d'origine valide, un certificat de réexportation valide, un certificat de réexpédition valide et un certificat de transit valide, selon les définitions données plus haut.

Exportation de café désigne tout café quittant le territoire douanier du pays dans lequel il a été produit.

Importation de café désigne tout lot de café qui entre dans le territoire douanier d'un pays ou union douanière après que les services douaniers et, le cas échéant, d'autres autorités compétentes l'ont rendu

disponible, toutes les formalités nécessaires étant accomplies, soit pour la transformation d'une forme de café en une autre, soit pour la consommation intérieure.

Café sous contrôle douanier désigne le café qui ne peut être déplacé hors de la zone relevant de la juridiction d'un service douanier sans le consentement de celui-ci.

Réexportation de café désigne tout lot de café qui quitte le territoire douanier du pays ou union douanière qui avait auparavant importé ce café.

Réexpédition de café désigne tout lot de café qui quitte le territoire d'un pays qui avait placé le café sous contrôle douanier et qui n'avait pas importé ce café.

Service douanier désigne le service douanier d'un pays membre ou toute autorité compétente désignée à cette fin par un pays membre et acceptée par le directeur exécutif.

Cachet du service douanier désigne un cachet, en relief de préférence, accompagné de la signature, ou son équivalent, du fonctionnaire de la douane autorisé et de la date à laquelle il a été apposé.

Service de certification désigne un service qui a été approuvé en vertu des paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 43 de l'accord international de 1976 sur le café, pour exercer et remplir les fonctions spécifiées aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

Règle 2

TYPES DE CERTIFICATS ET NORMES À OBSERVER POUR LEUR IMPRESSION

Certificats d'origine

1. Les certificats d'origine émis pour couvrir les exportations vers les pays membres sont imprimés sur la formule O reproduite à l'annexe 1 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 1 B.

2. Les certificats d'origine émis pour couvrir les exportations vers les pays non membres sont imprimés sur la formule X reproduite à l'annexe 2 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 2 B.

3. Indépendamment des dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente règle, la case 10 du certificat d'origine sur formule O et la case 11 du certificat d'origine sur formule X peuvent être modifiées pour qu'on puisse y porter au maximum cinq marques d'identification de l'Organisation internationale du café :

EXEMPLE :

(Certificat d'origine sur formule O)

10. Marque d'identification de l'OIC --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / ---	11. Nombre de sacs ou autres contenants	12. Description du café ☐ Vert ☐ Torréfié ☐ Soluble ☐ Divers	13. Poids net du lot 14. Unité de poids ☐ kg ☐ lb
15. Autres renseignements pertinents •			

Certificats de réexportation

4. Les certificats de réexportation sont imprimés sur la formule R produite à l'annexe 3 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 3 B.

Certificats de réexpédition

5. Les certificats de réexpédition sont imprimés sur la formule RS reproduite à l'annexe 4 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 4 B.

Certificats de transit

6. Les certificats de transit sont imprimés sur la formule T reproduite à l'annexe 5 et sont remplis et délivrés conformément aux dispositions du présent règlement. Des directives sur la manière de remplir ces certificats sont données à l'annexe 5 B.

Normes à observer pour l'impression des certificats

7. Tous les certificats ont les dimensions de la norme ISO A.4 (210 mm × 297 mm ; 8 1/3 in × 11 2/3 in), un écart maximal de ± 2 millimètres (1/16 in) étant toléré.

8. Tous les certificats sont délivrés sous forme d'un original et au moins deux copies. Les services de certification peuvent émettre autant de copies supplémentaires à usage interne qu'ils l'estiment approprié ou nécessaire.

9. Pour les originaux de tous les types de certificats, du papier blanc en pulpe chimique, pesant au moins

70 grammes par mètre carré, est utilisé. Chaque original porte clairement marqué le mot « ORIGINAL ».

10. La première copie est clairement marquée « PREMIÈRE COPIE — à utiliser par l'OIC Londres » et est imprimée sur un papier de couleur différente de la façon indiquée ci-après :

- a) certificats d'origine sur formule O ou X : vert ;
- b) certificats de réexportation : bleu ;
- c) certificats de réexpédition : jaune ;
- d) certificats de transit : rose.

11. Toute copie supplémentaire qui a une couleur différente de celle de la première copie spécifiée au paragraphe 10 de la présente règle porte nettement marqués les mots « COPIE — à usage interne seulement » et peut contenir les instructions supplémentaires que le service délivrant le certificat considère souhaitables.

12. À moins que le directeur exécutif et un membre particulier n'en soient convenus autrement, chaque membre se charge de l'impression des certificats qu'il utilise de la manière indiquée aux annexes 1 à 5. Pour s'assurer que tous les certificats sont imprimés selon des modèles uniformes, les mesures à observer par les imprimeurs sont indiquées dans les annexes 1 A, 2 A, 3 A, 4 A et 5 A.

13. Sur la première copie et les copies suivantes des certificats, l'espace attribué à la partie B dans les formules de certificats reproduites aux annexes 1 à 5 peut être laissé en blanc ou utilisé, soit par le membre intéressé pour y porter les renseignements dont il a besoin, soit par l'Organisation à des fins statistiques.

14. Les certificats doivent être imprimés en deux langues dont l'une, à moins que le directeur exécutif et un membre particulier n'en soient convenus autrement, doit être l'anglais. Lorsqu'ils sont imprimés en plus d'une langue, la deuxième langue est, si possible, l'italique.

Règle 3

PÉRIODE DE VALIDITÉ DES CERTIFICATS ET PROROGATION DE CETTE PÉRIODE

Période de validité des certificats

1. Les certificats d'origine sur formule O, les certificats de réexportation, les certificats de réexpédition et les certificats de transit ne sont plus valides après neuf mois à compter du trimestre civil au cours duquel ils ont été délivrés. Les certificats d'origine sur formule X n'ont pas de période de validité déterminée.

Interdiction d'importer du café couvert par un certificat dont la validité a expiré

2. Les membres interdisent l'importation de café couvert par un certificat dont la validité a expiré. Ils ne portent pas un tel certificat au crédit du compte des timbres de transit, conformément aux dispositions de la règle 12, et ne délivrent aucun certificat aux fins de remplacement ou d'échange sans l'autorisation expresse du directeur exécutif (voir paragraphe 3 de la présente règle).

Prorogation de la période de validité d'un certificat

3. Le détenteur d'un certificat d'origine sur formule O, d'un certificat de réexportation, d'un certificat de réexpédition ou d'un certificat de transit, dont la validité a expiré avant qu'il ait été remis aux autorités compétentes conformément aux dispositions du présent règlement, transmet le certificat en question au service de certification de son pays en demandant une prorogation de sa validité. Il expose dans cette demande les raisons pour lesquelles le certificat n'a pas été utilisé ou échangé avant que son terme soit arrivé à expiration et précise l'endroit où se trouve alors le café. Si le café est détenu dans un entrepôt, il fournit une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt permettant d'identifier le café et confirmant la durée de l'entreposage. Le service de certification transmet au directeur exécutif la demande et le certificat auquel elle se rapporte. Celui-ci effectue toutes les enquêtes qu'il considère nécessaires et autorise, dans un délai raisonnable, le service de certification intéressé à délivrer le certificat approprié, ou bien informe le service de certification des raisons pour lesquelles il ne peut être donné suite à la demande présentée.

Règle 4

MARQUES PORTÉES SUR LES SACS OU AUTRES CONTENANTS DESTINÉS À L'EXPORTATION

Il est attribué à chaque exportation de café une marque d'identification de l'Organisation internationale du café à apposer uniquement sur un lot donné. La marque d'identification, qui est imprimée à l'intérieur d'un cadre sur tous les sacs ou autres contenants ou estampée

sur une languette métallique attachée aux sacs ou autres contenants, et qui est portée sur le certificat d'origine, se compose du numéro de code du pays membre [l'Organisation pourra attribuer jusqu'à trois chiffres ⁽¹⁾], du numéro de code du planteur ou de l'exportateur (un pays membre pourra attribuer jusqu'à quatre chiffres à chaque planteur ou exportateur) et du numéro d'ordre du lot de café (le planteur ou l'exportateur pourra fournir jusqu'à quatre chiffres pour chaque lot de café qu'il exporte, en commençant par le numéro 1, pour le premier lot exporté à partir du 1^{er} octobre de chaque année et en poursuivant dans l'ordre consécutif jusqu'au 30 septembre de l'année suivante inclusivement).

PAR EXEMPLE:

27	1	17
(Code du pays)	Code du planteur ou de l'exportateur	(Numéro du lot)

Pour permettre à l'Organisation de dépouiller les certificats par ordinateur, il est indispensable que la marque d'identification ne comporte en aucun cas plus de onze chiffres.

Règle 5

EXPORTATIONS DE CAFÉ À DESTINATION DES PAYS MEMBRES

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 11 de la présente règle, toute exportation de café en provenance d'un pays membre à destination de n'importe quel autre membre est accompagnée d'un certificat d'origine valide établi sur formule O, rempli et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. Une marque d'identification de l'Organisation internationale du café est portée sur tous les sacs ou autres contenants conformément aux dispositions de la règle 4.

3. L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est validé par des timbres d'exportation apposés conformément aux dispositions de la règle 15.

4. L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule O portent le cachet du service douanier du pays membre qui a émis le certificat. Ce cachet est apposé par le service de la douane lorsque celui-ci a la preuve que l'exportation va avoir lieu.

5. L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est remis à l'exportateur ou à son agent pour

⁽¹⁾ Voir annexe 6.

accompagner les documents d'expédition. La marque d'identification de l'Organisation internationale du café et le numéro de référence du certificat d'origine (composé du code du pays, du code du port et du numéro d'ordre) sont indiqués, à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, sur la facture et/ou les connaissance(s).

6. La première copie de chaque certificat d'origine sur formule O ainsi qu'une copie du connaissance correspondant sont transmises à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition. Si un lot de café est acheminé par voie terrestre vers sa destination, au lieu d'une copie du connaissance, une copie de la lettre de voiture ou d'un document équivalent accompagne la première copie du certificat d'origine sur formule O transmise à l'Organisation.

7. Les premières copies des certificats d'origine sur formule O ainsi que les copies de connaissances ou de documents équivalents transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la présente règle sont expédiées en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ⁽¹⁾. Chaque paquet ne contient que des documents délivrés pour accompagner les exportations effectuées pendant le même mois.

8. Chaque paquet de certificats et connaissances ou documents équivalents est accompagné d'un bordereau indiquant le numéro de référence de chacun des documents qu'il contient ainsi que la quantité nette de café sur laquelle porte chaque document. Chaque paquet de documents et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

10. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la présente règle, si le port maritime d'où a lieu l'expédition ne se trouve pas dans le pays d'origine du café et si le pays membre considère qu'il est pratiquement impossible de délivrer des certificats d'origine sur formule O complétés avant l'exportation hors du pays d'origine, il peut prendre les mesures nécessaires pour que les certificats sur formule O soient délivrés en totalité ou en partie, par un organisme situé dans le port maritime d'embarquement et pour que les

premières copies des certificats et les connaissances correspondants dûment remplis soient transmis à l'Organisation. Tous ces arrangements sont à mettre au point d'un commun accord entre le pays membre producteur et le directeur exécutif.

11. Il n'est pas délivré de certificats d'origine sur formule O pour accompagner:

- a) de petites quantités de café destinées à la consommation à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;
- b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal de 60 kilogrammes nets de café vert, ou à l'équivalent, à savoir :
 - i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
 - ii) 75 kilogrammes de café en parche,
 - iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,
 - iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

12. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats d'origine sur formule O qu'ils délivrent pendant une période de quatre années au moins. Ces registres sont mis à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

13. Chaque membre exportateur donne au directeur exécutif tous les renseignements que celui-ci peut demander au sujet des exportations de café couvertes par des certificats d'origine sur formule O et portant notamment sur les registres portuaires et douaniers, les contrats et d'autres documents de caractère commercial. Le directeur exécutif peut instituer une procédure concernant l'inspection régulière de ces renseignements.

Règle 6

EXPORTATIONS DE CAFÉ À DESTINATION DE PAYS NON MEMBRES

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 10 de la présente règle, toute exportation de café d'un pays membre à destination d'un pays non membre est couverte par un certificat d'origine valide sur formule X, rempli et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. Une marque d'identification de l'Organisation internationale du café est portée sur tous les sacs ou autres contenants conformément aux dispositions de la règle 4.

3. Les membres producteurs s'assurent que tous les sacs ou autres contenants qui composent les lots destinés directement ou indirectement à des pays non membres portent en grandes lettres rouges l'inscription « PAYS NON MEMBRE ».

4. L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule X portent le cachet du service douanier du pays membre qui les délivre. Le service

⁽¹⁾ Un jeu de documents se compose soit de la première copie d'un certificat d'origine sur formule O et de la copie du connaissance ou d'un document équivalent, soit de l'original et de la première copie d'un certificat d'origine sur formule X et du connaissance correspondant ou d'un document équivalent.

douanier applique ce cachet après s'être assuré que l'exportation va avoir lieu. Les originaux des certificats d'origine sur formule X sont retirés en même temps que la première copie de chaque certificat et une copie du connaissance correspondant et sont transmis par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui a délivré le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition. Si un lot est acheminé par voie terrestre vers sa destination, au lieu d'une copie du connaissance, une copie de la lettre de voiture ou d'un document équivalent accompagne l'original et la première copie du certificat d'origine sur formule X transmis à l'Organisation.

5. Les originaux et les premières copies des certificats d'origine sur formule X ainsi que les connaissances ou documents équivalents sont expédiés à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle, en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ⁽¹⁾. Chaque paquet ne contient que les documents délivrés pour couvrir des exportations effectuées pendant le même mois.

6. Chaque paquet de certificats et connaissances ou documents équivalents est accompagné d'un bordereau indiquant le numéro de référence de chacun des documents qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque document. Chaque paquet de documents et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Indépendamment des dispositions des paragraphes 1 et 4 de la présente règle, si le port maritime d'où a lieu l'expédition ne se trouve pas dans le pays d'origine du café et si le pays membre constate qu'il est pratiquement impossible de délivrer des certificats d'origine sur formule X complétés avant que le café ne sorte du pays où il a été produit, le membre intéressé peut prendre les mesures nécessaires pour que les certificats d'origine sur formule X soient délivrés, en totalité ou en partie, par un organisme situé dans le port maritime d'embarquement et pour que les premières copies des certificats et les connaissances correspondants soient transmis à l'Organisation. Tous ces arrangements sont à mettre au point d'un commun accord entre le directeur exécutif et le membre intéressé.

9. La marque d'identification de l'Organisation internationale du café et le numéro de référence du

certificat d'origine (composé du code du pays, du code du port et du numéro d'ordre) sont indiqués, à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, sur la facture et/ou les connaissance(s).

10. Les certificats d'origine sur formule X ne sont pas exigés pour accompagner :

- a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs ou de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;
- b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal de 60 kilogrammes nets de café vert, ou à l'équivalent, à savoir :
 - i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
 - ii) 75 kilogrammes de café en parche,
 - iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,
 - iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

11. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats d'origine sur formule X qu'ils délivrent pendant une période de quatre années au moins. Ces registres sont mis à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

12. Chaque membre exportateur donne au directeur exécutif tous les renseignements que celui-ci peut demander au sujet des exportations de café couvertes par des certificats d'origine sur formule X et portant notamment sur les registres portuaires et douaniers, les contrats et d'autres documents de caractère commercial. Le directeur exécutif peut instituer une procédure concernant l'inspection de ces renseignements.

Règle 7

IMPORTATIONS DE CAFÉ

1. Sous réserve des exceptions mentionnées aux paragraphes 2 et 10 de la présente règle, chaque importation de café est couverte par un certificat valide établi sur formule O, R, RS ou T, ou par une autorisation spéciale du directeur exécutif accordée conformément aux dispositions de la règle 14. Les membres interdisent l'importation de tout le café qui n'est pas ainsi couvert.

2. À condition que le service douanier d'un membre considère, en se fondant sur les renseignements donnés dans le certificat valide approprié et d'autres documents, qu'il n'y a pas eu infraction à d'autres dispositions du présent règlement, il peut autoriser l'importation d'un lot de café :

- a) bien que quelques uns des sacs (ou, dans le cas du café transformé dans un pays membre importateur et importé en provenance d'un autre membre importateur, tous les sacs) ou divers contenants ne portent pas de marques d'identification de l'OIC, ou si les marques d'identification de l'OIC figurant sur

¹⁾ Un jeu de documents se compose soit de l'original et de la première copie d'un certificat d'origine sur formule X et de la copie du connaissance correspondant ou d'un document équivalent, soit de la première copie d'un certificat d'origine sur formule O et de la copie du connaissance correspondant ou d'un document équivalent.

- les sacs ou autres contenants sont illisibles ou incomplètes, ou si les marques sur quelques sacs du lot ne concordent pas à tous les égards avec celles qui sont indiquées dans le certificat correspondant ;
- b) quoique le poids net du lot de café à importer ne soit pas identique à celui qui est décrit dans le certificat, à condition que le nombre de sacs soit égal ou inférieur à celui qui est indiqué dans le certificat et que la différence de poids ne soit pas supérieure de plus de un pour cent au poids mentionné dans le certificat ;
- c) bien que les renseignements contenus dans le certificat au sujet du pays de destination soient imprécis ou que les renseignements relatifs au port ou lieu de destination fassent défaut ou manquent de précision.
3. Si l'entrée d'un lot de café est autorisée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente règle, le service douanier du membre intéressé indique, dans la case prévue pour les observations dans la partie B du certificat, de quelle manière le lot de café diffère de celui qui est décrit dans le certificat. Il doit en particulier :
- a) dans le cas des anomalies du type mentionné sous a) du paragraphe 2 de la présente règle, indiquer, lorsqu'il les connaît, les marques telles qu'elles apparaissent sur les sacs ou autres contenants ;
- b) inscrire le poids net du lot s'il n'est pas identique au poids mentionné dans le certificat ;
- c) si les renseignements concernant le pays, le port ou le lieu de destination font défaut sur le certificat ou sont inexacts, insérer les renseignements corrects dans la case appropriée de la partie A du certificat et y apposer son cachet.
4. Les certificats valides sont retirés par le service douanier au moment de l'importation du café auquel ils se rapportent et sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section gauche de la partie B.
5. Les certificats valides retirés et complétés conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle sont transmis à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours après la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.
6. À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, un certificat retiré par un service douanier conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle ne peut pas être utilisé, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.
7. Les certificats valides transmis à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente règle sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 certificats au maximum.

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats valides est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats valides en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

10. Aucun certificat n'est exigé pour accompagner l'importation d'échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

- i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
- ii) 75 kilogrammes de café en parche,
- iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié.
- iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

Règle 8

LIMITATION DES IMPORTATIONS DE CAFÉ EN PROVENANCE DE PAYS NON MEMBRES

1. Chaque membre limite ses importations annuelles de café en provenance de pays non membres à une quantité ne dépassant pas celle qui est indiquée à l'annexe 7. À moins que le directeur exécutif et un membre importateur n'en soient convenus autrement, la procédure à suivre est celle qui est exposée dans les paragraphes 2 à 6 de la présente règle.
2. Chaque importation de café en provenance d'un pays non membre est couverte par un certificat valide sur formule T, à délivrer par un service de certification conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle.
3. Chaque membre importateur désigne un ou plusieurs services pour assumer la responsabilité de contrôler la délivrance des certificats aux fins du paragraphe 2 de la présente règle et prend des mesures acceptables par le directeur exécutif afin d'assurer le respect des dispositions du paragraphe 1 de la présente règle.
4. La délivrance de timbres de transit afin de valider les certificats de transit destinés à couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres est soumise aux dispositions de la règle 16, à l'exception de ce qui suit :
- a) Au début de chaque année caféière, le directeur exécutif notifie au(x) service(s) responsable(s) dans chaque pays membre importateur la quantité de

timbres pour le café en transit qui peut être délivrée au cours de ladite année caféière pour couvrir les importations de café en provenance de pays non membres conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle;

- b) le ou les service(s) responsable(s) institue(nt) les procédures nécessaires afin que les timbres de transit utilisés pour valider les certificats de transit destinés à couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres soient comptabilisés séparément des timbres de transit utilisés conformément aux dispositions de la règle 12.

5. Les certificats de transit délivrés pour couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres ne sont utilisés qu'à cette fin et ne peuvent servir, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.

6. Sur chaque certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la présente règle, le service de certification :

- a) inscrit dans la case 15 les mots suivants :
« Café provenant de (nom du pays non membre) et imputé sur le contingent des pays non membres de (nom du pays membre délivrant le certificat) » ;
- b) écrit clairement au haut du certificat en majuscules les mots « CAFÉ NON MEMBRE ».

Règle 9

RÉEXPORTATIONS DE CAFÉ

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 9 de la présente règle, chaque réexportation de café est accompagnée d'un certificat de réexportation valide sur formule R, complété et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. L'original et la première copie de chaque certificat de réexportation portent le cachet du service de la douane du pays qui a délivré le certificat. Ce cachet est appliqué par le service douanier après s'être assuré que la réexportation va avoir lieu.

3. Dans le cas d'une réexportation à destination d'un pays membre, l'original du certificat de réexportation est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

4. Si la réexportation est destinée à un pays non membre, l'original du certificat de réexportation est retiré par le service douanier et envoyé avec la première copie du certificat par les moyens les plus rapides et les

plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

5. Les premières copies des certificats de réexportation transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle ainsi que les originaux et les premières copies transmis en vertu du paragraphe 4, sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 copies au maximum.

6. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Aucun service de certification d'un membre exportateur ne peut délivrer de certificat de réexportation à moins qu'il n'ait d'abord prouvé au directeur exécutif, dans chaque cas, que le café en question a bien été importé dans son territoire. Les preuves de cette importation consistent notamment à fournir au directeur exécutif l'original du certificat sous le couvert duquel le café a été importé, dûment rempli conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la règle 7.

9. Il n'est pas exigé de certificat de réexportation pour accompagner :

- a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;
- b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :
- i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
 - ii) 75 kilogrammes de café en parche,
 - iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,
 - iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

10. Les services de certification conservent les registres où sont portés tous les certificats de réexportation qu'ils délivrent et, dans la mesure du possible, les numéros de référence des certificats qui couvraient le café exporté lorsqu'il a été d'abord importé pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Règle 10

CAFÉ PLACÉ SOUS CONTRÔLE DOUANIER

1. À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est retiré par le service douanier au moment où un lot de café est placé sous son contrôle mais n'est pas destiné à une importation immédiate. Les certificats valides par le service douanier sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section gauche de la partie B.

2. À condition que le service douanier d'un membre considère, en se fondant sur les renseignements donnés dans le certificat valide approprié et d'autres documents, qu'il n'y a pas eu infraction à d'autres dispositions du présent règlement, il peut permettre qu'un lot de café soit placé sous contrôle douanier :

- a) bien que quelques-uns des sacs (ou dans le cas du café transformé dans un pays membre importateur et provenant d'un autre membre importateur, tous les sacs) ou divers contenants ne portent pas de marques d'identification de l'OIC ou si les marques d'identification de l'OIC figurant sur les sacs ou autres contenants sont illisibles ou incomplètes, ou si les marques sur quelques sacs du lot ne concordent pas à tous les égards avec celles qui sont indiquées dans le certificat correspondant;
- b) quoique le poids net du lot de café à placer sous contrôle douanier ne soit pas identique à celui qui est décrit dans le certificat, à condition que le nombre de sacs soit égal ou inférieur à celui qui est indiqué dans le certificat et que la différence de poids ne soit pas supérieure de plus de un pour cent au poids mentionné dans le certificat;
- c) bien que les renseignements contenus dans le certificat au sujet du pays de destination soient imprécis ou que les renseignements relatifs au port ou lieu de destination fassent défaut ou manquent de précision.

3. Si un lot de café est autorisé à être placé sous contrôle douanier, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente règle, le service douanier du membre intéressé indique, dans la case prévue pour les observations dans la partie B du certificat, de quelle manière le lot de café diffère de celui qui est décrit dans le certificat. Il doit en particulier :

- a) dans le cas des anomalies du type mentionné sous a) du paragraphe 2 de la présente règle, indiquer, lorsqu'il les connaît, les marques telles qu'elles apparaissent sur les sacs ou autres contenants;
- b) inscrire le poids net du lot si celui-ci n'est pas identique au poids indiqué dans le certificat ;
- c) si les renseignements contenus dans le certificat au sujet du pays de destination ne sont pas précis ou si les renseignements concernant le port ou le lieu de

destination font défaut ou sont imprécis, insérer les renseignements corrects dans la case appropriée de la partie A du certificat et y apposer son cachet.

4. Les certificats valides retirés et complétés conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle sont transmis à l'Organisation par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.

5. Un certificat retiré par le service douanier conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente règle ne peut pas être utilisé, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit.

6. Les certificats valides transmis à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente règle sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 certificats au maximum.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats valides est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats valides en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

9. Aucun certificat n'est retiré aux termes du paragraphe 1 de la présente règle pour placer sous contrôle douanier des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :

- i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
- ii) 75 kilogrammes de café parche,
- iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,
- iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

Règle 11

RÉEXPÉDITION DU CAFÉ PLACÉ SOUS CONTRÔLE DOUANIER

1. Sous réserve des exceptions énoncées au paragraphe 8 de la présente règle, toute réexpédition de café placé sous contrôle douanier conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 est couverte par un certificat de réexpédition valide sur formule RS, complété et délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

2. L'original et la première copie de chaque certificat de réexpédition portent le cachet du service douanier du pays qui a délivré le certificat. Ce cachet est appliqué par le service douanier lorsque celui-ci s'est assuré que la réexpédition va avoir lieu.

3. Lorsque le café est réexpédié à destination de pays membres, l'original du certificat de réexpédition est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

4. Si la réexpédition est destinée à un pays non membre, l'original du certificat de réexpédition est retiré par le service douanier et envoyé avec la première copie du certificat, par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus tôt possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

5. Les premières copies des certificats de réexpédition transmises à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle ainsi que les originaux et les premières copies transmis en vertu du paragraphe 4 sont expédiés en liasses solidement emballées de 100 copies au maximum.

6. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet de certificats et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

7. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de documents en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

8. Il n'est pas exigé de certificat de réexpédition pour couvrir :

- a) de petites quantités de café destinées à la consommation directe à bord des navires, des aéronefs et de tous autres moyens de transport internationaux de caractère commercial ;
- b) des échantillons et lots à concurrence d'un poids maximal net de 60 kilogrammes de café vert, ou son équivalent, à savoir :
 - i) 120 kilogrammes de cerises de café séchées,
 - ii) 75 kilogrammes de café en parche,
 - iii) 50,4 kilogrammes de café torréfié,
 - iv) 20 kilogrammes de café soluble ou liquide.

9. Les services de certification conservent les registres où sont portés tous les certificats de réexpédition qu'ils délivrent ainsi que les numéros de référence des certificats retirés lorsque le café réexpédié avait été placé sous contrôle douanier à l'origine, pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Règle 12

CAFÉ EN TRANSIT

Café se trouvant dans le territoire d'un pays membre

1. Si le café qui se trouve dans le territoire d'un pays membre mais qui n'a pas été importé est couvert par un certificat valide établi sur formule O, R, RS ou T, le détenteur du certificat peut, en remettant le certificat à un service de certification, demander en échange la délivrance de certificats de transit sur formule T, ou faire porter le poids net du café vert, ou l'équivalent en café vert du café couvert par le certificat remis, au crédit du compte des timbres de transit qui a été ouvert en son nom, à cette réserve près que les certificats sur formule T délivrés pour couvrir l'importation de café en provenance de pays non membres, ne sont pas utilisés, en totalité ou en partie, pour obtenir un crédit en timbres de transit. Les certificats valides remis conformément à cette disposition ou en vertu du paragraphe 11 de la présente règle, sont complétés par l'insertion des renseignements demandés dans la section de droite de la partie B, et sont transmis au directeur exécutif par le membre intéressé, le plus rapidement possible et de toute manière dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel ils ont été recueillis.

2. Les certificats de transit sur formule T délivrés conformément aux dispositions de la présente règle sont validés par des timbres de transit apposés conformément aux dispositions de la règle 16.

3. Lorsque le titulaire d'un compte de timbres de transit a besoin d'un certificat de transit, il demande au service de certification qui détient son compte de lui délivrer ce document et communique au service de certification le numéro de référence du certificat qui a été rendu et sur la base duquel le nouveau certificat est demandé. Le service de certification s'étant assuré que l'intéressé a suffisamment de crédit après que le certificat a été rendu pour permettre de délivrer un nouveau certificat, délivre le certificat et le valide par l'apposition de timbres de transit imputés sur le compte « timbres » du demandeur.

4. Un service de certification peut délivrer des certificats de transit conformément aux dispositions de la présente règle pour les quantités de café et les

destinations requises par le demandeur, à condition que :

- a) des certificats valides sur formule O, R, RS ou T aient été rendus ;
- b) la quantité totale du café couvert par les certificats délivrés ne dépasse pas la quantité couverte par le certificat rendu ;
- c) le service de certification se soit assuré que le café se trouve à l'emplacement indiqué et qu'il s'agit bien du café qui avait été décrit dans le certificat remis au moment où il avait été délivré.

5. Lorsque le café est expédié à destination de pays membres, l'original de chaque certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la présente règle est remis à l'expéditeur ou à son agent pour accompagner les documents d'expédition. La première copie du certificat est envoyée par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'Organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus rapidement possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'émission. Dans toute la mesure du possible, les copies seront fixées aux originaux des certificats sur lesquels elles reposent.

6. Dans le cas d'une expédition vers un pays non membre, l'original du certificat de transit ainsi que la première copie du certificat sont envoyés, par les moyens les plus rapides et les plus sûrs, à l'organisation par le membre qui délivre le certificat, le plus rapidement possible et de toute manière dans un délai de trente jours à compter de la date d'émission.

7. Les premières copies et, dans le cas des expéditions vers les pays non membres, les originaux des certificats de transit ainsi que les originaux des certificats sur lesquels ils reposent, transmis à l'Organisation conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de la présente règle, sont expédiés en liasses solidement emballées de 50 jeux de documents au maximum ⁽¹⁾.

8. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, chaque paquet de certificats est accompagné d'un bordereau indiquant les numéros de référence des certificats qu'il contient ainsi que la quantité nette de café couverte par chaque certificat. Chaque paquet et le bordereau qui l'accompagne portent un numéro d'ordre. Une copie du bordereau est transmise simultanément à l'Organisation sous pli séparé.

9. À moins que le directeur exécutif et le membre intéressé n'en soient convenus autrement, le directeur exécutif accuse réception de chaque paquet de certificats en renvoyant le bordereau après y avoir apposé son cachet.

⁽¹⁾ Un jeu de documents se compose de la première copie et, dans le cas d'une expédition vers un pays non membre, de l'original d'un certificat de transit et de l'original du certificat sur lequel ces documents reposent.

10. Les services de certification conservent les registres de tous les certificats de transit qu'ils délivrent et indiquent la base sur laquelle ils sont délivrés, pendant une période d'au moins quatre années. Ces registres sont à la disposition du directeur exécutif sur sa demande.

Café en route

11. Si le détenteur d'un certificat valide sur formule O, R, RS ou T couvrant un lot de café en route souhaite fractionner ce lot, il peut, en remettant le certificat et tous les documents nécessaires aux fins de la lettre c) du paragraphe 4 de la présente règle à un service de certification de son pays, demander en échange la délivrance de certificats de transit sur formule T. Ces certificats sont délivrés conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 10 de la présente règle.

Règle 13

CHANGEMENT DE DESTINATION D'UN PAYS MEMBRE VERS UN PAYS NON MEMBRE

Si la destination du café couvert par un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est changée pour passer d'un pays membre à un pays non membre, le détenteur remet le certificat à un service de certification qui retire le certificat sans le remplacer et le transmet immédiatement au directeur exécutif avec la mention : « Retiré, destination changée pour un pays non membre ». Lorsque cela est possible, le service de certification précise le nom du pays non membre auquel le lot de café a été adressé.

Règle 14

PERTE DE CERTIFICATS VALIDES

1. Les services de certification, les services douaniers et les particuliers ayant à manipuler les certificats prennent toutes les mesures qu'ils peuvent raisonnablement prendre pour assurer la sécurité de ces certificats.

2. Si un certificat valide sur formule O, R, RS ou T est égaré avant d'avoir été remis à un service de certification ou d'avoir été retiré par un service douanier conformément aux dispositions du présent règlement, le négociant ayant droit au café couvert par le certificat manquant informe de cette perte le service de certification de son pays et lui fournit le plus grand

nombre possible de renseignements, parmi ceux qui sont énumérés ci-après, au sujet du certificat faisant défaut :

- a) le numéro de référence et la date de délivrance ;
- b) la forme et le poids net du café sur lequel il porte ;
- c) la marque d'identification de l'OIC et les autres marques portées sur les sacs ou autres contenants ;
- d) le nom du navire ou du moyen de transport par lequel le café a été acheminé ou par lequel il est arrivé à son emplacement actuel ;
- e) la destination du café ;
- f) le nom et l'adresse de l'importateur (en indiquant si possible son numéro de telex et/ou de téléphone) ;
- g) la confirmation écrite de la part du service de certification qui a délivré le certificat que celui-ci a été délivré conformément aux dispositions du présent règlement ;
- h) dans le cas d'un certificat d'origine sur formule O ou d'un certificat de transit faisant défaut, la confirmation écrite de la banque chargée de la transaction, aux termes de laquelle le certificat a été validé par l'apposition de timbres d'exportation ou de timbres de transit selon le cas, conformément aux dispositions du présent règlement ;
- i) Lorsque le café est détenu dans un entrepôt, une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt décrivant le café et confirmant la période d'emmagasinage ;
- j) un exposé écrit relatif à la perte du certificat et aux mesures prises pour le recouvrer.

3. Le service de certification transmet au directeur exécutif les renseignements pertinents. À partir des informations ainsi obtenues, le directeur exécutif peut décider de demander aux autorités compétentes du pays dans lequel le café doit être importé d'autoriser, à titre exceptionnel, l'entrée du café sans présentation du certificat manquant qui sera en même temps déclaré non valide.

4. Le directeur exécutif informe les membres de tous les certificats déclarés non valides conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle.

5. Si un certificat déclaré non valide en vertu des dispositions du paragraphe 3 de la présente règle est retrouvé, le nouveau détenteur le remet immédiatement à un service de certification qui le transmet au directeur exécutif avec une lettre explicative.

6. Le directeur exécutif effectue des certifications périodiques pour s'assurer que les certificats qui ont été déclarés égarés et au sujet desquels les procédures ci-dessus ont été appliquées n'ont pas été par la suite utilisés pour couvrir l'importation d'autres quantités de café.

Règle 15

TIMBRES POUR L'EXPORTATION DE CAFÉ

Délivrance des timbres

1. Sous réserve du versement de tout droit qui peut être imposé aux termes des articles 47, 50 et 55 de l'accord international de 1976 sur le café, des timbres d'exportation sont fournis à chaque membre exportateur (et aux États-Unis d'Amérique à l'usage d'Hawaï) à intervalles trimestriels, de telle sorte qu'ils soient à la disposition des services intéressés au moins quinze jours avant le début de chaque trimestre.

2. Après avoir consulté le membre intéressé, le directeur exécutif désigne dans chaque pays membre producteur ou groupe membre une banque ou une institution financière (ci-après dénommée « l'agent ») indépendante du service de certification et de l'autorité compétente en matière de café, pour remplir les fonctions d'agent de l'Organisation internationale du café en ce qui concerne les timbres d'exportation attribués au membre en question. L'agent doit être acceptable à la fois par le directeur exécutif et par le membre intéressé. Le directeur exécutif peut en tout temps, par une décision motivée, déclarer qu'un agent n'est plus acceptable et peut désigner un autre agent.

3. Au moins quinze jours avant le début de chaque semestre, le directeur exécutif dépose auprès de l'agent une quantité de timbres d'exportation correspondant aux quantités totales de café que le membre aura le droit d'exporter sous contingent pendant le semestre suivant, plus une réserve supplémentaire à déterminer par le directeur exécutif et destinée à parer aux augmentations éventuelles des quantités à exporter sous contingent et à faire face à d'autres imprévus. Tous les coûts afférents à la prestation de ce service par l'agent sont à la charge du membre intéressé.

4. L'agent ne fournit des timbres d'exportations au service de certification du pays membre producteur que sur les instructions du directeur exécutif qui stipule la quantité totale de timbres d'exportation qui sera fournie pour chaque trimestre.

5. Si aucun agent n'a été désigné aux termes du paragraphe 2 de la présente règle, le directeur exécutif délivre à intervalles trimestriels des timbres d'exportation correspondant au total des quantités que le membre intéressé a le droit d'exporter sous contingent chaque trimestre. Ces envois trimestriels de timbres d'exportation sont adressés au service de certification du pays membre intéressé ou à toute autre autorité compétente que ce dernier pourrait désigner à cette fin.

6. Les timbres d'exportation ne sont pas transférables et sont porteurs du numéro de code du pays ou du groupe membre (OAMCAF) (voir annexe 6) ainsi que

d'un numéro de code indiquant l'année caféière pendant laquelle ils doivent être utilisés pour être valides.

7. Les timbres d'exportation ont des valeurs faciales de 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, 30 000, 100 000 et 300 000 kilogrammes. Chaque valeur faciale a une couleur différente. Le directeur exécutif pourra ajouter les valeurs faciales que l'expérience ferait apparaître nécessaires et supprimer les dénominations qui n'auraient plus d'utilité.

8. Chaque membre producteur notifie au directeur exécutif, au moins quatre-vingt-dix jours avant le début de l'année caféière, tout changement éventuel dans le pourcentage de chaque valeur faciale dont il aura besoin pour exporter les quantités totales autorisées pendant l'année caféière suivante. En l'absence de cette notification, le directeur exécutif utilise, lors de l'envoi des timbres d'exportation pour l'année caféière suivante, les pourcentages appliqués pendant l'année précédente.

9. Les membres peuvent, en adressant une demande à l'agent ou au directeur exécutif, recevoir des timbres d'exportation de valeur faciale plus faible ou plus élevée en échange de timbres d'une valeur totale équivalente rendus au cours d'une année caféière, à condition que les timbres rendus portent le même numéro de code du pays que ceux par lesquels ils sont destinés à être remplacés.

Ajustement des quantités à exporter sous contingent

10. Si un ajustement entraînant une augmentation des quantités à exporter sous contingent a lieu au cours d'un trimestre, le directeur exécutif autorise immédiatement l'agent à libérer une quantité supplémentaire de timbres d'exportation correspondant au volume de cette augmentation. Si aucun agent n'a été désigné, la quantité appropriée est envoyée immédiatement à l'autorité compétente mentionnée au paragraphe 5 de la présente règle.

11. Si un ajustement entraînant une réduction des quantités à exporter sous contingent a lieu au cours d'un trimestre pour lequel les timbres d'exportation ont déjà été fournis, les membres exportateurs intéressés remettent chacun à l'agent, lorsque celui-ci a été désigné, ou au directeur exécutif, dans le cas contraire, la quantité de timbres d'exportation correspondant au montant dont les quantités à exporter sous contingent ont été réduites. Au cas où la remise de la quantité totale des timbres n'est pas possible en raison de l'existence de contrats *bona fide* en cours d'exécution pendant le trimestre en question, le membre intéressé en informe le directeur exécutif qui prend les dispositions nécessaires pour ramener la quantité correspondante sur les timbres qui seront délivrés pour le trimestre suivant.

Paiement des droits

12. Aussitôt que des timbres d'exportation sont remis à un membre, le directeur exécutif notifie à celui-ci le montant des droits à acquitter sur ces timbres.

13. Le membre intéressé verse au directeur exécutif le montant total de ces droits, en dollars des États-Unis, après avoir reçu la notification du directeur exécutif relative au montant à acquitter.

14. Si un membre n'a pas réglé intégralement le montant dû, le directeur exécutif retient, sur les timbres qui doivent lui être remis la fois suivante, la quantité correspondant au montant des droits en arriéré.

Retenue de timbres par le directeur exécutif

15. Lorsqu'il prend des dispositions en vue de fournir les timbres d'exportation pour un trimestre quelconque, le directeur exécutif non seulement tient compte de tout ajustement qui peut éventuellement avoir été apporté aux quantités à exporter sous contingent par chaque membre mais fait encore les réductions appropriées concernant :

- a) tout affranchissement insuffisant de certificats d'origine pour lequel les timbres appropriés n'auraient pas été recouvrés ;
- b) toute sanction ou réduction appliquée conformément aux dispositions de l'article 42 de l'accord international de 1976 sur le café ;
- c) tout arriéré de droits qui pourrait rester à acquitter sur les timbres d'exportation précédemment fournis à un pays membre.

16. Le directeur exécutif peut retenir dix pour cent des timbres d'exportation à délivrer à un pays membre pour le trimestre suivant si ce membre ne remplit pas l'une quelconque des conditions suivantes :

- a) transmettre :
 - i) les premières copies des originaux des certificats d'origine sur formule O et les copies des connaissements correspondants dans les délais prescrits au paragraphe 6 de la règle 5,
 - ii) les premières copies et les originaux des certificats d'origine sur formule X et les copies des connaissements correspondants dans les délais prescrits au paragraphe 4 de la règle 6 ;
- b) informer le directeur exécutif, le quinze de chaque mois ou avant cette date, de la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation utilisés pendant le mois précédent, conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la présente règle ;
- c) remplir les obligations contractées aux termes du paragraphe 2 de l'article 53 de l'accord international de 1976 sur le café.

17. Le directeur exécutif informe le comité exécutif de toute retenue de timbres effectuée en application des dispositions des paragraphes 14 et 16 de la présente règle. Les timbres ainsi retenus seront libérés aussitôt que le membre en question aura rempli toutes les conditions en attente et de toute manière au plus tard

trente jours avant la fin de l'année caféière. Si un membre n'a pas rempli l'une de ces conditions à la fin de l'année caféière, le directeur exécutif retient les timbres correspondants sur la première attribution trimestrielle de l'année suivante au pays membre intéressé.

Rapports et relevés de comptes par les membres producteurs

18. Chaque membre producteur qui reçoit une quantité de timbres d'exportation assume la responsabilité de veiller à la sécurité des timbres.

19. Chaque membre qui reçoit des timbres d'exportation fait connaître au directeur exécutif au plus tard le quinze de chaque mois la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation utilisés au cours du mois précédent.

20. L'année caféière finie et au plus tard le 30 octobre, chaque membre producteur remet un rapport définitif, établi sous une forme à convenir, à l'agent lorsqu'il y en a un, ou au directeur exécutif dans le cas contraire, indiquant la valeur totale, en kilogrammes, des timbres d'exportation reçus et utilisés pendant l'année caféière précédente et remet en même temps que ce rapport le solde intégral des timbres d'exportation qui auraient pu rester inutilisés.

Relevés de compte des banques ou des institutions financières s'occupant des timbres d'exportation

21. Chaque agent qui a reçu des timbres d'exportation conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle, établit trimestriellement et annuellement le relevé de tous les timbres d'exportation reçus et délivrés selon les instructions du directeur exécutif et remet, avec le relevé de comptes annuel, tout solde éventuel de timbres inutilisés. Ces relevés de comptes sont envoyés au directeur exécutif au plus tard quarante-cinq jours après la fin du trimestre ou de l'année caféière auxquels il se rapportent.

22. Si les relevés de comptes définitifs ainsi que le solde des timbres inutilisés n'ont pas été reçus quarante-cinq jours après la fin de l'année caféière à laquelle ils se rapportent, le directeur exécutif demande à l'agent intéressé d'exposer les raisons de ce retard. Si, à l'expiration d'un délai de vingt et un jours à compter de la date de cette demande, l'agent n'a pas donné d'explications satisfaisantes, le directeur exécutif soumet la question au comité exécutif.

Rapports et relevés de comptes relatifs à la perception des droits

23. Dès la réception des rapports définitifs mentionnés aux paragraphes 20 et 21 de la présente règle, le directeur exécutif établit et soumet à chaque membre, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la

présente règle, un état indiquant le montant total des droits acquittés et des droits en arriéré pendant l'année caféière précédente.

24. Si le montant total versé par un membre est supérieur au montant dû, le directeur exécutif rembourse la différence.

Utilisation des timbres d'exportation

25. Chaque certificat d'origine sur formule O délivré pour accompagner du café exporté vers un pays membre doit porter, solidement apposés (au verso) des timbres d'exportation dont la valeur faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, à cela près néanmoins que tout excédent au-dessus du dernier multiple complet de 25 kilogrammes n'a pas besoin d'être couvert, bien qu'un tel excédent (de 24 kilogrammes ou au-dessous) soit calculé comme faisant partie du contingent d'exportation (par exemple, un lot de 399 kilogrammes exige des timbres d'exportation de la valeur de 375 kilogrammes alors qu'un lot de 400 kilogrammes demande des timbres d'une valeur de 400 kilogrammes). En aucun cas, les timbres d'exportation ne seront apposés sur des feuilles de papier attachées aux certificats d'origine. Pour le reste, les certificats d'origine sur formule O sont complétés et délivrés conformément aux directives données à l'annexe 1 B et dans la règle 5.

26. Dans le cas d'un certificat d'origine sur formule O destiné à couvrir une expédition de café sous une autre forme que du café vert, le poids net équivalent en café vert est indiqué dans la case 15. Pour calculer l'équivalent en café vert, on applique les coefficients de conversion suivants :

- cerises de café séchées : multiplier le poids net des cerises de café séchées par 0,50,
- café en parche : multiplier le poids net du café en parche par 0,80,
- café torréfié : multiplier le poids net du café torréfié par 1,19,
- café liquide : multiplier le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide par 3,
- café soluble : multiplier le poids net du café soluble par 3,
- café décaféiné : multiplier le poids net du café décaféiné, vert, torréfié ou soluble par 1, 1,19 ou respectivement.

27. Avant l'exportation d'un lot, les timbres d'exportation fixés sur chaque certificat d'origine sur formule O sont oblitérés, soit par le service de certification, soit par les autorités douanières selon ce

qui est le plus pratique, de sorte que les timbres ne puissent être utilisés de nouveau mais qu'ils puissent être déchiffrés sans difficulté.

28. Les timbres d'exportation ne sont valides pour l'utilisation que pendant l'année caféière à laquelle ils se rapportent d'après le numéro de code de l'année imprimé sur eux (par exemple la première année caféière pendant laquelle les contingents sont en vigueur sera indiquée par le code 1). Aux fins du présent règlement, l'année d'expédition sera déterminée par la date du dernier cachet apposé par la douane du pays membre producteur sur le certificat d'origine ou la date d'émission du connaissement ou autre document équivalent, selon celle des deux dates qui sera la plus proche et à condition toutefois que cette dernière date ne soit pas postérieure au 5 octobre.

Remplacement des timbres d'exportation

29. Si un certificat d'origine sur formule O est abîmé ou annulé après que des timbres d'exportation ont été apposés sur lui, le service de certification intéressé peut obtenir le remplacement des timbres auprès de l'agent, moyennant présentation du certificat sur lequel les timbres ont été apposés. L'agent retire le certificat et le transmet au directeur exécutif aussi rapidement que possible. Ou bien, lorsqu'il n'y a pas d'agent, le service de certification peut obtenir le remplacement en transmettant directement le certificat au directeur exécutif. Les timbres endommagés peuvent être échangés de la même manière.

30. La perte de timbres d'exportation doit être signalée immédiatement au directeur exécutif qui, après avoir effectué les enquêtes qu'il considère nécessaires, peut autoriser leur remplacement.

31. Au cas où des timbres d'exportation seraient apposés par inadvertance sur un certificat d'origine sur formule O et dépasseraient largement le poids net du café vert, ou de l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, et si l'on ne s'apercevait de cette erreur que lorsqu'il ne serait plus possible de retenir ledit document, le membre producteur intéressé pourrait adresser une demande contenant tous les renseignements pertinents au directeur exécutif qui pourrait alors, après avoir effectué les enquêtes qu'il jugerait nécessaires, remplacer les timbres en excédent.

32. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente règle, tout remboursement de droits acquittés en raison de la perte de timbres d'exportation aura lieu à la fin de l'année caféière lorsque l'état mentionné au paragraphe 23 sera établi.

Vérification et publication des comptes

33. Le plus tôt possible après la clôture de chaque année caféière, le directeur exécutif prépare un état des comptes des timbres d'exportation qui sera vérifié par

un expert agréé. Les comptes et le rapport y relatif du vérificateur seront soumis au comité exécutif aux fins d'approbation et de publication.

Règle 16

TIMBRES POUR LE CAFÉ EN TRANSIT

Délivrance de timbres

1. Des timbres pour le café en transit sont fournis à chaque membre importateur qui assume la responsabilité de veiller à leur sécurité.

2. Après avoir consulté le membre intéressé, le directeur exécutif désigne dans chaque pays membre importateur un agent chargé de recevoir les timbres de transit attribués à ce membre et d'administrer le système des timbres de transit au nom de l'Organisation internationale du café. Cet agent devra être acceptable par le directeur exécutif et par le pays membre intéressé. Le directeur exécutif peut à tout moment, par une décision motivée, déclarer qu'un agent n'est plus acceptable par lui et désigner un autre agent pour le remplacer.

3. Au moins vingt et un jours avant le début de chaque année caféière, le directeur exécutif dépose auprès de l'agent désigné pour administrer le système des timbres de transit une quantité de timbres de transit égale aux besoins estimatifs du membre intéressé pendant une année, plus une réserve supplémentaire à déterminer par le directeur exécutif et destinée à faire face aux imprévus.

4. L'agent peut avancer aux services des certification une quantité initiale de timbres de transit qui ne sera pas supérieure au quart des besoins estimatifs annuels mentionnés au paragraphe 3 de la présente règle.

5. Les timbres de transit ne sont pas transférables et sont porteurs d'un numéro de code du pays (voir annexe 6). Ils portent en outre en surimpression la lettre T. Les timbres de transit à utiliser en application des dispositions de la règle 8 du présent règlement porteront en surimpression les lettres NT.

6. Les timbres pour le café en transit ont des valeurs faciales de 5, 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000 et 30 000 kilogrammes. Chaque valeur faciale a une couleur différente. Le directeur exécutif pourra ajouter les valeurs faciales que l'expérience ferait apparaître nécessaires et supprimer les dénominations qui n'auraient plus d'utilité.

Utilisation des timbres de transit

7. Chaque certificat de transit porte, solidement apposés (au verso), des timbres de transit dont la valeur

faciale totale correspond au poids net du café vert, ou à l'équivalent en café vert du café porté sur le certificat, à cela près toutefois que tout excédent au-dessus du dernier multiple complet de 5 kilogrammes n'a pas besoin d'être couvert, quoiqu'un tel excédent (de 4 kilogrammes ou au-dessus) soit imputé sur le compte des timbres de transit du détenteur du certificat. À tous autres égards, les certificats de transit sont remplis et délivrés conformément aux directives générales données à l'annexe 5 B et dans la règle 12.

8. Dans le cas d'un certificat de transit accompagnant une expédition de café sous une autre forme que du café vert, le poids net de l'équivalent en café vert est indiqué dans la case 15. Pour obtenir l'équivalent en café vert, on applique les facteurs de conversion indiqués au paragraphe 26 de la règle 15.

9. Les timbres de transit apposés sur un certificat de transit sont oblitérés par le service de certification de telle manière que les timbres ne puissent pas être utilisés de nouveau, mais qu'il soit possible de les déchiffrer sans difficulté.

Remplacement des timbres de transit

10. Les agents chargés de l'administration du système des timbres de transit peuvent demander au directeur exécutif, à des intervalles à déterminer, le remplacement des timbres. Le directeur exécutif n'autorise le remplacement des timbres que sur réception de certificats valides sur formule O, R, RS ou T, recueillis et portés au crédit des comptes des timbres de transit.

Procédures à appliquer en matière de comptabilité par les agents chargés d'administrer le système des timbres de transit

11. Chaque agent qui a reçu des timbres de transit, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle, rend compte trimestriellement et annuellement de tous les timbres de transit reçus et distribués avec l'autorisation du directeur exécutif. Ces relevés comptables, qui seront établis sous une forme à convenir, sont transmis au directeur exécutif au plus tard trente jours après la fin du trimestre ou de l'année caféière auxquels ils se rapportent.

12. Sous réserve des arrangements dont sont convenus chacun des agents et le directeur exécutif, une vérification annuelle des comptes a lieu et le rapport du vérificateur est soumis au directeur exécutif.

Remplacement des timbres

13. Sur la demande d'un service de certification, un agent qui a reçu des timbres de transit conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la présente règle peut :

- a) échanger les timbres de transit contre des timbres de valeur faciale plus faible ou plus élevée ayant la même valeur totale, à condition que les timbres rendus portent le même numéro de code du pays que ceux par lesquels ils doivent être remplacés;
- b) remplacer la valeur intégrale des timbres apposés sur des certificats de transit endommagés ou des certificats qui, pour d'autres raisons, auraient été restitués avant d'avoir été utilisés. Ces certificats seront transmis au directeur exécutif et il sera tenu compte des timbres dont ils étaient porteurs dans les relevés comptables trimestriels et annuels mentionnés au paragraphe 11 de la présente règle.

Vérification et publication des comptes

14. Les plus tôt possible après la clôture de chaque année caféière, le directeur exécutif prépare un état des comptes des timbres de transit qui sera vérifié par un expert agréé. Les comptes et le rapport y relatif du vérificateur seront soumis au comité exécutif aux fins d'approbation et publication.

Règle 17

ENTRÉE EN VIGUEUR ET SUSPENSION

En l'absence de toute autre disposition et à moins que le conseil international du café, par une résolution, n'en décide autrement, le présent règlement entre en vigueur à la date à laquelle les contingents sont introduits et cesse d'être appliqué à la date où ils sont suspendus.

Règle 18

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Pour tout le café importé à la date à laquelle le présent règlement entre en vigueur ou après cette date, la responsabilité incombe à l'importateur de prouver à la satisfaction du service douanier du pays importateur la date à laquelle le café a été exporté, et de lui remettre la documentation appropriée.

Café exporté à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou après cette date

2. Pour les importations, en provenance de membres producteurs, de café qui a été exporté à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou après cette date, le service douanier exige qu'un certificat valide sur formule O, R, RS ou T lui soit remis.

3. Les importations de café en provenance de pays non membres sont soumises aux dispositions de la règle 8 du présent règlement.

Καφέ exporté avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement

4. Pour les importations de café au sujet desquelles les services douaniers ont l'assurance que le café a été exporté avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, les procédures suivantes sont appliquées :

a) *café importé jusqu'à trente jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

Les services douaniers exigent la remise de l'original du certificat d'origine sur formule O délivré conformément aux dispositions de la règle 9 du règlement reproduit dans le document EB-1443/76 rév. 3 et ses additifs ⁽¹⁾ ou, si un certificat n'est pas disponible, exigent la remise d'une fiche d'importation sur formule I, remplie conformément aux dispositions de la même règle;

b) *café importé entre trente et soixante jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

Les services douaniers exigent la remise de l'original du certificat d'origine délivré conformément aux dispositions pertinentes du règlement susmentionné ou, si un certificat n'est pas disponible ou à moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, d'un certificat de transit délivré en remplacement du certificat susmentionné conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 du présent règlement ;

c) *café importé plus de soixante jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement :*

À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement, soixante jours au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, les négociants ayant droit au café qui n'a pas encore été importé demandent à un service de certification de délivrer un certificat de transit destiné à couvrir l'importation du café.

5. La procédure à suivre pour la délivrance des certificats de transit dans les circonstances exposées sous b) et c) du paragraphe 4 de la présente règle est indiquée ci-après. Le négociant ayant droit au café fournit au service de certification les renseignements suivants concernant chaque lot de café :

- a) le numéro de référence et la date de délivrance du certificat d'origine approprié (s'ils sont connus) ⁽²⁾ ;
- b) la forme sous laquelle se trouve le café ainsi que le poids net du café ;
- c) la marque d'identification de l'OIC et les autres marques portées sur les sacs ou autres contenants ⁽³⁾ ;
- d) le nom du navire ou de tout autre moyen de transport sur lequel le café est acheminé ou sur lequel il est arrivé à son emplacement actuel (s'il est connu) ;
- e) dans le cas du café se trouvant dans un entrepôt, une déclaration écrite du gérant de l'entrepôt permettant d'identifier le café et confirmant la période d'entreposage.

6. Le service de certification transmet au directeur exécutif les renseignements pertinents. D'après les informations ainsi transmises et sous réserve des recherches supplémentaires qu'il pourrait souhaiter effectuer, le directeur exécutif peut autoriser les services de certification à inscrire la quantité de café en question au crédit d'un compte de timbres de transit.

Règle 19

MISE EN ŒUVRE

Il incombe au directeur exécutif de prendre les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la mise en œuvre efficace des mesures de contrôle prévues dans l'accord et dans le présent règlement comprenant notamment la diffusion, de temps à autre, des directives administratives qui lui paraîtront utiles.

Règle 20

AMENDEMENTS

Le comité exécutif passe constamment en revue les dispositions du présent règlement et peut y apporter les amendements qu'il considère souhaitables.

⁽¹⁾ Règlement de l'Organisation internationale du café concernant l'application d'un système de certificats d'origine lorsque les contingents ne sont pas en vigueur.

⁽²⁾ Non applicable dans le cas du café en provenance de pays non membres ou du café réexporté d'un pays membre importateur à destination d'un autre membre importateur.

⁽³⁾ Non applicable dans le cas du café en provenance de pays non membres ou du café transformé par un membre importateur et importé en provenance d'un autre membre importateur.

-- ANNEXE 1

CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE O

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM (
 FOR EXPORTS TO MEMBERS



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. Shipping marks a. ICO identification mark ----- / ----- / ----- b. Other marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country			
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:	
Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: _____ Observations: _____ Quantity (if different from boxes 11 or 13): _____	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: _____
Place _____ Date _____	Place _____ Date _____
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer _____	Signature of authorized Certifying Officer _____

ANNEXE 1 A

**MESURES À OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT D'ORIGINE SUR
FORMULE O**

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM - (
FOR EXPORTS TO MEMBERS


Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
 22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until:

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No.
3. Producing country				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank	
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	
9. Port or point of destination				
8,5 mm				
10. Shipping marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
a. ICO identification mark		☐ Green (Crude)		
		☐ Roasted		
b. Other marks		☐ Soluble		
		☐ Other		
14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb				
15. Other relevant information				
8,5 mm				
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country				
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:		
Date		Date of issue		
Signature of authorized Customs Officer		Signature of authorized Certifying Officer		

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations: .....	.....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place Date	Place Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 1B

CERTIFICAT D'ORIGINE COUVRANT LES EXPORTATIONS VERS LES PAYS MEMBRES

Directives générales sur la manière de remplir le certificat d'origine sur formule O

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel le certificat a été délivré).
2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 au présent règlement) et le numéro de code du port ou du lieu d'exportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation de chaque certificat d'origine sur formule O qu'il délivre commence à 1 le 1^{er} octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).
3. Indiquer le nom du pays dans lequel le café a été produit.
4. Indiquer le nom du pays de destination.
5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.
6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom de tout port ou point de transit où le café sera débarqué avant d'être acheminé de nouveau vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».
7. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.
8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).
9. Indiquer le nom du port ou autre lieu de destination vers lequel le café est acheminé.
10. Les sacs ou contenants de chaque lot de café accompagné d'un seul certificat d'origine sont porteurs d'une seule marque d'identification de l'Organisation internationale du café, imprimée à l'intérieur d'un cadre ou estampée sur une languette de métal attachée aux sacs ou autres contenants. Inscrire la marque d'identification de l'OIC et toutes les marques d'expédition supplémentaires ou autres signes d'identification dans les espaces indiqués.

Note

Si le membre a opté pour un certificat d'origine dans lequel la case 10 a été modifiée pour qu'on puisse y porter plus d'une marque d'identification de l'OIC, conformément au paragraphe 3 de la règle 2 du présent règlement, et qu'il n'y ait pas la place nécessaire pour y inscrire les marques d'expédition supplémentaires, celles-ci doivent dans la mesure du possible apparaître en entier dans la case 15.

11. Indiquer le nombre de sacs ou autres contenants.
12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme revêtue par le café dans l'espace prévu sous le point 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si une exportation de café comprend du café sous diverses formes, il est nécessaire d'établir des certificats distincts pour chacune des formes de café comprises dans l'expédition.
13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).
14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.
15. Formuler toute observation supplémentaire qui pourrait être utile au sujet du lot de café dont la description est donnée dans le certificat.
16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est exporté appose son cachet afin de confirmer que l'exportation va avoir lieu. Le fonctionnaire autorisé à apposer le cachet signe et date le certificat dans les espaces prévus à cette fin.
17. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat d'origine sur formule O est transmise à l'Organisation internationale du café ainsi qu'une copie du connaissance correspondant ou un document équivalent dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition.

L'original de chaque certificat d'origine sur formule O est validé par des timbres d'exportation apposés au verso, conformément aux dispositions de la règle 15 du présent règlement.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café couvert par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :
- i) retire le certificat,
 - ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),
 - iii) indique le lieu et la date de l'importation,
 - iv) appose le cachet de la douane pour confirmer que le café a été importé.
- b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :
- i) retire le certificat,
 - ii) y porte les observations pertinentes, et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,
 - iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.
19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat d'origine valide sur formule O retiré par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 2

CERTIFICAT D'ORIGINE SUR FORMULE X

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM - X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

1. Name and address of exporter		Form approved by the  INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION 22 Berners Street, London W1P 4DD, England	
2. Name and address of importer			
3. Reference No		Country Code	
		Port Code	
		Serial No.	
4. Producing country			
5. Country of destination			
6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank
10. Port or point of destination			
11. Shipping marks		12. Number of bags or other containers	
a. ICO Identification mark		13. Description of coffee	
----- / ----- / -----		☐ Green (Crude)	
b. Other marks		☐ Roasted	
		☐ Soluble	
		☐ Other	
14. Net weight of shipment		15. Unit of weight ☐ kg	
		☐ lb	
16. Other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country			
17. Customs stamp of issuing country		18. Stamp of Certifying Agency	
Date		Date of issue	
Signature of authorized Customs Officer		Signature of authorized Certifying Officer	

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT			
First port of transshipment	Transshipment date	Second port of transshipment	Transshipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier
Date	Signature of surveying agent	Date	Signature of surveying agent
20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT			
Country of import	Place of entry	Date	
	Date of entry		
Observations		Signature of surveying agent	

ANNEXE 2 A

MESURES A OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT D'ORIGINE SUR
FORMULE X

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY				
1. Name and address of exporter		CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X FOR EXPORTS TO NON-MEMBFC Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION 22 Berners Street, London W1P 4DD, England		
2. Name and address of importer				
3. Reference No				
4. Producing country		Country Code	Port Code	Serial No
5. Country of destination				
6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank	
10. Port or point of destination				
11. Shipping marks		12. Number of bags or other containers		13. Description of coffee
a. ICO identification mark		b. Other marks		☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other
14. Net weight of shipment		15. Unit of weight ☐ kg ☐ lb		
16. Other relevant information				
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country				
17. Customs stamp of issuing country		18. Stamp of Certifying Agency		
Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____		
PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT				
19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT				
First port of transhipment	Transhipment date	Second port of transhipment	Transhipment date	
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier	
Date _____ Signature of surveying agent _____		Date _____ Signature of surveying agent _____		
20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT				
Country of import	Place of entry	Date _____ Signature of surveying agent _____		
Date of entry		Date _____ Signature of surveying agent _____		
Observations				

ANNEXE 2 B

CERTIFICAT D'ORIGINE COUVRANT LES EXPORTATIONS VERS LES PAYS NON MEMBRES

Directives générales sur la manière de remplir le certificat d'origine sur formule X

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer le nom et l'adresse de l'exportateur.
2. Indiquer le nom et l'adresse de l'importateur ou, à défaut, le nom et l'adresse de l'acheteur.
3. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou du lieu d'exportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe, qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres, sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats d'origine sur formule X qu'il délivre commence à 1 le 1^{er} octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).
4. Indiquer le nom du pays dans lequel le café a été produit.
5. Indiquer le nom du pays de destination.
6. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.
7. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom de tout port ou point de transit où le café sera débarqué avant d'être acheminé de nouveau vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».
8. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.
9. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).
10. Indiquer le nom du port ou autre lieu de destination vers lequel le café est acheminé.
11. Les sacs ou contenants de chaque lot de café accompagné d'un seul certificat d'origine sont porteurs d'une seule marque d'identification de l'Organisation internationale du café, imprimée à l'intérieur d'un cadre ou estampée sur une languette de métal attachée aux sacs ou autres contenants. Inscrive la marque d'identification de l'OIC et toutes les marques d'expédition supplémentaires ou autres signes d'identification dans les espaces indiqués.
12. Indiquer le nombre de sacs ou autres contenants.
13. Insérer un X dans la case appropriée. Si le café à exporter se trouve sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme revêtue par le café dans la case 16 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si une exportation de café comprend du café sous diverses formes, il est nécessaire d'établir des certificats distincts pour chacune des formes de café comprises dans l'expédition.
14. Inscrive le poids net, arrondi à l'unité la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).
15. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.
16. Formuler toute observation supplémentaire qui pourrait être utile au sujet du lot de café dont la description est donnée dans le certificat.
17. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est exporté appose son cachet sur le certificat pour confirmer que l'exportation va avoir lieu. Le fonctionnaire de la

douane autorisé à apposer le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

18. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

L'original et la première copie de chaque certificat d'origine sur formule X sont transmis à l'Organisation internationale du café ainsi qu'une copie du connaissement correspondant ou un document équivalent, dans un délai de vingt et un jours à compter de la date d'expédition.

PARTIE B

À remplir si les mesures concernant la vérification des exportations à destination des pays non membres sont introduites

ANNEXE 3

CERTIFICAT DE RÉEXPORTATION SUR FORMULE R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-export			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark ____/____/____ ____/____/____ ____/____/____ ____/____/____ ____/____/____	11. Number of bags or other containers _____ _____ _____ _____ _____ Total	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate			
16. Customs stamp of issuing country: Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		17. Stamp of Certifying Agency: Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: _____ Observations: _____ Quantity (if different from boxes 11 or 13): _____ Place _____ Date _____ Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer _____	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: _____ Place _____ Date _____ Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer _____
--	--

ANNEXE 3 A

MESURES A OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE
RÉEXPORTATION SUR FORMULE R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No
3. Country of re-export				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank	
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	7 mm
9. Port or point of destination				
10. ICO Identification mark				
11. Number of bags or other containers				
12. Description of coffee				
13. Net weight of shipment				
14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb				
15. Other marks and other relevant information				
It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate				
16. Customs stamp of issuing country:				
17. Stamp of Certifying Agency:				
Date Signature of authorized Customs Officer Date of issue Signature of authorized Certifying Officer				

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations: .....	.....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place Date	Place 83,5 mm Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 3 B

CERTIFICAT DE RÉEXPORTATION

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de réexportation sur formule R

PARTIE A

A remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).
2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu de réexportation à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats de réexportation qu'il délivre commence à 1 le 1^{er} octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).
3. Indiquer le nom du pays d'où doit être réexporté le café.
4. Indiquer le nom du pays de destination.
5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.
6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou point de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».
7. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.
8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).
9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.
10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants.
11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC portée dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.
12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme de tout autre café dans la case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si un lot de café réexporté comprend du café sous plus d'une forme, des certificats distincts sont exigés pour chacune des formes de café constituant ce lot.
13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).
14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.
15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à réexporter, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements portés sur le certificat. Indiquer si possible le(s) type(s) et le(s) numéro(s) de référence du ou des certificats sous le couvert desquels le café décrit dans le certificat de réexportation a été initialement importé.
16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est réexporté appose son cachet sur le certificat afin de confirmer que la réexportation va avoir lieu. Le fonctionnaire de la douane autorisé apposant le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.
17. Le fonctionnaire du service de certification appose le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de réexportation est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date d'expédition.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café accompagné par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :
- i) retire le certificat,
 - ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),
 - iii) indique la date et le lieu de l'importation,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.
- b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :
- i) retire le certificat,
 - ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,
 - iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.
19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de réexportation valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 4

CERTIFICAT DE RÉEXPÉDITION SUR FORMULE RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM RS



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-shipment			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- ----- ----- ----- ----- Total -----	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate			
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:	
Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: _____ Observations: _____ Quantity (if different from boxes 11 or 13): _____	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: _____ _____
Place _____ Date _____	Place _____ Date _____
Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer _____	Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer _____

ANNEXE 4 A

MESURES A OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE
RÉEXPÉDITION SUR FORMULE RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM RS



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-shipment			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- ----- / ----- / ----- Total -----	☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	☐ kg ☐ lb	
14. Unit of weight			
15. Other marks and other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate			
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:	
Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: _____ Observations: _____ Quantity (if different from boxes 11 or 13): _____	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: _____ _____
Place _____ Date _____	Place _____ Date _____
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 4 B

CERTIFICAT DE RÉEXPÉDITION

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de réexpédition sur formule RS

PARTIE A

À remplir par le service de certification et le service douanier du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).
2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu de réexpédition à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation des certificats de réexpédition qu'il délivre commence à 1 le 1^{er} octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).
3. Indiquer le nom du pays d'où doit être réexpédié le café.
4. Indiquer le nom du pays de destination.
5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.
6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou point de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».
7. Indiquer la date à laquelle le café doit être réexpédié.
8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).
9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.
10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants.
11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC portée dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.
12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme de tout autre café dans la case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café). Si un lot de café réexpédié comprend du café sous plus d'une forme, des certificats distincts sont exigés pour chacune des formes de café constituant ce lot.
13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).
14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.
15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à réexpédier, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements portés sur le certificat. Le(s) type(s) et le(s) numéro(s) de référence des certificats recueillis lorsque le café décrit dans le certificat de réexpédition a été placé sous contrôle douanier sont portés dans cet espace.
16. Le service douanier du port ou autre lieu d'où le café est réexpédié appose son cachet sur le certificat afin de confirmer que la réexpédition va avoir lieu. Le fonctionnaire de la douane autorisé qui appose le cachet signe et date le certificat dans les espaces indiqués.
17. Le fonctionnaire du service de certification appose le cachet du service de certification, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de réexpédition est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date de réexpédition.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café accompagné par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :
- i) retire le certificat,
 - ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),
 - iii) indique la date et le lieu de l'importation,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.
- b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :
- i) retire le certificat,
 - ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,
 - iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.
19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de réexpédition valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 5

CERTIFICAT DE TRANSIT SUR FORMULE T

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- Total	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form reference number			
17. Stamp of Certifying Agency:			
Date Signature of authorized Customs Officer			

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: Observations: Quantity (if different from boxes 11 or 13): Place Date	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: Place Date
Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer

ANNEXE 5 A

MESURES A OBSERVER DANS LA DISPOSITION DU CERTIFICAT DE TRANSIT SUR
FORMULE T

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T

Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No
3. Producing country				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank	
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	7 mm
9. Port or point of destination				
8,5 mm				
10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
----- / ----- / -----	Total	☐ Green (Crude)	14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb	
----- / ----- / -----		☐ Roasted		
----- / ----- / -----		☐ Soluble		
----- / ----- / -----		☐ Other		
15. Other marks and other relevant information				
8,5 mm				
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form reference number				
14 mm				
17. Stamp of Certifying Agency:				
37 mm				
Date Signature of authorized Customs Officer				

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations: .....	.....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place Date	Place Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

297 mm

ANNEXE 5 B

CERTIFICAT DE TRANSIT

Directives générales sur la manière de remplir le certificat de transit sur formule T

PARTIE A

A remplir par le service de certification du pays membre qui délivre le certificat

1. Indiquer la date à laquelle expire la période de validité du certificat (neuf mois à compter de la fin du trimestre pendant lequel le certificat a été délivré).
2. Le numéro de référence comprend le numéro de code du pays membre qui délivre le certificat (voir annexe 6 du présent règlement) et le numéro de code du port ou lieu d'embarquement à l'intérieur (le membre en question doit fournir deux chiffres). Ce préfixe qui pourra comprendre jusqu'à cinq chiffres sera suivi du numéro d'ordre du certificat (chaque service de certification s'assurera que la numérotation de chaque certificat de transit qu'il délivre commence à 1 le 1^{er} octobre de chaque année et se poursuit consécutivement jusqu'au 30 septembre de l'année suivante).
3. Indiquer le nom du pays qui délivre le certificat.
4. Indiquer le nom du pays de destination.
5. Indiquer le nom du navire à bord duquel le café sera transporté. Si le café ne doit pas être acheminé par navire, donner les renseignements appropriés concernant le moyen de transport utilisé : camion, chaland, chemin de fer, par exemple.
6. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit être embarqué et le nom du port ou tout lieu de transit où le café sera débarqué avant de repartir vers la destination portée sur le certificat. Si le café est acheminé directement vers sa destination, inscrire le mot « direct ».
7. Indiquer la date à laquelle le café doit être expédié.
8. Laisser en blanc (à remplir par l'Organisation internationale du café).
9. Indiquer le nom du port ou autre lieu où le café doit arriver à destination.
10. Indiquer les marques d'identification de l'OIC portées sur les sacs ou autres contenants. Le service de certification s'assure que les marques d'identification de l'OIC et les marques d'expédition sont identiques à celles qui se trouvent sur le certificat sur lequel repose le certificat de transit.
11. À côté de chaque marque d'identification de l'OIC inscrite dans la case 10, indiquer le nombre de sacs ou autres contenants portant cette marque. Indiquer également le nombre total de sacs ou autres contenants.
12. Insérer un X dans la case appropriée. S'il s'agit de café sous une autre forme que du café vert, torréfié ou soluble, préciser la forme sous laquelle il se trouve dans la case 15 (voir les définitions données à l'article 3 de l'accord international de 1976 sur le café).
13. Inscrire le poids net, arrondi à l'unité de poids la plus proche (une livre égale 0,4536 kilogramme).
14. Préciser l'unité de poids en insérant un X dans la case appropriée.
15. Cet espace peut être utilisé pour ajouter d'autres signes d'identification du café à acheminer, les marques d'expédition par exemple, ou pour faire des observations ayant trait aux renseignements donnés dans le certificat. Dans le cas du café en provenance d'un pays non membre, les renseignements mentionnés au paragraphe 6 sous a) de la règle 8 du présent règlement sont portés dans cet espace et les mots « CAFÉ NON MEMBRE » sont écrits en majuscules au haut du certificat.
16. Donner les renseignements pertinents concernant le certificat à partir duquel est établi le certificat de transit, à savoir : le type du certificat et son numéro de référence (ne s'applique pas dans le cas d'un certificat de transit délivré conformément aux dispositions de la règle 8 du présent règlement pour couvrir du café en provenance d'un pays non membre).
17. Le fonctionnaire du service de certification appose sur le certificat le cachet du service, signe et date le certificat dans les espaces indiqués.

IMPORTANT

La première copie de chaque certificat de transit est transmise à l'Organisation internationale du café dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle le certificat a été délivré.

L'original de chaque certificat de transit est validé par des timbres de transit apposés au verso conformément aux dispositions de la règle 16 du présent règlement.

PARTIE B

À remplir par le service de certification ou le service douanier qui retire le certificat

18. a) Si le café couvert par le certificat est importé, le service douanier du pays d'importation :
- i) retire le certificat,
 - ii) y inscrit le numéro d'enregistrement en douane ainsi que les observations pertinentes (concernant notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 7 du présent règlement),
 - iii) indique la date et le lieu de l'importation,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été importé.
- b) À moins que le directeur exécutif et un membre n'en soient convenus autrement conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la règle 10 du présent règlement, si le café couvert par le certificat est placé sous contrôle douanier, le service douanier sous la garde duquel il se trouve :
- i) retire le certificat,
 - ii) y porte les observations pertinentes et notamment les renseignements transmis conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la règle 10 du présent règlement,
 - iii) indique l'emplacement du café et la date à laquelle il a été placé sous son contrôle,
 - iv) appose son cachet sur le certificat pour confirmer que le café a été placé sous son contrôle.
19. Si le certificat est présenté pour être porté au crédit d'un compte de timbres de transit, le fonctionnaire du service de certification qui recueille le certificat y inscrit le lieu et la date de la collecte et y appose le cachet du service et sa signature.

IMPORTANT

Chaque certificat de transit valide recueilli par un service douanier ou un service de certification est transmis à l'Organisation internationale du café dans les trente jours qui suivent la clôture du mois au cours duquel il a été recueilli.

ANNEXE 6

LISTE DES MEMBRES ET LEURS NUMÉROS DE CODE

Pays exportateurs		Pays importateurs	
Angola	158	Australie	51
<i>Bénin</i>	22	Autriche	52
Bolivie	1	Belgique/Luxembourg	53
Brésil	2	Canada	54
Burundi	27	Chypre	86
<i>Cameroun</i>	19	Danemark	56
Colombie	3	Espagne	63
Congo	21	États-Unis d'Amérique	69
Costa Rica	5	Finlande	71
<i>Côte-d'Ivoire</i>	24	France	58
Équateur	8	Hong-kong	93
El Salvador	9	Hongrie	94
<i>Empire Centrafricain</i>	20	Irlande	98
Éthiopie	10	Israël	99
<i>Gabon</i>	23	Italie	59
Ghana	38	Japon	60
Guatemala	11	Nouvelle-Zélande	70
Guinée	92	Norvège	62
Haïti	12	Pays-Bas	61
Honduras	13	Portugal	31
Inde	14	République fédérale d'Allemagne	57
Indonésie	15	Royaume-Uni	68
Jamaïque	100	Suède	64
Kenya	37	Suisse	65
Libéria	107	Yougoslavie	148
<i>Madagascar</i>	25		
Malawi	109		
Mexique	16		
Nicaragua	17		
Nigeria	18		
Ouganda	35		
Panamá	29		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	166		
Paraguay	122		
Pérou	30		
République Dominicaine	7		
Rwanda	28		
Sierra Leone	32		
Tanzanie	33		
<i>Togo</i>	26		
Trinité et Tobago	34		
Venezuela	36		
Zaire	4		

Note : Les membres imprimés en italique font partie de l'Oamcaf. Les timbres d'exportation qui seront délivrés à l'Oamcaf porteront le numéro de code 155.

ANNEXE 7

LIMITATION DES IMPORTATIONS ANNUELLES DE CAFÉ EN PROVENANCE DE PAYS NON MEMBRES

(en sacs de 60 kg)

Membre importateur	Limite annuelle
Total	509 999
États-Unis d'Amérique	121 860
Communauté économique européenne	175 883
Belgique	64 110
Danemark	18 905
France	17 161
Irlande	1 217
Italie	46 804
Pays-Bas	15 982
République fédérale d'Allemagne	6 381
Royaume-Uni	5 323
Autres membres	212 256
Australie	2 590
Autriche	4 708
Canada	2 982
Chypre	148
Espagne	99 578
Finlande	3 715
Hong-kong	10 944
Hongrie	13 282
Israël	4 450
Japon	25 062
Nouvelle-Zélande	576
Norvège	7 878
Portugal	9 932
Suède	263
Suisse	19 243
Yougoslavie	6 905

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΟΥ 1976 ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΦΕ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΟΙ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΙΣ ΠΟΥ ΜΕΤΕΧΟΥΝ ΣΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΦΩΝΙΑ,

αναγνωρίζοντας ότι ο καφές έχει εξαιρετική σπουδαιότητα για την οικονομία πολυαριθμικών χωρών που εξαρτώνται κατά μεγάλο μέρος από το προϊόν αυτό για τα έσοδά τους από τις εξαγωγές και συνεπώς για τη συνέχιση των προγραμμάτων τους οικονομικής και κοινωνικής ανάπτυξεως,

έκτιμώντας ότι στενή διεθνής συνεργασία στο πεδίο των συναλλαγών του καφέ θα επιτρέψει να ενθαρρυνθεί ή διαφοροποίηση και η ανάπτυξη της οικονομίας των χωρών παραγωγής καφέ, να βελτιωθούν οι πολιτικές και οικονομικές σχέσεις μεταξύ χωρών παραγωγής και χωρών καταναλώσεως και θα συνεισφέρει στην αύξηση της καταναλώσεως καφέ,

αναγνωρίζοντας ότι είναι επιθυμητό να αποφευχθεί μία δυσαναλογία μεταξύ της παραγωγής και της καταναλώσεως, η οποία δύναται να προξενήσει έντονες διακυμάνσεις στις τιμές, επιζήμιες τόσο για τους παραγωγούς όσο και για τους καταναλωτές,

έχοντας την πεποίθηση ότι διεθνή μέτρα δύναται να βοηθήσουν στην επανόρθωση των αποτελεσμάτων της δυσαναλογίας αυτής και να συμβάλουν στην εξασφάλιση για τους παραγωγούς επαρκών εσόδων μέσω αποδοτικών τιμών,

λαμβάνοντας υπόψη τα πλεονεκτήματα που έπεταιχθησαν χάρη στη διεθνή συνεργασία που ήταν αποτέλεσμα της εφαρμογής των διεθνών συμφωνιών του 1962 και 1968 για τον καφέ,

ΣΥΝΕΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

ΣΤΟΧΟΙ

Άρθρο 1

Στόχοι

Οι στόχοι της συμφωνίας είναι:

1. να πραγματοποιηθεί μία λογική ισορροπία μεταξύ της παγκοσμίου προσφοράς και ζήτησης του καφέ, υπό συνθήκες που θα εξασφαλίσουν στους καταναλωτές επαρκή εφοδιασμό σε δίκαιες τιμές και στους παραγωγούς αγορές με αποδοτικές τιμές που θα επιτρέψουν να εξισορροπηθεί κατά τρόπο διαρκή ή παραγωγή και η κατανάλωση.

2. να αποφευχθούν οι υπερβολικές διακυμάνσεις της παγκοσμίου προσφοράς, των αποθεμάτων και των τιμών, οι οποίες είναι επιζήμιες τόσο για τους παραγωγούς όσο και για τους καταναλωτές.

3. να συμβάλει στην αξιοποίηση των παραγωγικών πηγών, στην αύξηση και διατήρηση της απασχολήσεως και του εισοδήματος στις χώρες μέλη και να βοηθήσει έτσι στην επίτευξη δικαιών μισθών, υψηλότερου βιοτικού επιπέδου και καλύτερων συνθηκών εργασίας.

4. να αυξήσει την αγοραστική δύναμη των χωρών εξαγωγής καφέ με τη διατήρηση των τιμών σε επίπεδο σύμφωνο με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου και με την αύξηση της καταναλώσεως.

5. νά προαχθεί και νά αυξηθεί ή κατανάλωση του καφέ μέ όλους τούς δυνατούς τρόπους·

6. λαμβάνοντας υπόψη τούς δεσμούς πού υφίστανται μεταξύ του έμπορίου του καφέ και της οικονομικής σταθερότητας των αγορών διομηχανικών προϊόντων, νά ευνοηθεί κατά γενικό τρόπο ή διεθνής συνεργασία σχετικά μέ τά παγκόσμια προβλήματα του καφέ.

Άρθρο 2

Γενικές υποχρεώσεις των μελών

1. Τά μέλη αναλαμβάνουν νά κατευθύνουν τήν έμπορικé τους πολιτική έτσι ώστε νά έπιτευχθούν οί στόχοι πού αναφέρονται στο άρθρο 1. Αναλαμβάνουν έξ άλλου νά έπιτύχουν τούς σκοπούς αυτούς, εκπληρώνοντας αυστηρά τίς υποχρεώσεις της παρούσης συμφωνίας και τηρώντας τίς διατάξεις της.

2. Τά μέλη αναγνωρίζουν τήν ανάγκη εφαρμογής πολιτικής πού νά έπιτρέπει τή διατήρηση των τιμών σέ επίπεδα πού νά εξασφαλίζουν στους παραγωγούς επαρκή άμοιβή, αποδίδοντα συγχρόνως στήν εξασφάλιση γιά τούς καταναλωτές τιμών πού νά μήν αποτελούν έμπόδιο σέ μία έπιθυμητή αύξηση της καταναλώσεως.

3. Τά μέλη εξαγωγής αναλαμβάνουν νά μή θέτουν ή νά μή διατηρούν σέ ισχύ κανένα κυβερνητικό μέτρο πού θά επέτρεπε τήν πώληση του καφέ σέ χώρες μή μέλη υπό έμπορικούς όρους ευνοϊκότερους από εκείνους πού είναι διατεθειμένα νά προσφέρουν τήν ίδια στιγμή σέ μέλη εισαγωγής, λαμβανομένης υπόψη της κανονικής έμπορικής πρακτικής.

4. Τό συμβούλιο εξετάζει περιοδικά τήν τήρηση των διατάξεων της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου και δύναται νά ζητήσει από τά μέλη νά παράσχουν κατάλληλα πληροφοριακά στοιχεία σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του άρθρου 53.

5. Τά μέλη αναγνωρίζουν ότι τά πιστοποιητικά καταγωγής αποτελούν μία σημαντική πηγή πληροφοριών γιά τίς συναλλαγές του καφέ. Κατά τή διάρκεια των περιόδων πού αναστέλλονται οί ποσοστώσεις, τά μέλη εξαγωγής αναλαμβάνουν τήν ευθύνη της καλής χρησιμοποίησης των πιστοποιητικών καταγωγής. Αν και τά μέλη εισαγωγής δέν υποχρεούνται νά απαιτούν τά φορτία καφέ νά συνοδεύονται από πιστοποιητικά, όταν δέν ισχύουν οί ποσοστώσεις, συνεργάζονται πλήρως μέ τόν Όργανισμό γιά τή συγκέντρωση και επαλήθευση των πιστοποιητικών πού έχρησιμοποιήθηκαν γιά άποστολές καφέ προερχόμενες από χώρες μέλη εξαγωγής, γιά νά είναι στή διάθεση όλων των χωρών μελών ό μεγάλιτερος δυνατός αριθμός πληροφοριών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρο 3

Όρισμοί

Γιά τούς σκοπούς της παρούσης συμφωνίας:

1. «Καφές» σημαίνει τόν κόκκο και τόν καρπό της καφέας προκειμένου γιά καφέ μή άποφλοιωμένο, άφρυκτο ή πεφρυγμένο καφέ, και περιλαμβάνει τόν άλεσμένο, τόν άποκαφεϊνωμένο, τόν υγρό και τό διαλυτό καφέ. Οί όροι αυτοί έχουν τήν ακόλουθη σημασία:

α) «άφρυκτος καφές» σημαίνει κάθε καφέ σέ κόκκους, άποφλοιωμένο, πρό της φρύξεως·

β) «άποξηραμένος καρπός καφέ» σημαίνει τόν «άποξηραμένο καρπό της καφέας»· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ των άποξηραμένων καρπών του καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους των άποξηραμένων καρπών καφέ επί 0,50·

γ) «καφές μή άποφλοιωμένος» σημαίνει τόν κόκκο του άφρυκτου καφέ έντός του φλοιού του· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ του μή άποφλοιωμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους του μή άποφλοιωμένου καφέ επί 0,80·

δ) «πεφρυγμένος καφές» σημαίνει τόν πεφρυγμένο σέ όποιοδήποτε βαθμό άφρυκτο καφέ και περιλαμβάνει τόν άλεσμένο καφέ· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ του πεφρυγμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους του πεφρυγμένου καφέ επί 1,19·

ε) «άποκαφεϊνωμένος καφές» σημαίνει τόν άφρυκτο καφέ, πεφρυγμένο ή διαλυτό, μετά από άφαίρεση της καφεΐνης· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ του άποκαφεϊνωμένου καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους του άφρυκτου άποκαφεϊνωμένου καφέ, πεφρυγμένου ή διαλυτού επί 1, 1,19 ή 3,00⁽¹⁾ αντίστοιχως·

στ) «ύγρος καφές» σημαίνει τά διαλυτά σέ νερό στερεά συστατικά πού λαμβάνονται από τόν πεφρυγμένο καφέ και παρουσιάζονται υπό υγρή μορφή· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ του υγρού καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους των στερεών άφυδατωμένων συστατικών του καφέ πού περιέχονται στον υγρό καφέ, επί 3,00⁽¹⁾·

(1) Ό συντελεστής μετατροπής 3,00 επανεξετάζεται και δύναται νά τροποποιηθεί από τό συμβούλιο, λαμβανομένων υπόψη των αποφάσεων πού έλήφθησαν επί του θέματος αυτού από τίς αρμόδιες διεθνείς αρχές.

- ζ) «διαλυτός καφές» σημαίνει τα άφυδατωμένα και διαλυτά στο νερό στερεά συστατικά που λαμβάνονται από τον πεφρυγμένο καφέ· τό ισοδύναμο σέ άφρυκτο καφέ του διαλυτού καφέ λαμβάνεται διά πολλαπλασιασμού του καθαρού βάρους του διαλυτού καφέ επί 3,00⁽¹⁾.
2. «Σάκκος» σημαίνει 60 χιλιόγραμμα ή 132,276 λίβρες άφρυκτου καφέ· «τόννος» σημαίνει τόν μετρικό τόννο των 1 000 χιλιογράμμων ή 2 204,6 λίβρες· «λίβρα» σημαίνει 453,597 γραμμάρια.
3. «Έτος καφέ» σημαίνει την περίοδο των δώδεκα μηνών από την 1η Οκτωβρίου μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου.
4. «Όργανισμός» σημαίνει τόν Διεθνή Όργανισμό Καφέ· «συμβούλιο» σημαίνει τό Διεθνές Συμβούλιο του Καφέ· «έπιτροπή» σημαίνει την Έκτελεστική Έπιτροπή.
5. «Μέλος» σημαίνει ένα συμβαλλόμενο μέρος, συμπεριλαμβανομένου του διακυβερνητικού οργανισμού που αναφέρεται στό άρθρο 4 παράγραφος 3· ένα ή περισσότερα καθορισμένα έδάφη που έχουν δηλωθεί ως χωριστά μέλη δυνάμει του άρθρου 5 ή ένα ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη ή καθορισμένα έδάφη ή πλείονα συμβαλλόμενα μέρη και καθορισμένα έδάφη που συμμετέχουν στον οργανισμό ως όμάδα μέλος δυνάμει των άρθρων 6 και 7.
6. «Μέλος εξαγωγής» ή «χώρα εξαγωγής» σημαίνει αντίστοιχως μέλος ή χώρα που είναι καθαρός εξαγωγεύς καφέ, δηλαδή μέλος ή χώρα, της οποίας οι εξαγωγές υπερβαίνουν τις εισαγωγές.
7. «Μέλος εισαγωγής» ή «χώρα εισαγωγής» σημαίνει αντίστοιχως μέλος ή χώρα που είναι καθαρός εισαγωγεύς καφέ, δηλαδή μέλος ή χώρα, της οποίας οι εισαγωγές υπερβαίνουν τις εξαγωγές.
8. «Μέλος παραγωγής» ή «χώρα παραγωγής» σημαίνει αντίστοιχως μέλος ή χώρα που παράγει καφέ σέ έμπορικά σημαντικές ποσότητες.
9. «Άπλή κατανεμημένη πλειοψηφία» σημαίνει την πλειοψηφία των παρόντων και ψηφισάντων μελών εξαγωγής, και την πλειοψηφία των παρόντων και ψηφισάντων μελών εισαγωγής, λαμβανομένων χωριστά.
10. «Κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων» σημαίνει τά δύο τρίτα των παρόντων και ψηφισάντων μελών εξαγωγής, και τά δύο τρίτα των παρόντων και ψηφισάντων μελών εισαγωγής, λαμβανομένων χωριστά.
11. «Έναρξη ισχύος» σημαίνει, έκτός αντίθετου διατάξεως, την ήμερομηνία, κατά την οποία τίθεται σέ ισχύ ή συμφωνία, προσωρινά ή όριστικά.
12. «Έξαγωγή παραγωγή» σημαίνει τή συνολική παραγωγή καφέ μίας χώρας εξαγωγής κατά τή διάρκεια ενός δεδομένου έτους καφέ ή έτους συγκομιδής, έλαττωμένη κατά την ποσότητα, ή όποία προβλέπεται για τις έσωτερικές ανάγκες της καταναλώσεως κατά τή διάρκεια του έτους αυτού.
13. «Διαθέσιμα προς εξαγωγή» σημαίνει την εξαγωγή παραγωγή μίας χώρας εξαγωγής κατά τή διάρκεια δεδομένου έτους καφέ, αύξημένη κατά τά αποθέματα από προηγούμενα έτη.
14. «Ποσότης προς εξαγωγή υπό ποσόστωση» σημαίνει την όλική ποσότητα καφέ που επιτρέπεται σέ ένα μέλος νά εξαγει κατά τούς όρους των διαφόρων διατάξεων της παρούσης συμφωνίας, μή συμπεριλαμβανομένων των πέραν της ποσοτώσεως εξαγωγών που πραγματοποιούνται σύμφωνα μέ τις διατάξεις του άρθρου 44.
15. «Έλλειμμα» σημαίνει την διαφορά μεταξύ της ποσότητος προς εξαγωγή υπό ποσόστωση που δικαιούται ένα μέλος εξαγωγής κατά τή διάρκεια δεδομένου έτους καφέ και της ποσότητος που εξέγαγε τό μέλος αυτό μέ προορισμό άγορές υπό ποσόστωση κατά τή διάρκεια του άνωτέρω έτους καφέ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

ΜΕΛΗ

Άρθρο 4

Μέλη του Όργανισμού

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος αποτελεί μέ τά έδάφη εκείνα, στό όποία εφαρμόζεται ή συμφωνία δυνάμει του άρθρου 64 παράγραφος 1, ένα και μοναδικό μέλος του Όργανισμού, μέ την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 5, 6 και 7.
2. Ένα μέλος δύναται νά αλλάξει κατηγορία υπό τούς όρους που τίθενται από τό συμβούλιο.
3. Κάθε μνεία της λέξεως «κυβέρνηση» στην παρούσα συμφωνία θεωρείται ότι συμπεριλαμβάνει μνεία της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας ή κάθε διακυβερνητικού οργανισμού που έχει παρόμοιες αρμοδιότητες σέ ό,τι άφορά τις διαπραγματεύσεις, τή σύναψη και την εφαρμογή διεθνών συμφωνιών και ιδιαίτερα συμφωνιών επί των προϊόντων βάσεως.

(1) Ό συντελεστής μετατροπής 3,00 επανεξετάζεται και δύναται νά τροποποιηθεί από τό συμβούλιο, λαμβανομένων υπόψη των αποφάσεων που ελήφθησαν επί του θέματος αυτού από τις αρμόδιες διεθνείς αρχές.

4. Ένας τέτοιος διακυβερνητικός οργανισμός δεν έχει ο ίδιος ψήφο, αλλά σε περίπτωση ψηφοφορίας επί θεμάτων της αρμοδιότητός του, δικαιούται να δίδει τις ψήφους των χωρών μελών του και να τις εκφράζει συλλογικά. Στην περίπτωση αυτή, τα Κράτη μέλη του διακυβερνητικού αυτού οργανισμού δεν δικαιούνται να άσκούν ατομικά το δικαίωμα ψήφου.

5. Οι διατάξεις του άρθρου 16 παράγραφος 1 δεν εφαρμόζονται σε έναν τέτοιο διακυβερνητικό οργανισμό· αυτός δύναται πάντως να λαμβάνει μέρος στις συζητήσεις της εκτελεστικής επιτροπής επί θεμάτων αρμοδιότητός του. Σε περίπτωση ψηφοφορίας επί θεμάτων αρμοδιότητός του και κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του άρθρου 19 παράγραφος 1, οι ψήφοι, τις οποίες διαθέτουν στην εκτελεστική επιτροπή τα Κράτη μέλη του, εκφράζονται συλλογικά από ένα από αυτά τα Κράτη μέλη.

Άρθρο 5

Χωριστή συμμετοχή καθορισμένων εδαφών

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που είναι καθαρός εισαγωγείς καφέ δύναται ανά πάσα στιγμή, διά σχετικής κοινοποίησης σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 64, να δηλώσει ότι συμμετέχει στον Όργανισμό ανεξαρτήτως οίονδήποτε εδάφους καθορισμένου μεταξύ εκείνων, για τις εξωτερικές σχέσεις των οποίων είναι υπεύθυνο το εν λόγω συμβαλλόμενο μέρος, και τα οποία είναι καθαροί εξαγωγείς καφέ. Στην περίπτωση αυτή, το μητροπολιτικό έδαφος και τα μη καθορισμένα εδάφη αποτελούν ένα και μοναδικό μέλος, ενώ τα καθορισμένα εδάφη έχουν, ατομικά ή συλλογικά, σύμφωνα με την κοινοποίηση, την ιδιότητα χωριστού μέλους.

Άρθρο 6

Άρχική συμμετοχή κατά ομάδες

1. Δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη που είναι καθαροί εξαγωγείς καφέ δύναται διά σχετικής κοινοποίησης απευθυνομένης προς το συμβούλιο και τον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμού Ηνωμένων Εθνών κατά την κατάσταση των σχετικών εγγράφων έγκρισης, κυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως, να δηλώσουν ότι προσχωρούν στον οργανισμό ως ομάδα. Ένα έδαφος, στο οποίο επεκτείνεται ή παρούσα συμφωνία δυνάμει του άρθρου 64 παράγραφος 1, δύναται να αποτελέσει μέρος μίας τέτοιας ομάδας μέλους, αν η κυβέρνηση του Κράτους που είναι υπεύθυνο για τις διεθνείς του σχέσεις, απηύθυνε σχετική κοινοποίηση σύμφωνα με το άρθρο 64 παράγραφος 2. Τα συμβαλλόμενα αυτά μέρη και τα καθορισμένα αυτά εδάφη πρέπει να πληρούν τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

α) οφείλουν να δηλώσουν ότι είναι διατεθειμένα να αναλάβουν την ευθύνη, τόσο ατομική όσο και συλλογική, της τηρήσεως των υποχρεώσεων της ομάδας·

β) οφείλουν κατά συνέπεια να αποδείξουν κατά ικανοποιητικό για το συμβούλιο τρόπο:

ι) ότι η ομάδα διαθέτει την αναγκαία οργάνωση για την εφαρμογή μίας κοινής πολιτικής επί του καφέ και ότι έχουν τα μέσα να εκπληρώνουν από κοινού με τα άλλα μέρη της ομάδας τις υποχρεώσεις που τους επιβάλλει η παρούσα συμφωνία,

και

ii) είτε ότι μία προηγούμενη διεθνής συμφωνία για τον καφέ τα έχει αναγνωρίσει ως ομάδα,

iii) είτε ότι έχουν μία κοινή ή συντονισμένη εμπορική και οικονομική πολιτική επί του καφέ και μία συντονισμένη νομισματική και δημοσιονομική πολιτική, καθώς και τα αναγκαία δαπάνια για την εφαρμογή της εκάστοτε πολιτικής κατά τρόπον, ώστε το συμβούλιο να δεβαιωθεί ότι η ομάδα μέλος δύναται να συμμορφωθεί προς όλες τις σχετικές συλλογικές υποχρεώσεις.

2. Η ομάδα μέλος αποτελεί ένα και μοναδικό μέλος του Όργανισμού· εννοείται ότι κάθε μέρος της ομάδας θεωρείται ως ένα και μοναδικό μέλος για τα θέματα που αναφέρονται στις ακόλουθες διατάξεις:

α) άρθρα 11, 12 και 20 του κεφαλαίου IV·

β) άρθρα 50 και 51 του κεφαλαίου VIII και

γ) άρθρο 67 του κεφαλαίου X.

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη και τα καθορισμένα εδάφη που προσχωρούν ως ομάδα μέλος υποδεικνύουν την κυβέρνηση ή τον οργανισμό που θα τα αντιπροσωπεύσει στο συμβούλιο σε θέματα, τα οποία πραγματεύεται ή παρούσα συμφωνία, εξαιρέσει εκείνων που καθορίζονται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου.

4. Το δικαίωμα ψήφου της ομάδας μέλους άσκειται ως εξής:

α) η ομάδα μέλος έχει τον ίδιο αριθμό ψήφων βάσεως όπως μία χώρα μέλος, ή οποία προσχωρεί ατομικά στον Όργανισμό. Η κυβέρνηση ή ο οργανισμός που αντιπροσωπεύει την ομάδα έχει τις ψήφους αυτές και τις διαθέτει·

β) σε περίπτωση ψηφοφορίας επί θεμάτων που ανακύπτουν από τις διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, τα διάφορα μέρη της ομάδας μέλους δύναται να δώσουν τις ψήφους που τους χορηγούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 13 παράγραφοι 3 και 4, εάν να ήταν κάθε ένα από αυτά ατομικό μέλος του Όργανισμού· οι ψήφοι βάσεως πάντως συνεχίζουν να χορηγούνται στην κυβέρνηση ή στον οργανισμό που αντιπροσωπεύει την ομάδα.

5. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ή κάθε καθορισμένο έδαφος που αποτελεί μέρος μίας ομάδος μέλους δύναται, διά κοινοποιήσεως στο συμβούλιο, να αποχωρήσει από την ομάδα αυτή και να καταστεί χωριστό μέλος. Η αποχώρηση αυτή ισχύει από της λήψεως της κοινοποιήσεως από το συμβούλιο. Όταν ένα μέρος μίας ομάδος μέλους αποχωρεί από αυτήν ή παύει να συμμετέχει στον Όργανισμό, τα άλλα μέλη της ομάδος δύναται να ζητήσουν από το συμβούλιο τη διατήρηση της ομάδος αυτής· ή ομάδα διατηρείται, εφ' όσον το συμβούλιο δεν απορρίψει την αίτηση αυτή. Σε περίπτωση διαλύσεως της ομάδος μέλους, κάθε ένα από τα πρώην μέλη της καθίσταται χωριστό μέλος. Μέλος που έπαυσε να ανήκει σε μία ομάδα δεν δύναται να γίνει εκ νέου μέλος μίας οποιασδήποτε ομάδος όσο ή παρούσα συμφωνία παραμένει σε ισχύ.

Άρθρο 7

Μεταγενέστερη συμμετοχή κατά ομάδες

Δύο ή περισσότερα μέλη εξαγωγής δύναται ανά πάσα στιγμή, μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσης συμφωνίας, να ζητήσουν από το συμβούλιο να συστήσουν μία ομάδα μέλος. Το συμβούλιο εγκρίνει την αίτηση, εφ' όσον διαπιστώσει ότι τα μέλη έχουν απευθύνει δήλωση και έχουν προσκομίσει επαρκείς αποδείξεις, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου 6. Μόλις το συμβούλιο δώσει την έγκρισή του αυτή, εφαρμόζονται στην ομάδα μέλος οι διατάξεις των παραγράφων 2, 3, 4 και 5 του άρθρου 6.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

ΣΥΓΚΡΟΤΗΣΗ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΣΗ

Άρθρο 8

Έδρα και δομή του Διεθνούς Όργανισμού Καφέ

1. Ο Διεθνής Όργανισμός Καφέ που ιδρύθη με τη συμφωνία του 1962 συνεχίζει να ύφίσταται, για να εξασφαλίζει την εφαρμογή της παρούσης συμφωνίας και για να επιδιέπει τη λειτουργία της.
2. Ο Όργανισμός έχει την έδρα του στο Λονδίνο, εκτός αντιθέτου αποφάσεως του συμβουλίου, λαμβανομένης με κατανομημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων.
3. Ο Όργανισμός άσκει τα καθήκοντά του μέσω του διεθνούς συμβουλίου καφέ, της εκτελεστικής επιτροπής, του εκτελεστικού διευθυντού και του προσωπικού.

Άρθρο 9

Σύνθεση του διεθνούς συμβουλίου καφέ

1. Η ανωτάτη αρχή του Όργανισμού είναι το διεθνές συμβούλιο καφέ που αποτελείται από όλα τα μέλη του Όργανισμού.
2. Κάθε μέλος διορίζει έναν αντιπρόσωπο στο συμβούλιο και, αν το επιθυμεί, έναν ή περισσότερους αναπληρωτές. Κάθε μέλος δύναται εξ άλλου να όρίσει έναν ή περισσότερους συμβούλους για τον αντιπρόσωπο ή τους αναπληρωτές του.

Άρθρο 10

Έξουσίες και καθήκοντα του συμβουλίου

1. Το συμβούλιο, το οποίο περιβάλλεται με όλες τις εξουσίες που του παρέχει ρητώς ή συμφωνία, έχει τις εξουσίες και άσκει τα αναγκαία καθήκοντα για την εκτέλεση των διατάξεων της συμφωνίας.
2. Το συμβούλιο εκδίδει με κατανομημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων τους αναγκαίους κανόνες και κανονισμούς για την εκτέλεση της συμφωνίας, οι οποίοι είναι σύμφωνοι με τις διατάξεις της, και ιδίως τον κανονισμό του και τους κανονισμούς που πρέπει να εφαρμόζονται στη δημοσιονομική διαχείριση του Όργανισμού και στο προσωπικό του. Το συμβούλιο δύναται να προβλέψει στον κανονισμό του διαδικασία, ή οποία του επιτρέπει να λαμβάνει αποφάσεις επί καθορισμένων θεμάτων, εκτός συνόδου.
3. Επί πλέον, το συμβούλιο τηρεί φακέλλους εγγράφων, τα οποία είναι απαραίτητα για την εκπλήρωση των καθηκόντων που του αναθέτει η συμφωνία, καθώς και άλλους φακέλλους εγγράφων που κρίνει απαραίτητα.

Άρθρο 11

Έκλογή του προέδρου και των αντιπροέδρων του συμβουλίου

1. Το συμβούλιο εκλέγει, για κάθε έτος καφέ, πρόεδρο, καθώς και πρώτο, δεύτερο και τρίτο αντιπρόεδρο.
2. Κατά γενικό κανόνα, ο πρόεδρος και πρώτος αντιπρόεδρος εκλέγονται είτε μεταξύ των αντιπροσώπων των μελών εξαγωγής είτε μεταξύ των αντιπροσώπων των μελών εισαγωγής και ο δεύτερος και ο τρίτος αντιπρόεδρος μεταξύ των αντιπροσώπων της άλλης κατηγορίας. Οι θέσεις αυτές καταλαμβάνονται κάθε έτος καφέ εναλλάξ από τα μέλη των δύο κατηγοριών.
3. Ούτε ο πρόεδρος ούτε ο αντιπρόεδρος που εκτελεί χρέη προέδρου έχει δικαίωμα ψήφου. Στην περίπτωση αυτήν ο αναπληρωτής τους άσκει το δικαίωμα ψήφου του μέλους.

Άρθρο 12

Σύνοδοι του συμβουλίου

Κατά γενικό κανόνα το συμβούλιο συνέρχεται δύο φορές κατ' έτος σέ τακτική σύνοδο. Δύναται νά συνέλθει σέ έκτακτους συνόδους, αν λάβει σχετική απόφαση. Έκτακτοι σύνοδοι συγκαλούνται επίσης κατόπιν αίτησεως της εκτελεστικής επιτροπής ή πέντε μελών, ή ενός ή περισσότερων μελών που συγκεντρώνουν τουλάχιστον 200 ψήφους. Η σύγκληση των συνόδων του συμβουλίου ανακοινώνεται τουλάχιστον τριάντα ημέρες πριν, εκτός αν υπάρξουν επείγουσες περιπτώσεις. Οι εργασίες των συνόδων διεξάγονται στην έδρα του οργανισμού, εκτός αν τό συμβούλιο αποφασίσει διαφορετικά.

Άρθρο 13

Ψήφοι

1. Τά μέλη εξαγωγής έχουν συνολικά 1000 ψήφους καί τά μέλη εισαγωγής επίσης. Οι ψήφοι αυτές κατανέμονται στό εσωτερικό κάθε κατηγορίας, δηλαδή εκείνης των μελών εξαγωγής καί εκείνης των μελών εισαγωγής, υπό τούς προβλεπόμενους στίς επόμενες παραγράφους όρους.

2. Κάθε μέλος έχει πέντε ψήφους βάσεως, υπό την προϋπόθεση ότι τό σύνολο των ψήφων αυτών δέν υπερβαίνει τίς 150 ανά κατηγορία μελών. Αν υπάρξουν περισσότερα από 30 μέλη εξαγωγής ή περισσότερα από 30 μέλη εισαγωγής, ό αριθμός ψήφων βάσεως που χορηγούνται σέ κάθε μέλος της κατηγορίας αυτής θά προσαρμόζεται κατά τρόπο, ώστε τό σύνολο των ψήφων βάσεως νά μήν υπερβαίνει τίς 150 για κάθε κατηγορία.

3. Τά μέλη εξαγωγής που απαριθμούνται στό παράρτημα 1 καί των όποιων ή αρχική έτήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι ίση ή ανώτερη των 100 000 σάκκων, αλλά κατώτερη των 400 000 σάκκων λαμβάνουν, εκτός από τίς ψήφους βάσεως, τόν αριθμό ψήφων που τούς χορηγούνται στή στήλη 2 του παραρτήματος 1. Αν μέλος εξαγωγής, τό όποιο έμπίπτει στίς διατάξεις της παρούσης παραγράφου, επέλεξε νά έχει ποσόστωση βάσεως δυνάμει της παραγράφου 5 του άρθρου 31, οι διατάξεις της παρούσης παραγράφου παύουν νά εφαρμόζονται σέ αυτό.

4. Μέ την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 32, τό υπόλοιπο των ψήφων των μελών εξαγωγής κατανέμεται μεταξύ των μελών που έχουν ποσόστωση βάσεως, ανάλογα μέ τό μέσο όγκο των αντίστοιχων εξαγωγών τους σέ καφέ προς μέλη εισαγωγής κατά τη διάρκεια των έτών καφέ 1968/1969 μέχρι καί 1971/1972. Αυτό άποτελεί τη βάση για τόν υπολογισμό των ψήφων των εν λόγω μελών εξαγωγής μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1977. Από την 1η Ιανουαρίου 1978 τό υπόλοιπο των ψήφων των μελών εξαγωγής που έχουν ποσόστωση βάσεως υπολογίζεται ανάλογα μέ τόν μέσο

όγκο των αντίστοιχων εξαγωγών σέ καφέ προς μέλη εισαγωγής ως εξής:

Μέ ισχύ από την 1η Ιανουαρίου	Έτη καφέ
1978	1969/1970, 1970/1971, 1971/1972, 1976/1977,
1979	1970/1971, 1971/1972, 1976/1977, 1977/1978
1980	1971/1972, 1976/1977, 1977/1978, 1978/1979
1981	1976/1977, 1977/1978, 1978/1979, 1979/1980
1982	1977/1978, 1978/1979, 1979/1980, 1980/1981

5. Τό υπόλοιπο των ψήφων των μελών εισαγωγής κατανέμεται μεταξύ τους ανάλογα μέ τό μέσο όγκο των αντίστοιχων εισαγωγών τους σέ καφέ κατά τά τρία προηγούμενα ήμερολογιακά έτη.

6. Τό συμβούλιο κατανέμει τίς ψήφους στην αρχή κάθε έτους καφέ δυνάμει του παρόντος άρθρου καί ή κατανομή αυτή παραμένει σέ ισχύ κατά τη διάρκεια του εν λόγω έτους, εκτός των περιπτώσεων που προβλέπονται στίς παραγράφους 4 καί 7 του παρόντος άρθρου.

7. Όταν έπέρχεται αλλαγή στή συμμετοχή στον Όργανισμό ή αναστολή ή αποκατάσταση του δικαιώματος ψήφου μέλους δυνάμει των άρθρων 26, 42, 45 ή 58, τό συμβούλιο προβαίνει σέ ανακατανομή των ψήφων υπό τούς προβλεπόμενους στό παρόν άρθρο όρους.

8. Κανένα μέλος δέν δύναται νά έχει περισσότερες από 400 ψήφους.

9. Δέν δύναται νά υπάρξει κλάσμα ψήφου.

Άρθρο 14

Διαδικασία ψηφοφορίας του συμβουλίου

1. Κάθε μέλος έχει τό δικαίωμα νά δώσει όλες τίς ψήφους που διαθέτει, δέν δύναται όμως νά τίς διαιρέσει. Δύναται πάντως νά δώσει μέ διαφορετικό τρόπο τίς ψήφους που του εδόθησαν δι' έξουσιοδοτήσεως, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου.

2. Κάθε μέλος εξαγωγής δύναται νά έξουσιοδοτήσει άλλο μέλος εισαγωγής, νά αντιπροσωπεύσει τά συμφέροντά του καί νά άσκήσει τό δικαίωμα ψήφου του σέ μία ή περισσότερες συνεδριάσεις του συμβουλίου. Ό προβλεπόμενος στό άρθρο 13 παράγραφος 8 περιορισμός δέν εφαρμόζεται στην περίπτωση αυτή.

Άρθρο 15

Αποφάσεις του συμβουλίου

1. Τό συμβούλιο αποφασίζει καί διατυπώνει συστάσεις μέ απλή κατανεμημένη πλειοψηφία, εκτός αντιθέτου διατάξεως της παρούσης συμφωνίας.
2. Σέ κάθε απόφαση, πού τό συμβούλιο πρέπει νά λάβει μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τών δύο τρίτων, σύμφωνα μέ τούς όρους της συμφωνίας, εφαρμόζεται ή ακόλουθη διαδικασία:
 - α) άν ή πρόταση δέν λάβει τήν κατανεμημένη πλειοψηφία τών δύο τρίτων λόγω της άρνητικής ψήφου ενός, δύο ή τριών μελών εξαγωγής ή ενός, δύο ή τριών μελών εισαγωγής, υποβάλλεται έντός 48 ώρων εκ νέου σέ ψηφοφορία, βάσει σχετικής απόφασεως του συμβουλίου μέ πλειοψηφία τών παρόντων μελών καί μέ απλή κατανεμημένη πλειοψηφία.
 - β) άν κατά τή δεύτερη αυτή ψηφοφορία ή πρόταση δέν λάβει καί πάλι τήν κατανεμημένη πλειοψηφία τών δύο τρίτων λόγω της άρνητικής ψήφου ενός ή δύο μελών εξαγωγής ή ενός ή δύο μελών εισαγωγής, υποβάλλεται έντός 24 ώρων εκ νέου σέ ψηφοφορία, βάσει σχετικής απόφασεως του συμβουλίου μέ πλειοψηφία τών παρόντων μελών καί μέ απλή κατανεμημένη πλειοψηφία.
 - γ) άν κατά τήν τρίτη αυτή ψηφοφορία δέν έπιτευχθεί ή κατανεμημένη πλειοψηφία τών δύο τρίτων λόγω της άρνητικής ψήφου ενός μέλους εξαγωγής ή ενός μέλους εισαγωγής, ή πρόταση θεωρείται υιοθετηθείσα.
 - δ) άν τό συμβούλιο δέν υποβάλει εκ νέου μία πρόταση σέ ψηφοφορία, ή πρόταση θεωρείται άπορριφθείσα.
3. Τά μέλη αναλαμβάνουν τήν υποχρέωση νά θεωρούν ως δεσμευτικές όλες τίς αποφάσεις πού λαμβάνει τό συμβούλιο δυνάμει της παρούσης συμφωνίας.

Άρθρο 16

Σύνθεση της εκτελεστικής επιτροπής

1. Η εκτελεστική επιτροπή αποτελείται από οκτώ μέλη εξαγωγής καί οκτώ μέλη εισαγωγής, τά όποια εκλέγονται για κάθε έτος καφέ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του άρθρου 17. Τά μέλη αυτά δύνανται νά επανεκλεγούν.
2. Κάθε μέλος της εκτελεστικής επιτροπής διορίζει έναν αντιπρόσωπο καί, άν τό επιθυμεί, έναν ή περισσότερους αναπληρωτές. Κάθε μέλος δύνανται εξ άλλου

νά όρίσει έναν ή περισσότερους συμβούλους για τόν αντιπρόσωπο ή τούς αναπληρωτές του.

3. Η εκτελεστική επιτροπή έχει έναν πρόεδρο καί έναν αντιπρόεδρο, οί όποιοι εκλέγονται για ένα έτος καφέ από τό συμβούλιο καί δύνανται νά επανεκλεγούν. Ούτε ο πρόεδρος ούτε ο αντιπρόεδρος πού εκτελεί χρέη προέδρου έχουν δικαίωμα ψήφου. Σέ περίπτωση πού αντιπρόσωπος εκλεγεί πρόεδρος ή ο αντιπρόεδρος εκτελεί χρέη προέδρου, τό δικαίωμα ψήφου άσκει ο αναπληρωτής του. Κατά γενικό κανόνα ο πρόεδρος καί ο αντιπρόεδρος εκλέγονται καί οί δύο μεταξύ τών αντιπροσώπων της ίδιας κατηγορίας μελών για ένα έτος καφέ.

4. Η εκτελεστική επιτροπή συνέρχεται κατά κανόνα στην έδρα του Όργανισμου, δύνανται πάντως νά συνέλθει καί άλλου.

Άρθρο 17

Εκλογή της εκτελεστικής επιτροπής

1. Τά μέλη εξαγωγής του Όργανισμου εκλέγουν τά μέλη εξαγωγής της εκτελεστικής επιτροπής καί τά μέλη εισαγωγής του Όργανισμου τά μέλη εισαγωγής της εκτελεστικής επιτροπής. Οί εκλογές διεξάγονται σέ κάθε κατηγορία σύμφωνα μέ τίς ακόλουθες διατάξεις.
2. Κάθε μέλος ψηφίζει ένα μόνο υποψήφιο δίδοντας σ' αυτόν όλες τίς ψήφους πού διαθέτει δυνάμει του άρθρου 13. Δύνανται νά δώσει σέ άλλον υποψήφιο τίς ψήφους πού του έχορηγήθησαν δι' έξουσιοδότησεως σύμφωνα μέ τό άρθρο 14 παράγραφος 2.
3. Εκλέγονται οί οκτώ υποψήφιοι πού λαμβάνουν τόν μεγαλύτερο αριθμό ψήφων· θεωρείται πάντως ότι ο υποψήφιος έχει εκλεγεί, εφ' όσον λάβει στόν πρώτο γύρο της ψηφοφορίας τουλάχιστον 75 ψήφους.
4. Αν, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, εκλέγονται στόν πρώτο γύρο της ψηφοφορίας λιγότεροι από οκτώ υποψήφιοι, λαμβάνουν χώρα νέοι γύροι ψηφοφοριών, στους όποιους συμμετέχουν μόνο τά μέλη εκείνα πού δέν έχουν ψηφίσει κανέναν από τούς εκλεγέντες υποψηφίους. Σέ κάθε νέο γύρο ψηφοφορίας ο έλάχιστος αριθμός τών αναγκαίων ψήφων για τήν εκλογή μειώνεται διαδοχικά κατά πέντε μονάδες, μέχρι νά εκλεγούν οκτώ υποψήφιοι.
5. Μέλος πού δέν έψηφισε κανένα από τά εκλεγέντα μέλη, μεταδιβάξει σέ ένα από αυτά τίς ψήφους πού διαθέτει, μέ τήν επιφύλαξη τών διατάξεων τών παραγράφων 6 καί 7 του παρόντος άρθρου.
6. Θεωρείται ότι μέλος έλαβε τίς ψήφους, οί όποιες του έδόθησαν κατά τήν εκλογή του σύν τίς ψήφους

πού του μεταβιβάσθηκαν αργότερα, υπό τον όρο ότι το σύνολο των ψήφων δεν υπερβαίνει τις 499 για κάθε εκλεγέν μέλος.

7. Στην περίπτωση που οι ψήφοι, τις οποίες θεωρείται ότι έλαβε το εκλεγέν μέλος, υπερβαίνουν τις 499, τα μέλη που έψηφισαν το εκλεγέν αυτό μέλος ή που του μεταβίβασαν τις ψήφους τους συμφωνούν, ώστε ένα ή περισσότερα από αυτά να αποσύρουν τις ψήφους που του έδωσαν και να τις μεταβιβάσουν σε άλλο εκλεγέν μέλος κατά τρόπο, ώστε οι ψήφοι που έχουν συγκεντρωθεί από κάθε εκλεγέν μέλος να μην υπερβαίνουν το όριο των 499.

Άρθρο 18

Άρμοδιότητες της εκτελεστικής επιτροπής

1. Η εκτελεστική επιτροπή είναι υπεύθυνη έναντι του συμβουλίου και λειτουργεί υπό τη γενική εποπτεία του:
2. Το συμβούλιο δύναται με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων να αναθέσει στην εκτελεστική επιτροπή το σύνολο ή μέρος των εξουσιών του, εκτός των ακόλουθων:
 - α) της έγκρισης του διοικητικού προϋπολογισμού και τόν καθορισμό των εισφορών δυνάμει του άρθρου 25·
 - β) της προσωρινής στερήσεως του δικαιώματος ψήφου μέλους δυνάμει του άρθρου 45 ή του άρθρου 58·
 - γ) της απαλλαγής μέλους των υποχρεώσεων του δυνάμει του άρθρου 56·
 - δ) των αποφάσεων επί διαφορών δυνάμει του άρθρου 58·
 - ε) του καθορισμού των δρων προσχωρήσεως δυνάμει του άρθρου 62·
 - στ) της απόφασης επί προτάσεως αποκλεισμού ενός μέλους δυνάμει του άρθρου 66·
 - ζ) της λήψης απόφασης επί του θέματος της υποβολής της παρούσης συμφωνίας σε νέες διαπραγματεύσεις, της παρατάσεως ή της καταργήσεώς της, δυνάμει του άρθρου 68· και
 - η) της διατυπώσεως συστάσεως περί τροποποιήσεων προς τα μέλη δυνάμει του άρθρου 69·
3. Το συμβούλιο δύναται ανά πάσα στιγμή να ανακαλέσει με απλή κατανεμημένη πλειοψηφία τις εξουσίες που ανέθεσε στην επιτροπή.

Άρθρο 19

Διαδικασία ψηφοφορίας της εκτελεστικής επιτροπής

1. Κάθε μέλος της εκτελεστικής επιτροπής διαθέτει τις ψήφους που έλαβε δυνάμει του άρθρου 17 παράγραφος 6 και 7. Η ψήφος δι' εξουσιοδότησεως δεν

επιτρέπεται. Μέλος της εκτελεστικής επιτροπής δεν δύναται να διαιρέσει τις ψήφους του.

2. Οι αποφάσεις της επιτροπής λαμβάνονται με την ίδια πλειοψηφία, ή οποία απαιτείται για ανάλογες αποφάσεις του συμβουλίου.

Άρθρο 20

Άπαρτία στις συνεδριάσεις του συμβουλίου και της επιτροπής

1. Η απαιτούμενη άπαρτία για κάθε συνεδρίαση του συμβουλίου συνίσταται στην παρουσία της πλειοψηφίας των μελών, εφ' όσον αντιστοιχεί στην κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων του συνόλου των ψήφων. Αν κατά την καθορισμένη χρονική στιγμή για την έναρξη συνεδριάσεως του συμβουλίου δεν υπάρχει άπαρτία, ο πρόεδρος του συμβουλίου δύναται να αποφασίσει την αναβολή της συνεδριάσεως για τρεις τουλάχιστον ώρες. Αν κατά την προβλεπόμενη χρονική στιγμή για τη νέα συνεδρίαση δεν έχει επιτευχθεί και πάλι άπαρτία, ο πρόεδρος δύναται να αναβάλει και πάλι για τρεις τουλάχιστον ώρες την έναρξη της συνεδριάσεως. Η διαδικασία αυτή δύναται να επαναληφθεί, μέχρι να επιτευχθεί ή άπαρτία κατά την καθορισμένη έναρξη της συνεδριάσεως. Τα μέλη που αντιπροσωπεύονται δι' εξουσιοδότησεως δυνάμει του άρθρου 14 παράγραφος 2 θεωρούνται ως παρόντα.

2. Η απαιτούμενη για κάθε συνεδρίαση της εκτελεστικής επιτροπής άπαρτία συνίσταται στην παρουσία της πλειοψηφίας των μελών, εφ' όσον αντιστοιχεί στην κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων του συνόλου των ψήφων.

Άρθρο 21

Εκτελεστικός διευθυντής και προσωπικό

1. Το συμβούλιο διορίζει τον εκτελεστικό διευθυντή κατόπιν συστάσεως της εκτελεστικής επιτροπής. Οι όροι προσλήψεως του εκτελεστικού διευθυντού καθορίζονται από το συμβούλιο και πρέπει να είναι συγκρίσιμες με εκείνες των αναλόγων υπαλλήλων παρομοίων διακυβερνητικών οργανισμών.

2. Ο εκτελεστικός διευθυντής είναι ο προϊστάμενος των διοικητικών υπηρεσιών του Όργανου και είναι υπεύθυνος για την εκπλήρωση των καθηκόντων που ανατίθενται σ' αυτόν κατά την εκτέλεση της παρούσης συμφωνίας.

3. Ο εκτελεστικός διευθυντής διορίζει το προσωπικό σύμφωνα με τον εκδοθέντα υπό του συμβουλίου κανονισμό.

4. Ο εκτελεστικός διευθυντής και οι άλλοι υπάλληλοι δεν πρέπει να έχουν κανένα οικονομικό συμφέρον στη διομηχανία καφέ, στο εμπόριο καφέ ή στη μεταφορά του καφέ.

5. Κατά την εκτέλεση των καθηκόντων τους, ό εκτελεστικός διευθυντής και τό προσωπικό δέν ζητούν ούτε δέχονται ύποδείξεις από κανένα μέλος ή άλλη άρχή πού δέν άνήκει στόν Όργανισμό. Άπέχουν από κάθε πράξη άσυμβίβαστη προς τή θέση τους ως διεθνών, ύπαλλήλων πού εΐναι ύπεύθυνοι μόνον έναντι του Όργανισμού. Κάθε μέλος ύποχρεούται νά σέβεται τόν άποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα των καθηκόντων του εκτελεστικού διευθυντού και του προσωπικού και νά μήν επιδιώκει νά τούς επηρεάζει κατά τήν εκτέλεση του έργου τους.

Άρθρο 22

Συνεργασία μέ άλλους οργανισμούς

Τό συμβούλιο δύναται νά λαμβάνει όλα τά κατάλληλα μέτρα, γιά νά συμβουλευέται τόν Όργανισμό Ήνωμένων Έθνών και τούς ειδικευμένους οργανισμούς του, καθώς και άλλους σχετικούς διακυβερνητικούς οργανισμούς και γιά νά συνεργάζεται μέ αυτούς. Τό συμβούλιο δύναται νά καλέσει τούς οργανισμούς αυτών, καθώς και κάθε οργανισμό πού άσχολείται μέ τά θέματα του καφέ, νά άποστείλουν παρατηρητές στις συνεδριάσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

Άρθρο 23

Προνόμια και άσυλίες

1. Ό Όργανισμός έχει νομική προσωπικότητα. Έχει ιδίως τήν ικανότητα νά συμβάλλεται, νά άποκτά και νά διαθέτει κινητή και άκίνητη περιουσία, καθώς και νά παρίσταται ένώπιον δικαστηρίου.

2. Τό νομικό καθεστώς, τά προνόμια και οι άσυλίες του Όργανισμού, του εκτελεστικού διευθυντού, του προσωπικού και των έμπειρογνομόνων του, καθώς και των αντιπροσώπων των χωρών μελών κατά τή διάρκεια τής παραμονής τους στην επικράτεια του Ήνωμένου Βασιλείου τής Μεγάλης Βρετανίας και τής Βορείου Ήρλανδίας γιά τήν ένάσκηση των καθηκόντων τους, θά συνεχίσουν νά διέπονται από τή συμφωνία περί έγκαταστάσεως έδρας, ή όποια συνήφθη τήν 28η Μαΐου 1969 μεταξύ άφ' ενός τής κυβερνήσεως του Ήνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρετανίας και Βορείου Ήρλανδίας (πού καλείται στό έξής φιλοξενούσα κυβέρνηση) και άφ' έτέρου του Όργανισμού.

3. Ή συμφωνία περί έγκαταστάσεως έδρας πού μνημονεύεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου εΐναι άνεξάρτητη από τήν παρούσα συμφωνία. Έν τούτοις καταργείται:

α) κατόπιν συμφωνίας μεταξύ τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως και του Όργανισμού.

β) σέ περίπτωση μεταφοράς τής έδρας του Όργανισμού εκτός τής επικρατείας τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως ή

γ) σέ περίπτωση πού παύει νά ύφίσταται ό Όργανισμός.

4. Ό Όργανισμός δύναται νά συνάψει συμφωνίες περί των προνομίων και των άσυλιών μέ ένα ή περισσότερα άλλα μέλη, οι όποιες θά πρέπει νά τύχουν τής έγκρίσεως του συμβουλίου και οι όποιες εΐναι αναγκαίες γιά τήν καλή λειτουργία τής παρούσης συμφωνίας.

5. Οι κυβερνήσεις των χωρών μελών εκτός τής φιλοξενούσης κυβερνήσεως παρέχουν στόν Όργανισμό τίς ίδιες διευκολύνσεις, σέ ό,τι άφορά τούς νομισματικούς και συναλλαγματικούς περιορισμούς, τή διατήρηση των τραπεζικών λογαριασμών και τήν μεταφορά κεφαλαίων, μέ εκείνες πού παρέχονται στους ειδικευμένους οργανισμούς του Όργανισμού Ήνωμένων Έθνών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΑ

Άρθρο 24

Δημοσιονομικές διατάξεις

1. Οι δαπάνες των αντιπροσωπειών στό συμβούλιο, καθώς και των αντιπροσώπων στην εκτελεστική επιτροπή και σέ κάθε άλλη επιτροπή του συμβουλίου ή τής εκτελεστικής επιτροπής, βαρύνουν τίς κυβερνήσεις πού αντιπροσωπεύουν.

2. Οι άλλες δαπάνες πού καθίστανται αναγκαίες από τήν έφαρμογή τής παρούσης συμφωνίας καλύπτονται από τίς ετήσιες εισφορές των μελών, οι όποιες καθορίζονται στό άρθρο 25. Έν τούτοις, τό συμβούλιο δύναται νά άπαιτήσει άμοιβή γιά όρισμένες ύπηρεσίες.

3. Τό οικονομικό έτος του Όργανισμού συμπίπτει μέ τό έτος καφέ.

Άρθρο 25

Έγκριση του προϋπολογισμού και καθορισμός των εισφορών

1. Κατά τό δεύτερο ήμισυ κάθε οικονομικού έτους, τό συμβούλιο εγκρίνει τό διοικητικό προϋπολογισμό του Όργανισμού γιά τό επόμενο οικονομικό έτος και καθορίζει τήν εισφορά κάθε μέλους στόν προϋπολογισμό αυτό.

2. Για κάθε οικονομικό έτος ή εισφορά κάθε μέλους είναι ανάλογη προς τη σχέση που υπάρχει κατά την έγκριση του προϋπολογισμού του εν λόγω έτους, μεταξύ του αριθμού των ψήφων που διαθέτει και του συνολικού αριθμού των ψήφων όλων των μελών. Αν, εν τούτοις, κατά την έναρξη του οικονομικού έτους, για το οποίο καθορίζονται οι εισφορές, επέρχεται αλλαγή στην κατανομή των ψήφων μεταξύ των μελών δυνάμει του άρθρου 13 παράγραφος 6, το συμβούλιο προσαρμόζει ανάλογα τις εισφορές για το εν λόγω έτος. Κατά τον καθορισμό των εισφορών υπολογίζονται οι ψήφοι κάθε μέλους, χωρίς να ληφθεί υπόψη η ένδεχόμενη προσωρινή στέρηση του δικαιώματος ψήφου ενός μέλους και η κατανομή των ψήφων που θα ήταν δυνατό να προκύψει.

3. Το συμβούλιο καθορίζει την αρχική εισφορά μέλους που προσχωρεί στον Όργανισμό μετά την έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας βάσει του αριθμού των ψήφων που διαθέτει και του χρονικού διαστήματος που υπολείπεται στο τρέχον οικονομικό έτος· οι εισφορές των άλλων για το τρέχον οικονομικό έτος παραμένουν πάντως αμετάβλητες.

Άρθρο 26

Καταβολή των εισφορών

1. Οι εισφορές στο διοικητικό προϋπολογισμό κάθε οικονομικού έτους είναι πληρωτέες σε έλευθέρως μετατρέψιμο νόμισμα και απαιτητές κατά την πρώτη ημέρα του οικονομικού έτους.

2. Μέλος που δεν έχει καταβάλει πλήρως την εισφορά του στο διοικητικό προϋπολογισμό εντός έξι μηνών από του κατέστη απαιτητή, στερείται, μέχρι της καταβολής του δικαιώματος ψήφου του στο συμβούλιο και του δικαιώματος ψήφου του, το οποίο ασκεί αυτοπροσώπως ή δι' εξουσιοδοτήσεως στην εκτελεστική επιτροπή. Εν τούτοις, εκτός αποφάσεως του συμβουλίου, λαμβανομένης με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων, το μέλος αυτό δεν στερείται κανενός των άλλων δικαιωμάτων που του παρέχει ή παρούσα συμφωνία ούτε και των υποχρεώσεων που επιβάλλει σ' αυτό ή παρούσα συμφωνία.

3. Μέλος, του οποίου αναστάλη το δικαίωμα ψήφου κατ' εφαρμογή είτε των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου είτε των διατάξεων των άρθρων 42, 45 ή 58 παραμένει εν τούτοις υπόχρεο καταβολής της εισφοράς τους.

Άρθρο 27

Έλεγχος και δημοσίευση των λογαριασμών

Τό συντομότερο δυνατόν από το κλείσιμο κάθε οικονομικού έτους, υποβάλλεται στο συμβούλιο για έγκριση και δημοσίευση κατάσταση των εσόδων και εξόδων

του Όργανισμού κατά τη διάρκεια του οικονομικού αυτού έτους, ή όποια έχει ελεγχθεί από αναγνωρισμένο έμπειρο γνώμονα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

ΡΥΘΜΙΣΗ ΤΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ

Άρθρο 28

Γενικές διατάξεις

1. Όλες οι αποφάσεις του συμβουλίου δυνάμει των διατάξεων του παρόντος κεφαλαίου λαμβάνονται με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων.

2. Η λέξη «έτησιος» υποδηλώνει στο παρόν κεφάλαιο μία οποιαδήποτε περίοδο δώδεκα μηνών, ή όποια καθορίζεται από το συμβούλιο. Το συμβούλιο δύναται πάντως να υιοθετήσει διαδικασίες για την εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος κεφαλαίου σε περίοδο διαρκείας μεγαλύτερας των δώδεκα μηνών.

Άρθρο 29

Άγορές υποκείμενες σε ποσοτώσεις

Για τους σκοπούς της παρούσης συμφωνίας, η παγκόσμια αγορά του καφέ διαιρείται σε αγορές των μελών υποκείμενες σε ποσόστωση και σε αγορές των μη μελών μη υποκείμενες σε ποσόστωση.

Άρθρο 30

Ποσοτώσεις βάσεως

1. Κάθε μέλος εξαγωγής δικαιούται, με την επιφυλάξη των διατάξεων των άρθρων 31 και 32, ποσοτώσεως βάσεως που υπολογίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου.

2. Αν κατ' εφαρμογή του άρθρου 33 οι ποσοτώσεις τίθενται σε ισχύ κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1976/1977, ή προς χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως για την κατανομή του σταθερού τμήματος των ποσοτώσεων υπολογίζεται βάσει του μέσου όγκου των ετησίων εξαγωγών κάθε μέλους εξαγωγής προς μέλη εισαγωγής κατά τη διάρκεια των ετών καφέ 1968/1969 μέχρι 1971/1972. Η κατανομή αυτή του σταθερού τμήματος παραμένει σε ισχύ μέχρι της στιγμής που αναστέλλονται για πρώτη φορά οι ποσοτώσεις δυνάμει του άρθρου 33.

3. Αν οι ποσοτώσεις δεν εισάγονται κατά το έτος καφέ 1976/1977 αλλά τίθενται σε ισχύ κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1977/1978, ή προς χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως για την κατανομή του

σταθερού τμήματος των ποσοστώςσεων υπολογίζεται επιλέγοντας για κάθε μέλος εξαγωγής το μεγαλύτερο από τους ακόλουθους αριθμούς:

- α) του δγκου των εξαγωγών του προς μέλη εισαγωγής κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1976/1977, υπολογιζομένου βάσει των στοιχείων που λαμβάνονται από τα πιστοποιητικά καταγωγής·
 - β) του αριθμού που προκύπτει από την εφαρμογή της διαδικασίας, ή όποια καθορίζεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου. Η κατανομή αυτή του σταθερού τμήματος της ποσοστώςσεως παραμένει σε ισχύ μέχρι της στιγμής που αναστέλλονται για πρώτη φορά οι ποσοστώςσεις δυνάμει του άρθρου 33.
4. *Αν οι ποσοστώςσεις τίθενται σε ισχύ για πρώτη φορά ή επαναφέρονται κατά την διάρκεια του έτους καφέ 1978/1979 ή μεταγενέστερα, ή προς χρησιμοποίηση ποσόστωση βάσεως για την κατανομή του σταθερού τμήματος των ποσοστώςσεων υπολογίζεται επιλέγοντας για κάθε μέλος εξαγωγής το μεγαλύτερο από τους ακόλουθους αριθμούς:
- α) του μέσου δγκου των εξαγωγών του προς μέλη εισαγωγής κατά τη διάρκεια των έτων καφέ 1976/1977 καί 1977/1978, υπολογιζομένου βάσει των στοιχείων που λαμβάνονται από τα πιστοποιητικά καταγωγής·
 - β) του αριθμού που προκύπτει από την εφαρμογή της διαδικασίας, ή όποια καθορίζεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου.
5. *Αν οι ποσοστώςσεις εισάγονται σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου καί αναστέλλονται εν συνεχεία, ή επαναφορά τους κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1977/1978 διέπεται από τις διατάξεις της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου καί του άρθρου 35 παράγραφος 1. Η επαναφορά των ποσοστώςσεων κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1978/1979 ή μεταγενέστερα διέπεται από τις διατάξεις της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου καί του άρθρου 35 παράγραφος 1.

*Άρθρο 31

Μέλη εξαγωγής, στα όποια δέν χορηγείται ποσόστωση βάσεως

1. Δέν χορηγείται ποσόστωση βάσεως στα μέλη εξαγωγής που απαριθμούνται στο παράρτημα 1, με την επιφύλαξη των παραγράφων 4 καί 5 του παρόντος άρθρου. Τα μέλη αυτά διαθέτουν κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1976/1977, με την επιφύλαξη του άρθρου 33, την αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής που εμφανίζεται στην στήλη 1 του ανωτέρω παραρτήματος. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου καί των διατάξεων του άρθρου 33, ή ποσόστωση των μελών αυτών αυξάνεται κάθε επόμενο έτος καφέ ως εξής:
- α) κατά 10% της αρχικής ετήσιας ποσοστώςσεως εξαγωγής, σε περίπτωση μελών, των οποίων ή αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι κατώτερη των 100 000 σάκκων·
- β) κατά 5% της αρχικής ετήσιας ποσοστώςσεως εξαγωγής, σε περίπτωση μελών, των οποίων ή αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι ίση ή ανώτερη των 100 000 σάκκων, αλλά κατώτερη των 400 000 σάκκων.

Για τον καθορισμό των ετήσιων ποσοστώςσεων των ενδιαφερομένων μελών, στην περίπτωση που οι ποσοστώςσεις εισάγονται ή επαναφέρονται δυνάμει του άρθρου 33, θεωρείται ότι οι ετήσιες αυτές αυξήσεις απέκτησαν ενέργεια από της έναρξεως ισχύος της παρούσης συμφωνίας.

2. Τό αργότερο μέχρι την 31η Ιουλίου κάθε έτους, κάθε μέλος που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, κοινοποιεί στο συμβούλιο την ποσότητα καφέ που πιθανόν θά διαθέτει για εξαγωγή κατά τη διάρκεια του επομένου έτους καφέ. Η ποσότητα που προσδιορίζεται κατ' αυτόν τον τρόπο από τό ενδιαφερόμενο μέλος εξαγωγής αποτελεί την ποσόστωση του μέλους αυτού για τό επόμενο έτος καφέ, υπό την προϋπόθεση ότι ή ποσότητα αυτή εύρίσκεται εντός των επιτρεπομένων ορίων που καθορίζονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου.

3. *Όταν ή ετήσια ποσόστωση μέλους εξαγωγής, του οποίου ή αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι κατώτερη των 100 000 σάκκων, φθάνει ή υπερβαίνει τό ανώτατο όριο των 100 000 σάκκων που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, τό μέλος αυτό έμπλπει κατά συνέπεια στίς διατάξεις που ισχύουν για τά μέλη εξαγωγής, των οποίων ή αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι ίση ή ανώτερη των 100 000 σάκκων, αλλά κατώτερη των 400 000 σάκκων.

4. *Όταν ή ετήσια ποσόστωση μέλους εξαγωγής, του οποίου ή αρχική ετήσια ποσόστωση εξαγωγής είναι κατώτερη των 400 000 σάκκων, φθάσει τό ανώτατο όριο των 400 000 σάκκων που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, τό μέλος αυτό έμπλπει κατά συνέπεια στίς διατάξεις του άρθρου 35 καί τό συμβούλιο όρίζει ποσόστωση βάσεως για τό μέλος αυτό.

5. Κάθε μέλος εξαγωγής που απαριθμείται στο παράρτημα 1 καί του οποίου οι εξαγωγές ανέρχονται σε 100 000 σάκκους ή περισσότερο, δύν.ται, ανά πάσα στιγμή, νά ζητήσει από τό συμβούλιο νά όρίσει γι' αυτό ποσόστωση βάσεως.

6. Τά μέλη, των οποίων οι ετήσιες ποσοστώςσεις είναι κατώτερες των 100 000 σάκκων δέν έμπλπτουν στίς διατάξεις των άρθρων 36 καί 37.

*Άρθρο 32

Διατάξεις περί της προσαρμογής των ποσοστώςσεων βάσεως

1. *Αν χώρα εισαγωγής, ή όποια δέν ήταν συμβαλλόμενο μέρος ούτε στή διεθνη συμφωνία του 1968 για τόν καφέ ούτε στή διεθνη συμφωνία του 1968 για τόν καφέ, όπως αυτή παρεταθη, μετάσχει στην παρούσα συμφωνία, τό συμβούλιο προσαρμόζει τις ποσοστώςσεις βάσεως που προκύπτουν από την εφαρμογή του άρθρου 30.

2. Η προσαρμογή που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου πραγματοποιείται λαμβάνοντας ύπόψη είτε τό μέσο όρο των εξαγωγών κάθε μέλους

έξαγωγής προς την ανωτέρω χώρα εισαγωγής κατά τη διάρκεια της περιόδου 1968 μέχρι 1972, είτε την επί μέρους συμμετοχή κάθε μέλους εξαγωγής στο μέσο όρο των εισαγωγών της χώρας αυτής κατά τη διάρκεια της ίδιας περιόδου.

3. Τό συμβούλιο εγκρίνει τα στοιχεία, βάσει των οποίων υπολογίζεται ή προσαρμογή των ποσοστώσεων δόσεως, καθώς και τα κριτήρια που λαμβάνονται υπόψη για την εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος άρθρου.

*Άρθρον 33

Διατάξεις περί της εισαγωγής, της αναστολής και της επαναφορής των ποσοτώσεων

1. Έκτός αντιθέτου αποφάσεως του συμβουλίου, οι ποσοτώσεις τίθενται σε ισχύ ανά πάσα στιγμή κατά τη διάρκεια ισχύος της παρούσης συμφωνίας, αν:

α) η σύνθετη ένδεικτική τιμή είναι κατά μέσο όρο επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, ίση ή κατώτερη του ανωτάτου όριου του εκάστοτε ισχύοντος περιθωρίου τιμών, τό όποιο καθορίσθη από τό συμβούλιο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του άρθρου 38.

β) έλλείπει απόφάσεως του συμβουλίου περί καθορισμού περιθωρίου τιμών:

ι) ό μέσος όρος των ένδεικτικών τιμών των άλλων γλυκών Arabicas και των Robustas είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, ίση ή κατώτερη του μέσου όρου των τιμών αυτών για τό ήμερολογιακό έτος 1975, όπως αυτός διετηρήθη από τόν Όργανισμό κατά τη διάρκεια ισχύος της παραταθείσης διεθνούς συμφωνίας του 1968 για τόν καφέ, ή

ιι) μέ την επιφύλαξη της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, ή σύνθετη ένδεικτική τιμή, υπολογιζομένη σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του άρθρου 38, είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, κατά 15% ή περισσότερο κατώτερη του μέσου όρου της συνθέτου ένδεικτικής τιμής για τό προηγούμενο έτος καφέ, κατά τη διάρκεια του όποιου ίσχυε ή παρούσα συμφωνία.

Κατά παρέκκλιση από τίς προηγούμενες διατάξεις της παρούσης παραγράφου, οι ποσοτώσεις δέν όρίζονται κατά τη θέση σε ισχύ της παρούσης συμφωνίας, εκτός αν ό μέσος όρος των ένδεικτικών τιμών των άλλων γλυκών Arabicas και των Robustas είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς άμέσως προηγούμενες της ήμερομηνίας αυτής, ίση ή κατώτερη του μέσου όρου των τιμών αυτών για τό ήμερολογιακό έτος 1975.

2. Κατά παρέκκλιση από τίς διατάξεις της παραγράφου 1 περίπτωση β) ι) του παρόντος άρθρου, οι ποσοτώσεις δέν τίθενται σε ισχύ, εκτός αντιθέτου αποφάσεως του συμβουλίου, αν ό μέσος όρος των ένδεικτικών τιμών των άλλων γλυκών Arabicas και των Robustas είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, κατά 22,5% ή περισσότερο ανώτερος του μέσου όρου των τιμών αυτών για τό ήμερολογιακό έτος 1975.

3. Οι τιμές που καθορίζονται στην παράγραφο 1 περίπτωση β) ι) και στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου θά επανεξετασθούν και δύναται νά αναθεωρηθούν από τό συμβούλιο πρό της 30ής Σεπτεμβρίου 1980.

4. Έκτός αντιθέτου αποφάσεως του συμβουλίου, οι ποσοτώσεις αναστέλλονται:

α) αν ή σύνθετη ένδεικτική τιμή είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, κατά 15% ανώτερη του ανωτάτου όριου του περιθωρίου τιμών που καθορίζεται από τό συμβούλιο και ισχύει τη στιγμή αυτή, ή

β) έλλείπει απόφάσεως του συμβουλίου περί του καθοριστικού περιθωρίου τιμών, αν ή σύνθετη ένδεικτική τιμή είναι κατά μέσο όρο, επί είκοσι συνεχείς ημέρες αγοράς, κατά 15% ή περισσότερο ανώτερη του μέσου όρου της καθορισθείσης συνθέτου ένδεικτικής τιμής κατά τη διάρκεια του προηγούμενου ήμερολογιακού έτους.

5. Έκτός αντιθέτου αποφάσεως του συμβουλίου, οι ποσοτώσεις επαναφέρονται, κατόπιν αναστολής, ή όποια πραγματοποιείται δυνάμει της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις των παραγράφων 1, 2 και 6.

6. Όταν πληροούνται οι αντίστοιχοι όροι σχετικά μέ τίς τιμές που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, μέ την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2, οι ποσοτώσεις ισχύουν τό ταχύτερο δυνατό και όπωσδήποτε όχι μετά παρέλευση του τριμήνου που ακολουθεί την εκπλήρωση των ανωτέρω όρων. Οι ποσοτώσεις καθορίζονται για περίοδο τεσσάρων τριμήνων, εκτός αντιθέτου διατάξεως της παρούσης συμφωνίας. Αν οι έτήσιες και τριμηνιαίες καθολικές ποσοτώσεις δέν έχουν προηγουμένως καθορισθεί από τό συμβούλιο, ό εκτελεστικός διευθυντής καθορίζει ποσόστωση βάσει της πραγματικής χρησιμοποίησης (disappearance) του καφέ στις υπό ποσόστωση αγορές, ή όποια υπολογίζεται σύμφωνα μέ τά κριτήρια που όρίζονται στο άρθρο 34. ή ποσόστωση αυτή χορηγείται στά μέλη εξαγωγής σύμφωνα μέ τίς διατάξεις των άρθρων 31 και 35.

7. Τό συμβούλιο συνέχεται κατά τη διάρκεια του πρώτου τριμήνου, αφού οι ποσοτώσεις τεθούν σε ισχύ, για νά καθορίσει περιθώρια τιμών, νά εξετάσει και, έφ' όσον παρίσταται ανάγκη, νά αναθεωρήσει τίς ποσοτώσεις για την περίοδο που θεωρεί σκόπιμη, υπό την προϋπόθεση ότι ή περίοδος αυτή δέν υπερβαίνει τούς 12 μήνες από την ήμερομηνία θέσεως σε ισχύ των ποσοτώσεων.

*Άρθρο 34

Ετήσια καθολική ποσόστωση

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 33, το συμβούλιο καθορίζει κατά την τελευταία τακτική σύνοδό του του έτους καφέ, ετήσια καθολική ποσόστωση λαμβάνοντας υπόψη μεταξύ άλλων τα ακόλουθα στοιχεία:

- α) πρόβλεψη της ετήσιας καταναλώσεως των μελών εισαγωγής·
- β) πρόβλεψη των εισαγωγών των μελών, από άλλα μέλη εισαγωγής και χώρες μη μέλη·
- γ) πρόβλεψη των μεταβολών του επιπέδου των αποθεμάτων στις χώρες μέλη εισαγωγής και στους ελεύθερους λιμένες·
- δ) τήρηση των διατάξεων του άρθρου 40 που αφορά τα ελλείμματα και την ανακατανομή τους·
- ε) εξαγωγές των μελών εξαγωγής προς μέλη εισαγωγής και μη μέλη κατά τη διάρκεια της περιόδου των δώδεκα μηνών που προηγείται της εισαγωγής των ποσοστώσεων, όταν πρόκειται για την εισαγωγή ή την επαναφορά των ποσοστώσεων δυνάμει του άρθρου 33 παράγραφοι 1 και 5.

*Άρθρο 35

Χορήγηση ετήσιων ποσοστώσεων

1. Λαμβανομένης υπόψη της απόφασης που ελήφθη δυνάμει του άρθρου 34 και κατόπιν αφαιρέσεως της αναγκαίας για την τήρηση των διατάξεων του άρθρου 31 ποσότητας καφέ, χορηγούνται στα μέλη εξαγωγής που δικαιούνται ποσοστώσεως βάσεως, ετήσιες ποσοστώσεις, οι οποίες αποτελούνται από ένα σταθερό και ένα μεταβλητό τμήμα. Το σταθερό τμήμα αντιστοιχεί σε 70% της ετήσιας καθολικής ποσοστώσεως, όπως είναι προσαρμοσμένη για να συμφωνεί με τις διατάξεις του άρθρου 31, και κατανέμεται μεταξύ των μελών εξαγωγών σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 30. Το μεταβλητό τμήμα αντιστοιχεί σε 30% της ετήσιας καθολικής ποσοστώσεως, όπως είναι προσαρμοσμένη για να συμφωνεί με τις διατάξεις του άρθρου 31. Η σχέση αυτή δύναται να τροποποιηθεί από το συμβούλιο, αλλά το σταθερό τμήμα δεν πρέπει να είναι ποτέ κατώτερο του 70%. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, το μεταβλητό τμήμα κατανέμεται μεταξύ των μελών εξαγωγής ανάλογα με τη σχέση των διαπιστωθέντων αποθεμάτων εκάστου μέλους εξαγωγής προς το σύνολο των διαπιστωθέντων αποθεμάτων όλων των μελών εξαγωγής που έχουν ποσοστώσεις βάσεως, εννοούμενου ότι, εκτός αν το συμβούλιο καθορίσει άλλο όριο, κανένα μέλος δεν θα λάβει μερίδιο από το μεταβλητό τμήμα της ποσοστώσεως, μεγαλύτερο του 40% του όλικου όγκου του μεταβλητού αυτού τμήματος.

2. Τα αποθέματα που λαμβάνονται υπόψη για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου είναι εκείνα που έχουν διαπιστωθεί στο τέλος του έτους συγκομιδής κάθε μέλους εξαγωγής που προηγείται άμεσα του καθορισμού των ποσοστώσεων σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις για τη διαπίστωση των αποθεμάτων.

*Άρθρο 36

Τριμηνιαίες ποσοστώσεις

1. Άμέσως μετά τη χορήγηση των ετήσιων ποσοστώσεων δυνάμει του άρθρου 35 παράγραφος 1 και με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 31, το συμβούλιο χορηγεί τριμηνιαίες ποσοστώσεις σε κάθε μέλος εξαγωγής, για να εξασφαλίσει έναν κανονικό εφοδιασμό της παγκοσμίου αγοράς με καφέ κατά τη διάρκεια όλης της περιόδου, για την οποία καθορίζονται οι ποσοστώσεις.

2. Οι ποσοστώσεις αυτές πρέπει να είναι όσο το δυνατό πλησιέστερες του 25% της ετήσιας ποσοστώσεως κάθε μέλους. Κανένα μέλος δεν επιτρέπεται να εξαγάγει περισσότερο από 30% κατά το πρώτο τρίμηνο, περισσότερο από 60% κατά τα δύο πρώτα τρίμηνα και περισσότερο από 80% κατά τα τρία πρώτα τρίμηνα. Αν οι εξαγωγές μέλους κατά τη διάρκεια ενός τριμήνου είναι χαμηλότερες από την ποσόστωσή του γι' αυτό το τρίμηνο, το μη χρησιμοποιηθέν υπόλοιπο προστίθεται στην ποσόστωσή του του επομένου τριμήνου.

3. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου ισχύουν όμοιως για την εφαρμογή του άρθρου 33 παράγραφος 6.

4. Όταν, λόγω εξαιρετικών περιστάσεων, μέλος εξαγωγής θεωρεί ότι οι προβλεπόμενοι περιορισμοί στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου θα ήταν δυνατό να επιφέρουν σοβαρή ζημία στην οικονομία του, το συμβούλιο δύναται, κατόπιν αίτησής του εν λόγω μέλους, να λάβει τα κατάλληλα μέτρα σύμφωνα με το άρθρο 56. Το ενδιαφερόμενο μέλος πρέπει να αποδείξει τη ζημία και να παράσχει επαρκείς έγγραφες, δσον αφορά τη διατήρηση της σταθερότητας των τιμών. Σε καμία περίπτωση πάντως, το συμβούλιο δεν επιτρέπει σε μέλος να εξαγάγει περισσότερο από 35% της ετήσιας ποσοστώσεώς του κατά το πρώτο τρίμηνο, περισσότερο από 65% κατά τα δύο πρώτα τρίμηνα και περισσότερο από 85% κατά τα τρία πρώτα τρίμηνα.

*Άρθρο 37

Προσαρμογή των ετήσιων και τριμηνιαίων ποσοστώσεων

1. Αν το απαιτεί η κατάσταση της αγοράς, το συμβούλιο δύναται να τροποποιήσει τις ετήσιες και τριμηνιαίες ποσοστώσεις που χορηγούνται δυνάμει των άρθρων 33, 35 και 36. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 35 παράγραφος 1 και εκτός των

περιπτώσεων που προβλέπονται στο άρθρο 31 και στο άρθρο 39 παράγραφος 3, οι ποσοστώσεις κάθε μέλους εξαγωγής τροποποιούνται σύμφωνα με το ίδιο ποσοστό.

2. Κατά παρέκκλιση από την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, το συμβούλιο δύναται, αν κρίνει ότι το απαιτεί ή κατάσταση της αγοράς, να προσαρμόσει τις τριμηνιαίες ποσοστώσεις των μελών εξαγωγής για το τρέχον τρίμηνο και τα υπολειπόμενα τρίμηνα, χωρίς όμως να τροποποιήσει τις ετήσιες ποσοστώσεις.

Άρθρο 38

Μέτρα περί των τιμών

1. Το συμβούλιο θεσπίζει σύστημα ενδεικτικών τιμών, από το οποίο προκύπτει μία καθημερινή σύνθετη ενδεικτική τιμή.

2. Βάσει του συστήματος αυτού, το συμβούλιο δύναται να καθορίσει περιθώρια τιμών για τους κυριώτερους τύπους ή/και ομάδες καφέ, καθώς και περιθώριο συνθέτων τιμών.

3. Κατά τον καθορισμό ή την προσαρμογή περιθωρίου τιμών κατά την έννοια του παρόντος άρθρου, το συμβούλιο λαμβάνει υπόψη το επίπεδο και τις τάσεις των τιμών που επικρατούν και κυρίως την επίδραση που ασκείται επί των τιμών αυτών από:

- τα επίπεδα και τις τάσεις της καταναλώσεως και της παραγωγής, καθώς και των αποθεμάτων στις χώρες εξαγωγής και στις χώρες εισαγωγής,
- τις μεταβολές στο διεθνές νομισματικό σύστημα,
- την άνοδική ή καθοδική πορεία των τιμών σε παγκόσμια κλίμακα,
- κάθε άλλο παράγοντα που θα ήταν επιζήμιος για την επίτευξη των στόχων που εξαγγέλλονται στην παρούσα συμφωνία.

Ο εκτελεστικός διευθυντής παρέχει τα αναγκαία πληροφοριακά στοιχεία που επιτρέπουν στο συμβούλιο να λάβει δεόντως υπόψη του τα προαναφερθέντα στοιχεία.

4. Το συμβούλιο θεσπίζει διατάξεις που αφορούν την επίπτωση της εισαγωγής ή της προσαρμογής ποσοστώσεων επί συμβάσεων, οι οποίες συνήφθησαν προ της εισαγωγής ή προσαρμογής των ποσοστώσεων.

Άρθρο 39

Πρόσθετα μέτρα για την προσαρμογή των ποσοστώσεων

1. Αν οι ποσοστώσεις ισχύουν, το συμβούλιο συνέρχεται για να θεσπίσει σύστημα για την κατ' αναλογία

προσαρμογή των ποσοστώσεων σε σχέση προς τις μεταβολές της συνθέτου ενδεικτικής τιμής σύμφωνα με το άρθρο 38.

2. Το σύστημα αυτό περιλαμβάνει διατάξεις που αφορούν τα περιθώρια τιμών, τον αριθμό ημερών αγοράς, στις οποίες αναφέρονται οι υπολογισμοί, καθώς και τον αριθμό και την έκταση των προσαρμογών.

3. Το συμβούλιο δύναται επίσης να θεσπίσει σύστημα για την αύξηση των ποσοστώσεων ανάλογα με τη μεταβολή των τιμών των κυριωτέρων τύπων ή/και ομάδων καφέ.

Άρθρο 40

Έλλειμματα

1. Κάθε μέλος εξαγωγής δηλώνει κάθε προβλεπόμενο έλλειμμα των ποσοτήτων του προς εξαγωγή υπό ποσόστωση, για να καταστεί δυνατή ή ανακατανομή κατά τη διάρκεια του ίδιου έτους καφέ μεταξύ των μελών εξαγωγής που είναι σε θέση και είναι διατεθειμένα να εξάγουν τις ποσότητες που αντιστοιχούν στα έλλειμματα. 70% της ποσότητας που έδωλε σύμφωνα με την παρούσα παράγραφο προσφέρονται για ανακατανομή κατά πρώτον μεταξύ των άλλων μελών που εξάγουν τον ίδιο τύπο καφέ ανάλογα με τις ποσοστώσεις βάσει τους και 30% κατ' έρχη μεταξύ των μελών που εξάγουν άλλο τύπο καφέ, ανάλογα με τις ποσοστώσεις βάσει τους.

2. Αν μέλος δηλώσει έλλειμμα κατά τη διάρκεια των έξι πρώτων μηνών ενός έτους καφέ, ή ετήσια ποσόστωση του μέλους αυτού αυξάνεται, κατά το επόμενο έτος καφέ, κατά 30% της δηλωθείσης και μη εξαχθείσης ποσότητας. Το ποσό αυτό καταλογίζεται στις ετήσιες ποσότητες προς εξαγωγή υπό ποσόστωση των μελών εξαγωγής που έχουν δεχθεί την πραγματοποιηθείσα ανακατανομή δυνάμει της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, κατ' αναλογία της συμμετοχής τους στην ανακατανομή αυτή.

Άρθρο 41

Ποσότητες προς εξαγωγή υπό ποσόστωση υπό ομάδος μέλους

Όταν δύο ή περισσότερα μέλη σχηματίζουν μία ομάδα μέλος δυνάμει των άρθρων 6 και 7, οι ποσοστώσεις βάσει του ή, κατά περίπτωση, οι ποσότητες προς εξαγωγή υπό ποσόστωση από τα μέλη αυτά προστίθενται και το σύνολό τους θεωρείται, κατά την έννοια του παρόντος κεφαλαίου, ως μοναδική ποσόστωση βάσει ή ως μοναδική ποσότητα προς εξαγωγή υπό ποσόστωση.

Άρθρο 42

Τήρηση των ποσοτώσεων

1. Τά μέλη εξαγωγής λαμβάνουν τά αναγκαία μέτρα, γιά νά εξασφαλισθῇ ἡ ἀπόλυτη τήρηση ὧν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας πού ἀφοροῦν τίς ποσοτώσεις. Ἐκτός τῶν μέτρων πού δύναται τυχόν νά λάβει ἕνα μέλος, τό συμβούλιο δύναται νά ἀπαιτήσῃ ἀπό τό μέλος αὐτό νά λάβει πρόσθετα μέτρα γιά τήν ἐφαρμογή κατά τρόπο ἀποτελεσματικό τοῦ καθεστώτος ποσοτώσεων πού προβλέπεται στήν παρούσα συμφωνία.

2. Τά μέλη εξαγωγής ὀφείλουν νά μήν ὑπερβαίνουν τίς ἐτήσιες καί τριμηνιαίες ποσοτώσεις πού τοὺς χορηγοῦνται.

3. Ἄν μέλος εξαγωγῆς ὑπερβῇ τήν ποσόστωσή του κατά τή διάρκεια ὁποιοδήποτε τριμήνου, τό συμβούλιο ἀφαιρεῖ ἀπό μία ἢ περισσότερες ἀπό τίς ἐπόμενες ποσοτώσεις τοῦ μέλους αὐτοῦ ποσότητα ἴση πρὸς 110% τῆς ὑπερβάσεως αὐτῆς.

4. Ἄν μέλος εξαγωγῆς ὑπερβῇ γιά δευτέρα φορά τήν τριμηνιαία ποσόστωσή του, τό συμβούλιο προβαίνει στή μείωση πού προβλέπεται στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἀρθρου.

5. Ἄν μέλος εξαγωγῆς ὑπερβῇ γιά τρίτη φορά ἢ συχνότερα τήν τριμηνιαία ποσόστωσή του, τό συμβούλιο προβαίνει στήν προβλεπόμενη στήν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἀρθρου μείωση καί ἀναστέλλει τό δικαίωμα ψήφου τοῦ μέλους, μέχρις ὅτου ἀποφασίσῃ τό συμβούλιο, ἂν πρέπει νά ἀποκλεισθῇ τό μέλος αὐτό ἀπό τόν Ὄργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 66.

6. Οἱ μειώσεις πού προβλέπονται στίς παραγράφους 3, 4 καί 5 τοῦ παρόντος ἀρθρου ἰσχύουν ὡς ἐλλείμματα κατά τήν ἔννοια τοῦ ἀρθρου 40 παράγραφος 1.

7. Τό συμβούλιο ἐφαρμόζει τίς διατάξεις τῶν παραγράφων 1 μέχρι 5 τοῦ παρόντος ἀρθρου, μόλις λάβει τίς ἀναγκαῖες πληροφορίες.

Άρθρο 43

Πιστοποιητικά καταγωγῆς καί ἐπανεξαγωγῆς

1. Ἡ ὑπό μέλους εξαγωγῆς καφέ πρέπει νά συνοδεύεται ἀπό ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό καταγωγῆς. Τά πιστοποιητικά καταγωγῆς ἐκδίδονται, σύμφωνα μέ τοὺς κανόνες πού θεσπίζει τό συμβούλιο, ὑπό ἀναγνωρισμένου ὁργανισμοῦ, τόν ὁποῖο ἐπιλέγει τό μέλος αὐτό καί τόν ὁποῖο ἐγκρίνει ὁ Ὄργανισμός.

2. Ἄν ἰσχύουν οἱ ποσοτώσεις, ἡ ὑπό μέλους ἐπανεξαγωγή καφέ πρέπει νά συνοδεύεται ἀπό ἔγκυρο

πιστοποιητικό ἐπανεξαγωγῆς. Τά πιστοποιητικά ἐπανεξαγωγῆς ἐκδίδονται, σύμφωνα μέ τοὺς κανόνες πού θεσπίζει τό συμβούλιο, ὑπό ἀναγνωρισμένου ὁργανισμοῦ, τόν ὁποῖο ἐπιλέγει τό μέλος αὐτό καί τόν ὁποῖο ἐγκρίνει ὁ Ὄργανισμός, καί πιστοποιοῦν ὅτι ἡ ἐν λόγω ποσότης καφέ ἔχει εἰσαχθεῖ κατ' ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Οἱ κανόνες πού ἀναφέρονται στό παρόν ἀρθρο περιέχουν διατάξεις πού ἐπιτρέπουν τήν ἐφαρμογή τους σέ ὁμάδες μελῶν εἰσαγωγῆς πού ἀποτελοῦν τελωνειακή ἔνωση.

4. Τό συμβούλιο δύναται νά ἐκδώσῃ κανόνες περὶ τῆς ἐκτυπώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἐκδόσεως καί τῆς χρησιμοποίησεως τῶν πιστοποιητικῶν καί νά λάβει τά ἀναγκαῖα μέτρα γιά τήν ἐκδοση ἐνσήμων εξαγωγῆς καφέ ἔναντι καταβολῆς τέλους, τοῦ ὁποῖου τό ὕψος πρόκειται νά καθορισθῇ ἀπό τό συμβούλιο. Ἡ ἐπικύρωση τῶν ἐνσήμων αὐτῶν στά πιστοποιητικά καταγωγῆς δύναται νά ἀποτελεῖ μία ἀπό τίς ὁρισθεῖσες μεθόδους γιά νά προσδοθεῖ ἐγκυρότητα στά πιστοποιητικά. Τό συμβούλιο δύναται νά λαμβάνει παρόμοια μέτρα γιά τήν ἐπικύρωση ἄλλων τύπων πιστοποιητικῶν καί νά ἐκδίδει ἄλλα εἶδη ἐνσήμων εξαγωγῆς, ὑπὸ ὅρους πού πρόκειται νά καθορισθοῦν.

5. Κάθε μέλος κοινοποιεῖ στόν Ὄργανισμό τό ὄνομα τοῦ κυβερνητικοῦ ἢ μὴ κυβερνητικοῦ ὁργανισμοῦ πού ἐπέλεξε γιά τήν ἐνάσκηση τῶν καθηκόντων πού προβλέπονται στίς παραγράφους 1 καί 2 τοῦ παρόντος ἀρθρου. Ὁ Ὄργανισμός ἐγκρίνει ρητῶς ἕνα μὴ κυβερνητικό ὄργανισμό, ἀφοῦ λάβει ἐπαρκεῖς ἀποδείξεις ἀπὸ τό ἐνδιαφερόμενο μέλος ὅτι ὁ ὄργανισμός αὐτός εἶναι σέ θέση καί εἶναι διατεθειμένος νά ἀναλάβει, σύμφωνα μέ τοὺς κανόνες καί κανονισμοὺς πού ἔχουν ἐκδοθεῖ δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας, τίς ὑποχρεώσεις τοῦ μέλους. Τό συμβούλιο προβαίνει, εἴτε ἄμεσα εἴτε μέσω ἐνὸς παγκοσμίου ὁργανισμοῦ διεθνοῦς ἀναγνωρίσεως, στίς ἀναγκαῖες ἐνέργειες γιά νά εἶναι ἀνά πάσα στιγμή σέ θέση νά βεβαιώνεται ὅτι οἱ διάφοροι τύποι πιστοποιητικῶν ἐκδίδονται καί χρησιμοποιοῦνται ὀρθῶς καί νά ἐλέγχει τίς ποσότητες καφέ πού ἐξήχθησαν ἀπὸ κάθε μέλος.

6. Μὴ κυβερνητικός ὄργανισμός, ὁ ὁποῖος ἐγκρίνεται ὡς ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 5 τοῦ παρόντος ἀρθρου, διατηρεῖ ἐπὶ τέσσερα τουλάχιστον ἔτη μητρώα τῶν ἐκδοθέντων πιστοποιητικῶν, καθὼς καί τά ἔγγραφα βάσει τῶν ὁποίων ἐπαραγματοποιήθη ἡ ἐκδοσὴ τους. Πρὶν ἐγκριθεῖ ὡς ὑπηρεσία πιστοποιήσεως σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 5 τοῦ παρόντος ἀρθρου, ὁ μὴ κυβερνητικός ὄργανισμός πρέπει νά δεχθεῖ νά θέτῃ τά ἀνωτέρω μητρώα στή διάθεση τοῦ Ὄργανισμοῦ, πρὸς ἐπιθεώρηση.

7. Σέ περίπτωση πού ἰσχύουν οἱ ποσοτώσεις, τά μέλη ἀπαγορεύουν, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθρου 44 καί τοῦ ἀρθρου 45 παράγραφοι 1 καί 2,

τήν εισαγωγή κάθε φορτίου καφέ που δεν συνοδεύεται από έγκυρο πιστοποιητικό, τό όποιο συντάσσεται σύμφωνα μέ τόν κατάλληλο τύπο καί εκδίδεται σύμφωνα μέ τούς υπό του συμβουλίου εκδοθέντες κανόνες.

8. Μικρές ποσότητες καφέ, υπό μορφή που ένδεχομένως δύναται νά καθορίσει τό συμβούλιο, ή ό καφές που προορίζεται γιά άμεση κατανάλωση σέ πλοία, άεροπλάνα ή άλλα διεθνή μεταφορικά μέσα, δέν υπόκεινται στίς διατάξεις των παραγράφων 1 καί 2 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 44

Έξαγωγές εκτός ποσοτώσεως

1. Όπως προβλέπεται στίς διατάξεις του άρθρου 29, οί εξαγωγές καφέ πρós χώρες που δέν μετέχουν στην παρούσα συμφωνία δέν καταλογίζονται στίς ποσοτώσεις. Τό συμβούλιο δύναται νά εκδώσει κανόνες που ρυθμίζουν μεταξύ άλλων τή διεξαγωγή καί τήν επίβλεψη των συναλλαγών αυτών, τήν αντιμετώπιση έκτροπων καί επανεξαγωγών από χώρες μή μέλη πρós χώρες μέλη καί τίς πρós εφαρμογή κυρώσεις, καθώς καί τά αναγκαία έγγραφα που συνοδεύουν τίς εξαγωγές τόσο πρós χώρες μέλη όσο καί πρós χώρες μή μέλη.

2. Οί εξαγωγές καφέ σέ κόκκους ως πρώτη ύλη πρós βιομηχανική μεταποίηση γιά σκοπούς διάφορους τής κατανάλωσης του καφέ ως άφεψήματος ή ως είδους διατροφής δέν καταλογίζονται στίς ποσοτώσεις, υπό τήν προϋπόθεση ότι τό μέλος εξαγωγής αποδεικνύει κατά τρόπο ικανοποιητικό γιά τό συμβούλιο ότι ό καφές σέ κόκκους θά χρησιμοποιηθεί πραγματικά γιά τό σκοπό αυτό.

3. Τό συμβούλιο δύναται, κατόπιν αίτησεως ενός μέλους εξαγωγής νά αποφασίσει ότι οί εξαγωγές καφέ που πραγματοποιούνται από τό μέλος αυτό γιά άνθρωπιστικούς ή γιά άλλους μή έμπορικούς σκοπούς, δέν καταλογίζονται στην ποσόστώσή του.

Άρθρο 45

Ρύθμιση των εισαγωγών

1. Γιά νά παρεμποδίσει τίς χώρες μή μέλη νά αυξήσουν τίς εξαγωγές τους σέ βάρος των μελών εξαγωγής, κάθε μέλος περιορίζει, όταν ισχύουν οί ποσοτώσεις, τίς ετήσιες εισαγωγές του σέ καφέ που προέρχονται από χώρες μή μέλη, οί όποιες δέν μετείχαν στη διεθνή συμφωνία του 1968 γιά τόν καφέ, σέ ποσότητα ίση πρós τόν ετήσιο μέσο όρο των εισαγωγών του σέ καφέ προελεύσεως χωρών μή μελών είτε από τό ήμερολογιακό έτος 1971 μέχρι καί τό ήμερολογιακό έτος 1974, είτε από τό ήμερολογιακό έτος 1972 μέχρι καί τό ήμερολογιακό έτος 1974.

2. Όταν ισχύουν οί ποσοτώσεις, τά μέλη περιορίζουν επίσης τίς ετήσιες εισαγωγές τους σέ καφέ που προέρχονται από κάθε χώρα μή μέλος που δέν μετείχε στη διεθνή συμφωνία του 1968 γιά τόν καφέ ή στη διεθνή συμφωνία του 1968 γιά τόν καφέ όπως αυτή παρητάθη, σέ ποσότητα που δέν υπερβαίνει όρισμένο ποσοστό του μέσου όρου των ετήσιων εισαγωγών που προέρχονται από τό έν λόγω μή μέλος κατά τή διάρκεια των έτών καφέ 1968/1969 μέχρι 1971/1972. Τό ποσοστό αυτό άντιστοιχεί στη σχέση του σταθερού τμήματος πρós τήν ετήσια καθολική ποσόστωση, δυνάμει τής παραγράφου 1 του άρθρου 35, κατά τή θέση σέ ισχύ των ποσοτώσεων.

3. Τό συμβούλιο δύναται νά άναστέλλει ή νά τροποποιήσει τούς ποσοτικούς αυτούς περιορισμούς, άν κρίνει ότι τά μέτρα αυτά είναι αναγκαία γιά τήν επίτευξη των στόχων τής παρούσης συμφωνίας.

4. Οί ύποχρεώσεις που καθορίζονται στίς προηγούμενες παραγράφους του παρόντος άρθρου δέν θίγουν τίς αντίθετες διμερείς ή πολυμερείς ύποχρεώσεις που τά μέλη εισαγωγής ανέλαβαν μέ χώρες μή μέλη πρίν από τήν έναρξη τής ισχύος τής παρούσης συμφωνίας, υπό τήν προϋπόθεση ότι κάθε μέλος εισαγωγής που έχει αναλάβει τίς αντίθετες αυτές ύποχρεώσεις, όφείλει νά τίς εκπληρώνει κατά τρόπο, ώστε νά άμβλυνθεί κατά τό δυνατόν ή αντίθεσή τους πρós τίς ύποχρεώσεις που καθορίζονται στίς προηγούμενες παραγράφους. Τό μέλος αυτό λαμβάνει τό ταχύτερο δυνατό μέτρα γιά νά συμβιδάσει τίς ύποχρεώσεις αυτές μέ τίς διατάξεις των παραγράφων 1 καί 2 του παρόντος άρθρου καί εκθέτει λεπτομερώς στό συμβούλιο τή φύση των ύποχρεώσεων αυτών καί τά μέτρα που έλαβε γιά νά άμβλύνει ή νά εξαλείψει τήν αντίθεση.

5. Άν μέλος εισαγωγής δέν συμμορφώνεται πρós τίς διατάξεις του παρόντος άρθρου, τό συμβούλιο δύναται νά άναστέλλει καί τό δικαίωμα ψήφου του, στό συμβούλιο καί τό δικαίωμά του νά ψηφίζει αυτοπροσώπως ή δι' έξουσιοδότησεως στην εκτελεστική επιτροπή.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VIII

ΑΛΛΕΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 46

Μέτρα σχετικά μέ τό μεταποιημένο καφέ

1. Τά μέλη άναγνωρίζουν ότι οί υπό ανάπτυξη χώρες έχουν ανάγκη διευρύνσεως των βάσεων τής οικονομίας τους, ιδίως διά τής εκβιομηχανίσεως καί τής

έξαγωγής βιομηχανικών προϊόντων συμπεριλαμβανομένης και της μεταποίησης του καφέ και της εξαγωγής μεταποιημένου καφέ.

2. Έν προκειμένω τά μέλη αποφεύγουν νά λαμβάνουν κυβερνητικά μέτρα, τά όποια θά ήδύναντο νά αποδιοργανώσουν τόν τομέα του καφέ άλλων μελών.

3. Άν μέλος θεωρεί ότι δέν τηρούνται οί διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, διαβουλεύεται μέ τά άλλα ενδιαφερόμενα μέλη, λαμβάνοντας δεόντως υπόψη τίς διατάξεις του άρθρου 57. Τά ενδιαφερόμενα μέλη προσπαθούν νά επιτύχουν φιλικό διακανονισμό επί διμερούς βάσεως. Άν οί διαβουλεύσεις αυτές δέν οδηγήσουν σέ μία ικανοποιητική λύση γιά τά έν λόγω μέλη, κάθε μέρος δύναται νά φέρει τό θέμα ενώπιον του συμβουλίου σύμφωνα μέ τό άρθρο 58.

4. Καμία διάταξη της παρούσης συμφωνίας δέν θίγει τό δικαίωμα κάθε μέλους νά λαμβάνει τά αναγκαία μέτρα γιά τήν πρόληψη, και επανόρθωση αποδιοργάνωσης στον τομέα του καφέ από εισαγωγές μεταποιημένου καφέ.

Άρθρον 47

Προβολή και προώθηση

1. Τά μέλη αναλαμβάνουν νά ενθαρρύνουν τήν κατανάλωση του καφέ μέ κάθε δυνατό τρόπο. Γιά τό σκοπό αυτόν, ιδρύεται ταμείο προβολής και προώθησης πού έχει σά στόχο τήν προώθηση της καταναλώσεως στις χώρες εισαγωγής μέ όλα τά κατάλληλα μέσα, χωρίς νά λαμβάνεται υπόψη ή καταγωγή, ό τύπος ή ή ονομασία του καφέ, και τήν επίτευξη και διατήρηση της υψηλότερης δυνατής ποιότητας και γνησιότητας του αφεψήματος αυτού.

2. Τό ταμείο προβολής και προώθησης διαχειρίζεται επιτροπή. Η συμμετοχή στο ταμείο περιορίζεται σέ μέλη πού συμβάλλουν στη χρηματοδότησή του.

3. Κατά τή διάρκεια των έτών καφέ 1976/1977 και 1977/1978 τό ταμείο χρηματοδοτείται από υποχρεωτική εισφορά επί των ενσήμων εξαγωγής ή των ισοδυνάμων άδειών εξαγωγής, ή όποια καταβάλλεται από μέλη εξαγωγής από 1ης Οκτωβρίου 1976. Η εισφορά αυτή άνέρχεται σέ 5 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ανά σάκκο γιά τά μέλη πού άπαριθμούνται στο παράρτημα 1 και των όποιων ή άρχική έτησία ποσόστωση εξαγωγής είναι κατώτερη των 100 000 σάκκων· σέ 10 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ανά σάκκο γιά τά μέλη πού άπαριθμούνται στο παράρτημα 1 και των όποιων ή άρχική έτησία ποσόστωση εξαγωγής είναι ίση ή άνώτερη των 100 000 σάκκων, άλλα κατώτερη των 400 000 σάκκων, και σέ 25 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ανά σάκκο γιά όλα τά υπόλοιπα μέλη εξαγωγής. Τό ταμείο δύναται

έπίσης νά χρηματοδοτηθεί από προαιρετικές εισφορές άλλων μελών υπό όρους πού έγκρίνονται από τήν επιτροπή.

4. Η επιτροπή δύναται νά αποφασίζει ανά πάσα στιγμή τήν είσπραξη υποχρεωτικής εισφοράς κατά τή διάρκεια του τρίτου έτους καφέ και των επομένων έτών καφέ, άν χρειάζεται συμπληρωματικούς πόρους γιά τήν εκπλήρωση των υποχρεώσεων δυνάμει της παραγράφου 7 του παρόντος άρθρου. Δύναται όμως νά αποφασίσει νά δέχεται εισφορές από άλλα μέλη υπό όρους πού έγκρίνει.

5. Οί πόροι του ταμείου χρησιμοποιούνται κυρίως γιά τή χρηματοδότηση έκστρατειών προβολής και προώθησης στις χώρες μέλη εισαγωγής.

6. Τό ταμείο δύναται νά αναθέσει και μελέτες σχετικές μέ τήν κατανάλωση του καφέ.

7. Τά μέλη εισαγωγής ή οί έμπορικές ενώσεις στις χώρες μέλη εισαγωγής, πού γίνονται δεκτές από τήν επιτροπή, δύναται νά υποβάλλουν προτάσεις γιά τίς έκστρατείες προβολής και προώθησεως του καφέ. Τό ταμείο δύναται νά χρηματοδοτήσει μέχρι 50% του κόστους των έκστρατειών αυτών. Όταν μία έκστρατεία έγκρίνεται, τό ποσοστό της συνεισφοράς της επιτροπής παραμένει αναλλοίωτο. Η διάρκεια των έκστρατειών δύναται νά υπερβεί τό ένα έτος άλλα δέν είναι άνώτερη των πέντε έτών.

8. Η πληρωμή πού αναφέρεται στην παράγραφο 3 πραγματοποιείται έναντι παραδόσεως των ενσήμων εξαγωγής καφέ ή ισοδυνάμων άδειών εξαγωγής. Οί κανόνες περί της εφαρμογής συστήματος πιστοποιητικών καταγωγής πρέπει δυνάμει του άρθρου 43 νά περιέχουν διατάξεις περί της καταβολής της εισφοράς πού αναφέρεται στην παράγραφο 3.

9. Η εισφορά πού αναφέρεται στις παραγράφους 3 και 4 είναι πληρωτέα σέ δολάρια ΗΠΑ στον έκτελεστικό διευθυντή πού καταθέτει τά προκύπτοντα κεφάλαια σέ ειδικό λογαριασμό μέ τήν ονομασία λογαριασμός ταμείου προβολής και προώθησεως.

10. Η επιτροπή έλέγχει όλα τά κατατεθειμένα στο ταμείο προβολής και προώθησεως κεφάλαια. Τό ταχύτερο δυνατό μετά τό κλείσιμο κάθε οικονομικού έτους, υποβάλλεται στην επιτροπή γιά έγκριση κατάσταση των εσόδων και εξόδων του ταμείου προβολής και προώθησεως κατά τή διάρκεια του έν λόγω οικονομικού έτους, ή όποια έχει έλεγχθεί υπό άναγνωρισμένου έμπειρογνώμονος. Οί λογαριασμοί, άφού έγκριθούν από τήν επιτροπή διαβιβάζονται στο συμβούλιο πρós ένήμερωση.

11. Ο έκτελεστικός διευθυντής είναι και πρόεδρος της επιτροπής και συντάσσει σέ τακτικά χρονικά διαστήματα άναφορά πρós τό συμβούλιο περί των δραστηριοτήτων της επιτροπής.

12. Οί διοικητικές δαπάνες πού προκύπτουν από τήν εφαρμογή του παρόντος άρθρου καθώς και εκείνες πού έχουν σχέση μέ τίς δραστηριότητες προβολής και προωθήσεως θαρύνουν τό ταμείο προβολής και προωθήσεως.

13. Ή επιτροπή καταρτίζει τό καταστατικό της.

Άρθρο 48

Έξάλειψη τών εμποδίων στήν κατανάλωση

1. Τά μέλη αναγνωρίζουν τήν εξαιρετική σπουδαιότητα μιάς όσο τό δυνατό ταχύτερας και μεγαλύτερας αύξησεως της καταναλώσεως του καφέ ιδίως διά της προοδευτικής εξαλείψεως τών εμποδίων πού δύνανται νά παρακωλύσουν τήν ανάπτυξη αυτή.

2. Τά μέλη αναγνωρίζουν ότι όρισμένα μέτρα πού εφαρμόζονται επί του παρόντος δύνανται, σέ μεγαλύτερο ή μικρότερο βαθμό, νά παρεμποδίσουν τήν αύξηση της καταναλώσεως του καφέ, ιδίως δέ:

- α) όρισμένα καθεστώτα εισαγωγής καφέ συμπεριλαμβανομένων τών προτιμειαικών ή άλλων δασμών, τών ποσοστώσεων, τών πράξεων τών κρατικών μονοπωλίων ή τών επισήμων όργανισμών αγοράς και άλλοι διοικητικοί κανόνες ή εμπορικές μέθοδοι.
- β) όρισμένα καθεστώτα εξαγωγής σχετικά μέ τίς άμεσες και έμμεσες επιδοτήσεις και άλλοι διοικητικοί κανόνες ή εμπορικές μέθοδοι.
- γ) όρισμένοι έσωτερικοί όροι του εμπορίου και έσωτερικές νομοθετικές και διοικητικές διατάξεις δυνάμενες νά επηρεάσουν τήν κατανάλωση.

3. Λαμβανομένων υπόψη τών προαναφερθέντων στόχων και τών διατάξεων της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου, τά μέλη καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια για τή μείωση τών δασμών επί του καφέ ή για τή λήψη άλλων μέτρων, προκειμένου νά εξαλείψουν τά εμπόδια στην αύξηση της καταναλώσεως.

4. Λαμβάνοντας υπόψη τό κοινό τους συμφέρον, τά μέλη αναλαμβάνουν νά αναζητήσουν μέσα, διά τών όποιων δύνανται νά μειωθούν προοδευτικά τά εμπόδια στην ανάπτυξη του εμπορίου και της καταναλώσεως, τά όποια αναφέρονται στην παράγραφο 2 και, ένδεχομένως, νά εξαλειφθούν κατά τό μέτρο του δυνατού, ή διά τών όποιων δύνανται νά μειωθούν ούσιωδώς οι επιπτώσεις τους.

5. Λαμβάνοντας υπόψη τίς, υπό τούς όρους της παραγράφου 4, άνειλημμένες υποχρεώσεις, τά μέλη ένημερώνουν κάθε έτος τό συμβούλιο περί τών μέτρων πού έλαβαν για τήν εφαρμογή τών διατάξεων του παρόντος άρθρου.

6. Ο έκτελεστικός διευθυντής έτοιμάζει κατά τακτικά χρονικά διαστήματα μελέτη τών εμποδίων στην ανάπτυξη της καταναλώσεως, ή όποια εξετάζεται από τό συμβούλιο.

7. Για νά επιτευχθούν οι στόχοι πού αναφέρονται στο παρόν άρθρο, τό συμβούλιο δύναται νά άπευθύνει συστάσεις προς τά μέλη, πού ένημερώνουν τό ταχύτερο δυνατό τό συμβούλιο περί τών μέτρων πού έλαβαν για νά εφαρμόσουν τίς έν λόγω συστάσεις.

Άρθρο 49

Μείγματα και υποκατάστατα

1. Τά μέλη δέν διατηρούν σέ ισχύ οίαδήποτε ρύθμιση πού άπαιτεί τή μείξη, έπεξεργασία ή χρησιμοποίηση του καφέ μέ άλλα προϊόντα, μέ σκοπό τήν πώλησή τους στο έμπόριο μέ τήν όνομασία του καφέ. Τά μέλη καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια για τήν άπαγόρευση της πωλήσεως και της διαφημίσεως, μέ τό όνομα του καφέ, προϊόντων πού περιέχουν λιγότερο από τό ισόδυναμο του 90% άφρύκτου καφέ σάν πρώτη ύλη βάσεως.

2. Τό συμβούλιο δύναται νά ζητήσει από μία χώρα μέλος νά λάβει τά αναγκαία μέτρα για νά εξασφαλίσει τήν τήρηση τών διατάξεων του παρόντος άρθρου.

3. Ο έκτελεστικός διευθυντής υποβάλλει τακτικά στο συμβούλιο έκθεση της τηρήσεως τών διατάξεων του παρόντος άρθρου.

Άρθρον 50

Πολιτική παραγωγής

1. Για νά διευκολυνθεί ή επίτευξη του στόχου πού καθορίζεται στο άρθρο 1 παράγραφος 1, τά μέλη εξαγωγής αναλαμβάνουν νά καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια για νά υιοθετήσουν και νά εφαρμόσουν μία πολιτική παραγωγής.

2. Τό συμβούλιο δύναται, για νά συντονίσει τήν πολιτική παραγωγής πού αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, νά καθορίσει όρισμένες διαδικασίες. Οί διαδικασίες αυτές δύνανται νά περιλαμβάνουν κατάλληλα μέτρα διαφοροποίησης ή ένθαρρύνσεως προς διαφοροποίηση, καθώς και τά μέσα μέ τά όποια τά μέλη δύνανται νά λάβουν τεχνική και οικονομική βοήθεια.

3. Τό συμβούλιο δύναται νά καθορίσει εισφορά πληρωτέα υπό τών μελών εξαγωγής, ή όποια θά επιτρέψει στον Όργανισμό νά πραγματοποιήσει τίς κατάλληλες τεχνικές μελέτες για νά βοηθήσει τά μέλη εξαγωγής νά λάβουν τά αναγκαία μέτρα προς εφαρμογή πρόσφορης πολιτικής παραγωγής. Ή εισφορά αυτή δέν δύναται νά υπερβεί τά 2 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ανά εξαγόμενο σάκκο προς χώρες μέλη εισαγωγής και είναι πληρωτέα σέ μετατρέψιμο νόμισμα.

*Άρθρο 51

Πολιτική επί των αποθεμάτων καφέ

1. Προς συμπλήρωση των διατάξεων του κεφαλαίου VII και του άρθρου 50 το συμβούλιο θεσπίζει με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων, την πολιτική επί των αποθεμάτων καφέ στις χώρες μέλη παραγωγής.
2. Το συμβούλιο λαμβάνει μέτρα για να εξακριβώνει κάθε έτος, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 35, τον όγκο των αποθεμάτων καφέ που κατέχουν μεμονωμένα τα μέλη εξαγωγής. Τα ενδιαφερόμενα μέλη διευκολύνουν την έτησια αυτή έρευνα.
3. Τα μέλη παραγωγής μεριμνούν ώστε να υπάρχουν στις χώρες τους οι κατάλληλες εγκαταστάσεις για την κανονική αποθήκευση των αποθεμάτων καφέ.
4. Το συμβούλιο μελετά τις δυνατότητες να συμβάλει στην επίτευξη των στόχων της παρούσης συμφωνίας διά διευθετήσεως που αφορά το διεθνές απόθεμα.

*Άρθρον 52

Συνεργασία με τους εμπορευομένους

1. Ο Όργανισμός διατηρεί στενή επαφή με τους σχετικούς μη κυβερνητικούς οργανισμούς που ασχολούνται με το διεθνές εμπόριο του καφέ και με εμπειρογνώμονες σε θέματα καφέ.
2. Τα μέλη ασκούν τις δραστηριότητες τους εντός του πλαισίου της παρούσης συμφωνίας κατά τρόπο σύμφωνο με τους καθιερωμένους τρόπους διεξαγωγής του εμπορίου και απέχουν από διακριτικές μεθόδους πωλήσεων. Κατά την άσκηση των δραστηριοτήτων αυτών καταβάλλουν κάθε δυνατή προσπάθεια για να λαμβάνουν δεόντως υπόψη τα νόμιμα συμφέροντα του εμπορίου καφέ.

*Άρθρον 53

Ένημέρωση

1. Ο Όργανισμός χρησιμεύει ως κέντρο για τη συγχέντρωση και δημοσίευση:
 - α) των στατιστικών στοιχείων επί της παγκοσμίου παραγωγής, των τιμών, των εξαγωγών και των εισαγωγών, της διανομής και της καταναλώσεως του καφέ, και
 - β) τεχνικών στοιχείων επί της καλλιέργειας, επεξεργασίας και χρησιμοποιήσεως του καφέ, εφ' όσον θεωρείται σκόπιμο.

2. Το συμβούλιο δύναται να ζητήσει από τα μέλη να του παρέχουν τα στοιχεία που θεωρεί αναγκαία για τη δραστηριότητά του, συμπεριλαμβανομένων τακτικών στατιστικών εκθέσεων επί της παραγωγής, των τάσεων της παραγωγής, των εξαγωγών και εισαγωγών, της διανομής, της καταναλώσεως, των αποθεμάτων, των τιμών και της φορολογίας· δεν δημοσιεύεται πάντως κανένα στοιχείο που θα απεκάλυπτε την ταυτότητα των δραστηριοτήτων ατόμων ή εταιρειών που παράγουν, επεξεργάζονται ή εμπορεύονται καφέ. Τα μέλη κοινοποιούν με όσο το δυνατό λεπτομερή και ακριβή μορφή τα στοιχεία που τους ζητήθηκαν.

3. Αν μέλος παρέλειψε να παράσχει ή δυσκολεύεται να παράσχει εντός εύλογου προθεσμίας τα στατιστικά ή άλλα στοιχεία που ζητήθηκαν από το συμβούλιο για την καλή λειτουργία του Οργανισμού, το συμβούλιο δύναται να απαιτήσει από το εν λόγω μέλος να εξηγήσει τους λόγους της παραλείψεως αυτής. Αν το συμβούλιο διαπιστώσει ότι πρέπει εν προκειμένω να χορηγήσει τεχνική βοήθεια, δύναται να λάβει τα αναγκαία μέτρα.

4. Εκτός των μέτρων που προβλέπονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, ο έκτελεστικός διευθυντής δύναται, κατόπιν προσηκούσης κοινοποίησής και εκτός αντιθέτου γνώμης του συμβουλίου, να αναστείλει την έκδοση των ενσήμων καφέ ή άλλων ισοδυνάμων άδειων εξαγωγής, σύμφωνα προς τις διατάξεις του άρθρου 43.

*Άρθρο 54

Μελέτες

1. Το συμβούλιο δύναται να προωθήσει μελέτες που αφορούν τις οικονομικές συνθήκες της παραγωγής και της διανομής του καφέ, την επίπτωση των κυβερνητικών μέτρων στις χώρες παραγωγής και στις χώρες καταναλώσεως επί της παραγωγής και καταναλώσεως καφέ, τη δυνατότητα αύξησης της καταναλώσεως του καφέ για τις παραδοσιακές και ένδεχόμενες για νέες χρήσεις και τα αποτελέσματα της εφαρμογής της παρούσης συμφωνίας στις χώρες παραγωγής και καταναλώσεως καφέ, σε ό,τι αφορά κυρίως τους όρους συναλλαγών τους.

2. Ο Όργανισμός δύναται να εξετάσει τη δυνατότητα καθιέρωσης ελαχίστων κανόνων για τις εξαγωγές καφέ από μέλη παραγωγής.

*Άρθρο 55

Ειδικό ταμείο

1. Ιδρύεται ειδικό ταμείο για να επιτρέπει στον Όργανισμό τη λήψη και τη χρηματοδότηση των ανα-

γκαιών συμπληρωματικών μέτρων για την εξασφάλιση της εφαρμογής των σχετικών διατάξεων της παρούσης συμφωνίας από της θέσεώς της σε ισχύ ή όσο το δυνατό συντομότερα.

2. Οι πληρωμές προς το ταμείο συνίστανται σε εισφορά 2 σέντς δολλαρίου ΗΠΑ ανά σάκκο καφέ που εξάγεται προς μέλη εισαγωγής, πληρωτέα από τα μέλη εξαγωγής από της θέσεως σε ισχύ της παρούσης συμφωνίας, εκτός αν το συμβούλιο αποφασίσει να μειώσει ή να αναστείλει την εισφορά αυτή.

3. Η εισφορά που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου είναι πληρωτέα σε δολάρια ΗΠΑ στον εκτελεστικό διευθυντή έναντι παραδόσεως ενσήμων εξαγωγής καφέ ή εκδόσεως ισοδυνάμων άδειων εξαγωγής. Οι κανόνες περί της εφαρμογής συστήματος πιστοποιητικών καταγωγής πρέπει να περιέχουν σύμφωνα με το άρθρο 43 διατάξεις σχετικές με την πληρωμή της εισφοράς αυτής.

4. Με την επιφύλαξη της εγκρίσεως του συμβουλίου, ο εκτελεστικός διευθυντής εξουσιοδοτείται να αναλαμβάνει από το ταμείο τα αναγκαία ποσά για την κάλυψη των εξόδων που προκύπτουν από την εφαρμογή του συστήματος των πιστοποιητικών καταγωγής που αναφέρεται στο άρθρο 43, των δαπανών που συνδέονται με τον έλεγχο των αποθεμάτων που πραγματοποιείται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 51 παράγραφος 2, και των εξόδων για τη βελτίωση του εφαρμοζομένου συστήματος για τη συγκέντρωση και διαβίβαση των στατιστικών στοιχείων που αναφέρονται στο άρθρο 53.

5. Κατά το μέτρο του δυνατού, αν και διακρίνεται από το διοικητικό προϋπολογισμό, ή διαχείριση και διοίκηση του ταμείου γίνεται κατ' ανάλογο τρόπο με το διοικητικό προϋπολογισμό και υπόκειται σε έτήσιο έλεγχο, υπό ανεγνωρισμένου έμπειρογνώμονος, όπως προβλέπεται για τους λογαριασμούς του Οργανισμού στο άρθρο 27.

*Άρθρο 56

*Απαλλαγές

1. Το συμβούλιο δύναται, με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων, να απαλλάξει μέλος από υποχρέωση λόγω εξαιρετικών περιστάσεων, ή περιπτώσεων εκτάκτου ανάγκης, ανώτερης βίας, συνταγματικών υποχρεώσεων, ή διεθνών υποχρεώσεων που απορρέουν από το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών για εδάφη που τελούν υπό καθεστώς κηδεμονίας.

2. Όταν απαλλάσσει μέλος, από υποχρέωσή του, το συμβούλιο καθορίζει ρητώς τις προϋποθέσεις, τούς όρους και τη διάρκεια της απαλλαγής αυτής.

3. Το συμβούλιο δεν λαμβάνει υπόψη αίτηση απαλλαγής από υποχρεώσεις σχετικές με τις ποσοστώσεις, ή όποια βασίζεται στην ύπαρξη, σε χώρα μέλος, κατά τη διάρκεια ενός ή περισσότερων ετών, εξαγωγίμης παραγωγής υπερβαίνουσας τις εξαγωγές που επιτρέπονται στο μέλος αυτό ή ή όποια αποτελεί συνέπεια της μη τηρήσεως υπό του μέλους των διατάξεων των άρθρων 50 και 51.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΧ

ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΙΣ, ΔΙΑΦΟΡΕΣ, ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ

*Άρθρο 57

Διαβουλεύσεις

Κάθε μέλος εξετάζει ευμένως τις παρατηρήσεις, τις όποιες δύναται τυχόν να υποβάλει άλλο μέλος επί παντός ζητήματος σχετικού με την παρούσα συμφωνία και δέχεται κάθε σχετική διαβούλευση. Κατά τη διάρκεια της διαβουλεύσεως αυτής, κατόπιν αίτησεως του ενός μέρους και με τη συναίνεση του άλλου, ο εκτελεστικός διευθυντής συνιστά ανεξάρτητη επιτροπή που παρέχει τις καλές της υπηρεσίες για να επιτευχθεί συμβιβασμός. Τα έξοδα της επιτροπής δεν βαρύνουν τον Οργανισμό. Αν ένα από τα μέρη δεν συμφωνεί με τη σύσταση της επιτροπής από τον εκτελεστικό διευθυντή ή αν η διαβούλευση δεν οδηγήσει σε λύση, ή υπόθεση δύναται να αναπεμφθεί ενώπιον του συμβουλίου σύμφωνα με το άρθρο 58. Αν η διαβούλευση καταλήξει σε λύση, υποβάλλεται σχετική αίτηση στον εκτελεστικό διευθυντή, ο οποίος τη διαβιβάζει σε όλα τα μέλη.

*Άρθρο 58

Διαφορές και καταγγελίες

1. Κάθε διαφορά σχετική με την έρμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσης συμφωνίας που δεν επιλύεται με διαπραγματεύσεις φέρεται, κατόπιν αίτησεως κάθε μέλους που είναι διάδικος στη διαφορά, ενώπιον του συμβουλίου για να λάβει απόφαση.

2. Όταν μία διαφορά φέρεται ενώπιον του συμβουλίου σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, ή πλειοψηφία των μελών ή μέλη που διαθέτουν τουλάχιστον το ένα τρίτο του συνόλου των ψήφων δύναται να ζητήσουν από το συμβούλιο να λάβει, κατόπιν συζητήσεως της υποθέσεως και πριν καταστήσει γνωστή την απόφασή του, τη γνώμη της αναφερομένης στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου συμβουλευτικής επιτροπής επί των ζητημάτων που αποτελούν αντικείμενο της διαφοράς.

3. α) Ἐκτός ἀντιθέτου ὁμοφώνου ἀποφάσεως τοῦ συμβουλίου, ἡ ἐπιτροπὴ αὐτὴ ἀποτελεῖται ἀπὸ:

ι) δύο πρόσωπα πού ὀρίζονται ἀπὸ τὰ μέλη ἐξαγωγῆς, ἀπὸ τὰ ὁποῖα τὸ ἓνα διαθέτει μεγάλη πείρα στὰ θέματα τῆς διαφωνίας καὶ τὸ ἄλλο διαθέτει κῦρος καὶ πείρα σέ νομικά ζητήματα,

ιι) δύο πρόσωπα πού ὀρίζονται ἀπὸ τὰ μέλη εἰσαγωγῆς, σύμφωνα μέ τὰ ἴδια κριτήρια,

ιιι) ἓνα πρόεδρο πού ἐκλέγεται ὁμόφωνα ἀπὸ τὰ τέσσερα πρόσωπα πού ὀρίζονται δυνάμει τῶν ὑποπεριπτώσεων (ι) καὶ (ιι) ἢ, σέ περίπτωση διαφωνίας, ἀπὸ τὸν πρόεδρο τοῦ συμβουλίου.

- β) Πρόσωπα ἀπὸ χώρες πού εἶναι συμβαλλόμενα μέρη στὴν παρούσα συμφωνία δύνανται νὰ συμμετέχουν στὴ συμβουλευτικὴ ἐπιτροπὴ.

- γ) Τὰ μέλη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐνεργοῦν ὑπὸ τὴν προσωπικὴ τους ιδιότητα καὶ χωρὶς νὰ λαμβάνουν ὑποδείξεις ἀπὸ καμία κυβέρνηση.

- δ) Οἱ δαπάνες τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς βαρύνουν τὸν Ὄργανισμό.

4. Ἡ αἰτιολογημένη γνώμη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται στὸ συμβούλιο πού λαμβάνει ἀπόφαση ἐπὶ τῆς διαφορᾶς, ἀφοῦ λάβει ὑπ' ὄψη ὅλα τὰ σχετικὰ πληροφοριακά στοιχεία.

5. Τὸ συμβούλιο ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς διαφορᾶς, τῆς ὁποίας ἐπιλαμβάνεται ἐντὸς τῶν ἑξή μηνῶν πού ἔπονται τῆς ἡμερομηνίας πού τοῦ ὑπεβλήθη.

6. Κάθε καταγγελία ὅτι μέλος δέν ἐξεπλήρωσε τὶς ὑποχρεώσεις πού τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία φέρεται, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ καταγγέλλοντος μέλους, ἐνώπιον τοῦ συμβουλίου πρὸς ἀπόφαση.

7. Γιά νὰ διαπιστωθεῖ ὅτι μέλος παρεβίασε τὶς ὑποχρεώσεις, τὶς ὁποῖες τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία εἶναι ἀναγκαῖα ἡ ἀπλὴ κατανεμημένη πλειοψηφία. Κάθε διαπίστωση παραβάσεως τῆς συμφωνίας ὑπὸ μέλους πρέπει νὰ καθορίζει τὴ φύση τῆς παραβάσεως.

8. Ἄν τὸ συμβούλιο διαπιστώσει ὅτι μέλος παρεβίασε τὶς ὑποχρεώσεις, τὶς ὁποῖες τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παρούσα συμφωνία, δύνανται, μέ τὴν ἐπιφύλαξη ἄλλων ἀναγκαστικῶν μέτρων πού προβλέπονται σέ ἄλλα ἄρθρα τῆς συμφωνίας, μέ κατανεμημένη πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων, νὰ ἀναστείλει τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ μέλους στὸ συμβούλιο, καὶ τὸ δικαίωμα νὰ ψηφίζει αὐτοπροσώπως ἢ δι' ἐξουσιοδοτήσεως στὴν ἐκτελεστικὴ ἐπιτροπὴ, μέχρι νὰ ἐκπληρώσει τὶς ὑποχρεώσεις του. ἢ δύνανται νὰ ἀποφασίσουν τὸν ἀποκλεισμό τοῦ μέλους αὐτοῦ ἀπὸ τὸν ὄργανισμό δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 66.

9. Μέλος δύνανται νὰ ζητήσῃ προηγούμενη γνώμη τῆς ἐκτελεστικῆς ἐπιτροπῆς σέ περίπτωση διαφορᾶς ἢ καταγγελίας, πρὶν ἐξετασθεῖ τὸ ζήτημα ἀπὸ τὸ συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Χ

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 59

Ὑπογραφή

Ἡ παρούσα συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ, στὴν ἔδρα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν, ἀπὸ τὴν 31η Ἰανουαρίου 1976 μέχρι καὶ τὴν 31η Ἰουλίου 1976, πρὸς ὑπογραφή ἀπὸ τὰ συμβαλλόμενα μέρη στὴ διεθνή συμφωνία τοῦ 1968 γιά τὸν καφέ, ὅπως αὐτὴ παρτάθη διὰ πρωτοκόλλου, καθὼς καὶ ἀπὸ τὶς κυβερνήσεις πού ἐκλήθησαν στίς συνόδους τοῦ διεθνούς συμβουλίου καφέ πού συνεκλήθησαν μέ σκοπὸ τὴ διαπραγμάτευση τῆς διεθνούς συμφωνίας τοῦ 1976 γιά τὸν καφέ.

Ἄρθρο 60

Κύρωση, ἀποδοχή, ἔγκριση

1. Ἡ παρούσα συμφωνία ὑπόκειται σέ κύρωση, ἀποδοχή ἢ ἔγκριση ὑπὸ τῶν ὑπογραφουσῶν κυβερνήσεων, σύμφωνα μέ τὶς συνταγματικές διαδικασίες τους.

2. Ἐκτός τῶν περιπτώσεων πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 61, τὰ ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν τὸ βραδύτερο μέχρι τὴν 30ῃ Σεπτεμβρίου 1976. Τὸ συμβούλιο δύνανται πάντως νὰ χορηγήσῃ παρατάσεις προθεσμίας στίς ὑπογράφουσες κυβερνήσεις πού δέν εἶναι σέ θέση νὰ καταθέσουν τὰ ἔγγραφα τους κατὰ τὴν ἡμερομηνία αὐτή.

Ἄρθρο 61

Ἐναρξη ἰσχύος

1. Ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης συμφωνίας ἀρχεῖται ὀριστικὰ τὴν 1η Ὀκτωβρίου 1976, ἂν κατὰ τὴν ἡμερομηνία αὐτὴ ἔχουν καταθέσει τὰ ἔγγραφα κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, κυβερνήσεις πού ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον εἴκοσι μέλη ἐξαγωγῆς, τὰ ὁποῖα διαθέτουν τουλάχιστον 80% τῶν ψήφων τῶν μελῶν ἐξαγωγῆς, καὶ τουλάχιστον δέκα μέλη εἰσαγωγῆς πού διαθέτουν τουλάχιστον 80% τῶν ψήφων τῶν μελῶν εἰσαγωγῆς.

γής, σύμφωνα με την κατανομή που ορίζεται στο παράρτημα 2. Άλλως ή συμφωνία τίθεται οριστικά σε ισχύ ανά πάσα στιγμή μετά την 1η Οκτωβρίου 1976, αν ισχύει προσωρινά, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, και αν πληρούνται οι περι ποσοστού δροι διά της καταθέσεως των εγγράφων κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως.

2. Η παρούσα συμφωνία δύναται να τεθεί προσωρινά σε ισχύ την 1η Οκτωβρίου 1976. Για το σκοπό αυτό, αν υπογράφουσα κυβέρνηση ή κάθε άλλο συμβαλλόμενο μέρος στη διεθνή συμφωνία του 1968 για τον καφέ, όπως αυτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου, κοινοποιήσει στο Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών, ο οποίος λαμβάνει την κοινοποίηση αυτή το βραδύτερο μέχρι την 30ή Σεπτεμβρίου 1976, ότι αναλαμβάνει να εφαρμόσει προσωρινά την παρούσα συμφωνία και να εξασφαλίσει το ταχύτερο δυνατό την κύρωση, αποδοχή ή έγκριση σύμφωνα με τη συνταγματική του διαδικασία, θεωρείται ότι η κοινοποίηση αυτή έχει ισουναμο αποτέλεσμα με εγγραφο κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως. Κυβέρνηση που αναλαμβάνει να εφαρμόσει προσωρινά την παρούσα συμφωνία εν άναμονή της καταθέσεως εγγράφου κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως θεωρείται προσωρινό συμβαλλόμενο μέρος στη συμφωνία μέχρι να κατατεθεί ια εγγραφα κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως ή μέχρι και την 31η Δεκεμβρίου 1976, αναλόγως ποιά ήμερομηνία είναι πλησιέστερη. Το συμβούλιο δύναται να χορηγήσει παράταση της προθεσμίας, κατά τη διάρκεια της οποίας μία κυβέρνηση που εφαρμόζει προσωρινά την παρούσα συμφωνία δύναται να καταθέσει το έγγραφο κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως.

3. Αν η ισχύς της παρούσης συμφωνίας δεν άρχεται οριστικά ή προσωρινά την 1η Οκτωβρίου 1976 σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 1 ή 2 του παρόντος άρθρου, οι κυβερνήσεις που έχουν καταθέσει έγγραφα κυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως ή που έχουν άπευθύνει κοινοποιήσεις σύμφωνα με τις οποίες αναλαμβάνουν να εφαρμόσουν προσωρινά την παρούσα συμφωνία και να εξασφαλίσουν την κύρωση, αποδοχή ή έγκριση, δύναται να αποφασίσουν διά κοινής συμφωνίας να τεθεί ή συμφωνία άμοιβαίως σε ισχύ. Όμοίως, αν ή συμφωνία έτέθη την 31 Δεκεμβρίου 1976 προσωρινά αλλά όχι οριστικά σε ισχύ, οι κυβερνήσεις που έχουν καταθέσει έγγραφα κυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως ή που έχουν άπευθύνει τις άναφερόμενες στην παράγραφο 2 κοινοποιήσεις, δύναται να αποφασίσουν διά κοινής συμφωνίας να παραμείνει ή συμφωνία προσωρινά σε ισχύ ή να τεθεί οριστικά και άμοιβαίως σε ισχύ.

Άρθρο 62

Προσχώρηση

1. Η κυβέρνηση κάθε Κράτους μέλους του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών ή μέλους ενός από τους

ειδικευμένους οργανισμούς του δύναται, πριν ή μετά την έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας, να προσχωρήσει στη συμφωνία υπό τους όρους που καθορίζει το συμβούλιο.

2. Τά έγγραφα προσχωρήσεως κατατίθενται στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών. Η προσχώρηση άποκτά ένεργεια με την κατάθεση του εγγράφου.

Άρθρο 63

Επιφυλάξεις

Ούδεμία από τις διατάξεις της συμφωνίας δύναται να άποτελέσει άντικείμενο επιφυλάξεων.

Άρθρο 64

Έφαρμογή στα καθορισμένα έδάφη

1. Κάθε κυβέρνηση δύναται, κατά την ύπογραφή ή την κατάθεση εγγράφου άπικυρώσεως, άποδοχής, έγκρίσεως ή προσχωρήσεως ή μεταγενέστερα να δηλώσει, διά κοινοποίησεως προς τον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών, ότι ή παρούσα συμφωνία εφαρμόζεται σε έδάφη, για τις διεθνείς σχέσεις των οποίων είναι υπεύθυνη. Η συμφωνία εφαρμόζεται στα έδάφη που άναφέρονται στην κοινοποίηση από την ήμερομηνία της κοινοποίησεως.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που επιθυμεί να άσκήσει σε σχέση προς ένα από τά έδάφη, για τις διεθνείς σχέσεις των οποίων είναι υπεύθυνο, τό δικάίωμα που του παρέχει τό άρθρο 5 ή που επιθυμεί να έξουσιοδοτήσει τό έδαφος αυτό να συμμετάσχει σε όμάδα μέλος συσταθείσα δυνάμει των άρθρων 6 ή 7, δύναται να τό πραγματοποιήσει άπευθύνοντας στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών είτε κατά την κατάθεση του εγγράφου κυρώσεως, άποδοχής, έγκρίσεως ή προσχωρήσεως, είτε μεταγενέστερα, σχετική κοινοποίηση.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που έχει προδεί σε δήλωση σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου δύναται μεταγενέστερα να δηλώσει διά κοινοποίησεως ανά πάσα στιγμή στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών ότι ή παρούσα συμφωνία παύει να εφαρμόζεται στο έδαφος που άναφέρεται στην κοινοποίηση. Η παρούσα συμφωνία παύει να ισχύει στο έδαφος αυτό από την ήμερομηνία της κοινοποίησεως.

4. Όταν έδαφος, στο όποιο εφαρμόζετο ή παρούσα συμφωνία σύμφωνα με την παράγραφο 1, άκολουθως άποκτήσει την άνεξαρτησία του, ή κυβέρνηση του νέου Κράτους δύναται, διά κοινοποίησεως, εντός 90 ήμερών από της κηρύξεως της άνεξαρτησίας, να δηλώσει στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών ότι αναλαμβάνει τά δικαιώματα και τις

υποχρεώσεις συμβαλλομένου μέρους στην παρούσα συμφωνία. Καθίσταται συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα συμφωνία από την ημερομηνία της κοινοποίησης. Τό συμβούλιο δύναται να δώσει παράταση της προδλεπομένης για την κοινοποίηση αυτή προθεσμίας.

Άρθρο 65

Έκουσία αποχώρηση

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος δύναται ανά πάσα στιγμή να αποχωρήσει της παρούσης συμφωνίας, αφού κοινοποιήσει έγγραφως την αποχώρησή του στο Γενικό Γραμματέα του Όργανισμού Ήνωμένων Έθνων. Η αποχώρηση αποκτά ενέργεια 90 ημέρες μετά τη λήψη της κοινοποίησής.

Άρθρο 66

Αποκλεισμός

Αν τό συμβούλιο διαπιστώσει ότι μέλος παρεδίωσε τίς υποχρεώσεις πού τού επιβάλλει ή παρούσα συμφωνία, καί κρίνει επιπλέον ότι ή παραβίαση αυτή θίγει σημαντικά τή λειτουργία της συμφωνίας, δύναται μέ κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων να αποκλείσει τό μέλος αυτό από τόν Όργανισμό. Τό συμβούλιο κοινοποιεί άμέσως τήν απόφαση αυτή στόν Γενικό Γραμματέα τού Όργανισμού Ήνωμένων Έθνων. Ένενήντα ήμέρες μετά τήν απόφαση τού συμβουλίου, τό μέλος αυτό παύει να έχει τήν ιδιότητα μέλους τού Όργανισμού καί, άν τό μέλος αυτό είναι συμβαλλόμενο μέρος, να μετέχει στην παρούσα συμφωνία.

Άρθρο 67

Έκκαθάριση λογαριασμών οέ περίπτωση αποχώρησης ή αποκλεισμού

1. Σέ περίπτωση αποχώρησης ή αποκλεισμού μέλους, τό συμβούλιο έκκαθαρίζει, έφ' όσον συντρέχει λόγος, τούς λογαριασμούς του. Ο Όργανισμός κρατά τά ποσά, τά όποία έχουν ήδη καταβληθεί από τό μέλος πού αποχωρεί ή αποκλείεται, καί τό μέλος υποχρεούται να καταβάλει κάθε ποσό πού όφείλει κατά τήν ημερομηνία, κατά τήν όποία ή αποχώρηση ή ό αποκλεισμός αποκτά ενέργεια· σέ περίπτωση συμβαλλομένου μέρους πού δέν δύναται να δεχθεί τροποποίηση, καί τό όποιο κατά συνέπεια παύει να μετέχει στην παρούσα συμφωνία δύναται τού άρθρου 69 παράγραφος 2, τό συμβούλιο δύναται πάντως να καθορίσει έκκαθάριση λογαριασμών, τήν όποία θεωρεί δίκαιη.

2. Μέλος πού έπαυσε να μετέχει στην παρούσα συμφωνία δέν δικαιούται κανενός μεριδίου τού προϊόντος της έκκαθάρισης ή των στοιχείων ενεργητικού τού Όργανισμού· δέν είναι επίσης υπόχρεο πληρωμής κανενός μέρους τού ένδεχομένου έλλείμματος τού Όργανισμού κατά τή λήξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας.

Άρθρο 68

Διάρκεια καί λήξη της ισχύος

1. Η παρούσα συμφωνία ισχύει για περίοδο έξη έτών μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1982, έφ' όσον δέν παραταθεί δύναμει της παραγράφου 3 τού παρόντος άρθρου ή λήξει ή ισχύς της δύναμει της παραγράφου 4.

2. Κατά τή διάρκεια τού τρίτου έτους μετά τήν έναρξη της ισχύος της συμφωνίας, δηλαδή κατά τή διάρκεια τού έτους καφέ πού λήγει τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1979, τά συμβαλλόμενα μέρη κοινοποιούν στόν Γενικό Γραμματέα τού Όργανισμού Ήνωμένων Έθνων, τήν πρόθεσή τους να συνεχίσουν να μετέχουν στην συμφωνία κατά τά ύπολειπόμενα τρία έτη της διάρκειας ισχύος της. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού δέν έχει κοινοποιήσει, μέχρι τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1979 τήν πρόθεσή του να συνεχίσει να μετέχει στη συμφωνία κατά τά τρία ύπολειπόμενα έτη της διάρκειας ισχύος της, ή κάθε έδαφος πού είναι μέλος ή άνήκει σέ όμάδα μέλος, για λογαριασμό τού όποιου ή της όποιος δέν έχει γίνει σχετική κοινοποίηση μέχρι τήν ημερομηνία αυτή, παύει να μετέχει από τήν 1η Οκτωβρίου 1979 στην παρούσα συμφωνία.

3. Ανά πάσα στιγμή μετά τήν 30ή Σεπτεμβρίου 1980 τό συμβούλιο δύναται δι' απόφασής ληψθείσης μέ τίς ψήφους τού 58% των μελών πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον μία κατανεμημένη πλειοψηφία 70% τού συνολικού αριθμού των ψήφων, να αποφασίσει είτε ότι ή παρούσα συμφωνία θά αποτελέσει αντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων είτε ότι θά παραταθεί μέ ή χωρίς τροποποιήσεις για περίοδο πού καθορίζει τό συμβούλιο. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος πού κατά τήν ημερομηνία έναρξης της ισχύος της συμφωνίας, ή όποία άπετέλεσε αντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων ή παρατάθη, δέν έχει άπευθύνει στόν Γενικό Γραμματέα τού Όργανισμού Ήνωμένων Έθνων κοινοποίηση περί άποδοχής της συμφωνίας πού άπετέλεσε αντικείμενο νέων διαπραγματεύσεων ή παρατάθη, ή κάθε έδαφος πού είναι μέλος ή μέρος όμάδος μέλους, για λογαριασμό τού όποιου ή της όποιος δέν έγινε σχετική κοινοποίηση τήν ημερομηνία αυτή, παύει από τήν ημερομηνία αυτή να μετέχει στη συμφωνία.

4. Τό συμβούλιο δύναται ανά πάσα στιγμή μέ τήν πλειοψηφία των μελών πού διαθέτουν τουλάχιστον κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων τού συνόλου των ψήφων να αποφασίσει τή λήξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας. Η ισχύς της συμφωνίας λήγει κατά τήν ημερομηνία πού όρίζει τό συμβούλιο.

5. Κατά παρέκκλιση από τη λήξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας, το συμβούλιο εξακολουθεί να υφίσταται, για όσο διάστημα είναι αναγκαίο για τη διάλυση του Όργανισμου, την εκκαθάριση των λογαριασμών του και την έκποιηση των στοιχείων ενεργητικού του· έχει κατά τη διάρκεια του χρονικού αυτού διαστήματος τις εξουσίες και τα καθήκοντα που είναι ένδεχόμενες αναγκαία για τό σκοπό αυτό.

Άρθρο 69

Τροποποίηση

1. Τό συμβούλιο δύναται με απόφαση που λαμβάνεται με κατανεμημένη πλειοψηφία των δύο τρίτων, να συνιστά στα συμβαλλόμενα μέρη τροποποιήσεις της παρούσης συμφωνίας. Η τροποποίηση αυτή αποκτά ένεργεια 100 ημέρες, αφού ο Γενικό Γραμματέας του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών λάο. κοινοποίηση περί αποδοχής της τροποποίησης από τα συμβαλλόμενα μέρη που αντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 75% των χωρών έξαω, οι όποιες διαθέτουν τουλάχιστον 85% των ψήφων των μελών έξαγωγής, και από τα συμβαλλόμενα μέρη που αντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 7. % των χωρών είσαγωγής, οι όποιες διαθέτουν τουλάχιστον 80% των ψήφων των μελών είσαγωγής. Τό συμβούλιο όρίζει προθεσμία, έντός της όποιας τά συμβαλλόμενα μέρη κοινοποιούν στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών ότι δέχονται την τροποποίηση. Αν κατά την έκπνοή της προθεσμίας αυτής, οι όροι οι σχετικοί μέ τό ποσοστό που απαιτείται για τη θέση σέ ισχύ της τροποποίησης δέν πληροούνται, θεωρείται ότι ή τροποποίηση άνακαλείται.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δέν έχει κοινοποιήσει, έντός της υπό του συμβουλίου όρισθείσης προθεσμίας, την άποδοχή της τροποποίησης ή κάθε έδαφος που είναι μέλος ή άνήκει σέ μία ομάδα μέλος και για λογαριασμό του όποιου δέν έγινε σχετική κοινοποίηση μέχρι της ήμερομηνίας αυτής, παύει νά μετέχει στην παρούσα συμφωνία από την ήμερομηνία έναρξενς ισχύος της τροποποίησης αυτής.

Άρθρο 70

Συμπληρωματικές και μεταβατικές διατάξεις

1. Η παρούσα συμφωνία θεωρείται ως συνέχεια της διεθνούς συμφωνίας του 1968 για τόν καφέ όπως αυτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου.

2. Για νά διευκολυνθεί ή αδιάκοπη συνέχιση της διεθνούς συμφωνίας του 1968 για τόν καφέ όπως αυτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου:

α) όλα τά μέτρα που έλήφθησαν δυνάμει της διεθνούς συμφωνίας του 1968 για τόν καφέ όπως αυτή παρετάθη διά πρωτοκόλλου, είτε υπό του όργανισμου ή υπό των όργάνων του είτε έξ όνόματός τους, τά όποια ισχύουν την 30ή Σεπτεμβρίου 1976 και των όποιων δέν προβλέπεται ή λήξη κατά την ήμερομηνία αυτή, παραμένουν ισχυρά, έκτός άν τροποποιούνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις της παρούσης συμφωνίας.

β) όλες οι αποφάσεις που πρέπει νά λάβει τό συμβούλιο κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1975/1976 για την έφαρμογή τους κατά τη διάρκεια του έτους καφέ 1976/1977, θά ληφθούν κατά την τελευταία τακτική σύνοδο του συμβουλίου κατά την διάρκεια του έτους καφέ 1975/76 και θά εφαρμοσθούν προσωρινά σάν νά είχε ήδη τεθεί σέ ισχύ ή συμφωνία.

Άρθρο 71

Αύθεντικά κείμενα της συμφωνίας

Τά κείμενα της παρούσης συμφωνίας στά άγγλικά, γαλλικά, πορτογαλικά και ίσπανικά είναι έξ ίσου αύθεντικά. Τά πρωτότυπα κατατίθενται στον Γενικό Γραμματέα του Όργανισμου Ήνωμένων Έθνών.

Σέ πίστωση των άνωτέρω οι ύπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι των κυβερνήσεων τους για τόν σκοπό αυτό υπέγραψαν την παρούσα συμφωνία κατά τίς έναντι των ύπογραφών τους ήμερομηνίες.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

Μέλη εξαγωγής που εξαγουν λιγότερους από 400.000 σάκ-
κους προς τα μέλη εισαγωγής

Μέλος εξαγωγής	Άρχική έτησια ποσότητα εξαγωγής (σε χιλιάδες σάκων) (1)	Αριθμός ψήφων του προστίθενται στις ψήφους βάσεως (2)
Λιγότερο από 100 000 σάκκους		
Γκαμπόν	25	0
Ίαμαϊκή	25	0
Κονγκό	25	0
Παναμάς	41	0
Δαχομέη	33	0
Βολιβία	73	0
Γκάνα	66	0
Τρινιντάτ και Τομπάγκο	69	0
Νιγηρία	70	0
Παραγουάη	70	0
Τιμόρ	82	0
Σύνολο	579	
Περισσότερο από 100 000 σάκκους		
Λιβερία	100	2
Γουϊνέα	127	2
Σιέρα Λεόνε	180	3
Κεντρο-Άφρικανική Δημοκρατία	205	3
Τόγκο	225	4
Ρουάντα	300	5
Βενεζουέλα	325	5
Μπουρουντι	360	6
Αίτη	360	6
Σύνολο	2.182	
ΓΕΝΙΚΟ ΣΥΝΟΛΟ	2.761	

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

Κατανομή τών ψήφων

	Έξαγωγείς	Εισαγωγείς		Έξαγωγείς	Εισαγωγείς
ΣΥΝΟΛΟ	1 000	1 000	Πορτογαλία	—	12
Αυστραλία	—	12	Κεντρο-Αφρικανική Δημοκρατία	7	—
Βέλγιο ⁽¹⁾	—	29	Δομινικανική Δημοκρατία	12	—
Βολιβία	4	—	Ήνωμένες Πολιτείες Αμερικής	—	392
Βραζιλία	336	—	Αιθιοπία	28	—
Μπουρουντι	8	—	Φινλανδία	—	22
Καμερούν	20	—	Γαλλία	—	87
Καναδάς	—	32	Γκαμπόν	4	—
Κύπρος	—	5	Γκάνα	4	—
Κολομβία	114	—	Γουατεμάλα	33	—
Κονγκό	4	—	Γουινέα	6	—
Κόστα Ρίκα	22	—	Αϊτή	12	—
Άκτι του Έλεφαντοστού	49	—	Όνδούρα	11	—
Δανία	—	23	Ινδία	11	—
Δαχομέη	4	—	Ινδονησία	26	—
Έλ Σαλβαντόρ	35	—	Ιρλανδία	—	6
Ίσημερινός	16	—	Ιαμαϊκή	4	—
Ισπανία	—	29	Όμοσπονδιακή Δημοκρατία	—	—
Ιαπωνία	—	37	της Γερμανίας	—	104
Κένυα	17	—	Ήνωμένο Βασίλειο	—	51
Λιβερία	4	—	Ρουάντα	6	—
Μαδαγασκάρη	18	—	Σιέρα Λεόνε	6	—
Μεξικό	32	—	Σουηδία	—	37
Νικαράγουα	13	—	Έλβετία	—	24
Νιγηρία	4	—	Τανζανία	15	—
Νορβηγία	—	16	Τσεχοσλοβακία	—	10
Νέα Ζηλανδία	—	7	Τιμόρ	4	—
Ούγκάντα	42	—	Τόγκο	7	—
Παναμάς	4	—	Τρίνιταντ και Τομπάγκο	4	—
Έδαφος Παπούα-Νέα Γουινέα	4	—	Βενεζουέλα	9	—
Παραγουάη	4	—	Γιουγκοσλαβία	—	18
Κάτω χώρες	—	47	Ζαΐρ	21	—
Περου	16	—			

⁽¹⁾ Συμπεριλαμβανομένου και του Λουξεμβούργου.

Ένημέρωση σχετική με την έναρξη ισχύος της διεθνούς συμφωνίας του 1976 για τον καφέ

Σύμφωνα με την απόφαση του Συμβουλίου της 20ής Σεπτεμβρίου 1976⁽¹⁾ η Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα κατέθεσε την 28η Σεπτεμβρίου 1976 στον Γενικό Γραμματέα του 'Οργανισμού 'Ηνωμένων Έθνών τα έγγραφα κοινοποιήσεως της προσωρινής έφαρμογής της διεθνούς συμφωνίας του 1976 για τον καφέ.

Η ισχύς της συμφωνίας αυτής άρχεται προσωρινά την 1η 'Οκτωβρίου 1976.

⁽¹⁾ ΕΕ αριθ. Ν 309 της 10.11.1976, σ. 28.

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) αριθ. 2436/79 ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

της 9ης 'Οκτωβρίου 1979

περί της εφαρμογής του συστήματος των πιστοποιητικών καταγωγής, που προβλέπεται στο πλαίσιο της διεθνούς συμφωνίας του 1976 για τόν καφέ, όταν ισχύουν οι ποσοτώσεις

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τή συνθήκη περί ιδρύσεως της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το άρθρο 113,

τόν κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 926/79 του Συμβουλίου της 8ης Μαΐου 1979 περί του κοινού καθεστώτος εισαγωγής⁽¹⁾, και ιδίως το άρθρο 13 παράγραφος 1, περίπτωση 6),

τήν πρόταση της Έπιτροπής,

Έκτιμώντας:

ότι δάσει της απόφασεως 76/845/ΕΟΚ ⁽²⁾, η Κοινότητα εφαρμόζει προσωρινά τη διεθνή συμφωνία του 1976 για τόν καφέ, από της έναρξεως ισχύος αυτής της συμφωνίας, η οποία επήλθε κατά τρόπο προσωρινό την 1η 'Οκτωβρίου 1976 και κατά τρόπο οριστικό την 1η Αυγούστου 1977.

ότι η εκτελεστική έπιτροπή του Διεθνούς 'Οργανισμού Καφέ έχει θεσπίσει τούς κανόνες που άφορούν την εφαρμογή ενός συστήματος πιστοποιητικών καταγωγής μέσα στα πλαίσια αυτής της συμφωνίας, όταν ισχύουν οι ποσοτώσεις.

ότι η διεθνής συμφωνία του 1976 για τόν καφέ προβλέπει στο άρθρο 45 ότι, για να έμποδιστούν χώρες που δέν είναι μέλη να αύξησουν τις εξαγωγές τους σέ βάρος των χωρών μελών εξαγωγής, κάθε μέλος της έν λόγω συμφωνίας, όταν ισχύουν οι ποσοτώσεις, περιορίζει τις έτήσιες εισαγωγές του καφέ από τις χώρες που δέν είναι μέλη της συμφωνίας.

ότι είναι άπαραίτητο να ληφθούν τά κατάλληλα μέτρα για τό σκοπό της εφαρμογής αυτού του συστήματος των πιστοποιητικών μέσα στην Κοινότητα και να προβλεφθεί ώστε αυτό τό σύστημα να εφαρμοσθεί χωρίς διάκριση μεταξύ των εισαγωγέων της Κοινότητας.

ότι πρέπει να προβλεφθούν τεχνικά μέτρα σχετικά με την εξαγωγή ώστε να εξασφαλισθεί ό έλεγχος του

καφέ που θα διέλθει από τό έδαφος δύο Κρατών Μελών, η περισσότερων πριν να έξέλθει από την Κοινότητα. ότι πρέπει η Έπιτροπή να προδει στίς αναγκαίες προσαρμογές των διατυπώσεων έλέγχου σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 57 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 222/77 του Συμβουλίου της 13 Δεκεμβρίου 1976 περί της κοινοτικής διαμετακομίσεως⁽³⁾.

ότι για λόγους καλής διοικητικής διαχειρίσεως και για να είναι σαφή τά χρονικά όρια της πραγματικής εφαρμογής του παρόντος κανονισμού, πρέπει να προβλεφθεί ότι η Έπιτροπή, σύμφωνα με τις αποφάσεις του Διεθνούς 'Οργανισμού Καφέ ή της εκτελεστικής έπιτροπής του, προσδιορίζει ευθύς ως επιβληθούν ή άνασταλούν οι ποσοτώσεις, την ήμερομηνία στην όποία τά μέτρα αυτά εφαρμόζονται ή παύουν να εφαρμόζονται,

ΕΞΕΛΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

Για την εφαρμογή της διεθνούς συμφωνίας για τόν καφέ του 1976, τό σύστημα των πιστοποιητικών καταγωγής που προβλέπεται όταν ισχύουν οι ποσοτώσεις, τό όποιο εγκρίθηκε από την εκτελεστική έπιτροπή του Διεθνούς 'Οργανισμού Καφέ και αναφέρεται στο παράρτημα του κανονισμού αυτού, εφαρμόζεται λαμβανομένων υπόψη των διατάξεων των κατωτέρω άρθρων.

Άρθρο 2

1. Η εισαγωγή στην Κοινότητα καφέ και εκχυλισμάτων ή συμπεπυκνωμένων αποσταγμάτων καφέ που άνήκουν στίς διακρίσεις 09.01 Α και 21.02 Α του Κοινού Δασμολογίου, υπόκειται στην προσκόμιση, στο τελωνείο όπου συμπληρώνονται οι τελωνειακές διατυπώσεις εισαγωγής, του πιστοποιητικού που προβλέπεται γι' αυτό τό σκοπό στους κανόνες που αναφέρονται στο άρθρο 1.

2. Οι εισαγωγές προελεύσεως από χώρες οι όποιες δέν είναι μέλη της διεθνούς συμφωνίας για τόν καφέ και δέν αναφέρονται στο παράρτημα 6 των κανόνων

⁽¹⁾ ΕΕ αριθ. Ν 131 της 29.5.1979, σ. 15.

⁽²⁾ ΕΕ αριθ. Ν 309 της 10.11.1976, σ. 28

⁽³⁾ ΕΕ αριθ. Ν 38 της 9.2.1977, σ. 1.

πού αναφέρονται στο άρθρο 1, περιορίζονται για την Κοινότητα και για κάθε Κράτος Μέλος της κοινότητας, σε μία ποσότητα ίση με εκείνη που αναφέρεται στο παράρτημα 7 των εν λόγω κανόνων.

Άρθρο 3

1. Η εξαγωγή εκτός της Κοινότητας καφέ και εκχυλίσμάτων ή συμπυκνωμένων αποσταγμάτων καφέ που ανήκουν στις διακρίσεις 09.01 A και 21.02 A του Κοινού Δασμολογίου, υπόκειται στην προσκόμιση στις τελωνειακές αρχές, του πιστοποιητικού που προβλέπεται γι' αυτό το σκοπό στους κανόνες του πρώτου άρθρου.

2. Θεωρούνται ότι αποτελούν αντικείμενο μιας εξαγωγής εκτός της Κοινότητας με την έννοια της παραγράφου 1, τα προϊόντα που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή και εξάγονται εκτός του τελωνειακού εδάφους της Κοινότητας.

Ο κανονισμός αυτός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε Κράτος Μέλος.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις 9 Οκτωβρίου 1979.

3. Ο τρόπος εφαρμογής του παρόντος άρθρου προσδιορίζεται σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 57 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 222/77.

Άρθρο 4

Η Επιτροπή καθορίζει την ημερομηνία από την οποία εφαρμόζονται ή παύουν να εφαρμόζονται οι διατάξεις του παρόντος κανονισμού, καθώς και τα μέτρα για την εφαρμογή τους.

Άρθρο 5

Ο κανονισμός αυτός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

D. O'MALLEY

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΕΝΟΣ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΟΤΑΝ ΙΣΧΥΟΥΝ ΟΙ ΠΟΣΟΣΤΩΣΕΙΣ

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

Στή συνεδρίασή της της 31ης Ιουλίου 1978, η εκτελεστική επιτροπή, ενεργούσα δυνάμει των εξουσιών που της έχουν ανατεθεί από το Συμβούλιο σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 18 (άρμοδιότητα της εκτελεστικής επιτροπής) της διεθνούς συμβάσεως του 1976 για τον καφέ και την απόφαση αριθ. 292 ένέκρινε τον παρόντα κανονισμό περί της εφαρμογής του συστήματος πιστοποιητικών καταγωγής όταν ισχύουν οι ποσοτώσεις.

Κανόνας 1

ΟΡΙΣΜΟΙ

Για τους σκοπούς του κανονισμού αυτού:

«Έγκυρο πιστοποιητικό καταγωγής για την εξαγωγή προς τις χώρες μέλη σημαίνει ένα πιστοποιητικό καταγωγής που έχει ενταχθεί στο έντυπο Ο όπως αυτό απεικονίζεται στο παράρτημα 1, εκδιδόμενο σύμφωνα προς τις διατάξεις του κανονισμού αυτού από μία υπηρεσία πιστοποιήσεως της χώρας μέλους παραγωγής, ή οποία έχει εξαγάγει τον καφέ που αναφέρεται στο πιστοποιητικό, και στο οποίο έχουν επικολληθεί ένσημα εξαγωγής, των οποίων η συνολική ονομαστική αξία ανταποκρίνεται στο καθαρό βάρος του αφρύκτου καφέ, ή στο αντίστοιχό του, που αναφέρεται στο πιστοποιητικό, υπό την επιφύλαξη των κατωτέρω δρων:

- α) ότι ο κωδικός αριθμός της χώρας και ο κωδικός αριθμός του καφεπαραγωγού έτους που απεικονίζεται στα ένσημα εξαγωγής ανταποκρίνεται στη χώρα ή οποία έχει εκδόσει τα πιστοποιητικά και στο καφεπαραγωγό έτος κατά την διάρκεια του οποίου έχει εκδοθεί το πιστοποιητικό.
- β) ότι η χώρα προορισμού που αναφέρεται στο πιστοποιητικό είναι χώρα μέλος.
- γ) ότι το πιστοποιητικό φέρει την ένδειξη «ΠΡΩΤΟ-ΤΥΠΟ», καθώς και τη σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας του μέλους παραγωγής που έχει εξαγάγει τον καφέ που αναφέρεται στο πιστοποιητικό.
- δ) ότι το πιστοποιητικό δεν ισχύει παρά μόνο για ένα καθαρό βάρος καφέ τό οποίο, στον τόπο εξαγωγής, είναι ίσο με τη συνολική ονομαστική αξία των ένσημων εξαγωγής τα οποία φέρει ή υπερβαίνει αυτή την αξία κατά 24 χιλιόγραμμα κατά το ανώτατο όριο.
- ε) ότι το πιστοποιητικό δεν ισχύει παρά μόνο για να καλύψει τον καφέ στον οποίο αναφέρονται κατά το χρόνο της εκδόσεώς του.
- ς) ότι η ισχύς του πιστοποιητικού δεν υπερβαίνει τους έννα μήνες υπολογιζομένων από τό τέλος του ήμερολογιακού τριμήνου κατά τη διάρκεια του οποίου έξεδόθη.

- η) ότι τό πιστοποιητικό δέν έχει συμπληρωθεί στο Β μέρος στο παρελθόν ούτε ακυρωθεί από τον Όργανισμό.

«Έγκυρο πιστοποιητικό καταγωγής για εξαγωγή προς τις χώρες μη μέλη, σημαίνει ένα πιστοποιητικό καταγωγής που έχει συνταχθεί στο έντυπο Χ όπως αυτό απεικονίζεται στο παράρτημα 2 εκδιδόμενο σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού αυτού από μία υπηρεσία πιστοποιήσεων του παραγωγού μέλους που έχει εξαγάγει τον καφέ στον οποίο αναφέρεται τό πιστοποιητικό, υπό την επιφύλαξη των επομένων δρων:

- α) ότι τό πιστοποιητικό φέρει την ένδειξη «ΠΡΩΤΟ-ΤΥΠΟ», καθώς και την σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας της χώρας μέλους παραγωγού από την οποία έχει εξαχθεί ο καφές που αναφέρεται στο πιστοποιητικό.
- β) ότι τό πιστοποιητικό δεν ισχύει παρά μόνο για να καλύψει τον καφέ στον οποίο αναφερόταν κατά τό χρόνο της εκδόσεώς του.
- γ) ότι τό πιστοποιητικό δεν ισχύει παρά μόνο για να καλύψει τον εισαγόμενο καφέ από χώρες μέλη και δέν δύναται επίσης να χρησιμοποιηθεί σάν βάση για την έκδοση ενός άλλου πιστοποιητικού όποιου τύπου και αν είναι αυτό.

«Έγκυρο πιστοποιητικό επανεξαγωγής σημαίνει ένα πιστοποιητικό επανεξαγωγής που έχει συνταχθεί στο έντυπο Κ όπως αυτό απεικονίζεται στο παράρτημα 3 και που εκδίδεται σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού αυτού από μία υπηρεσία πιστοποιήσεων της χώρας μέλους από την οποία επανεξάγεται ο καφές στον οποίο αναφέρεται, υπό την επιφύλαξη των επομένων δρων:

- α) ότι τό πιστοποιητικό φέρει την ένδειξη «ΠΡΩΤΟ-ΤΥΠΟ» καθώς και τη σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας της χώρας μέλους από την οποία επανεξάγεται ο καφές που αναφέρεται στο πιστοποιητικό.
- β) ότι τό πιστοποιητικό δεν ισχύει παρά μόνο για να καλύψει τον καφέ στον οποίο αναφερόταν τη στιγμή της εκδόσεώς του.
- γ) ότι η ισχύς του πιστοποιητικού δεν υπερβαίνει

τούς έννέα μήνες ύπολογιζομένων από τό τέλος του ήμερολογιακού τριμήνου κατά τή διάρκεια του οποίου εξέδόθη.

- δ) ότι τό πιστοποιητικό δέν έχει συμπληρωθεί στό μέρος Β στό παρελθόν ούτε άκυρωθεί από τόν Όργανισμό.

Έγκυρο πιστοποιητικό επαναποστολής σημαίνει ένα πιστοποιητικό επαναποστολής πού έχει συνταχθεί στό έντυπο RS όπως αυτό άπεικονίζεται στό παράρτημα 4 καί έχει εκδοθεί σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανονισμού αυτού από μία ύπηρεσία πιστοποιήσεων τής χώρας μέλους από τήν όποία έχει επαναποσταλεί ό καφές στόν όποιον άναφέρονται, ύπό τήν επιφύλαξη των επομένων δρων:

- α) ότι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ένδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ» καθώς καί τή σφραγίδα τής τελωνειακής ύπηρεσίας τής χώρας μέλους από τήν όποία έχει επαναποσταλεί ό καφές πού άναφέρεται στό πιστοποιητικό.
- β) ότι τό πιστοποιητικό δέν ισχύει παρά μόνο για νά καλύψει τόν καφέ στόν όποιο άναφερόταν κατά τή στιγμή πού εκδόθηκε.
- γ) ότι ή ισχύς του πιστοποιητικού δέν ύπερβαίνει τούς έννέα μήνες ύπολογιζομένων από τό τέλος του ήμερολογιακού τριμήνου κατά τή διάρκεια του οποίου εκδόθηκε.
- δ) ότι τό πιστοποιητικό δέν έχει συμπληρωθεί στό μέρος Β στό παρελθόν ούτε άκυρωθεί από τόν Όργανισμό.

Έγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως σημαίνει ένα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού έχει συνταχθεί στό έντυπο T όπως αυτό άπεικονίζεται στό παράρτημα 5, εκδιδόμενο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανονισμού αυτού από μία ύπηρεσία πιστοποίησης καί επάνω στό όποιο έχουν επικολληθεί ένσημα διαμετακομίσεως των όποιων ή συνολική όνομαστική άξία άνταποκρίνεται στό καθαρό βάρος του άφρύκτου καφέ ή στό αντίστοιχό του πού άναφέρεται στό πιστοποιητικό, ύπό τήν επιφύλαξη των επομένων δρων:

- α) ότι ό κωδικός άριθμός τής χώρας πού άναφέρεται στά ένσημα διαμετακομίσεως άνταποκρίνεται στη χώρα πού έχει εκδόσει τό πιστοποιητικό.
- β) ότι τό πιστοποιητικό φέρει τήν ένδειξη «ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ».
- γ) ότι τό πιστοποιητικό δέν ισχύει παρά μόνο για καθαρό βάρος καφέ ίσο μέ τή συνολική όνομαστική άξία των ένσήμων διαμετακομίσεως τά όποια φέρει ή ύπερβαίνει αυτή τήν άξία κατά 4 χιλίογραμμα κατά άνώτατο όριο.
- δ) ότι τό πιστοποιητικό δέν ισχύει παρά μόνο για νά καλύψει τόν καφέ στόν όποιον άναφερόταν τή στιγμή πού εκδόθηκε.
- ε) ότι ή ισχύς του πιστοποιητικού δέν ύπερβαίνει τούς έννέα μήνες ύπολογιζομένων από τό τέλος του ήμερολογιακού τριμήνου κατά τή διάρκεια του οποίου εκδόθηκε.

- ζ) ότι τό πιστοποιητικό δέν έχει συμπληρωθεί στό μέρος Β στό παρελθόν ούτε κηρυχθεί άκυρο από τόν Όργανισμό.

Έγκυρο πιστοποιητικό σημαίνει ένα έγκυρο πιστοποιητικό καταγωγής, ένα έγκυρο πιστοποιητικό επανεξαγωγής, ένα έγκυρο πιστοποιητικό επαναποστολής, καί ένα έγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως, σύμφωνα μέ τούς όρισμούς πού δόθηκαν παραπάνω.

Έξαγωγή καφέ σημαίνει κάθε καφέ πού εγκαταλείπει τό τελωνειακό έδαφος τής χώρας στήν όποία έχει παραχθεί.

Είσαγωγή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα άποστολής καφέ πού εισέρχεται στό τελωνειακό έδαφος μιάς χώρας ή τελωνειακής ένώσεως καί του όποιου οι τελωνειακές ύπηρεσίες καί, ένδεχομένως, άλλες άρμόδιες άρχές επέτρεψαν τή διάθεση άφού συμπληρωθηκαν όλες οι άναγκαίες διατυπώσεις, είτε για τή μετατροπή ενός τύπου καφέ σέ έναν άλλο είτε για τήν έσωτερική κατανάλωση.

Καφές ύπό τελωνειακό έλεγχο σημαίνει τόν καφέ πού δέν μπορεί νά μεταφερθεί έξω από τή ζώνη, πού άνήκει στη δικαιοδοσία μιάς τελωνειακής ύπηρεσίας, χωρίς τή συγκατάθεσή της.

Έπανεξαγωγή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα άποστολής καφέ πού εγκαταλείπει τό τελωνειακό έδαφος μιάς χώρας ή τελωνειακής ένώσεως, ή όποία στό παρελθόν είχε εισαγάγει τόν καφέ αυτό.

Έπαναποστολή καφέ σημαίνει κάθε μερίδα άποστολής καφέ πού εγκαταλείπει τό έδαφος μιάς χώρας πού είχε θέσει τόν καφέ ύπό τελωνειακό έλεγχο καί ή όποία δέν είχε εισαγάγει αυτόν τόν καφέ.

Τελωνειακή ύπηρεσία σημαίνει τήν τελωνειακή ύπηρεσία μιάς χώρας ή κάθε άρμόδια ύπηρεσία πού όρίζεται γι' αυτό τό σκοπό από μία χώρα μέλος καί γίνεται άποδεκτή από τόν έκτελεστικό διευθυντή.

Σφραγίδα τής τελωνειακής ύπηρεσίας σημαίνει μία σφραγίδα, κατά προτίμηση άνάγλυφη, πού συνοδεύεται από τήν ύπογραφή, ή τό αντίστοιχό της, του έξουσιοδοτημένου τελωνειακού ύπαλλήλου καί τήν ήμερομηνία κατά τήν όποία τέθηκε.

Υπηρεσία πιστοποίησης σημαίνει μία ύπηρεσία ή όποία έχει έγκριθεί δυνάμει των παραγράφων 1,2 καί 5 του άρθρου 43 τής διεθνούς συμφωνίας του 1976 επί του καφέ για νά άσκει καί εκπληρώνει τίς λειτουργίες πού καθορίζονται στις παραγράφους 1 καί 2 του έν λόγω άρθρου.

Κανόνας 2

ΤΥΠΟΙ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΡΟΔΙΑΓΡΑΦΕΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΚΤΥΠΩΣΗ ΤΟΥΣ

Πιστοποιητικά καταγωγής

1. Τά πιστοποιητικά καταγωγής πού εκδίδονται για νά καλύψουν τίς εξαγωγές πρός τίς χώρες μέλη έκτου

11. Κάθε συμπληρωματικό αντίγραφο τό οποίο έχει διαφορετικό χρώμα από τό χρώμα του πρώτου αντιγράφου πού καθορίζεται στην παράγραφο 10 του κανόνα αυτού φέρει καθαρά σημειωμένες τίς λέξεις «ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ — μόνο γιά έσωτερική χρήση» και μπορεί νά συμπεριλάβει συμπληρωματικές οδηγίες πού ή ύπηρεσία πού εκδίδει τό πιστοποιητικό θεωρεί επιθυμητές.

12. Κάθε μέλος επιφορτίζεται με την έκδοση πιστοποιητικών που χρησιμοποιεί κατά τον τρόπο που καθορίζεται στα παραρτήματα 1 έως 5, εκτός εάν ο εκτελεστικός διευθυντής και το μέλος αυτό έχουν συμφωνήσει διαφορετικά. Για να διασφαλίζεται ότι όλα τα πιστοποιητικά έχουν εκτυπωθεί σύμφωνα με τα ομοιόμορφα υποδείγματα, τα μέτρα που θα τηρηθούν από τους τυπογράφους καθορίζονται στα παραρτήματα 1 Α, 2 Α, 3 Α, 4 Α και 5 Α.

13. Στο πρώτο αντίγραφο και στα επόμενα αντίγραφα των πιστοποιητικών, το διάστημα που διατίθεται στο μέρος Β των εντύπων των πιστοποιητικών που απεικονίζονται στα παραρτήματα 1 έως 5 δύναται να παραμείνει λευκό ή να χρησιμοποιείται είτε από το ενδιαφερόμενο μέλος για να αναγράφει πληροφορίες τις οποίες χρειάζεται, είτε από τον Όργανισμό για στατιστικούς σκοπούς.

14. Τα πιστοποιητικά πρέπει να είναι τυπωμένα σε δύο γλώσσες από τις οποίες ή μία, εκτός αν ο εκτελεστικός διευθυντής και ένα ορισμένο μέλος έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, πρέπει να είναι ή αγγλική. Όταν είναι τυπωμένα σε περισσότερες από μία γλώσσες, η δεύτερη γλώσσα είναι τυπωμένη, κατά το δυνατό, με πλάγια τυπογραφικά στοιχεία.

Κανόνας 3

ΠΕΡΙΟΔΟΣ ΙΣΧΥΟΣ ΤΩΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΑΡΑΤΑΣΗ ΑΥΤΗΣ ΤΗΣ ΠΕΡΙΟΔΟΥ

Περίοδος ισχύος των πιστοποιητικών

1. Τα πιστοποιητικά καταγωγής σε έντυπο Ο, τα πιστοποιητικά επανεξαγωγής, τα πιστοποιητικά εναποστολής και τα πιστοποιητικά διαμετακομίσεως δεν ισχύουν μετά την πάροδο εννέα μηνών από το ημερολογιακό τρίμηνο στη διάρκεια του οποίου εκδόθηκαν. Τα πιστοποιητικά καταγωγής στο έντυπο Χ δεν έχουν καθορισμένη διάρκεια ισχύος.

Άπαγόρευση εισαγωγής καφέ που καλύπτεται από πιστοποιητικό του οποίου η ισχύς έχει λήξει

2. Τα μέλη απαγορεύουν την εισαγωγή καφέ που καλύπτεται από ένα πιστοποιητικό του οποίου η ισχύς έχει λήξει. Δεν φέρουν ένα τέτοιο πιστοποιητικό σε πίστωση του λογαριασμού των ενσήμων διαμετακομίσεως σύμφωνα με τις διατάξεις του κανόνα 12, και δεν χορηγούν κανένα πιστοποιητικό για το σκοπό αντικατάστασης ή ανταλλαγής χωρίς τη ρητή εξουσιοδότηση του εκτελεστικού διευθυντή (βλέπε παράγραφο 3 του παρόντος κανόνα).

Παράταση της περιόδου ισχύος ενός πιστοποιητικού

3. Ο κάτοχος ενός πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο, ενός πιστοποιητικού επανεξαγωγής, ενός πιστοποιητικού εναποστολής και ενός πιστοποιητι-

κού διαμετακομίσεως, των οποίων έχει λήξει ή ισχύς πριν να επιστραφεί στις αρμόδιες αρχές, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος κανονισμού, διαβιβάζει το εν λόγω πιστοποιητικό στην υπηρεσία πιστοποιήσεως της χώρας του ζητώντας μία παράταση ισχύος. Στην αίτησή του εκθέτει τους λόγους για τους οποίους το πιστοποιητικό δεν χρησιμοποιήθηκε ή δεν ανταλλάχθηκε πριν από τη λήξη του, και αναφέρει τον τόπο που βρίσκεται κατά το χρόνο αυτό ο καφές. Αν ο καφές βρίσκεται σε αποθήκη, παραδίδει μία γραπτή δήλωση του διαχειριστού της αποθήκης που επιτρέπει να εξακριβωθεί η ταυτότητα του καφέ και βεβαιώνει τη διάρκεια της αποθηκεύσεως. Η υπηρεσία πιστοποιήσεως διαβιβάζει στον εκτελεστικό διευθυντή την αίτηση και το σχετικό πιστοποιητικό. Αυτός προβαίνει σε όλες τις έρευνες που κρίνει αναγκαίες και εξουσιοδοτεί σε μία λογική προθεσμία, την ενδιαφερομένη υπηρεσία πιστοποιήσεως, να χορηγήσει το κατάλληλο πιστοποιητικό, ή διαφορετικά πληροφορεί την υπηρεσία πιστοποιήσεως για τους λόγους για τους οποίους δεν μπορεί να δεχθεί την αίτηση.

Κανόνας 4

ΔΙΑΚΡΙΤΙΚΑ ΣΗΜΕΙΑ ΠΟΥ ΑΝΑΓΡΑΦΟΝΤΑΙ ΠΑΝΩ ΣΤΟΥΣ ΣΑΚΚΟΥΣ Η ΑΛΛΕΣ ΣΥΣΚΕΥΑΣΙΕΣ ΠΡΟΟΡΙΣΜΕΝΕΣ ΓΙΑ ΕΞΑΓΩΓΗ

Ένα σημείο αναγνώρισεως του Διεθνούς Όργανισμού Καφέ χορηγείται σε κάθε εξαγωγή καφέ για να τεθεί αποκλειστικά σε μία ορισμένη μερίδα αποστολής. Το σημείο αναγνώρισεως, το οποίο εκτυπώνεται μέσα σε ένα πλαίσιο πάνω σε όλους τους σάκκους ή τις άλλες συσκευασίες ή είναι τυπωμένο σε μία μεταλλική πλάκα προσαρμοσμένη στους σάκκους ή τις άλλες συσκευασίες και το οποίο αναφέρεται στο πιστοποιητικό καταγωγής, αποτελείται από τον κωδικό αριθμό της χώρας μέλους, (ο Όργανισμός μπορεί να δώσει μέχρι 3 ψηφία(!)), από τον κωδικό αριθμό του παραγωγού ή του εξαγωγέα (μία χώρα μέλος μπορεί να δώσει μέχρι 4 ψηφία σε κάθε παραγωγό εξαγωγέα) και τον αριθμό σειράς της ποσότητας του καφέ (ο παραγωγός ή εξαγωγέας μπορεί να δώσει μέχρι 4 ψηφία για κάθε μερίδα αποστολής του καφέ που εξάγει αρχίζοντας από τον αριθμό 1 για την πρώτη μερίδα αποστολής που εξάγεται από την 1η Οκτωβρίου κάθε έτους και συνεχίζοντας με συνεχή σειρά μέχρι την 30η Σεπτεμβρίου του επόμενου έτους συμπεριλαμβανομένη).

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑ:

27	1	17
(Κωδικός αριθμός της χώρας)	(Κωδικός αριθμός του παραγωγού ή εξαγωγέα)	(Αριθμός μερίδας αποστολής)

Για να είναι δυνατό να κάνει τη διαλογή των πιστοποιητικών με ηλεκτρονικό υπολογιστή το σημείο αναγνώρισεως είναι απαραίτητο σε καμία περίπτωση να μην περιλαμβάνει περισσότερα από ένδεκα ψηφία.

(¹) Βλέπε Παράρτημα 6.

Κανόνας 5

ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ ΜΕ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟ ΧΩΡΕΣ ΜΕΛΗ

1. Με επιφύλαξη τής εξαιρέσεως που αναφέρονται στην παράγραφο 11 του παρόντος κανόνα, κάθε εξαγωγή καφέ προελεύσεως μίας χώρας μέλους με προορισμό ένα άλλο οποιοδήποτε μέλος, συνοδεύεται από ένα εγκυρό πιστοποιητικό καταγωγής σε έντυπο Ο, που έχει συμπληρωθεί και εκδοθεί σύμφωνα με τής διατάξεις του παρόντος κανονισμού.

2. Ένα σημείο αναγνωρίσεως του Διεθνούς Όργανου Καφέ αναγράφεται πάνω σε όλους τους σάκκους ή τις άλλες συσκευασίες σύμφωνα με τής διατάξεις του κανόνα 4.

3. Το πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο επικυρώνεται από τή ένσημα εξαγωγής που είναι επικολλημένα σύμφωνα με τής διατάξεις του κανόνα 15.

4. Το πρωτότυπο και τή πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο φέρουν τή σφραγίδα τής τελωνειακής υπηρεσίας τής χώρας μέλους που εξέδωσε τή πιστοποιητικό. Αυτή ή σφραγίδα τίθεται από τήν τελωνειακή υπηρεσία όταν αυτή ή υπηρεσία έχει τήν απόδειξη ότι εξαγωγή θά πραγματοποιηθεί.

5. Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε τύπο Ο χορηγείται στον εξαγωγέα ή στον αντιπρόσωπό του, για νά συνοδεύει τή ξύγραφα αποστολής. Τό σημείο αναγνωρίσεως του Διεθνούς Όργανου Καφέ και ό αριθμός συσχετίσεως του πιστοποιητικού καταγωγής (πού αποτελείται από τόν κωδικό τής χώρας, κωδικό του λιμένα και τόν αύξοντα αριθμό) αναγράφονται, εκτός αν ό εκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος συμφώνησαν διαφορετικά, πάνω στό τιμολόγιο και/ή στην ή στις φορτωτικές.

6. Τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο καθώς και ένα αντίγραφο τής σχετικής φορτωτικής διαβιβάζονται στον Όργανισμό με τό ταχύτερο και ασφαλέστερο μέσο από τό μέλος που εκδίδει τό πιστοποιητικό, όσο τό δυνατό πιό σύντομα και πάντως μέσα σε μιά προθεσμία 21 ημερών από τήν ήμερομηνία αποστολής. "Αν μιά μερίδα αποστολής καφέ διεκπεραιώνεται διά ξηράς στον προορισμό της αντί αντιγράφου θαλασσίας φορτωτικής, ένα αντίγραφο χερσαίας φορτωτικής ή ένα ισοδύναμο ξύγραφο συνοδεύει τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού καταγωγής σε τύπο Ο που διαβιβάζεται στον Όργανισμό.

7. Τά πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Ο, καθώς επίσης και τή αντίγραφα των φορτωτικών ή των ισοδυνάμων ξύγραφων που διαβιβάζονται στον Όργανισμό σύμφωνα με τής διατάξεις τής παραγράφου 6 του παρόντος κανόνα, αποστέλλονται σε δεσμίδες, στερεά συσκευασμένες των 50 σει-

ρών ξύγραφων τό ανώτατο⁽¹⁾. Κάθε δέμα περιέχει μόνο ξύγραφα που χορηγήθηκαν για νά συνοδεύσουν τής εξαγωγές που πραγματοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια του ιδίου μηνός.

8. Κάθε δέμα πιστοποιητικών και φορτωτικών ή ισοδυνάμων ξύγραφων συνοδεύεται από ένα αναλυτικό σημείωμα που αναφέρει τόν αριθμό συσχετίσεως του καθενός ξύγράφου που περιέχει, καθώς επίσης και τήν καθαρή ποσότητα καφέ που αυτό τό ξύγραφο αφορά. Κάθε δέμα ξύγραφων και τό δελτίο που τό συνοδεύει φέρουν ένα αύξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο του δελτίου διαβιβάζεται παράλληλα στον Όργανισμό με χωριστό φάκελλο.

9. Έφ' όσον ό εκτελεστικός διευθυντής και τό ένδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ό εκτελεστικός διευθυντής δεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος ξύγραφων έπιστρέφοντας τό δελτίο αφού θέσει τή σφραγίδα του.

10. Άνεξάρτητα από τής διατάξεις των παραγράφων 1 και 6 αυτού του κανόνα, αν ό θαλάσσιος λιμένας από τόν όποιο έγινε ή αποστολή δέν βρίσκεται στή χώρα καταγωγής του καφέ, και αν ή χώρα μέλος θεωρεί ότι είναι πρακτικώς αδύνατη ή έκδοση πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Ο που νά έχουν συμπληρωθεί πριν από τήν εξαγωγή από τήν χώρα καταγωγής, δύναται νά λάβει τή αναγκαία μέτρα ώστε τή πιστοποιητικά καταγωγής σε έντυπο Ο νά εκδόσουν έν τώ συνόλω τους ή έν μέρει από ένα οργανισμό που εύρίσκεται στον θαλάσσιο λιμένα φορτώσεως τή πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών και των αντιστοιχών φορτωτικών κατάλληλα συμπληρωμένα νά διαβιβάζονται στον Όργανισμό. Όλες αυτές οι ρυθμίσεις μπορούν νά γίνουν μετά από κοινή συμφωνία τής χώρας παραγωγής μέλους και του εκτελεστικού διευθυντή.

11. Δέν εκδίδονται πιστοποιητικά καταγωγής σε έντυπο Ο για νά συνοδεύσουν:

- α) μικρές ποσότητες καφέ που προορίζονται για κατανάλωση σε πλοίο, αεροσκάφη και όλα τή άλλα διεθνή μέσα μεταφοράς έμπορικου χαρακτήρα.
- β) δείγματα και μερίδες αποστολής μέχρις ανωτάτου καθαρού βάρους 60 χιλιογράμμων άφρύκτου καφέ ή τό ισοδύναμο, δηλαδή:
 - i) 120 χιλιόγραμμα άπεξηραμένου καρπού καφέ.
 - ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή άποφλοιωμένου.
 - iii) 50,4 χιλιόγραμμα πεφρυγμένου καφέ.
 - iv) 20 χιλιόγραμμα διαλυτού ή ύγρου καφέ.

(1) Μιά δεσμίδα ξύγραφων αποτελείται, ή από τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο και τό αντίγραφο τής φορτωτικής ή του ισοδυνάμου ξύγράφου, ή από τό πρωτότυπο και τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Χ και τής σχετικής φορτωτικής ή του ισοδυνάμου ξύγράφου.

12. Οι υπηρεσίες πιστοποίησης διατηρούν αρχείο όλων των πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Ο που εκδίδουν, για περίοδο τουλάχιστον τεσσάρων ετών. Τά αρχεία αυτά τίθενται στη διάθεση του εκτελεστικού διευθυντή αν τὰ ζητήσει.

13. Κάθε μέλος εξαγωγής δίδει στον εκτελεστικό διευθυντή όλες τις πληροφορίες που δύναται νὰ ζητήσει σχετικά με τις εξαγωγές του καφέ που καλύπτονται από πιστοποιητικά καταγωγής σε έντυπο Ο και που αναφέρονται ιδίως σε λιμενικά και τελωνειακά αρχεία, σε συμβόλαια ή σε άλλα έγγραφα εμπορικού χαρακτήρα. Ο εκτελεστικός διευθυντής δύναται νὰ ορίσει μιά διαδικασία γιά τόν τικτικό έλεγχο αυτών των πληροφοριών.

Κανόνας 6

ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ ΜΕ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

1. Με επιφύλαξη τις εξαιρέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 10 του παρόντος κανόνα, κάθε εξαγωγή καφέ από μιά χώρα μέλος με προορισμό μιά χώρα μη μέλος καλύπτεται από ένα έγκυρο πιστοποιητικό καταγωγής σε έντυπο Χ που έχει συμπληρωθεί και χορηγηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού αυτού.

2. Ένα σημείο αναγνώρισεως του Διεθνούς Όργανισμού Καφέ τίθεται σε όλους τους σάκκους ή τις άλλες συσκευασίες σύμφωνα με τις διατάξεις του κανόνα 4.

3. Τά μέλη παραγωγοί θεβαιώνονται ότι όλοι οι σάκκοι ή άλλες συσκευασίες οι οποίες αποτελούν την μερίδα αποστολής και προορίζονται άμεσα ή έμμεσα γιά χώρες μη μέλη φέρουν με μεγάλα γράμματα κόκκινα την ένδειξη «ΧΩΡΑ ΜΗ ΜΕΛΟΣ».

4. Τό πρωτότυπο και τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Χ φέρουν τή σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας της χώρας μέλους που τὰ εκδίδει. Η τελωνειακή υπηρεσία θέτει αυτή τή σφραγίδα αφού θεβαιωθεί ότι ή εξαγωγή θά πραγματοποιηθεί. Τά πρωτότυπα των πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Χ αποσύρονται συγχρόνως με τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού και ένα αντίγραφο της αντίστοιχης φορτωτικής και διαβιβάζονται με τό πιο γρήγορο και σίγουρο μέσο στον Όργανισμό από τό μέλος που εξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό όπωσδήποτε με κάθε τρόπο εντός προθεσμίας είκοσι μιάς ήμερών από τήν ήμερομηνία αποστολής. Αν μιά μερίδα αποστολής διεκπεραιώνεται διά ξηράς στον προορισμό της αντί αντιγράφου θαλασσίας φορτωτικής, ένα αντίγραφο χειρσαίας φορτωτικής ή ένα ισοδύναμο έγγραφο συνοδεύει τό πρωτότυπο και τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Χ που διαβιβάζονται στον Όργανισμό.

5. Τά πρωτότυπα και τά πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Χ όπως και οι φορτωτικές ή τὰ ισοδύναμα έγγραφα αποστέλλονται στον Όργανισμό σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου

4 του κανόνα αυτού σε δεσμίδες στερεά συσκευασμένες των 50 σειρών⁽¹⁾ εγγράφων κατά ανώτατο όριο. Κάθε δέμα περιέχει μόνο τὰ έγγραφα που χορηγήθηκαν γιά νά καλύψουν τις εξαγωγές που πραγματοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια του ίδιου μήνα.

6. Κάθε δέμα πιστοποιητικών και φορτωτικών ή ισοδυνάμων εγγράφων συνοδεύεται από αναλυτικό σημείωμα που αναφέρει τόν αριθμό συσχέτισεως κάθε εγγράφου που περιλαμβάνει και τήν καθαρή ποσότητα του καφέ που καλύπτεται από κάθε έγγραφο. Κάθε δέμα εγγράφων και τό σημείωμα που τὰ συνοδεύει φέρουν αύξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο του δελτίου διαβιβάζεται παράλληλα στον Όργανισμό με χωριστό φάκελλο.

7. Έφ' όσον ό εκτελεστικός διευθυντής και τό ενδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ό εκτελεστικός διευθυντής θεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος εγγράφων επιστρέφοντας τό δελτίο αφού θέσει τή σφραγίδα του.

8. Άνεξάρτητα από τις διατάξεις των παραγράφων 1 και 4 του κανόνα αυτού αν ό θαλάσσιος λιμένας από τόν όποιο γίνεται ή αποστολή δέν εύρίσκεται μέσα στη χώρα καταγωγής, του καφέ και αν ή χώρα μέλος διαπιστώσει ότι είναι πρακτικά αδύνατη ή έκδοση πιστοποιητικών καταγωγής σε έντυπο Χ που νά έχουν συμπληρωθεί πριν από τήν έξοδο του καφέ από τή χώρα παραγωγής του, τό ενδιαφερόμενο μέλος δίνεται νά λάβει τὰ αναγκαία μέτρα ώστε τὰ πιστοποιητικά καταγωγής τύπου Χ νά εκδίδονται εν τώ συνόλω τους ή εν μέρει από ένα οργανισμό που νά δρίσκεται στο θαλάσσιο λιμένα φορτώσεως ούτως ώστε τὰ πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών και των σχετικών φορτωτικών νά διαβιβάζονται στον Όργανισμό. Όλοι αυτοί οι διακανονισμοί μπορούν νά γίνουν μετά από κοινή συμφωνία του εκτελεστικού διευθυντή και του ενδιαφερομένου μέλους.

9. Τό σημείο αναγνώρισεως του Διεθνούς Όργανισμού του Καφέ και ό αριθμός συσχέτισεως του πιστοποιητικού καταγωγής (που αποτελείται από τόν κωδικό της χώρας, τόν κωδικό του λιμανιού και τόν αύξοντα αριθμό) αναφέρονται, εκτός αν ό εκτελεστικός διευθυντής και τό μέλος έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, πάνω στο τιμολόγιο και ή τήν ή τις φορτωτικές.

10. Τά πιστοποιητικά καταγωγής σε έντυπο Χ δέν απαιτούνται γιά νά συνοδεύουν:

α) μικρές ποσότητες καφέ που προορίζονται γιά τήν άμεση κατανάλωση σε πλοία ή αεροσκάφη ή σε

(1) Μία σειρά εγγράφων αποτελείται ή από τό πρωτότυπο και από τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Χ και τό αντίγραφο της σχετικής φορτωτικής ή ένα ισοδύναμο έγγραφο, είτε από τό πρώτο αντίγραφο πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο και από τό αντίγραφο της σχετικής φορτωτικής ή από ένα ισοδύναμο έγγραφο.

δλα τὰ ἄλλα διεθνή μέσα μεταφορᾶς ἐμπορικῶν χαρακτήρα.

- 6) δείγματα καὶ μερίδες ἀποστολῆς μέχρις ἀνωτάτου καθαροῦ βάρους 60 χιλιογράμμων ἀφρύκτου καφέ ἢ τὸ ἀντίστοιχό του, δηλαδή:

- i) 120 χιλιογράμματα ἀπεξηραμένου καρπού καφέ.
- ii) 75 χιλιογράμματα καφέ μὴ ἀποφλοιωμένου.
- iii) 50,4 χιλιογράμματα καφέ πεφρυγμένου.
- iv) 20 χιλιογράμματα καφέ διαλυτοῦ ἢ ὑγροῦ.

11. Οἱ ὑπηρεσίες πιστοποιήσεως διατηροῦν ἀρχεῖο δλων τῶν πιστοποιητικῶν καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ ποῦ ἐκδίδουν γιὰ διάρκειά τὸ λιγότερο τεσσάρων ἐτῶν. Αὐτὰ τὰ ἀρχεῖα τίθενται στὴ διάθεση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ ἂν τὰ ζητήσει.

12. Κάθε μέλος ἐξαγωγῆς παρέχει στὸν ἐκτελεστικὸ διευθυντὴ ὅλες τὶς πληροφορίες ποῦ δύναται νὰ ζητήσει σχετικά μετὶς ἐξαγωγῆς τοῦ καφέ ποῦ καλύπτονται ἀπὸ ἓνα πιστοποιητικὸ καταγωγῆς σέ ἔντυπο Χ καὶ ποῦ ἀναφέρονται ἰδίως σέ λιμενικά ἢ τελωνειακά ἀρχεῖα, στὰ συμβόλαια καὶ ἄλλα ἔγγραφα ἐμπορικῶν χαρακτήρα. Ὁ ἐκτελεστικὸς διευθυντὴς δύναται νὰ καθιερώσει διαδικασία γιὰ τὸν ἔλεγχο αὐτῶν τῶν πληροφοριῶν.

Κανὼνας 7

ΕΙΣΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ

1. Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν ἐξαιρέσεων ποῦ ἀναφέρονται στίς παραγράφους 2 καὶ 10 τοῦ παρόντος κανόνα, κάθε εἰσαγωγή καφέ καλύπτεται ἀπὸ ἓνα ἔγκυρο πιστοποιητικὸ σέ ἔντυπο Ο, R, RS ἢ Τ ἢ ἀπὸ μιά εἰδικὴ ἐξουσιοδότηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντῆ ποῦ παραχωρεῖται σύμφωνα μετὶς διατάξεις τοῦ κανόνα 14. Τὰ μέλη ἀπαγορεύουν τὴν εἰσαγωγή καφέ ποῦ δὲν εἶναι καλυμμένος κατ' αὐτὸ τὸν τρόπο.

2. Μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι ἡ τελωνειακὴ ὑπηρεσία ἐνὸς μέλους θεωρεῖ, βασιζόμενη στίς πληροφορίες ποῦ περιέχονται στὸ κατάλληλο ἔγκυρο πιστοποιητικὸ καὶ σέ ἄλλα ἔγγραφα, ὅτι δὲν ὑπάρχει παράβαση ἄλλων διατάξεων τοῦ παρόντος κανονισμοῦ μπορεῖ νὰ ἐπιτρέψει τὴν εἰσαγωγή μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς καφέ:

- α) παρὰ τὸ γεγονός ὅτι μερικοὶ ἀπὸ τοὺς σάκκους (ἢ, στὴν περίπτωση τοῦ καφέ ποῦ ἔχει ὑποστεί μεταποίηση σέ μιά χώρα εἰσαγωγῆς μέλος καὶ εἶναι προελεύσεως ἐνὸς ἄλλου μέλους εἰσαγωγῆς, ὅλοι οἱ σάκκοι) ἢ οἱ διάφορες συσκευασίες δὲν φέρουν σημεῖα ἀναγνώσεως τοῦ ΔΟΚ ἢ τὰ σημεῖα ἀναγνώσεως τοῦ ΔΟΚ ποῦ ἀναγράφονται στοὺς σάκκους ἢ τὶς ἄλλες συσκευασίες, εἶναι δυσανάγνωστα ἢ ἑλλιπῆ, ἢ ὅτι τὰ σημεῖα σέ μερικοὺς σάκκους τῆς μερίδας ἀποστολῆς δὲν συμφωνοῦν

σέ ὅλα τὰ στοιχεῖα μετὰ αὐτὰ ποῦ ἀναγράφονται στὸ σχετικὸ πιστοποιητικὸ.

- 6) παρὰ τὸ γεγονός ὅτι τὸ καθαρὸ βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς τοῦ καφέ γιὰ εἰσαγωγή, δὲν εἶναι ταυτόσημο μετὰ αὐτὸ ποῦ ἀναφέρεται στὸ πιστοποιητικὸ, μετὰ τὴν προϋπόθεση ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν σάκκων εἶναι ἴσος ἢ κατώτερος πρὸς ἐκεῖνο ποῦ ἀναφέρεται στὸ πιστοποιητικὸ καὶ ὅτι ἡ διαφορά τοῦ βάρους δὲν εἶναι ἀνώτερη ἀπὸ ἓνα στίς ἑκατὸ τοῦ βάρους ποῦ ἀναφέρεται στὸ πιστοποιητικὸ.

- γ) παρὰ τὸ γεγονός ὅτι οἱ πληροφορίες ποῦ περιέχονται στὸ πιστοποιητικὸ καὶ ἀφοροῦν τῇ χώρᾳ προορισμοῦ δὲν εἶναι ἀκριβεῖς ἢ οἱ σχετικὲς πληροφορίες γιὰ τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἢ στεροῦνται ἀκριβείας.

3. Ἄν ἡ εἴσοδος μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς καφέ ἐπιτρέπεται σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἡ τελωνειακὴ ὑπηρεσία τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους ἀναγράφει, στὸν χώρο ποῦ προβλέπεται γιὰ τὶς παρατηρήσεις στὸ μέρος Β τοῦ πιστοποιητικοῦ, κατὰ ποιὸν τρόπον ἡ μερίδα ἀποστολῆς τοῦ καφέ διαφέρει ἀπὸ ἐκεῖνη ποῦ περιγράφεται στὸ πιστοποιητικὸ. Εἰδικώτερα πρέπει:

- α) στὴν περίπτωση ἀνωμαλιῶν τοῦ τύπου ποῦ ἀναφέρεται στὸ στοιχεῖο α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, νὰ σημειώνει, ἂν γνωρίζει, τὰ σημεῖα ὅπως ἐμφανίζονται στοὺς σάκκους ἢ τὶς ἄλλες συσκευασίες.

- 6) νὰ ἀναφέρει τὸ καθαρὸ βάρος τῆς μερίδας ἀποστολῆς ἂν δὲν εἶναι τὸ ἴδιο μετὰ τὸ βάρος ποῦ ἀναφέρεται στὸ πιστοποιητικὸ.

- γ) ἂν οἱ πληροφορίες ποῦ ἀφοροῦν τῇ χώρᾳ, τὸ λιμένα, ἢ τὸν τόπο προορισμοῦ λείπουν ἀπὸ τὸ πιστοποιητικὸ ἢ δὲν εἶναι ἀκριβεῖς, νὰ συμπληρώσει τὶς σωστὲς πληροφορίες στὸ κατάλληλο χώρο στὸ μέρος Α τοῦ πιστοποιητικοῦ καὶ νὰ θέσει τὴ σφραγίδα τῆς.

4. Τὰ ἔγκυρα πιστοποιητικὰ ἀποσύρονται ἀπὸ τὴ τελωνειακὴ ὑπηρεσία τὴν στιγμὴ τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ καφέ τὸν ὁποῖο ἀφοροῦν καὶ συμπληρώνονται μετὰ τὶς ἀπαιτούμενες πληροφορίες στὸ ἀριστερὸ τμήμα τοῦ μέρους Β.

5. Τὰ ἔγκυρα πιστοποιητικὰ ποῦ ἀπεσύρθησαν καὶ συμπληρώθηκαν σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ κανόνα αὐτοῦ διαβιβάζονται στὸν Ὀργανισμό μετὰ τὰ ταχύτερα καὶ ἀσφαλέστερα μέσα, ὅσο τὸ δυνατόν πιὸ σύντομα, καὶ πάντως μέσα σέ μιά προθεσμία τριάντα ἡμερῶν μετὰ τὴ λήξη τοῦ μηνὸς μέσα στὸ ὁποῖο συγκεντρώθηκαν.

6. Ἐνα πιστοποιητικὸ ποῦ ἀποσύρθηκε ἀπὸ τὴν τελωνειακὴ ὑπηρεσία σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τῆς

παραγράφου 4 του κανόνα αυτού δεν μπορεί να χρησιμοποιηθεί, εν όλω ή εν μέρει, για την απόκτηση πιστώσεως σέ ξνσημα διαμετακομίσεως, εκτός αν ο εκτελεστικός διευθυντής και ένα μέρος έχουν συμφωνήσει διαφορετικά.

7. Τά έγκυρα πιστοποιητικά πού διαβιβάζονται στον Όργανισμό σύμφωνα με τίς διατάξεις τής παραγράφου 5 του κανόνα αυτού αποστέλλονται σέ δέματα στερεά συσκευασμένα τών 100 πιστοποιητικών κατά ανώτατο όριο.

8. "Αν ο εκτελεστικός διευθυντής και τό ενδιαφερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα έγκύρων πιστοποιητικών συνοδεύεται από ένα αναλυτικό σημείωμα πού αναφέρει τούς αριθμούς συσχετίσεως τών πιστοποιητικών πού περιέχει, καθώς και τήν καθαρή ποσότητα του καφέ πού καλύπτεται από κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικών και τό αναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ένα αύξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο του αναλυτικού σημειώματος διαβιβάζεται παράλληλα στον Όργανισμό μέ χωριστό φάκελλο.

9. "Αν ο εκτελεστικός διευθυντής και τό ενδιαφερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ο εκτελεστικός διευθυντής θεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος τών έγκύρων πιστοποιητικών, επιστρέφοντας τό αναλυτικό σημείωμα άφου θέσει τή σφραγίδα του.

10. Πιστοποιητικά δεν άπαιτούνται για να συνοδεύουν τήν εισαγωγή δειγμάτων καφέ και μερίδων άποστολής άνωτάτου καθαρού βάρους 60 χιλιογράμμων άφρύκτου καφέ ή τό αντίστοιχό του, δηλαδή:

- i) 120 κιλά σέ άπεξηραμένο καρπό καφέ.
- ii) 75 κιλά καφέ καρπού μή άποφλοιωμένου.
- iii) 50,4 κιλά καφέ πεφρυγμένου.
- iv) 20 κιλά καφέ διαλυτού ή ύγρου.

Κανόνας 8

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΟΙ ΤΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ ΚΑΦΕ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ ΑΠΟ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

1. Κάθε μέλος περιορίζει τίς έτήσιες εισαγωγές καφέ προελεύσεως από χώρες μή μέλη σέ μία ποσότητα πού δεν θά ύπερβαίνει τήν ποσότητα πού αναφέρεται στο παράρτημα 7. "Αν ο εκτελεστικός διευθυντής και τό μέλος εισαγωγών δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ή διαδικασία πού θά άκολουθηθεί είναι αυτή πού

περιγράφεται στίς παραγράφους 2 έως 6 του παρόντος κανόνα.

2. Κάθε εισαγωγή του καφέ προελεύσεως μίας χώρας μή μέλους καλύπτεται από ένα πιστοποιητικό έγκυρο τύπου Τ, πού χορηγείται από μία ύπηρεσία πιστοποίησης σύμφωνα με τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του παρόντος κανόνα.

3. Κάθε μέλος εισαγωγής όρίζει μία ή περισσότερες ύπηρεσίες για να αναλάβουν τήν εύθύνη του έλέγχου τής εκδόσεως τών πιστοποιητικών για τούς σκοπούς τής παραγράφου 2 του παρόντος κανόνα και παίρνει τά μέτρα πού είναι άποδεκτά από τόν εκτελεστικό διευθυντή, για να εξασφαλισθεί ή τήρηση τών διατάξεων τής παραγράφου 1 του παρόντος κανόνα.

4. "Η χορήγηση τών ένσήμων διαμετακομίσεως για τό σκοπό τής επικυρώσεως τών πιστοποιητικών πού προορίζονται να καλύψουν εισαγωγή καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους ύπόκειται στίς διατάξεις του κανόνα 16 μέ εξαίρεση τών κατωτέρω:

α) Στην άρχή κάθε έτους παραγωγής καφέ, ο εκτελεστικός διευθυντής γνωστοποιεί στήν (ή στίς) ύπηρεσία (ή ύπηρεσίες) πού είναι ύπεύθυνες σέ κάθε χώρα μέλος εισαγωγέα, τήν ποσότητα τών ένσήμων για τόν καφέ πρός διαμετακόμιση ό όποιος μπορεί να παραδοθεί κατά τή διάρκεια του έν λόγω καφεπαραγωγού έτους, για να καλύψει τίς εισαγωγές καφέ προελεύσεως χωρών μή μελών σύμφωνα με τίς διατάξεις τής παραγράφου 1 του παρόντος κανόνα.

6) "Η (ή οι) ύπηρεσία (ες) πού είναι ύπεύθυνη (ες), όρίζει τίς άπαραίτητες διαδικασίες, ώστε τά ένησημα διαμετακομίσεως πού χρησιμοποιήθηκαν για να επικυρώσουν τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως πού προορίζονται να καλύψουν εισαγωγές καφέ προελεύσεως χωρών μή μελών, να ύπολογισθούν χωριστά από τά ένησημα διαμετακομίσεως πού χρησιμοποιήθηκαν σύμφωνα με τίς διατάξεις του κανόνα 12.

5. Τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως πού εκδόθηκαν για να καλύψουν εισαγωγή καφέ προελεύσεως χώρας μή μέλους δεν χρησιμοποιούνται παρά μόνο γι' αυτό τό σκοπό και δεν μπορούν να χρησιμοποιηθούν στο σύνολό τους ή κατά ένα μέρος για τήν απόκτηση πιστώσεως σέ ένησημα διαμετακομίσεως.

6. Πάνω σέ κάθε πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού χορηγείται σύμφωνα με τίς διατάξεις του κανόνα αυτού, ή ύπηρεσία πιστοποίησης:

- α) αναγράφει στο χώρο 15 τις ακόλουθες λέξεις:
«Καφές προελεύσεως από (όνομα της χώρας μη μέλους) ο οποίος έχει υπολογισθεί στην ποσότωση των χωρών μη μελών της (όνομα της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό)».
- β) αναγράφει καθαρά στο πάνω μέρος του πιστοποιητικού με κεφαλαία τις λέξεις «ΚΑΦΕΣ ΜΗ ΜΕΛΟΥΣ».

Κανόνας 9

ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΕΣ ΚΑΦΕ

1. Με την επιφύλαξη των εξαιρέσεων που αναφέρονται στην παράγραφο 9 του παρόντος κανόνα, κάθε επανεξαγωγή καφέ συνοδεύεται από ένα ξγυρό πιστοποιητικό επανεξαγωγής σέ έντυπο R, που έχει συμπληρωθεί και χορηγηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος κανονισμού.

2. Το πρωτότυπο και το πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού επανεξαγωγής φέρουν τη σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας της χώρας που εξέδωσε το πιστοποιητικό. Αυτή η σφραγίδα τίθεται από την τελωνειακή υπηρεσία αφού δεδαιωθεί ότι η επανεξαγωγή θα πραγματοποιηθεί.

3. Στην περίπτωση επανεξαγωγής με προορισμό χώρα μέλος, το πρωτότυπο του πιστοποιητικού επανεξαγωγής χορηγείται στον αποστολέα ή στον αντιπρόσωπό του για να συνοδεύσει τα έγγραφα αποστολής. Το πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού αποστέλλεται με το ταχύτερο και ασφαλέστερο μέσο στον Όργανισμό από το μέλος που εξέδωσε το πιστοποιητικό το συντομότερο δυνατό, και πάντως μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών από την ημερομηνία της αποστολής.

4. Αν η επανεξαγωγή προορίζεται για μία χώρα μη μέλος ή τελωνειακή υπηρεσία αποστέλλει το πρωτότυπο του πιστοποιητικού και το αποστέλλει μαζί με το πρώτο αντίγραφό του με το ταχύτερο και ασφαλέστερο μέσο στον Όργανισμό από το μέλος που εξέδωσε το πιστοποιητικό το συντομότερο δυνατό, και πάντως μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών από την ημερομηνία αποστολής.

5. Τα πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών επανεξαγωγής που διαβιβάζονται στον Όργανισμό σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του κανονισμού αυτού όπως και τα πρωτότυπα και τα πρώτα αντίγραφα που διαβιβάστηκαν βάσει της παραγράφου 4, αποστέλλονται σε δεσμίδες καλά συσκευασμένες των 100 αντιγράφων κατ' ανώτατο όριο.

6. Έφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και το ενδιαφερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικών συνοδεύεται από ένα αναλυτικό σημείωμα που αναγράφει τους αριθμούς συσχέτισεως των πιστοποιητικών, που περιέχει, όπως και την καθαρή ποσότητα του καφέ που καλύπτεται από κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικών και το αναλυτικό σημείωμα που τα συνοδεύει φέρουν ένα αύξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο του αναλυτικού σημειώματος, διαβιβάζεται παράλληλα στον Όργανισμό με χωριστό φάκελλο.

7. Έφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και το ενδιαφερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ο εκτελεστικός διευθυντής θεβαιώνει τη λήψη κάθε δέματος εγγράφων επιστρέφοντας το αναλυτικό σημείωμα αφού θέσει επ' αυτού τη σφραγίδα του.

8. Καμιά υπηρεσία πιστοποίησης ενός μέλους εξαγωγέα δεν δύναται να χορηγήσει πιστοποιητικό επανεξαγωγής αν πρώτα δεν αποδείξει για κάθε περίπτωση στον εκτελεστικό διευθυντή, ότι ο καφές για τον οποίο πρόκειται, είχε εισαχθεί στο έδαφός του. Οι αποδείξεις αυτής της εισαγωγής είναι, ιδίως, η προσαγωγή στον εκτελεστικό διευθυντή του πρωτοτύπου του πιστοποιητικού με την κάλυψη του οποίου έγινε η εισαγωγή του καφέ, κατάλληλα συμπληρωμένου σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 4 του κανόνα.

9. Δεν απαιτείται πιστοποιητικό επανεξαγωγής για να συνοδεύσει:

α) μικρές ποσότητες καφέ που προορίζονται για την άμεση κατανάλωση σε πλοία, αεροσκάφη, και σε όλα τα άλλα διεθνή μέσα μεταφοράς εμπορικού χαρακτήρα.

β) δείγματα και μερίδες αποστολής ανωτάτου καθαρού βάρους 60 χιλιογράμμων αφρύκτου καφέ ή το αντίστοιχό του, δηλαδή:

- i) 120 χιλιογράμματα απεξηραμένου καρπού καφέ.
- ii) 75 χιλιογράμματα καφέ μη αποφλοιωμένου.
- iii) 50,4 χιλιογράμματα καφέ πεφρυγμένου.
- iv) 20 χιλιογράμματα καφέ διαλυτού ή υγρού.

10. Οι υπηρεσίες πιστοποίησης διατηρούν τα αρχεία όπου έχουν μεταφερθεί όλα τα πιστοποιητικά επανεξαγωγής που εκδίδουν και στο μέτρο του δυνατού, τους αριθμούς συσχέτισεως των πιστοποιητικών τα οποία καλύπτουν τον εξαχθέντα καφέ όταν το πρώτον έγινε η εισαγωγή του, για περίοδο τουλάχιστο τεσσάρων ετών. Αυτά τα αρχεία είναι στη διάθεση του εκτελεστικού διευθυντή αν τα ζητήσει.

Κανόνας 10

ΚΑΦΕΣ ΥΠΟ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟ ΕΛΕΓΧΟ

1. Έφ' δσον ό έκτελεστικός διευθυντής καί ένα μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ένα έγκυρο πιστοποιητικό τού τύπου O, R, RS ή T κρατείται από την τελωνειακή ύπηρεσία τή στιγμή πού μερίδα αποστολής καφέ τίθεται υπό τελωνειακό έλεγχο αλλά δέν προορίζεται γιά άμεση είσαγωγή. Τά έγκυρα πιστοποιητικά γιά την τελωνειακή ύπηρεσία συμπληρώνονται μέ την άναγραφή των απαιτούμενων πληροφοριών στό άριστερό τμήμα τού B μέρους.

2. Μέ την προϋπόθεση ότι ή τελωνειακή ύπηρεσία ενός μέλους θεωρεί, βασιζόμενη στις πληροφορίες πού περιέχονται στό κατάλληλο έγκυρο πιστοποιητικό καί σε άλλα έγγραφα, ότι δέν υπάρχει παράβαση άλλων διατάξεων τού παρόντος κανονισμού, μπορεί νά επιτρέψει νά τεθεί μιά μερίδα αποστολής καφέ υπό τελωνειακό έλεγχο:

α) παρά τό γεγονός ότι μερικοί από τούς σάκκους (ή στην περίπτωση καφέ μεταποιημένου σε μιά χώρα μέλος είσαγωγής, καί περιεχομένου από ένα άλλο μέλος είσαγωγής, όλοι οι σάκκοι) ή οι άλλες συσκευασίες δέν φέρουν τά σημεία άναγνώρισεως τού ΔΟΚ ή άν τά σημεία άναγνώρισεως τού ΔΟΚ πού άναγράφονται πάνω στους σάκκους ή τίς άλλες συσκευασίες είναι δυσανάγνωστα ή έλλιπή ή άν τά σημεία μερικών σάκκων τής μερίδας αποστολής δέν συμφωνούν σε όλα τά στοιχεία μέ εκείνα πού άναγράφονται στό σχετικό πιστοποιητικό·

β) παρά τό γεγονός ότι τό καθαρό βάρος τής μερίδας αποστολής τού καφέ πού πρόκειται νά τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο δέν είναι τό ίδιο μέ εκείνο πού άναγράφεται στό πιστοποιητικό, μέ την προϋπόθεση ότι ό αριθμός των σάκκων είναι ίσος ή κατώτερος από εκείνο πού άναγράφεται στό πιστοποιητικό καί ή διαφορά τού βάρους δέν είναι άνωτερη από ένα τοίς εκατό τού βάρους πού άναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) παρά τό γεγονός ότι οι πληροφορίες πού περιέχονται στό πιστοποιητικό σχετικά μέ την χώρα προορισμού είναι άνακριδείς ή οι πληροφορίες σχετικά μέ τό λιμένα, ή τόν τόπο προορισμού λείπουν ή στεροούνται άκριθείας.

3. Άν μιά μερίδα αποστολής καφέ έπιτραπεί νά τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 2 τού παρόντος κανόνα, ή τελωνειακή ύπηρεσία τού ενδιαφερομένου μέλους άναγράφει στόν χώρο πού προβλέπεται γιά τίς παρατηρήσεις στό μέρος B τού πιστοποιητικού μέ ποιό τρόπο ή μερίδα αποστολής τού καφέ διαφέρει από εκείνη πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό. Ίδιαίτερα όφείλει:

α) στην περίπτωση άνωμαλιών τού τύπου πού περιγράφεται στό στοιχείο α) τής παραγράφου 2 τού παρόντος κανόνα, νά άναγράψει άν τά γνωρίζει, τά σημεία όπως έμφανίζονται πάνω στους σάκκους ή τίς άλλες συσκευασίες·

β) νά άναγράψει τό καθαρό βάρος τής μερίδας αποστολής άν αυτό δέν είναι τό ίδιο μέ αυτό πού άναφέρεται στό πιστοποιητικό·

γ) άν οι πληροφορίες πού περιέχονται στό πιστοποιητικό σχετικά μέ τή χώρα προορισμού δέν είναι άκριδείς ή άν οι πληροφορίες πού άφορούν τό λιμένα ή τόν τόπο προορισμού λείπουν ή είναι άνακριδείς, νά συμπληρώσει τίς σωστές πληροφορίες στόν κατάλληλο χώρο τού A μέρους τού πιστοποιητικού καί νά θέσει εκεί τή σφραγίδα τής.

4. Τά έγκυρα πιστοποιητικά πού αποσύρονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 1 τού κανόνα αυτού διαβιβάζονται στόν Όργανισμό μέ τό ταχύτερο καί ασφαλέστερο μέσο τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σε μιά προθεσμία τριάντα ήμερών ύπολογιζομένων από τό τέλος τού μηνός στη διάρκεια τού όποιου συγκεντρώθηκαν.

5. Ένα πιστοποιητικό πού αποσύρθηκε από την τελωνειακή ύπηρεσία σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 1 τού κανόνα αυτού δέν δύναται νά χρησιμοποιηθεί στό σύνολό του ή κατά ένα μέρος, γιά την άπόκτηση πιστώσεως σε ένσημα διαμετακομίσεως.

6. Τά έγκυρα πιστοποιητικά πού διαβιβάζονται στόν Όργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 4 τού κανόνα αυτού, αποστέλλονται σε δέματα καλά συσκευασμένα των 100 πιστοποιητικών κατ' άνώτατο όριο.

7. Έφ' δσον ό έκτελεστικός διευθυντής καί τό ενδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα έγκύρων πιστοποιητικών σφραγίζεται από ένα αναλυτικό σημείωμα πού άναφέρει τούς αριθμούς συσχετίσεως των πιστοποιητικών πού περιέχει όπως καί την καθαρή ποσότητα τού καφέ πού καλύπτεται από κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικών καί τό αναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν ένα αύξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο τού αναλυτικού σημειώματος διαβιβάζεται παράλληλα στόν Όργανισμό μέ χωριστό φάκελο.

8. Έφ' δσον ό έκτελεστικός διευθυντής καί τό ενδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ό έκτελεστικός διευθυντής δεδαιώνει τή λήψη κάθε δέματος έγκύρων πιστοποιητικών επιστρέφοντας τό αναλυτικό σημείωμα άφού θέσει εκεί τή σφραγίδα τού.

9. Κανένα πιστοποιητικό δέν αποσύρεται σύμφωνα μέ τούς όρους τής παραγράφου 1 τού κανόνα αυτού γιά νά τεθούν σε τελωνειακό έλεγχο δείγματα καί μερίδες αποστολής μέχρις άνωτέρου καθαρού βάρους 60 χιλιογράμμων άφρύκτου καφέ ή τό αντίστοιχό του, δηλαδή:

- i) 120 χιλιόγραμμα άπεξηραμένων κερασιών καφέ·
- ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή άποφλοιωμένου·
- iii) 50,4 χιλιόγραμμα καφέ πεφρυγμένου·
- iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτού ή ύγρου·

Κανόνας 11

ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗ ΤΟΥ ΚΑΦΕ ΠΟΥ ΕΧΕΙ ΤΕΘΕΙ ΥΠΟ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟ ΕΛΕΓΧΟ

1. Με την επιφύλαξη των εξαιρέσεων που αναφέρονται στην παράγραφο 8 του παρόντος κανόνα, κάθε επαναποστολή καφέ που έχει τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του κανόνα 10 καλύπτεται από ένα έγκυρο πιστοποιητικό επαναποστολής του τύπου RS που έχει συμπληρωθεί και χορηγηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού αυτού.

2. Το πρωτότυπο και το πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού επαναποστολής φέρουν τη σφραγίδα της τελωνειακής υπηρεσίας της χώρας που εξέδωσε το πιστοποιητικό. Αυτή η σφραγίδα τίθεται από την τελωνειακή υπηρεσία όταν αυτή βεβαιώνεται ότι η επαναποστολή θα πραγματοποιηθεί.

3. Όταν γίνεται η επαναποστολή του καφέ με προορισμό χώρα μέλος, το πρωτότυπο του πιστοποιητικού επαναποστολής δίδεται στον αποστολέα ή στον αντιπρόσωπό του για να συνοδεύσει τα έγγραφα αποστολής. Το πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού αποστέλλεται με το ταχύτερο και ασφαλέστερο μέσο στον Όργανισμό από το μέλος που χορήγησε το πιστοποιητικό το συντομότερο δυνατό και πάντως μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών υπολογιζομένων από την ημερομηνία επαναποστολής.

4. Αν η επαναποστολή προορίζεται για μία χώρα μη μέλος, το πρωτότυπο του πιστοποιητικού επαναποστολής κρατείται από την τελωνειακή υπηρεσία και αποστέλλεται με το πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού με το πιο ταχύτερο και ασφαλέστερο μέσο στον Όργανισμό από το μέλος που εξέδωσε το πιστοποιητικό το συντομότερο δυνατό, και πάντως μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών υπολογιζομένων από την ημερομηνία επαναποστολής.

5. Τα πρώτα αντίγραφα των πιστοποιητικών που διαβιβάζονται στον Όργανισμό σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του παρόντος κανόνα όπως και τα πρωτότυπα και τα πρώτα αντίγραφα που διαβιβάστηκαν δυνάμει της παραγράφου 4 αποστέλλονται σε δεσμίδες καλά συσκευασμένες των 100 πιστοποιητικών κατ' ανώτατο όριο.

6. Αν ο εκτελεστικός διευθυντής και το ενδιαφερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικών συνοδεύεται από ένα αναλυτικό σημείωμα που αναφέρει τους αριθμούς συσχέτισης των πιστοποιητικών που περιέχει όπως και την καθαρή ποσότητα του καφέ που καλύπτεται από κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα πιστοποιητικών και το αναλυτικό σημείωμα που τα συνοδεύει φέρουν ένα αυξανότα αριθμό. Ένα αντίγραφο του αναλυτικού σημειώματος διαβιβάζεται ταυτόχρονα στον Όργανισμό με χωριστό φάκελο.

7. Έφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και το ενδια-

φερόμενο μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ο εκτελεστικός διευθυντής βεβαιώνει τη λήψη κάθε δέματος εγγράφων, επιστρέφοντας το αναλυτικό σημείωμα αφού θέσει εκεί τη σφραγίδα του.

8. Δεν απαιτείται πιστοποιητικό επαναποστολής για να καλύψει:

- α) μικρές ποσότητες καφέ που προορίζονται για την άμεση κατανάλωση σε πλοία ή τα αεροσκάφη και σε όλα τα άλλα διεθνή μέσα μεταφοράς εμπορικού χαρακτήρα,
- β) δείγματα και μερίδες αποστολής μέχρις ανωτάτου καθαρού βάρους 60 χιλιογράμμων αφρύκτου καφέ ή το αντίστοιχό του, δηλαδή:
 - i) 120 χιλιόγραμμα άπεξηραμένου καρπού καφέ·
 - ii) 75 χιλιόγραμμα καφέ μή αποφλοιωμένου·
 - iii) 50,4 καφέ πεφρυγμένου·
 - iv) 20 χιλιόγραμμα καφέ διαλυτού ή υγρού.

9. Οι υπηρεσίες πιστοποίησης διατηρούν τα αρχεία όπου έχουν μεταφερθεί όλα τα πιστοποιητικά επαναποστολής που εκδίδουν, όπως και τους αριθμούς των πιστοποιητικών που αποσύρονται την στιγμή που ο επαναποσταλείς καφές είχε τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο αρχικά για μία περίοδο τουλάχιστον τεσσάρων ετών. Αυτά τα αρχεία τίθενται στη διάθεση του εκτελεστικού διευθυντή αν τα ζητήσει.

Κανόνας 12

ΚΑΦΕΣ ΥΠΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΗ

Καφές που βρίσκεται στο έδαφος μίας χώρας μέλους

1. Εάν ο καφές που βρίσκεται στο έδαφος μίας χώρας μέλους αλλά δεν έχει εισαχθεί, καλύπτεται από ένα έγκυρο πιστοποιητικό του τύπου O, R, RS ή T, ο κάτοχος του πιστοποιητικού μπορεί, καταθέτοντας το πιστοποιητικό σε μία υπηρεσία πιστοποίησης, να ζητήσει σε αντάλλαγμα τη χορήγηση πιστοποιητικών διαμετακομίσεως στο έντυπο T ή να φέρει το καθαρό βάρος του αφρύκτου καφέ ή το ισοδύναμο σε καφέ αφρυκτού του καφέ που καλύπτεται από τη κατατεθέν πιστοποιητικό σε πίστωση του λογαριασμού των ενσήμων διαμετακομίσεως που έχει ανοιχθεί στο όνομά του, με την επιφύλαξη ότι τα πιστοποιητικά σε έντυπο T που χορηγούνται για να καλύψουν εισαγωγή καφέ που προέρχεται από χώρες μη μέλη, δεν χρησιμοποιούνται, συνολικά ή κατά ένα μέρος, για να ελπίχουν πίστωση σε έσοδα διαμετακομίσεως. Τα έγκυρα πιστοποιητικά που καταθέτονται σύμφωνα με αυτή τη διάταξη ή δυνάμει της παραγράφου 11 του κανόνα αυτού, συμπληρώνονται με την αναγραφή των πληροφοριών που ζητούνται στο δεξιό τμήμα του μέρους B και διαβιβάζονται στον εκτελεστικό διευθυντή, το συντομότερο δυνατόν και πάντως μέσα στις τριάντα μέρες που ακολουθούν το κλείσιμο του μηνός κατά τη διάρκεια του οποίου έχουν συγκεντρωθεί.

2. Τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως σέ έντυπο Τ πού εκδίδονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανόνα αυτού επικυρώνονται μέ ένημα διαμετακομίσεως πού επικολλούνται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανόνα 16.

3. "Όταν ό δικαιούχος ενός λογαριασμού ένήμων διαμετακομίσεως χρειάζεται ένα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως ζητεί από τήν ύπηρεσία πιστοποίησης πού τηρεί τό λογαριασμό του νά του χορηγήσει αυτό τό έγγραφο καί γνωστοποιεί στήν ύπηρεσία πιστοποίησης τόν αριθμό συσχετίσεως του πιστοποιητικού πού είχε επιστραφεί καί βάσει του οποίου ζητείται τό νέο πιστοποιητικό. Η ύπηρεσία πιστοποίησης αφού δεβαιωθεί ότι ό ενδιαφερόμενος έχει άρκετή πίστωση μετά τήν επιστροφή του πιστοποιητικού πού νά επιτρέψει νά χορηγηθεί ένα νέο πιστοποιητικό, εκδίδει τό πιστοποιητικό καί τό επικυρώνει μέ τήν επικόλληση ένήμων διαμετακομίσεως πού καταλογίζονται στόν λογαριασμό «ένημα» του αίτούντος.

4. Μιά ύπηρεσία πιστοποίησης δύναται νά εκδίδει πιστοποιητικά διαμετακομίσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανόνα αυτού γιά τίς ποσότητες καφέ καί τόν προορισμό, πού ζητούνται από τόν αίτούντα μέ τήν προϋπόθεση ότι:

- α) επιστράφηκαν έγκυρα πιστοποιητικά σέ έντυπο Ο, R, RS ή Τ·
- β) ή συνολική ποσότητα του καφέ πού καλύπτεται από τά πιστοποιητικά πού εκδόθηκαν δέν υπερβαίνει τήν ποσότητα πού καλύπτεται από τά πιστοποιητικά πού επιστράφησαν·
- γ) ή ύπηρεσία πιστοποίησης δεβαιώνεται ότι ό καφές βρίσκεται στό σημείο πού αναφέρεται καί ότι πρόκειται γιά τόν καφέ πού περιγράφεται στό πιστοποιητικό πού κατατέθηκε τή στιγμή πού αυτό χορηγήθηκε.

5. "Όταν ό καφές αποστέλλεται μέ προορισμό χώρα μή μέλος, τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικού διαμετακομίσεως πού εκδόθηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανόνα αυτού, παραδίδεται στόν άποστολέα ή στόν αντιπρόσωπό του γιά νά συνοδεύσει τά έγγραφα άποστολής. Τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού αποστέλλεται μέ τό ασφαλέστερο καί ταχύτερο μέσο στόν Όργανισμό από τό μέλος πού εξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό καί πάντως σέ μία προθεσμία τριάντα ήμερών ύπολογιζομένων από τήν ήμερομηνία εκδόσεώς του. Μέσα στό μέτρο του δυνατού, τά αντίγραφα θά προσαρτηθούν στά πρωτότυπα των πιστοποιητικών στά όποία βασίζονται.

6. Στήν περίπτωση άποστολής σέ μία χώρα μή μέλος, τό πρωτότυπο του πιστοποιητικού διαμετακομίσεως, καθώς καί τό πρώτο αντίγραφο του πιστοποιητικού αποστέλλονται μέ τό ταχύτερο καί ασφαλέστερο μέσο στόν Όργανισμό από τό μέλος τό όποίο εξέδωσε τό πιστοποιητικό, τό συντομότερο δυνατό, καί πάντως μέσα σέ μία προθεσμία τριάντα ήμερών ύπολογιζομένων από τήν ήμερομηνία χορηγήσεώς τους.

7. Τά πρώτα αντίγραφα, καί στήν περίπτωση των

άποστολών πρός χώρες μή μέλη, τά πρωτότυπα των πιστοποιητικών διαμετακομίσεως όπως καί τά πρωτότυπα των πιστοποιητικών στά όποία βασίζονται, τά όποία έχουν διαβιβασθεί στόν Όργανισμό σύμφωνα μέ τίς διατάξεις των παραγράφων 5 καί 6 του παρόντος κανόνα, αποστέλλονται σέ δεσμίδες καλά συσκευασμένα των 50 σειρών εγγράφων κατ' άνώτατο όριο⁽¹⁾.

8. Έφ' όσον ό εκτελεστικός διευθυντής καί τό ενδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, κάθε δέμα πιστοποιητικών συνοδεύεται από ένα αναλυτικό σημείωμα πού αναφέρει τούς αριθμούς συσχετίσεως των πιστοποιητικών πού περιέχει, καθώς καί τήν καθαρή ποσότητα του καφέ πού καλύπτεται από κάθε πιστοποιητικό. Κάθε δέμα καί τό αναλυτικό σημείωμα πού τά συνοδεύει φέρουν έναν αθξοντα αριθμό. Ένα αντίγραφο του αναλυτικού σημειώματος διαβιβάζεται ταυτόχρονα στόν Όργανισμό μέ χωριστό φάκελο.

9. Έφ' όσον ό εκτελεστικός διευθυντής καί τό ενδιαφερόμενο μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ό εκτελεστικός διευθυντής δεβαιώνει τή λήψη κάθε δέματος πιστοποιητικών επιστρέφοντας τό αναλυτικό σημείωμα, αφού θέσει σ' αυτό τή σφραγίδα του.

10. Οί ύπηρεσίες πιστοποίησης διατηρούν τά αρχεία όλων των πιστοποιητικών διαμετακομίσεως πού εκδίδουν, καί αναφέρουν τό λόγο γιά τόν όποιο χορηγήθηκαν, κατά τή διάρκεια μιās περιόδου τό λιγότερο τεσσάρων έτών. Αυτά τά αρχεία είναι στή διάθεση του εκτελεστικού διευθυντή άν τά ζητήσει.

Καφές καθ' όδόν

11. "Αν ό κάτοχος ενός έγκυρου πιστοποιητικού του τύπου Ο, R, RS, ή Τ, πού καλύπτει μία μερίδα άποστολής καφέ καθ' όδόν επιθυμεί νά χωρίσει σέ τμηματικές άποστολές αυτή τή μερίδα, δύναται, καταθέτοντας τό πιστοποιητικό καί όλα τά απαραίτητα έγγραφα σύμφωνα μέ τό στοιχείο γ) τής παραγράφου 4 του παρόντος κανόνα, σέ μία ύπηρεσία πιστοποίησης τής χώρας του, νά ζητήσει σέ αντίαλλαγμα τή χορήγηση πιστοποιητικών διαμετακομίσεως σέ έντυπο Τ. Αυτά τά πιστοποιητικά εκδίδονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις των παραγράφων 1 μέχρι 10 του παρόντος κανόνα.

Κανόνας 13

ΑΛΛΑΓΗ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΥ ΑΠΟ ΜΙΑ ΧΩΡΑ ΜΕΛΟΣ ΣΕ ΜΙΑ ΧΩΡΑ ΜΗ ΜΕΛΟΣ

"Αν ό προορισμός του καφέ πού καλύπτεται από ένα

(1) Μιά σειρά εγγράφων αποτελείται από τό πρώτο αντίγραφο, καί στήν περίπτωση μιās άποστολής σέ μία χώρα μή μέλος, από τό πρωτότυπο του πιστοποιητικού διαμετακομίσεως καί τό πρωτότυπο του πιστοποιητικού στό όποίο βασίζονται αυτά τά έγγραφα.

Έγκυρο πιστοποιητικό του τύπου Ο, R, RS ή T, άλλαξε για να περάσει από μία χώρα μέλος σε μία χώρα μη μέλος, ο κάτοχος καταθέτει το πιστοποιητικό σε μία υπηρεσία πιστοποίησης ή οποία αποσύρει το πιστοποιητικό χωρίς να τό αντικαταστήσει και τό διαβιβάζει άμέσως στον έκτελεστικό διευθυντή με την ένδειξη: «Αποσυρθέν, αλλαγή προορισμού για μία χώρα μη μέλος». Όταν αυτό είναι δυνατό, η υπηρεσία πιστοποίησης προσδιορίζει τό όνομα της χώρας μη μέλους στην όποιαν κατευθύνθηκε ή μερίδα άποστολής του καφέ.

Κανόνας 14

ΑΠΩΛΕΙΑ ΕΓΚΥΡΩΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ

1. Οί υπηρεσίες πιστοποίησης, οί τελωνειακές υπηρεσίες και οί ιδιώτες, πού πρόκειται να χρησιμοποιήσουν τά πιστοποιητικά παίρνουν όλα τά μέτρα πού δύνανται λογικά να πάρουν για να εξασφαλισθεί ή ασφάλεια αυτών των πιστοποιητικών.

2. Άν ένα έγκυρο πιστοποιητικό του τύπου Ο, R, RS ή T χαθεί πριν να κατατεθεί σε μία υπηρεσία πιστοποίησης ή πριν να αποσυρθεί από μία τελωνειακή υπηρεσία σύμφωνα με τίς διατάξεις του κανονισμού αυτού, ο έμπορος πού δικαιούται τον καφέ ο οποίος καλύπτεται από τό πιστοποιητικό πού χάθηκε, πληροφορεί γι' αυτή την απώλεια την υπηρεσία πιστοποίησης της χώρας του, και της παρέχει τον μεγαλύτερο δυνατό αριθμό πληροφοριών, από αυτές πού άπαριθμούνται κατωτέρω στο θέμα του πιστοποιητικού πού χάθηκε:

- α) τον αριθμό και την ήμερομηνία εκδόσεως.
- β) τον τύπο και τό καθαρό βάρος του καφέ πού άφορά.
- γ) τό σημείο άναγνώρισεως του Δ Ο Κ και τά άλλα σημεία πού φέρουν οί σάκκοι ή οί άλλες συσκευασίες.
- δ) τό όνομα του πλοίου ή του άλλου μέσου μεταφοράς με τό όποιο μεταφέρθηκε ο καφές ή έφθασε στο μέρος πού βρίσκεται σήμερα.
- ε) τον προορισμό του καφέ.
- ς) τό όνομα και τή διεύθυνση του εισαγωγέα (άναφέροντας, άν είναι δυνατό, τον αριθμό telex και/ή τον αριθμό τηλεφώνου του).
- η) την γραπτή δεβαίωση από μέρους της υπηρεσίας πιστοποίησης ή όποια εξέδωσε τό πιστοποιητικό ότι αυτό εκδόθηκε σύμφωνα με τίς διατάξεις του παρόντος κανονισμού.
- θ) στην περίπτωση πιστοποιητικού καταγωγής του τύπου Ο ή πιστοποιητικού διαμετακομίσεως, πού χάθηκαν, την γραπτή δεβαίωση της τράπεζας πού ανέλαβε τή συναλλαγή, δάσει της όποιας επικυρώθηκε τό πιστοποιητικό με την επικύλληση των ένσήμων εξαγωγής ή των ένσήμων διαμετακομίσεως ανάλογα με την περίπτωση, σύμφωνα με τίς διατάξεις του κανονισμού αυτού.

ι) όταν ο καφές βρίσκεται σε μία άποθήκη, τή γραπτή δήλωση του διαχειριστού της άποθήκης ή όποια περιγράφει τον καφέ και δεβαιώνει την περίοδο άποθηκεύσεώς του.

κ) μία γραπτή έκθεση σχετικά με την απώλεια του πιστοποιητικού και τά μέτρα πού λήφθηκαν για να ξαναδρεθεί.

3. Η υπηρεσία πιστοποίησης διαβιβάζει στον έκτελεστικό διευθυντή τίς απαραίτητες πληροφορίες. Με τίς πληροφορίες πού έχουν ληφθεί κατ' αυτόν τον τρόπο, ο έκτελεστικός διευθυντής δύναται να άποφασίσει να ζητήσει από τίς αρμόδιες αρχές της χώρας στην όποια ο καφές έπρεπε να εισαχθεί να έπιτρέψουν, κατ' εξαίρεση, την είσοδο του καφέ χωρίς την προσκόμιση του χαμένου πιστοποιητικού τό όποιο συγχρόνως θά δηλωθεί σαν άκυρο.

4. Ο έκτελεστικός διευθυντής πληροφορεί τά μέλη για όλα τά άκυρα πιστοποιητικά σύμφωνα με τίς διατάξεις της παραγράφου 3 του κανόνα αυτού.

5. Άν ένα πιστοποιητικό πού δηλώθηκε σαν άκυρο δύναμει των διατάξεων των παραγράφων 3 του κανόνα αυτού ξαναδρεθεί, ο νέος κάτοχος τό καταθέτει άμέσως σε μία υπηρεσία πιστοποίησης, ή όποια τό διαβιβάζει στον έκτελεστικό διευθυντή με μία έπιστολή έπεξηγηματική.

6. Ο έκτελεστικός διευθυντής πραγματοποιεί περιοδικούς έλέγχους, για να δεβαιωθεί ότι τά πιστοποιητικά τά όποια δηλώθηκαν σαν χαμένα και για την όποια εφαρμόστηκαν οί άνωτέρω διαδικασίες, δέν χρησιμοποιήθηκαν στη συνέχεια για να καλύψουν εισαγωγές άλλων ποσοτήτων καφέ.

Κανόνας 15

ΕΝΣΗΜΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΞΑΓΩΓΗ ΚΑΦΕ

Χορήγηση των ένσήμων

1. Με την έπιφύλαξη της καταβολής κάθε δικαιώματος τό όποιο μπορεί να έπιβληθεί σύμφωνα με τούς δρους των άρθρων 47, 50 και 55 της διεθνούς συμφωνίας για τον καφέ του 1976, ένσημα εξαγωγής χορηγούνται σε κάθε μέλος εξαγωγέα (και στις Ήνωμένες Πολιτείες Άμερικης για τή Χαβάη), σε τρίμηνα διαστήματα, κατά τέτοιο τρόπο ώστε να είναι σε διάθεση των ένδιαφερομένων υπηρεσιών τό λιγότερο 15 ήμέρες πριν από την αρχή κάθε τριμήνου.

2. Άφου συμβουλευθεί τό ένδιαφερόμενο μέλος, ο έκτελεστικός διευθυντής ορίζει, σε κάθε χώρα μέλος παραγωγής ή ομάδα μελών, μία τράπεζα ή ένα χρηματοδοτικό ίδρυμα (τό όποιο θά άποκαλείται στο εξής «άντιπρόσωπος») ανεξάρτητο από την υπηρεσία πιστοποίησης και από την αρμόδια αρχή στο θέμα του καφέ, για να εκπληρώνει τά καθήκοντα του άντιπροσώπου του Διεθνούς Όργανισμού Καφέ δσον άφορά τά ένσημα εξαγωγής πού χορηγούνται στο έν λόγω μέλος. Ο άντιπρόσωπος πρέπει να είναι άποδεκτός

συγχρόνως από τον εκτελεστικό διευθυντή και από το ενδιαφερόμενο μέλος. Ο εκτελεστικός διευθυντής δύναται οποτεδήποτε, με μία αιτιολογημένη απόφαση, να δηλώσει ότι ένας αντιπρόσωπος δεν είναι πιά δεκτός, και να υποδείξει άλλο αντιπρόσωπο.

3. Το λιγότερο δέκα πέντε ημέρες πριν από την αρχή κάθε εξαμήνου, ο εκτελεστικός διευθυντής καταθέτει στον αντιπρόσωπο μία ποσότητα ενσήμων εξαγωγής που αντιστοιχεί στις συνολικές ποσότητες του καφέ που το μέλος θα έχει το δικαίωμα να εξαγει υπό ποσόστωση κατά τη διάρκεια του επόμενου εξαμήνου, και μία συμπληρωματική ποσότητα που θα καθορισθεί από τον εκτελεστικό διευθυντή και που προορίζεται για την εξισορρόπηση ενδεχομένων αυξήσεων των ποσοτήτων για εξαγωγή υπό ποσόστωση και για την αντιμετώπιση άλλων απροδλέπτων. Όλα τα έξοδα που αναφέρονται στην παροχή αυτής της υπηρεσίας από τον αντιπρόσωπο βαρύνουν το ενδιαφερόμενο μέλος.

4. Ο αντιπρόσωπος δεν παρέχει ένσημα εξαγωγής στην υπηρεσία πιστοποίησης στη χώρα μέλος παραγωγής παρά μόνο μετά από οδηγίες του εκτελεστικού διευθυντή ο οποίος καθορίζει τη συνολική ποσότητα των ενσήμων εξαγωγής τα οποία θα δοθούν για κάθε τρίμηνο.

5. Αν δεν ορίστηκε αντιπρόσωπος σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 2 του κανόνα αυτού, ο εκτελεστικός διευθυντής παραδίδει σε τρίμηνα διαστήματα ένσημα εξαγωγής που αντιστοιχούν στο σύνολο των ποσοτήτων που το ενδιαφερόμενο μέλος έχει το δικαίωμα να εξαγει υπό ποσόστωση κάθε τρίμηνο. Αυτές οι τρίμηνες αποστολές των ενσήμων εξαγωγής απευθύνονται στην υπηρεσία πιστοποίησης του ενδιαφερομένου μέλους ή σε κάθε αρμόδια αρχή που το τελευταίο αυτό θα μπορούσε να υποδείξει για αυτό το σκοπό.

6. Τα ένσημα εξαγωγής δεν είναι μεταβιβάσιμα και φέρουν τον κωδικό αριθμό της χώρας ή της ομάδας μελών (OAMCAF) (βλέπε παράρτημα 6) καθώς και τον κωδικό αριθμό του καφεπαραγωγού έτους κατά τη διάρκεια του οποίου πρέπει να χρησιμοποιηθούν για να είναι έγκυρα.

7. Τα ένσημα εξαγωγής είναι ονομαστικής αξίας 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, 30 000, 100 000 χιλιογράμμων. Κάθε ονομαστική αξία έχει ένα διαφορετικό χρώμα. Ο εκτελεστικός διευθυντής δύναται να προσθέσει ονομαστικές αξίες που η πρακτική θα αποδείξει απαραίτητες, και να καταργήσει τις ονομαστικές αξίες που δεν θα έχουν πιά χρησιμότητα.

8. Κάθε μέλος παραγωγής γνωστοποιεί στον εκτελεστικό διευθυντή το λιγότερο ενενήντα ημέρες πριν από την αρχή κάθε καφεπαραγωγού έτους κάθε ενδεχόμενη αλλαγή στο ποσοστό κάθε ονομαστικής αξίας την οποία θα έχει ανάγκη για να εξαγει τις συνολικές ποσότητες που έχουν εγκριθεί, κατά τη διάρκεια του επόμενου καφεπαραγωγού έτους. Έλλείψει αυτής της γνωστοποίησης ο εκτελεστικός διευθυντής χρησιμο-

ποιεί, τη στιγμή της αποστολής των ενσήμων εξαγωγής για το επόμενο καφεπαραγωγό έτος, τα ποσοστά που εφαρμόστηκαν κατά τη διάρκεια του προηγούμενου έτους.

9. Τα μέλη δύνανται, απευθύνοντας μία αίτηση στον αντιπρόσωπο ή στον εκτελεστικό διευθυντή, να λάβουν ένσημα εξαγωγής ονομαστικής αξίας μικρότερης ή μεγαλύτερης σε αντάλλαγμα των ενσήμων αντιστοίχως συνολικής αξίας που επιστράφηκαν στη διάρκεια ενός καφεπαραγωγού έτους, με την προϋπόθεση ότι τα ένσημα που επιστράφηκαν φέρουν τον ίδιο κωδικό αριθμό χώρας με εκείνα που προορίζονται να τα αντικαταστήσουν.

Προσαρμογή των ποσοτήτων για εξαγωγή υπό ποσόστωση

10. Αν στη διάρκεια ενός τριμήνου έλαβε χώρα προσαρμογή που επιφέρει μία αύξηση των ποσοτήτων για εξαγωγή υπό ποσόστωση, ο εκτελεστικός διευθυντής εξουσιοδοτεί άμεσα τον αντιπρόσωπο να αποδεσμεύσει μία συμπληρωματική ποσότητα ενσήμων εξαγωγής, που να αντιστοιχεί στο μέγεθος αυτής της αύξησης. Αν δεν έχει ορισθεί αντιπρόσωπος, ή κατάλληλη ποσότητα αποστέλλεται άμεσα στην αρμόδια αρχή που αναφέρεται στην παράγραφο 5 του κανόνα αυτού.

11. Αν μία προσαρμογή που επιφέρει μία μείωση των ποσοτήτων εξαγωγής με ποσόστωση έλαβε χώρα στη διάρκεια του τριμήνου, για το οποίο τα ένσημα εξαγωγής είχαν ήδη χορηγηθεί, τα ενδιαφερόμενα μέλη εξαγωγής επιστρέφουν καθένα στον αντιπρόσωπο, έφ' όσον έχει ορισθεί αντιπρόσωπος, ή στον εκτελεστικό διευθυντή στην αντίθετη περίπτωση, την ποσότητα των ενσήμων εξαγωγής που αντιστοιχεί στο ποσό στο οποίο μειώθηκαν οι ποσότητες εξαγωγής υπό ποσόστωση. Στην περίπτωση που η κατάσταση της συνολικής ποσότητας των ενσήμων δεν είναι δυνατή επειδή υπάρχουν τρέχοντα συμβόλαια καλής πίστης κατά τη διάρκεια του εν λόγω τριμήνου, το ενδιαφερόμενο μέλος πληροφορεί σχετικά τον εκτελεστικό διευθυντή ο οποίος προβαίνει στις απαραίτητες ρυθμίσεις για να κρατήσει την ποσότητα που αντιστοιχεί στα ένσημα που θα χορηγηθούν για το επόμενο τρίμηνο.

Πληρωμή των δικαιωμάτων

12. Εύθύς ως τα ένσημα εξαγωγής παραδοθούν σε ένα μέλος ο εκτελεστικός διευθυντής γνωστοποιεί σ' αυτό το ποσό των δικαιωμάτων που πρέπει να καταβληθούν για αυτά τα ένσημα.

13. Το ενδιαφερόμενο μέλος καταβάλλει στον εκτελεστικό διευθυντή το συνολικό ποσό αυτών των δικαιωμάτων, σε δολάρια Η.Π.Α. αφού λάβει την ειδοποίηση του εκτελεστικού διευθυντή για το ποσό που θα καταβάλλει.

14. Αν ένα μέλος δεν τακτοποιήσει εξ ολοκλήρου το

οφειλόμενο ποσό, ό έκτελεστικός διευθυντής παρακρατεί έναντι τών ένσήμων τά όποία πρέπει νά χορηγηθούν τήν επόμενη φορά, τήν ποσότητα πού αντιστοιχεί στό ποσό τών καθυστερημένων δικαιωμάτων.

Παρακράτηση τών ένσήμων από τόν έκτελεστικό διευθυντή

15. Όταν προβαίνει σέ ρυθμίσεις γιά νά χορηγήσει τά ένσημα εξαγωγής γιά ένα όποιοδήποτε τρίμηνο, ό έκτελεστικός διευθυντής δέν λαμβάνει υπόψη μόνο κάθε προσαρμογή, πού τυχόν ξγινε στίς εξαγόμενες ποσότητες υπό τήν ποσόστωση από κάθε μέλος, αλλά ενεργεί ακόμη τίς κατάλληλες μειώσεις πού αφορούν:

- α) κάθε ανεπαρκή χαρτοσήμανση πιστοποιητικών καταγωγής γιά τήν όποία δέν εισπράχθηκαν τά κατάλληλα ένσημα.
- β) κάθε κύρωση ή μείωση πού εφαρμόστηκε σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του άρθρου 42 τής διεθνούς συμφωνίας του καφέ του 1976.
- γ) κάθε καθυστέρηση δικαιωμάτων ή όποια θά πρέπει νά εισπραχθεί επί τών ένσήμων εξαγωγής πού χορηγήθηκαν προγενέστερα σέ μία χώρα μέλος.

16. Ό έκτελεστικός διευθυντής δύναται νά παρακρατήσει τό δέκα τοίς εκατό τών ένσήμων εξαγωγής πού πρόκειται νά χορηγηθούν σέ μία χώρα μέλος γιά τό επόμενο τρίμηνο αν αυτό τό μέλος δέν εκπληρώνει μία όποιαδήποτε από τίς ακόλουθες προϋποθέσεις:

- α) νά διαδιδάξει:
 - i) τά πρώτα αντίγραφα τών πρωτοτύπων τών πιστοποιητικών καταγωγής σέ έντυπο Ο καί τά αντίγραφα τών φορτωτικών πού αντιστοιχούν μέσα στίς προθεσμίες πού καθορίζονται στην παράγραφο 6 του κανόνα 5.
 - ii) τά πρώτα αντίγραφα καί τά πρωτότυπα τών πιστοποιητικών καταγωγής σέ έντυπο Χ καί τά αντίγραφα τών σχετικών φορτωτικών μέσα στίς προθεσμίες πού καθορίζονται στην παράγραφο 4 του κανόνα 6.
- β) νά πληροφορεί τόν έκτελεστικό διευθυντή, στίς 15 κάθε μηνός ή πριν από τήν ήμερομηνία αυτή, γιά τή συνολική αξία, σέ χιλιόγραμμα, τών ένσήμων εξαγωγής πού χρησιμοποιήθηκαν κατά τόν προηγούμενο μήνα σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 19 του κανόνα αυτού.
- γ) νά εκπληρώνει τίς συμβατικές υποχρεώσεις σύμφωνα μέ τούς όρους τής παραγράφου 2 του άρθρου 53 τής διεθνούς συμφωνίας του καφέ του 1976.

17. Ό έκτελεστικός διευθυντής πληροφορεί τήν έκτελεστική επιτροπή γιά κάθε παρακράτηση ένσήμων, πού πραγματοποιήθηκε σέ εφαρμογή τών διατάξεων τών παραγράφων 14 καί 16 του κανόνα αυτού. Τά ένσημα πού παρακρατήθηκαν μ' αυτό τόν τρόπο θά απελευθερωθούν μόλις τό έν λόγω μέλος θά έχει εκπληρώσει όλες τίς εκκρεμείς υποχρεώσεις καί πά-

ντως μέσα σέ μία προθεσμία τό αργότερο τριάντα ήμερών πριν από τό τέλος του καφεπαραγωγού έτους. "Αν ένα μέλος δέν έχει εκπληρώσει μία από τίς προϋποθέσεις στό τέλος του καφεπαραγωγού έτους, ό έκτελεστικός διευθυντής παρακρατεί τά αντίστοιχα ένσημα κατά τήν πρώτη τριμηνιαία χορήγηση του επόμενου έτους στην ενδιαφερόμενη χώρα μέλος.

Άναφορές καί καταστάσεις λογαριασμών από τά μέλη παραγωγούς

18. Κάθε μέλος παραγωγός τό όποιο λαμβάνει μία ποσότητα ένσήμων εξαγωγής αναλαμβάνει τήν ευθύνη νά επιβλέπει γιά τήν ασφάλεια τών ένσήμων.

19. Κάθε μέλος πού λαμβάνει ένσημα εξαγωγής γνωστοποιεί στον έκτελεστικό διευθυντή τό αργότερο στίς δέκα πέντε κάθε μηνός τή συνολική αξία σέ χιλιόγραμμα τών ένσήμων εξαγωγής πού έχουν χρησιμοποιηθεί στή διάρκεια του προηγούμενου μηνός.

20. Αφού τελειώσει τό καφεπαραγωγό έτος, καί τό αργότερο στίς 30 Οκτωβρίου, κάθε μέλος παραγωγής καταθέτει μία τελική αναφορά, πού συντάσσεται κατά ένα τύπο πού θά συμφωνηθεί, στον αντιπρόσωπο, όταν υπάρχει, ή στον έκτελεστικό διευθυντή στην αντίθετη περίπτωση, αναφέροντας τή συνολική αξία σέ χιλιόγραμμα τών ένσήμων εξαγωγής πού χορηγήθηκαν καί χρησιμοποιήθηκαν κατά τή διάρκεια του προηγούμενου καφεπαραγωγού έτους, καί συγχρόνως μέ αυτή τήν αναφορά καταθέτει δλόκληρο τό υπόλοιπο τών ένσήμων εξαγωγής τά όποια θά παραμείνουν άχρησιμοποίητα.

Καταστάσεις λογαριασμών τών Τραπεζών ή τών χρηματοδοτικών Ίδρυμάτων πού άσכולούνται μέ τά ένσημα εξαγωγής

21. Κάθε αντιπρόσωπος πού έλαβε ένσημα εξαγωγής σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του κανόνα αυτού, συντάσσει κάθε τρίμηνο καί κάθε έτος μία κατάσταση όλων τών ένσήμων εξαγωγής πού έλαβε καί χορήγησε σύμφωνα μέ τίς οδηγίες του έκτελεστικού διευθυντή καί καταθέτει μαζί μέ τήν έτήσια κατάσταση λογαριασμών κάθε τυχόν υπόλοιπο τών ένσήμων πού δέν χρησιμοποιήθηκαν. Αυτές οί καταστάσεις τών λογαριασμών άποστέλλονται στον έκτελεστικό διευθυντή τό αργότερο, σαράντα πέντε ήμέρες μετά τό τέλος του τριμήνου ή του έτους παραγωγής καφέ, τό όποιο αφορούν.

22. "Αν οί καταστάσεις τών όριστικών λογαριασμών καθώς καί τό υπόλοιπο τών άχρησιμοποίητων ένσήμων δέν έλήφθησαν σαράντα πέντε ήμέρες μετά τό τέλος του καφεπαραγωγού έτους τό όποιο αφορούν, ό έκτελεστικός διευθυντής ζητά από τόν ενδιαφερόμενο αντιπρόσωπο νά εκθέσει τούς λόγους αυτής τής καθυστέρησης. "Αν μετά τήν λήξη μιās προθεσμίας (21) είκοσι μιās ήμερών ύπολογιζόμενων από τήν ήμερομηνία αυτής τής αίτήσεως, ό αντιπρόσωπος δέν δώσει ικανοποιητικές εξηγήσεις, ό έκτελεστικός διευθυντής θέτει τό ζήτημα στην έκτελεστική επιτροπή.

Ἀναφορές καί καταστάσεις λογαριασμών σχετικῶν μέ τήν εἰσπραξή τῶν δικαιωμάτων

23. Μετά ἀπό τή λήψη τῶν ὀριστικῶν ἀναφορῶν πού ἀναφέρονται στίς παραγράφους 20 καί 21 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής συντάσσει καί ὑποβάλλει σέ κάθε μέλος, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς παραγράφου 1 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, μιά κατάσταση πού ἐμφανίζει τό συνολικό ποσό τῶν δικαιωμάτων πού καταβλήθηκαν καί τῶν δικαιωμάτων πού καθυστεροῦνται κατά τό προηγούμενο καφεπαραγωγό ἔτος.

24. Ἄν τό συνολικό ποσό πού καταβλήθηκε ἀπό ἕνα μέλος εἶναι ἀνώτερο ἀπό τό ὀφειλόμενο ποσό, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐπιστρέφει τή διαφορά.

Χρησιμοποίηση τῶν ἐνοσῶν ἐξαγωγῆς

25. Κάθε πιστοποιητικό καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο πού χορηγεῖται γιά νά συνοδεύσει τόν καφέ πού ἐξάγεται σέ μιά χώρα μέλος πρέπει νά φέρεي, καλά ἐπικολλημένα (στήν πίσω σελίδα) τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς τῶν ὁποίων ἡ συνολική ὀνομαστική ἀξία ἀντιστοιχεῖ στό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἡ τό ἰσοδύναμο σέ καφέ ἄφρυκτο τοῦ καφέ πού καλύπτεται ἀπό τό πιστοποιητικό, χωρίς ἐν τούτοις νά ὑπάρχει ἀνάγκη νά καλυφθεῖ τό πλεόνασμα πάνω ἀπό τήν τελευταία ποσότητα τῶν 25 χιλιογράμμων, παρὰ τό γεγονός ὅτι ἕνα τέτοιο πλεόνασμα θά ὑπολογισθεῖ σάν μέρος τῆς ποσοστῶσεως ἐξαγωγῆς (π.χ. μιά μερίδα ἀποστολῆς 399 χιλιογράμμων ἀπαιτεῖ ἔνσημα ἐξαγωγῆς ἀξίας 375 χιλιογράμμων ἐνῶ μιά μερίδα ἀποστολῆς 400 χιλιογράμμων ἀπαιτεῖ ἔνσημα ἀξίας 400 χιλιογράμμων). Σέ καμιά περίπτωση τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς δέν θά ἐπικολλῶνται σέ φύλλα χαρτιοῦ πού προσαρτῶνται στό πιστοποιητικά καταγωγῆς. Κατά τά λοιπά τά πιστοποιητικά καταγωγῆς τύπου Ο συμπληρώνονται καί ὁδηγοῦνται σύμφωνα μέ τίς ὁδηγίες πού δίδονται στό παράρτημα 1 Β καί στόν κανόνα 5.

26. Στήν περίπτωση ἑνός πιστοποιητικοῦ καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο πού προορίζεται νά καλύψει μιά ἀποστολή καφέ μέ κάποια ἄλλη μορφή ἐκτός ἀπό τόν ἄφρυκτο καφέ, τό ἀντίστοιχο τοῦ καθαροῦ βάρους σέ καφέ ἄφρυκτο ἀναγράφεται στό χωρο 15. Γιά τόν ὑπολογισμό τοῦ ἀντιστοίχου σέ καφέ ἄφρυκτο ἐφαρμόζονται οἱ κατωτέρω συντελεστές μετατροπῆς:

- ἀπεξηραμένοι καρποί καφέ: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τῶν ἀπεξηραμένων καρπῶν καφέ μέ τό 0,50,
- καφές μὴ ἀποφλοιωμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ καφέ σέ ἀκέραια τεμάχια μέ τό 0,80,
- καφές πεφρυγμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ πεφρυγμένου καφέ μέ τό 1,19,
- καφές ὑγρός: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τῶν ἀφυδατωμένων στερεῶν τοῦ καφέ πού περιέχονται στόν ὑγρό καφέ μέ τό 3,
- καφές διαλυτός: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ διαλυτοῦ καφέ μέ τό 3,

— καφές ἀποκαφεϊνωμένος: πολλαπλασιάζεται τό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ χωρίς καφεΐνη, πεφρυγμένου ἢ διαλυτοῦ μέ τό 1, 1,19 ἢ 3, ἀντίστοιχα.

27. Πρίν ἀπό τήν ἐξαγωγή μιᾶς μερίδας ἀποστολῆς, τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού εἶναι ἐπικολλημένα σέ κάθε πιστοποιητικό καταγωγῆς τύπου Ο σφραγίζονται εἴτε ἀπό τήν ὑπηρεσία πιστοποιήσεως εἴτε ἀπό τίς τελωνειακές ἀρχές, ὅποιο εἶναι πιό πρακτικό, κατά τέτοιο τρόπο ὥστε τά ἔνσημα νά μὴ εἶναι δυνατόν νά χρησιμοποιηθοῦν ἐκ νέου, ἀλλά νά εἶναι δυνατή ἡ ἀνάγνωση τῶν ἀριθμῶν τους χωρίς δυσκολία.

28. Τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς δέν ἰσχύουν παρὰ μόνον γιά χρήση κατά τή διάρκεια τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους στό ὁποῖο ἀναφέρονται σύμφωνα μέ τόν κωδικό ἀριθμό τοῦ ἔτους πού εἶναι τυπωμένος πάνω σ' αὐτά (π.χ. τό πρῶτο καφεπαραγωγό ἔτος, κατά τή διάρκεια τοῦ ὁποίου θά εἶναι σέ ἰσχὺ οἱ ποσοτώσεις, θά ἀναγράφεται μέ τόν κωδικό ἀριθμό 1). Γιά τούς σκοπούς τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, τό ἔτος ἀποστολῆς θά προσδιορισθεῖ ἀπό τήν ἡμερομηνία τῆς τελευταίας σφραγίδας πού ἔχει τεθεῖ ἀπό τήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας μέλους παραγωγῆς στό πιστοποιητικό καταγωγῆς ἢ ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς τῆς φορτωτικῆς ἢ ἄλλου ἰσοδυνάμου ἐγγράφου σύμφωνα μέ ἐκείνη ἀπό τίς δύο ἡμερομηνίες ἡ ὁποία θά εἶναι ἡ πλησιέστερη καί πάντως μέ τήν προϋπόθεση ὅτι αὐτή ἡ τελευταία ἡμερομηνία δέν θά εἶναι μεταγενέστερη τῆς 31ης Ὀκτωβρίου.

Ἀντικατάσταση τῶν ἐνοσῶν ἐξαγωγῆς

29. Ἄν ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς τοῦ τύπου Ο καταστραφεῖ ἢ ἀκυρωθεῖ μετά τήν ἐπικόλληση ἐπ' αὐτοῦ τῶν ἐνοσῶν ἐξαγωγῆς, ἡ ἐνδιαφερομένη ὑπηρεσία πιστοποιήσεως δύναται νά ζητήσει, τήν ἀντικατάσταση τῶν ἐνοσῶν ἀπό τόν ἀντιπρόσωπο, μέ ἀντάλλαγμα τήν προσκόμιση τοῦ πιστοποιητικοῦ στό ὁποῖο εἶχαν ἐπικολληθεῖ τά ἔνσημα. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἀποστέλλει τό πιστοποιητικό καί τό διαβιβάζει στόν ἐκτελεστικό διευθυντή ὅσο τό δυνατόν γρηγορότερα. Στήν περίπτωση πού δέν ὑπάρχει ἀντιπρόσωπος ἡ ὑπηρεσία πιστοποιήσεως δύναται νά ζητήσει τήν ἀντικατάσταση διαβιβάζοντας τό πιστοποιητικό κατ' εὐθείαν στόν ἐκτελεστικό διευθυντή. Τά ἔνσημα πού ἔχουν ὑποστεί βλάβη μποροῦν νά ἀνταλλαγοῦν κατά τόν ἴδιο τρόπο.

30. Ἡ ἀπώλεια τῶν ἐνοσῶν ἐξαγωγῆς πρέπει νά γνωστοποιηθεῖ ἀμέσως στόν ἐκτελεστικό διευθυντή, ὁ ὁποῖος, ἀφοῦ κάνει τίς ἐρευνες πού θεωρεῖ ἀπαραίτητες, δύναται νά ἐγκρίνει τήν ἀντικατάστασή τους.

31. Στήν περίπτωση πού τά ἔνσημα ἐξαγωγῆς πού εἶναι ἐπικολλημένα ἀπό ἀδελφία σέ ἕνα πιστοποιητικό καταγωγῆς σέ ἔντυπο Ο καί ὑπερβαίνουν κατά πολύ τό καθαρό βάρος τοῦ ἀφρύκτου καφέ, ἡ τό ἰσοδύναμο σέ ἄφρυκτο καφέ, τοῦ καφέ πού ἀναφέρεται στό πιστοποιητικό, καί ἂν τό λάθος αὐτό δέν γίνεαι ἀντιληπτό παρὰ μόνον ὅταν δέν εἶναι πλέον δυνατή ἡ

παρακράτηση αυτού του πιστοποιητικού, το ενδιαφερόμενο μέλος παραγωγής δύναται να απευθύνει μία αίτηση ή οποία να περιέχει όλες τις απαραίτητες πληροφορίες στον εκτελεστικό διευθυντή ο οποίος τότε θα δυνηθεί, αφού κάνει τις έρευνες που θεωρεί απαραίτητες, να αντικαταστήσει τα επί πλέον ένσημα.

32. Μέ την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1 του κανόνα αυτού, κάθε επιστροφή των δικαιωμάτων που καταβλήθηκαν εξαιτίας της απώλειας των ένσημων εξαγωγής θα γίνει στο τέλος του καφεπαραγωγού έτους όταν καταρτισθεί ή κατάσταση που αναφέρεται στην παράγραφο 23.

Έπαλήθευση και δημοσίευση των λογαριασμών

33. Τό συντομότερο δυνατό μετά το κλείσιμο κάθε καφεπαραγωγού έτους, ο εκτελεστικός διευθυντής προετοιμάζει μία κατάσταση των λογαριασμών των ένσημων εξαγωγής στην οποία θα γίνει έλεγχος από έγκεινμένο έμπειρογνώμονα. Οί λογαριασμοί και ή σχετική αναφορά του έλεγκτου θα ύποβληθούν στην εκτελεστική έπιτροπή για έγκριση και δημοσίευση.

Κανόνας 16

ΕΝΣΗΜΑ ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΦΕ ΥΠΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΗ

Χορήγηση των ένσημων

1. Ένσημα για τόν καφέ ύπό διαμετακόμιση χορηγούνται σέ κάθε μέλος είσαγωγέα τό όποιο ανάλαμβάνει τήν εύθύνη νά επιδίδει για τήν ασφάλειά τους.
2. Άφού συμβουλευθεί τό ενδιαφερόμενο μέλος, ο εκτελεστικός διευθυντής ορίζει σέ κάθε χώρα μέλος είσαγωγέα ένα αντιπρόσωπο έπιφορτισμένο νά δέχεται τά ένσημα διαμετακομίσεως τά χορηγηθέντα σ' αυτό τό μέλος και νά διοικεί τό σύστημα των ένσημων διαμετακομίσεως έπ' όνόματι του Διεθνούς Όργανισμου Καφέ. Αύτός ο αντιπρόσωπος πρέπει νά είναι άποδεκτός άπό τόν εκτελεστικό διευθυντή και τήν ενδιαφερόμενη χώρα μέλος. Ό εκτελεστικός διευθυντής δύναται σέ κάθε στιγμή, μέ μία αίτιολογημένη άπόφαση, νά δηλώσει ότι ένας αντιπρόσωπος δέν είναι πλέον άποδεκτός άπό αυτόν και νά διορίσει ένα άλλο αντιπρόσωπο για νά τόν αντικαταστήσει.
3. Τό λιγότερο είκοσι μέρες πριν άπό τήν άρχή κάθε καφεπαραγωγού έτους, ο εκτελεστικός διευθυντής καταθέτει στον αντιπρόσωπο που έχει ορισθεί νά διαχειρίζεται τό σύστημα των ένσημων διαμετακομίσεως μία ποσότητα ένσημων διαμετακομίσεως ίση μέ τις άνάγκες που εκτιμάται ότι θα έχει τό ενδιαφερόμενο μέλος κατά τή διάρκεια ενός έτους, και επί πλέον μία συμπληρωματική ποσότητα που θα προσδιορισθεί άπό τόν εκτελεστικό διευθυντή και ή όποία προορίζεται νά αντιμετώπισει τά άπρόδλεπτα.
4. Ό αντιπρόσωπος μπορεί νά προκαταβάλλει στίς ύπηρεσίες πιστοποιητικών μία άρχική ποσότητα ένση-

μων καταγωγής ή όποία δέν θα είναι άνώτερη άπό τό τέταρτο των προυπολογιζομένων άναγκών του έτους που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του κανόνα αυτού.

5. Τά ένσημα διαμετακομίσεως δέν είναι μεταβιβάσιμα και φέρουν τόν κωδικό αριθμό της χώρας (δλέπε παράρτημα 6). Φέρουν έξ άλλου τυπωμένο έπάνω τό γράμμα Τ. Τά ένσημα διαμετακομίσεως που θα χρησιμοποιηθούν σέ έφαρμογή των διατάξεων του κανόνα 8 του κανονισμού αυτού θα φέρουν τυπωμένα έπάνω τά γράμματα ΝΤ.

6. Τά ένσημα για τόν καφέ ύπό διαμετακόμιση είναι όνομαστικής αξίας των 5, 25, 100, 150, 500, 1 000, 3 000, 10 000, και 30 000 χιλιογραμμων. Κάθε όνομαστική αξία έχει ένα διαφορετικό χρώμα. Ό εκτελεστικός διευθυντής θα δύναται νά προσθέσει όνομαστικές αξίες που ή πείρα άποδείχνει απαραίτητες και νά καταργήσει τις αξίες που δέν θα έχουν χρησιμότητα.

Χρησιμοποίηση των ένσημων διαμετακομίσεως

7. Κάθε πιστοποιητικό διαμετακομίσεως φέρει καλά επικολλημένα (στό πίσω μέρος), τά ένσημα διαμετακομίσεως των όποιων ή συνολική όνομαστική αξία ανταποκρίνεται στο καθάρό βάρος του άφρυνκτου καφέ, ή στο ίσοδύναμο σέ καφέ άφρυνκτο του καφέ που αναφέρεται στο πιστοποιητικό, είναι εύνόητο έντούτοις ότι κάθε ποσότητα πάνω άπό τό τελευταίο πολλαπλάσιο των 5 χιλιογραμμων δέν χρειάζεται νά καλύπτεται, παρά τό γεγονός ότι μία τέτοια ποσότητα (4 χιλιογραμμων ή λιγότερο) θα καταλογισθεί στο λογαριασμό των ένσημων διαμετακομίσεως του κατόχου του πιστοποιητικού. Σέ όλες τις άλλες περιπτώσεις, τά πιστοποιητικά διαμετακομίσεως συμπληρώνονται και χορηγούνται σύμφωνα μέ τις γενικές οδηγίες που δίδονται στο παράρτημα 5 Β και στον κανόνα 12.

8. Στην περίπτωση ενός πιστοποιητικού διαμετακομίσεως που συνοδεύει μία άποστολή καφέ σέ μία άλλη μορφή εκτός άπό αυτήν του άφρυνκτου καφέ, τό καθάρό βάρος του ίσοδύναμου σέ άφρυνκτο καφέ έμφανίζεται στον χώρο 15. Για νά βρεθεί τό ίσοδύναμο σέ καφέ άφρυνκτο εφαρμόζονται οι συντελεστές μετατροπής που αναφέρονται στην παράγραφο 26 του κανόνα 25.

9. Τά ένσημα διαμετακομίσεως που επικολλώνται σέ ένα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως άκυρώνονται άπό τήν ύπηρεσία πιστοποίησης μέ τέτοιο τρόπο ώστε τά ένσημα νά μή δύνανται νά χρησιμοποιηθούν πάλι, αλλά νά είναι δυνατή ή άνάγκη των αριθμών τους χωρίς δυσκολία.

Άντικατάσταση των ένσημων διαμετακομίσεως

10. Οί αντιπρόσωποι που είναι έπιφορτισμένοι μέ τή διοίκηση του συστήματος των ένσημων διαμετακομίσεως δύνανται νά ζητήσουν άπό τόν εκτελεστικό

διευθυντή, σέ διαστήματα πού θά καθορισθοῦν, τήν αντικατάσταση τῶν ἐνσήμων. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐπιτρέπει τήν αντικατάσταση τῶν ἐνσήμων μόνον μέ τή λήψη τῶν ἔγκυρων πιστοποιητικῶν τῶν τύπων O, R, RS ἢ T, πού συγκεντρώνονται καί φέρονται σέ πίστωση τῶν λογαριασμῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως.

Διαδικασίες πού θά ἐφαρμοσθοῦν στόν τομέα τῶν λογιστικῶν βιβλίων ἀπό τούς ἀντιπροσώπους τούς ἐπιφορτισμένους νά διοικοῦν τό σύστημα τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως

11. Κάθε ἀντιπρόσωπος πού ἔλαβε ἔνσημα διαμετακομίσεως, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ, ἀποδίδει λογαριασμό κάθε τρίμηνο καί κάθε ἔτος ὅλων τῶν ἐνσήμων διαμετακομίσεως πού ἐλήφθησαν καί διανεμήθησαν μετά ἀπό ἐξουσιοδότηση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή. Αὐτές οἱ λογιστικές καταστάσεις, οἱ ὁποῖες θά συνταχθοῦν σέ ἕνα τύπο ὁ ὁποῖος θά συμφωνηθεῖ, διαβιβάζονται τόν ἐκτελεστικό διευθυντή τό ἀργότερο σέ τριάντα ἡμέρες μετά τό τέλος τοῦ τριμήνου ἢ τοῦ καφεπαραγωγοῦ ἔτους στό ὁποῖο ἀναφέρονται.

12. Μέ ἐπιφύλαξη τῶν διακανονισμῶν πού ἔχουν συμφωνηθεῖ μεταξύ κάθε ἀντιπροσώπου καί τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντή, γίνεται μία ἐτησία ἐπαλήθευση τῶν λογαριασμῶν καί ἡ ἀναφορά τοῦ ἑλεγκτοῦ ὑποβάλλεται στόν ἐκτελεστικό διευθυντή.

Ἀντικατάσταση τῶν ἐνσήμων

13. Μετά ἀπό αἴτηση μιᾶς ὑπηρεσίας πιστοποιήσεως ἕνας ἀντιπρόσωπος πού ἔλαβε ἔνσημα διαμετακομίσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ κανόνα αὐτοῦ δύναται:

- α) νά ἀνταλλάξει τά ἔνσημα διαμετακομίσεως μέ ἔνσημα τῶν ὁποίων ἡ ὀνομαστική ἀξία εἶναι μικρότερη ἢ ἀνώτερη πλὴν ἔχουν τήν ἴδια συνολική ἀξία, μέ τήν προϋπόθεση ὅτι τά ἐπιστρεφόμενα ἔνσημα φέρουν τόν ἴδιο κωδικό ἀριθμό τῆς χώρας μέ ἐκεῖνα μέ τά ὁποῖα θά ἀντικατασταθοῦν.
- β) νά ἀντικαταστήσει τή συνολική ἀξία τῶν ἐνσήμων πού ἔχουν ἐπικολληθεῖ σέ πιστοποιητικά πού ἔχουν ὑποστεί ὁλόκληρη ἢ σέ πιστοποιητικά τά ὁποῖα, γιά ἄλλους λόγους, πρέπει νά ἐπιστραφοῦν προτοῦ χρησιμοποιηθοῦν. Αὐτά τά πιστοποιητικά θά διαβιβασθοῦν στόν ἐκτελεστικό διευθυντή καί θά ληφθοῦν ὑπόψη τά ἔνσημα τά ὁποῖα ἔφεραν αὐτά στίς τριμηνιαῖες καί ἐτήσιες λογιστικές καταστάσεις πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 11 τοῦ κανόνα αὐτοῦ.

Ἐπαλήθευση καί δημοσίευση τῶν λογαριασμῶν

14. Τό συντομότερο δυνατό, μετά τό κλείσιμο κάθε καφεπαραγωγοῦ ἔτους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής προετοιμάζει μιά κατάσταση τῶν ἐνσήμων διαμετακο-

μίσεως στήν ὁποία θά γίνει ἐπαλήθευση ἀπό ἕνα ἐγκεκριμένο ἐμπειρογνώμονα. Οἱ λογαριασμοί καί ἡ σχετική ἀναφορά τοῦ ἑλεγκτοῦ θά ὑποβληθοῦν στήν ἐκτελεστική ἐπιτροπή γιά ἔγκριση καί δημοσίευση.

Κανόνας 17

ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ ΚΑΙ ΑΝΑΣΤΟΛΗ

Ἐφ' ὅσον δέν ὑπάρχουν ἄλλες διατάξεις καί ἐφ' ὅσον τό διεθνές συμβούλιο τοῦ καφέ δέν λάβει διαφορετικές ἀποφάσεις, ὁ παρῶν κανονισμός ἀρχίζει νά ἰσχύει ἀπό τήν ἡμερομηνία πού ἐπιβάλλονται οἱ ποσοστῶσεις καί παύει νά ἐφαρμόζεται ἀπό τήν ἡμερομηνία πού ἀναστέλλονται.

Κανόνας 18

ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Γιά κάθε καφέ πού εἰσάγεται τήν ἡμερομηνία πού ἀρχίζει νά ἰσχύει ὁ κανονισμός αὐτός ἢ μετά ἀπό αὐτή τήν ἡμερομηνία, ὁ εἰσαγωγέας ἔχει τήν εὐθύνη νά ἀποδείξει, κατά ἱκανοποιητικό τρόπο στήν τελωνειακή ὑπηρεσία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἔγινε ἡ ἐξαγωγή τοῦ καφέ καί νά ὑποβάλλει σ' αὐτήν τά κατάλληλα δικαιολογητικά.

Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ κατά τήν ἡμερομηνία πού ἄρχισε νά ἰσχύει ὁ παρῶν κανονισμός ἢ μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή

2. Γιά τίς εἰσαγωγές τοῦ καφέ, προελεύσεως χωρῶν μελῶν παραγωγῆς ὁ ὁποῖος ἐξήχθη κατά τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ ἢ μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή, ἡ τελωνειακή ὑπηρεσία ἀπαιτεῖ νά κατατεθεῖ ἕνα ἔγκυρο πιστοποιητικό τῶν τύπων O, R, RS ἢ T.

3. Οἱ εἰσαγωγές καφέ προελεύσεως χωρῶν μὴ μελῶν ὑποβάλλονται στίς διατάξεις τοῦ κανόνα 8 τοῦ παρόντος κανονισμοῦ.

Καφές πού ἔχει ἐξαχθεῖ πρὶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος κανονισμοῦ

4. Γιά τίς εἰσαγωγές τοῦ καφέ γιά τίς ὁποῖες οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες δεδαιώνονται ὅτι ὁ καφές ἐξήχθη πρὶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ, ἐφαρμόζονται οἱ κατωτέρω διαδικασίες:

- α) Καφές πού ἔχει εἰσαχθεῖ μέχρι τριάντα ἡμέρες μετά ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ κανονισμοῦ αὐτοῦ

Οἱ τελωνειακές ὑπηρεσίες ἀπαιτοῦν τήν κατάθεση τοῦ πρωτότυπου πιστοποιητικοῦ τοῦ τύπου O πού ἔχει ἐκδοθεῖ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ κανόνα 9 τοῦ κανονισμοῦ πού περιλαμβάνεται στό ἔγγραφο EB-1443/76 REV. 3 καί τά πρόσθετά

του⁽¹⁾ ή αν ένα πιστοποιητικό δεν είναι διαθέσιμο, την κατάθεση ενός αποδεικτικού έγγραφου εισαγωγής σε έντυπο Ι που έχει συμπληρωθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του ίδιου κανόνα.

- 6) Καφές που έχει εισαχθεί μεταξύ τριάντα και εξήντα ημερών μετά από την ημερομηνία έναρξεως ισχύος του κανονισμού αυτού

Οι τελωνειακές υπηρεσίες απαιτούν την κατάθεση του πρωτότυπου του πιστοποιητικού καταγωγής που χορηγήθηκε σύμφωνα με τις κατάλληλες διατάξεις του κανονισμού που προαναφέρθηκε, ή αν ένα πιστοποιητικό δεν είναι διαθέσιμο, ή έφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, ενός πιστοποιητικού διαμετακομίσεως που χορηγήθηκε σε αντικατάσταση του πιστοποιητικού που προαναφέρθηκε σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 5 και 6 του κανονισμού αυτού.

- γ) Καφές που έχει εισαχθεί μετά από εξήντα ημέρες από την ημερομηνία έναρξεως ισχύος του κανονισμού αυτού

Έφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος δεν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, εξήντα ημέρες το αργότερο, μετά από την ημερομηνία έναρξεως του κανονισμού αυτού, οι έμποροι που έχουν δικαίωμα στον καφέ ο οποίος δεν έχει ακόμη εισαχθεί, ζητούν από μία υπηρεσία πιστοποίησης να εκδώσει ένα πιστοποιητικό διαμετακομίσεως που προορίζεται να καλύψει την εισαγωγή του καφέ.

5. Η διαδικασία που θα ακολουθηθεί για την έκδοση των πιστοποιητικών διαμετακομίσεως στις περιπτώσεις που περιγράφονται στα στοιχεία 6) και γ) της παραγράφου 4 του κανόνα αυτού αναφέρεται παρακάτω. Ο έμπορος που έχει δικαίωμα στον καφέ παρέχει στην υπηρεσία πιστοποιητικών τις ακόλουθες πληροφορίες που αφορούν κάθε μερίδα αποστολής του καφέ:

- α) τον αριθμό συσχετίσεως και την ημερομηνία εκδόσεως του κατάλληλου πιστοποιητικού καταγωγής (αν είναι γνωστά)⁽²⁾.
- 6) τη μορφή υπό την οποία βρίσκεται ο καφές καθώς και το καθαρό βάρος του.

- γ) το σημείο αναγνωρίσεως και τα άλλα σημεία που αναφέρονται πάνω στους σάκκους ή τις άλλες συσκευασίες⁽³⁾.

- δ) το όνομα του πλοίου ή κάθε άλλου μέσου μεταφοράς με το οποίο μεταφέρθηκε ο καφές ή με το οποίο έφθασε στη θέση που βρίσκεται τώρα (αν είναι γνωστό).

- ε) στην περίπτωση του καφέ που βρίσκεται σε μία αποθήκη, μία γραπτή δήλωση του διαχειριστού της αποθήκης ή οποία να επιτρέπει την εξακρίβωση ταυτότητας του καφέ και να δεβαιώνει το χρόνο αποθηκεύσεως.

6. Η υπηρεσία πιστοποίησης διαβιβάζει στον εκτελεστικό διευθυντή τις κατάλληλες πληροφορίες. Σύμφωνα με τις πληροφορίες που διαβιβάστηκαν κατ' αυτό τον τρόπο και με την επιφύλαξη συμπληρωματικών έρευνών που θα ήθελε να πραγματοποιήσει, ο εκτελεστικός διευθυντής μπορεί να εξουσιοδοτήσει τις υπηρεσίες πιστοποίησης να αναγράψουν την ποσότητα του καφέ σε πίστωση ενός λογαριασμού ένσημων διαμετακομίσεως.

Κανόνας 19

ΕΦΑΡΜΟΓΗ

Ο εκτελεστικός διευθυντής είναι αρμόδιος να προβεί σε ρυθμίσεις που κρίνει ότι είναι απαραίτητες για να εξασφαλισθεί ή αποτελεσματική εφαρμογή των μέτρων έλεγχου που προβλέπονται στη συμφωνία και στον κανονισμό αυτό περιλαμβάνοντας ιδιαίτερα την αποστολή από καιρού εις καιρόν διοικητικών οδηγιών που θα κρίνει ότι είναι χρήσιμες.

Κανόνας 20

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Η εκτελεστική επιτροπή επιθεωρεί συνεχώς τις διατάξεις του κανονισμού αυτού και δύναται να επιφέρει τις τροποποιήσεις που νομίζει ότι είναι επιθυμητές.

⁽¹⁾ Κανονισμός του Διεθνούς Όργανισμού Καφέ περί της εφαρμογής ενός συστήματος πιστοποιητικών καταγωγής όταν δεν ισχύουν οι ποσοτώσεις.

⁽²⁾ Δεν εφαρμόζονται στην περίπτωση καφέ προελεύσεως χωρών μη μελών που έχει επανεξαχθεί από μία χώρα μέλος εισαγωγέα με προορισμό ένα άλλο μέλος εισαγωγής.

⁽³⁾ Δεν εφαρμόζεται στην περίπτωση καφέ προελεύσεως χώρας μη μέλους ή καφέ που έχει υποστεί επεξεργασία από ένα μέλος εισαγωγής και έχει εισαχθεί με προέλευση από ένα άλλο μέλος εισαγωγής.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΤΟ ΕΝΤΥΠΟ Ο

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM O
FOR EXPORTS TO MEMBERS


Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
 22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. Shipping marks a. ICO identification mark ____ / ____ / ____ b. Other marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country			
16. Customs stamp of issuing country: Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____		17. Stamp of Certifying Agency: Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: _____ Observations: _____ Quantity (if different from boxes 11 or 13): _____ Place _____ Date _____ Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer _____	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations: _____ Place _____ Date _____ Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer _____
---	---

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 Α

**ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ
ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Ο**

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

Form approved by the:

52.5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No.
3. Producing country		8,5 mm		
4. Country of destination		8 mm		
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	25,5 mm	8. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm		45,5 mm
9. Port or point of destination		8,5 mm		
10. Shipping marks	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
a. ICO identification mark		☐ Green (Crude)	34 mm	
		☐ Roasted		
b. Other marks	103 mm	☐ Soluble	34,5 mm	14. Unit of weight ☐ kg
		☐ Other		☐ lb
15. Other relevant information		8,5 mm		
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned producing country				
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:		
		51 mm		
Date	Signature of authorized Customs Officer	Date of issue	Signature of authorized Certifying Officer	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: Observations: Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations:
Place Date	Place 83.5 mm Date
Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΠΟΥ ΚΑΛΥΠΤΕΙ ΤΙΣ ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΠΡΟΣ ΤΙΣ ΧΩΡΕΣ ΜΕΛΗ

Γενικές οδηγίες για τον τρόπο συμπλήρωσης του πιστοποιητικού καταγωγής τύπου Ο

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων και την τελωνειακή υπηρεσία της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό

1. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία λήγει η προθεσμία ισχύος του πιστοποιητικού (έννέα μήνες υπολογιζόμενοι από το τέλος του τριμήνου κατά το οποίο εκδόθηκε το πιστοποιητικό).
 2. Ο αριθμός συσχέτισης περιλαμβάνει τον κωδικό αριθμό του μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 του κανονισμού αυτού) και τον κωδικό αριθμό του λιμανιού ή του τόπου εξαγωγής στο εσωτερικό (τό εν λόγω μέλος πρέπει να δώσει διψήφιο αριθμό). Αυτό το πρώτο συνθετικό που θα είναι δυνατό να περιλαμβάνει μέχρι πέντε αριθμούς θα ακολουθείται από τον αυξαντα αριθμό του πιστοποιητικού (κάθε υπηρεσία πιστοποιήσεων θα δεβαιώνεται ότι η αρίθμηση κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σε έντυπο Ο που εκδίδει αρχίζει από το 1 την 1η Οκτωβρίου κάθε έτους και συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου του επόμενου έτους).
 3. Αναγράφεται το όνομα της χώρας παραγωγής του καφέ.
 4. Αναγράφεται το όνομα της χώρας προορισμού.
 5. Αναγράφεται το όνομα του πλοίου με το οποίο μεταφέρεται ο καφές. Αν ο καφές δεν μεταφέρεται με πλοίο, δίδονται οι κατάλληλες πληροφορίες για το μέσο μεταφοράς που θα χρησιμοποιηθεί π.χ. φορτηγό, αυτοκίνητο φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.
 6. Αναγράφεται το όνομα του λιμανιού ή άλλου τόπου όπου ο καφές πρέπει να φορτωθεί και το όνομα κάθε λιμανιού ή σημείου διαμετακομίσεως όπου θα γίνει η εκφόρτωση του καφέ πριν από τη νέα αποστολή του στον προορισμό που αναφέρεται στο πιστοποιητικό. Αν ο καφές μεταφέρεται κατευθείαν στον προορισμό του, αναγράφεται η λέξη «κατευθείαν».
 7. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία πρέπει να γίνει η αποστολή του καφέ.
 8. Να μένει λευκό (πρός συμπλήρωση από το Διεθνές Όργανισμό του Καφέ).
 9. Αναγράφεται το όνομα του λιμανιού ή άλλου τόπου προορισμού προς τον οποίο κατευθύνεται ο καφές.
 10. Οι σάκκοι ή οι συσκευασίες κάθε μερίδας αποστολής καφέ που συνοδεύεται από ένα μόνο πιστοποιητικό καταγωγής, φέρουν ένα μοναδικό σημείο αναγνώρισεως του Διεθνούς Οργανισμού Καφέ, τυπωμένο στο εσωτερικό ενός πλαισίου ή σφραγισμένο σε μία μεταλλική σφραγίδα προσαρτημένη στους σάκκους ή στις άλλες συσκευασίες. Αναγράφονται το σημείο αναγνώρισεως του ΔΟΚ και όλα τα συμπληρωματικά σημεία αποστολής ή άλλα σημεία αναγνώρισεως μέσα στα καθοριζόμενα διαστήματα.
- Σημείωση:**
Αν το μέλος έχει επιλέξει ένα πιστοποιητικό καταγωγής στο οποίο ο χώρος 10 έχει τροποποιηθεί για να μπορεί να φέρει περισσότερα από ένα σημεία αναγνώρισεως του ΔΟΚ, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του κανόνα 2 του κανονισμού αυτού, και δεν υπάρχει ο απαραίτητος χώρος για την αναγραφή των συμπληρωματικών σημείων αποστολής, αυτά πρέπει να εμφανίζονται στο μέτρο του δυνατού συνολικά στο χώρο 15.
11. Αναγράφεται ο αριθμός των σάκκων ή των άλλων συσκευασιών.
 12. Σημειώνεται ένα Χ στον κατάλληλο χώρο. Αν πρόκειται για καφέ άλλης μορφής από αυτή του αφρούκτου καφέ, του πεφρυγμένου ή διαλυτού, καθορίζεται ακριβώς η μορφή που έχει ο καφές στο διάστημα που προβλέπεται κάτω από το σημείο 15, (βλέπε τους όρισμούς που αναφέρονται στο άρθρο 3 της διεθνούς συμφωνίας του καφέ του 1976). Αν μία εξαγωγή καφέ περιλαμβάνει καφέ διαφόρων μορφών, είναι απαραίτητο να εκδοθούν χωριστά πιστοποιητικά για κάθε μορφή καφέ που περιλαμβάνεται στην αποστολή.
 13. Αναγράφεται το καθαρό βάρος, στρογγυλοποιούμενο στην πλησιέστερη μονάδα (μια λίβρα είναι ίση με 0,4536 του χιλιγράμμου).
 14. Καθορίζεται με ακρίβεια η μονάδα βάρους με τη σημείωση ενός Χ στον κατάλληλο χώρο.
 15. Διατυπώνεται κάθε συμπληρωματική παρατήρηση που θα μπορούσε να είναι χρήσιμη σχετικά με την μερίδα αποστολής του καφέ ο οποίος περιγράφεται στο πιστοποιητικό.
 16. Η τελωνειακή υπηρεσία του λιμανιού ή του άλλου τόπου από τον οποίο εξάγεται ο καφές θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι η εξαγωγή θα πραγματοποιηθεί. Ο υπάλληλος που είναι εξουσιοδοτημένος να θέσει τη σφραγίδα, υπογράφει και χρονολογεί το πιστοποιητικό στα διαστήματα που προβλέπονται για το σκοπό αυτό.
 17. Ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει στο πιστοποιητικό τη σφραγίδα της υπηρεσίας πιστοποιήσεων, υπογράφει και χρονολογεί το πιστοποιητικό στα καθορισμένα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σέ έντυπο Ο διαβιβάζεται στό Διεθνή Όργανισμό Καφέ, καθώς καί ένα αντίγραφο τής σχετικής φορτωτικής ή ενός ίσοδυνάμου έγγραφου, μέσα σέ προθεσμία είκοσι μιάς ήμερών ύπολο-

γιζομένων από τήν ήμερομηνία άποστολής.

Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής σέ έντυπο Ο επικυρώνεται μέ τά ένσημα έξαγωγής πού έπικολλούνται στόν πίσω όψη σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του κανόνα 15 του κανονισμού αυτού.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση από τήν ύπηρεσία πιστοποιήσεων ή τήν τελωνειακή ύπηρεσία πού κρατά τό πιστοποιητικό

18. α) Άν ό καφέ πού καλύπτεται από τό πιστοποιητικό εισάγεται, ή ύπηρεσία πιστοποιητικών τής χώρας εισαγωγής:

i) κρατά τό πιστοποιητικό.

ii) άναγράφει σ' αυτό τόν αριθμό καταχωρίσεως του τελωνείου καθώς καί τίς κατάλληλες παρατηρήσεις (πού άφορούν κυρίως τίς πληροφορίες πού διαβιβάζονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του κανόνα 7 του κανονισμού αυτού).

iii) άναφέρει τόν τόπο καί τήν ήμερομηνία εισαγωγής.

iv) θέτει τή σφραγίδα, του τελωνείου γιά νά δεβαιώσει ότι ό καφέ έχει εισαχθεί.

6) Έφ' όσον ό έκτελεστικός διευθυντής καί ένα μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 1 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού, άν ό καφέ πού καλύπτεται από τό πιστοποιητικό έχει τεθεί ύπό τελωνειακό έλεγχο, ή τελωνειακή ύπηρεσία στό φύλαξη τής όποιás δρίσκεται:

i) κρατά τό πιστοποιητικό.

ii) σημειώνει σ' αυτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις

καί ιδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάζονται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού.

iii) καθορίζει τή θέση του καφέ καί τήν ήμερομηνία κατά τήν όποία ό καφέ έχει τεθεί ύπό τόν έλεγχο τής.

iv) θέτει τή σφραγίδα τής στό πιστοποιητικό γιά νά επιβεβαιώσει ότι ό καφέ έχει τεθεί ύπό τόν έλεγχο τής.

19. Άν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά τεθεί σέ πίστωση ενός λογαριασμού ένσήμων διαμετακομίσεως, ό υπάλληλος τής ύπηρεσίας πιστοποιήσεων πού παραλαμβάνει τό πιστοποιητικό, άναγράφει σ' αυτό τόν τόπο καί τήν ήμερομηνία παραλαβής καί θέτει σ' αυτό τή σφραγίδα τής ύπηρεσίας καί τήν ύπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε έγκυρο πιστοποιητικό καταγωγής σέ έντυπο Ο πού άποσύρεται από μιά τελωνειακή ύπηρεσία ή μιά ύπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Όργανισμό Καφέ μέσα στίς τριάντα ήμέρες πού άκολουθούν τό κλείσιμο του μηνός στό διάστημα του όποιου έγινε ή παραλαβή του.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Χ

.

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X
FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS

1. Name and address of exporter		Form approved by the:  INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION 22 Bemers Street, London W1P 4DD, England	
2. Name and address of importer			
3. Reference No		Country Code	
		Port Code	
		Serial No.	
4. Producing country			
5. Country of destination			
6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank
10. Port or point of destination			
11. Shipping marks	12. Number of bags or other containers	13. Description of coffee	14. Net weight of shipment
a. ICO Identification mark		☐ Green (Crude)	
--- / --- / ---		☐ Roasted	
b. Other marks		☐ Soluble	15. Unit of weight ☐ kg
		☐ Other	☐ lb
16. Other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country			
17. Customs stamp of issuing country		18. Stamp of Certifying Agency	
Date	Signature of authorized Customs Officer	Date of issue	Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT

19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT			
First port of transshipment	Transshipment date	Second port of transshipment	Transshipment date
Destination	Name of ship or other carrier	Destination	Name of ship or other carrier
Date	Signature of surveying agent	Date	Signature of surveying agent
20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT			
Country of import	Place of entry	Date	
	Date of entry		
		Signature of surveying agent	
Observations			

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 Α

**ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ
ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Χ**

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY				CERTIFICATE OF ORIGIN FORM X FOR EXPORTS TO NON-MEMBERS				
1. Name and address of exporter		2. Name and address of importer		Form approved by the: INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION 22 Berners Street, London W1P 4DD, England				
				3. Reference No <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> </tr> </table>				
4. Producing country								
5. Country of destination								
6. Name of ship/other carrier	7. Port of loading/intermediate ports	8. Date of shipment	9. Leave blank					
10. Port or point of destination								
11. Shipping marks a. ICO Identification mark b. Other marks		12. Number of bags or other containers		13. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other				
				14. Net weight of shipment 15. Unit of weight ☐ kg ☐ lb				
16. Other relevant information								
It is hereby certified that the coffee described above was grown in the abovementioned country								
17. Customs stamp of issuing country			18. Stamp of Certifying Agency					
Date _____ Signature of authorized Customs Officer _____			Date of issue _____ Signature of authorized Certifying Officer _____					
PART B: FOR USE BY SURVEYING AGENT								
19. CERTIFICATION BY SURVEYING AGENT IN THE CASE OF TRANSHIPMENT								
First port of transhipment		Transhipment date		Second port of transhipment				
Destination		Name of ship or other carrier		Transhipment date				
				Destination				
				Name of ship or other carrier				
Date _____ Signature of surveying agent _____			Date _____ Signature of surveying agent _____					
20. CERTIFICATION OF IMPORTATION BY SURVEYING AGENT								
Country of import		Place of entry						
		Date of entry						
Date _____ Signature of surveying agent _____								
Observations								

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΚΑΤΑΓΩΓΗΣ ΠΟΥ ΚΑΛΥΠΤΕΙ ΤΙΣ ΕΞΑΓΩΓΕΣ ΠΡΟΣ ΤΙΣ ΧΩΡΕΣ ΜΗ ΜΕΛΗ

Γενικές οδηγίες για τον τρόπο συμπλήρωσής του πιστοποιητικού καταγωγής σέ έντυπο Χ

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων και την τελωνειακή υπηρεσία της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό

1. Αναγράφεται το όνομα και η διεύθυνση του εξαγωγέα.
2. Αναγράφεται το όνομα και η διεύθυνση του εισαγωγέα ή ελλείψει τούτων το όνομα και η διεύθυνση του αγοραστή.
3. Ο αριθμός αναφοράς περιλαμβάνει τον κωδικό αριθμό της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 του κανονισμού αυτού) και τον κωδικό αριθμό του λιμανιού, ή του τόπου εξαγωγής στο έσωτερικό (τό εν λόγω μέλος μπορεί να δώσει διψήφιο αριθμό). Αυτό το πρώτο συνθετικό, που μπορεί να περιλαμβάνει μέχρι πέντε αριθμούς, θα ακολουθείται από τον αξιόνομο αριθμό του πιστοποιητικού (κάθε υπηρεσία πιστοποιήσεων θα βεβαιώνεται ότι η αριθμηση των πιστοποιητικών καταγωγής τύπου Χ το οποίο χορηγεί αρχίζει από το 1, την 1η Οκτωβρίου κάθε έτους και συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου του επόμενου έτους).
4. Αναγράφεται το όνομα της χώρας παραγωγής του καφέ.
5. Αναγράφεται το όνομα της χώρας προορισμού.
6. Αναγράφεται το όνομα του πλοίου με το οποίο μεταφέρεται ο καφές. Αν ο καφές δεν μεταφέρεται με πλοίο, αναγράφονται οι κατάλληλες πληροφορίες σχετικά με το χρησιμοποιούμενο μέσο μεταφοράς, π.χ. φορτηγό αυτοκίνητο, φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.
7. Αναγράφεται ο λιμένας ή άλλος τόπος που θα γίνει η φόρτωση του καφέ και το όνομα κάθε λιμένα ή σημείου διαμετακομίσσεως όπου ο καφές θα εκφορτωθεί, πριν από τη νέα αποστολή του στον προορισμό που αναφέρεται στο πιστοποιητικό. Αν ο καφές μεταφέρεται κατευθείαν προς τον προορισμό του, αναγράφεται η λέξη «κατευθείαν».
8. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία θα πρέπει να γίνει η αποστολή του καφέ.
9. Παραμένει λευκό (για να συμπληρωθεί από το Διεθνή Όργανο του Καφέ).
10. Αναγράφεται το όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου προορισμού προς τον οποίο κατευθύνεται ο καφές.
11. Οι σάκκοι ή οι συσκευασίες κάθε μερίδας αποστολής καφέ που συνοδεύονται από ένα μόνο πιστοποιητικό καταγωγής, φέρουν ένα μοναδικό σημείο αναγνώρισης του Διεθνούς Οργανισμού Καφέ, τυπωμένο στο έσωτερικό ενός πλαστικού ή σφραγισμένου σέ μία μεταλλική σφραγίδα προσαρτημένη στους σάκκους ή τις άλλες

συσκευασίες. Μέσα στο καθορισμένο διάστημα αναγράφεται το σημείο αναγνώρισης του ΔΟΚ και όλα τα συμπληρωματικά σήματα αποστολής ή άλλα σημεία αναγνώρισης.

ΣΗΜΕΙΩΣΗ:

Αν ένα μέλος έχει επιλέξει ένα πιστοποιητικό καταγωγής στο οποίο η περίπτωση 11 έχει τροποποιηθεί για να μπορεί να φέρει περισσότερα σημεία αναγνώρισης του ΔΟΚ, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του κανόνα 2 του κανονισμού αυτού, και δεν υπάρχει ο απαραίτητος χώρος για την αναγραφή των συμπληρωματικών σημείων αποστολής, αυτά πρέπει στο μέτρο του δυνατού, να εμφανίζονται συνολικά στον χώρο 16.

12. Αναγράφεται ο αριθμός των σάκκων ή των άλλων συσκευασιών.
13. Σημειώνεται ένα Χ στον κατάλληλο χώρο. Αν ο καφές που προορίζεται για εξαγωγή είναι σέ άλλη μορφή από αυτήν του αφρύκτου καφέ, του πεφρυγμένου ή διαλυτού, περιγράφεται ακριβώς η μορφή του καφέ στο χώρο 16 (βλέπε τους ορισμούς στο άρθρο 3 της διεθνούς συμφωνίας του καφέ του 1976). Αν μία εξαγωγή καφέ περιλαμβάνει καφέ διαφόρων μορφών, είναι απαραίτητο να εκδοθούν χωριστά πιστοποιητικά για κάθε μία από τις μορφές του καφέ που περιλαμβάνονται στην αποστολή.
14. Αναγράφεται το καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στην πλησιέστερη μονάδα (μια λίβρα είναι ίση με 0,4536 του κιλού).
15. Αναγράφεται η μονάδα βάρους με τη σημείωση ενός Χ στον κατάλληλο χώρο.
16. Διατυπώνεται κάθε συμπληρωματική παρατήρηση που θα μπορούσε να είναι χρήσιμη σχετικά με την παρτίδα του καφέ ο οποίος περιγράφεται στο πιστοποιητικό.
17. Η τελωνειακή υπηρεσία του λιμένα ή άλλου τόπου από τον οποίο εξάγεται ο καφές, θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι η εξαγωγή θα πραγματοποιηθεί. Ο υπάλληλος που είναι εξουσιοδοτημένος για να σφραγίσει το πιστοποιητικό, το υπογράφει και το χρονολογεί στα διαστήματα που προβλέπονται.
18. Ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων, θέτει στο πιστοποιητικό τη σφραγίδα της υπηρεσίας πιστοποιητικών, υπογράφει και χρονολογεί το πιστοποιητικό στα καθορισμένα διαστήματα.

ΠΡΟΣΟΧΗ

Τό πρωτότυπο καί τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού καταγωγής τύπου Χ διαβιβάζονται στό Διεθνή Όργανισμό

τοῦ Καφέ καθώς καί ἕνα αντίγραφο τῆς σχετικῆς φορτωτικῆς ἢ ἕνα ἀντίστοιχο ἔγγραφο σέ μιό προθεσμία εἴκοσι μιᾶς ἡμερῶν ὑπολογιζομένων ἀπό τήν ἡμερομηνία ἀποστολῆς.

ΜΕΡΟΣ Β

Συμπληρώνεται ἄν ἐφαρμόζονται τά μέτρα πού ἀφοροῦν τήν ἐπαλήθευση τῶν ἐξαγωγῶν σέ χώρες μή μέλη

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ R

CERTIFICATE OF RE-EXPORT FORM R



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No
3. Country of re-export				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank	
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	7 mm
9. Port or point of destination				
8,5 mm				
10. ICO Identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
--- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / ---	Total	☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	34 mm 34,5 mm 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb	
15. Other marks and other relevant information				
17 mm				
It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate				
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:		
42,5 mm				
Date		Date of issue		
Signature of authorized Customs Officer		Signature of authorized Certifying Officer		

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations: .....	.....
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place: Date:	Place: Date:
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3 Α

**ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ
ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ R**

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-export			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / ---	11. Number of bags or other containers Total 	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above is being re-exported from the country issuing this Certificate			
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:	
Date	Signature of authorized Customs Officer	Date of issue	Signature of authorized Certifying Officer

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: Observations: Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations:
Place Date	Place Date
Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ

Γενικές οδηγίες για τον τρόπο συμπλήρωσης του πιστοποιητικού επανεξαγωγής σέ
ξντυπο R

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων και την τελωνειακή υπηρεσία της χώρας μέλους
ή όποια χορηγεί τό πιστοποιητικό

1. Αναγράφεται ή ήμερομηνία κατά την όποια λήγει ή περίοδος ισχύος του πιστοποιητικού (έννέα μήνες από τό τέλος του τριμήνου κατά τό όποιο χορηγήθηκε τό πιστοποιητικό).
2. Ό αριθμός συσχέτισης περιλαμβάνει τον κωδικό αριθμό της χώρας μέλους ή όποια εκδίδει τό πιστοποιητικό (δλέπε παράρτημα 6 του κανονισμού αυτού) και τον κωδικό αριθμό του λιμένα ή του τόπου επανεξαγωγής στο έσωτερικό (τό άνωτερο μέλος πρέπει νά δώσει διψήφιο αριθμό). Αυτό τό πρώτο συνθετικό τό όποιο μπορεί νά περιλαμβάνει μέχρι πέντε αριθμούς, θά ακολουθείται από τον αύξοντα αριθμό του πιστοποιητικού (κάθε υπηρεσία πιστοποιητικών θά βεβαιώνεται ότι ή άρίθμηση των πιστοποιητικών επανεξαγωγής που εκδίδει άρχίζει από τό 1 την 1 Όκτωβρίου κάθε έτους και συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου του επομένου έτους).
3. Αναγράφεται τό όνομα της χώρας από την όποια θά πρέπει νά επανεξαχθεί ό καφές.
4. Αναγράφεται τό όνομα της χώρας προορισμού.
5. Αναγράφεται τό όνομα του πλοίου με τό όποιο θά μεταφερθεί ό καφές. Αν ό καφές δέν θά μεταφερθεί με πλοίο, δίδονται οι κατάλληλες πληροφορίες για τό μέσο μεταφοράς που θά χρησιμοποιηθεί π.χ. φορτηγό αυτοκίνητο, φορτηγίδα, σιδηρόδρομος.
6. Αναγράφεται τό όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου που θά γίνει ή φόρτωση του καφέ και τό όνομα του λιμένα ή του σημείου διαμετακομίσως που θά γίνει ή εκφόρτωση του καφέ πριν νά γίνει ή νέα άποστολή του προς τον προορισμό που αναφέρεται στο πιστοποιητικό. Αν ό καφές μεταφέρεται κατευθείαν στον προορισμό του, αναγράφεται ή λέξη «κατευθείαν».
7. Αναγράφεται ή ήμερομηνία κατά την όποια θά πρέπει νά γίνει ή άποστολή του καφέ.
8. Νά μείνει λευκό (θά συμπληρωθεί από τό Διεθνή Όργανισμό του Καφέ).
9. Αναγράφεται τό όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου όπου ό καφές πρέπει νά φθάσει στον προορισμό του.
10. Αναγράφονται τά σήματα άναγνώρισης του ΔΟΚ που φέρουν οι σάκκοι ή οι άλλες συσκευασίες.
11. Παραπλεύρως από κάθε σημείο άναγνώρισης του ΔΟΚ που αναφέρεται στον χώρο 10 αναγράφεται ό αριθμός των σάκκων ή των άλλων συσκευασιών που φέρουν αυτό τό σημείο. Επίσης αναγράφεται ό συνολικός αριθμός των σάκκων ή των άλλων συσκευασιών.
12. Σημειώνεται ένα Χ στον κατάλληλο χώρο. Αν πρόκειται για καφέ σέ κάποια άλλη μορφή από αυτήν του άφρύντου καφέ, του πεφρυγμένου ή του διαλυτού, περιγράφεται, ή μορφή κάθε άλλου καφέ στο χώρο 15 (δλέπε τους όρισμούς που δίδονται στο άρθρο 3 της διεθνούς συμφωνίας του καφέ του 1976). Αν μιά μερίδα άποστολής του καφέ που επανεξάγεται περιλαμβάνει καφέ σέ περισσότερες από μιά μορφές, απαιτούνται χωριστά πιστοποιητικά για κάθε μιά μορφή καφέ που άποτελεί αυτή την μερίδα άποστολής.
13. Αναγράφεται τό καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενο στην πλησιέστερη μονάδα βάρους (μιά λίβρα είναι ίση με 0,4536 του χιλιογράμμου).
14. Καθορίζεται άκριδώς ή μονάδα βάρους με τη σημείωση ενός Χ στον κατάλληλο χώρο.
15. Αυτό τό διάστημα δύναται νά χρησιμοποιηθεί για άλλα στοιχεία άναγνώρισης του καφέ για επανεξαγωγή, π.χ. σημεία άποστολής ή για νά γίνουν παρατηρήσεις που έχουν σχέση με τις πληροφορίες που αναφέρονται στο πιστοποιητικό. Αναφέρεται, αν είναι δυνατό, ό (ή οι) τύπος(οι) και ό(ή οι) αριθμός(οί) συσχέτισης του ή των πιστοποιητικών με την κάλυψη των όποιων ό καφές που περιγράφεται στο πιστοποιητικό επανεξαγωγής είχε εισαχθεί άρχικά.
16. Η τελωνειακή υπηρεσία του λιμένα ή κάθε άλλου τόπου από τον όποιο έγινε ή επανεξαγωγή καφέ, θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για νά επιβεβαιώσει ότι ή επανεξαγωγή θά πραγματοποιηθεί. Ό έξουσιοδοτημένος υπάλληλος τελωνειακής υπηρεσίας μαζί με τη σφραγίδα που θέτει, υπογράφει και σημειώνει την ήμερομηνία στις κατάλληλες θέσεις του πιστοποιητικού.
17. Ό υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει τη σφραγίδα της υπηρεσίας πιστοποιήσεων υπογράφει και σημειώνει την ήμερομηνία στις κατάλληλες θέσεις του πιστοποιητικού.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού επανεξαγωγής διαβιβάζεται στο Διεθνή Όργανισμό Καφέ σέ μιά προθεσμία τριάντα ήμερών ύπολογιζομένων από την ήμερομηνία άποστολής.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων ή από την τελωνειακή υπηρεσία που κρατά το πιστοποιητικό

18. α) "Αν ο καφές που συνοδεύεται από το πιστοποιητικό εισάγεται, ή τελωνειακή υπηρεσία της χώρας εισαγωγής:

i) κρατά το πιστοποιητικό·

ii) αναγράφει σ' αυτό τον αριθμό καταχωρίσεως στο τελωνείο καθώς και τις κατάλληλες πληροφορίες (που αφορούν ιδιαίτερα τις πληροφορίες που διαβιβάστηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του κανόνα 7 του κανονισμού αυτού)·

iii) αναφέρει την ημερομηνία και τον τόπο εισαγωγής·

iv) θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι ο καφές έχει εισαχθεί.

- 6) Έφ' όσον ο έκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού, αν ο καφές που καλύπτεται από το πιστοποιητικό έχει τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο, ή τελωνειακή υπηρεσία στον έλεγχο της οποίας βρίσκεται:

i) κρατά το πιστοποιητικό·

ii) φέρει σ' αυτό τις κατάλληλες παρατηρήσεις και

ιδιαίτερα τις πληροφορίες που διαβιβάστηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού·

iii) αναφέρει τον τόπο που βρίσκεται ο καφές και την ημερομηνία που έχει τεθεί στον έλεγχο της·

iv) θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να βεβαιώσει ότι ο καφές βρίσκεται στον έλεγχο της·

19. "Αν το πιστοποιητικό προσκομίζεται για να υπολογισθεί σέ πίστωση ενός λογαριασμού ενσήμων διαμετακομίσεως, ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων ή οποία συγκεντρώνει τα πιστοποιητικά αναγράφει σ' αυτό τον τόπο και την ημερομηνία παραλαβής του πιστοποιητικού και θέτει σ' αυτό τη σφραγίδα της υπηρεσίας και την υπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε έγκυρο πιστοποιητικό επανεξαγωγής που παρελήφθη από μία τελωνειακή υπηρεσία ή μία υπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στο Διεθνή Όργανισμό Καφέ μέσα στις τριάντα ημέρες που ακολουθούν το κλείσιμο του μήνα κατά τη διάρκεια του οποίου παρελήφθη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ RS

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM RS



Form approved by the

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Country of re-shipment			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / ---	11. Number of bags or other containers Total 	12. Description of coffee ☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	13. Net weight of shipment 14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb
15. Other marks and other relevant information			
It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate			
16. Customs stamp of issuing country		17. Stamp of Certifying Agency	
Date Signature of authorized Customs Officer		Date of issue Signature of authorized Certifying Officer	

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18 NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number Observations: Quantity (if different from boxes 11 or 13)	19 NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations:
Place Date Customs stamp of collecting country Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Place Date Stamp of Certifying Agency Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4 Α

**ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ
ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ RS**

CERTIFICATE OF RE-SHIPMENT FORM RS



Form approved by the

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No
3. Country of re-shipment				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of re-shipment	8. Leave blank	
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	7 mm
9. Port or point of destination				
8,5 mm				
10. ICO identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
--- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / ---	Total	☐ Green (Crude) ☐ Roasted ☐ Soluble ☐ Other	14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb	
103 mm		34 mm 34,5 mm		
15. Other marks and other relevant information				
17 mm				
It is hereby certified that the coffee described above is being re-shipped from the country issuing this Certificate				
16. Customs stamp of issuing country:		17. Stamp of Certifying Agency:		
Date		Date of issue		
Signature of authorized Customs Officer		Signature of authorized Certifying Officer		

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations:	
Quantity (if different from boxes 11 or 13):	
Place	Place
Date	Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

42,5 mm

85 mm

83,5 mm

297 mm

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΕΠΑΝΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Γενικές οδηγίες για τον τρόπο συμπλήρωσης του πιστοποιητικού επαναποστολής σφραγισμένου RS

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων και την τελωνειακή υπηρεσία της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό

1. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία λήγει η προθεσμία ισχύος του πιστοποιητικού (έννέα μήνες υπολογιζόμενοι από το τέλος του τριμήνου κατά τη διάρκεια του οποίου εκδόθηκε το πιστοποιητικό).
2. Ο αριθμός συσχέτισης περιλαμβάνει τον κωδικό αριθμό της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 του κανονισμού αυτού) και τον κωδικό αριθμό του λιμένα ή του τόπου επαναποστολής στο εσωτερικό (τό εν λόγω μέλος οφείλει να δώσει διψήφιο αριθμό). Αυτό το πρώτο συνθετικό το οποίο μπορεί να περιλαμβάνει μέχρι πέντε αριθμούς, θα ακολουθείται από τον αυξαντα αριθμό του πιστοποιητικού (κάθε υπηρεσία πιστοποιήσεων θα δεβαιώνεται ότι η αρίθμηση των πιστοποιητικών επαναποστολής τα οποία εκδίδει αρχίζει με το 1, την 1η Οκτωβρίου κάθε χρόνου και συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου του επόμενου χρόνου).
3. Αναγράφεται το όνομα της χώρας από την οποία θα γίνει η επαναποστολή του καφέ.
4. Αναγράφεται το όνομα της χώρας προορισμού του καφέ.
5. Αναγράφεται το όνομα του πλοίου με το οποίο θα γίνει η μεταφορά του καφέ. Αν η μεταφορά του καφέ δεν γίνει με πλοίο, δίδονται οι κατάλληλες πληροφορίες σχετικά με το χρησιμοποιούμενο μέσο μεταφοράς π.χ. φορητό αυτοκίνητο, φορηγίδα, σιδηρόδρομος.
6. Αναγράφεται ο λιμένας ή άλλος τόπος όπου θα γίνει η φόρτωση του καφέ και το όνομα του λιμένα ή του σημείου διαμετακομίσσεως που θα γίνει η εκφόρτωση του καφέ πριν να γίνει η νέα αποστολή του στον προορισμό που αναφέρεται στο πιστοποιητικό. Αν ο καφές μεταφέρεται κατευθείαν στον προορισμό του αναγράφεται η λέξη «κατευθείαν».
7. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία θα γίνει η επαναποστολή του καφέ.
8. Παραμένει λευκό (για συμπλήρωση από το Διεθνή Όργανισμο Καφέ).
9. Αναγράφεται το όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου που πρέπει να φθάσει ο καφές στον προορισμό του.
10. Αναγράφονται τα σημεία αναγνώρισης του ΔΟΚ που φέρουν οι σάκκοι ή οι άλλες συσκευασίες.
11. Παραπλεύρως σε κάθε σημείο αναγνώρισης του ΔΟΚ που αναγράφεται στο χώρο 10, αναφέρεται ο αριθμός των σάκκων ή άλλων συσκευασιών που φέρουν αυτό το σημείο. Αναφέρεται επίσης ο συνολικός αριθμός των σάκκων ή άλλων συσκευασιών.
12. Σημειώνεται ένα Χ στον καθορισμένο χώρο. Αν προκειται για καφέ άλλης μορφής από αυτήν του αφρικανικού καφέ, του πεφρυγμένου ή διαλυτού, αναγράφεται ακριβώς η μορφή κάθε άλλου καφέ στον χώρο 15 (Βλέπε τους όρισμούς στο άρθρο 3 της διεθνούς συμφωνίας του καφέ 1976). Αν μία μερίδα αποστολής επαναποστελλόμενου καφέ περιλαμβάνει καφέ σε περισσότερες από μία μορφές, απαιτούνται χωριστά πιστοποιητικά για κάθε μία μορφή καφέ που αποτελούν αυτή την μερίδα αποστολής.
13. Αναγράφεται το καθαρό βάρος στρογγυλοποιούμενου στην πλησιέστερη μονάδα βάρους (μία λίβρα είναι ίση με 0,4536 του χιλιogramμου).
14. Καθορίζεται με ακρίβεια η μονάδα βάρους με τη σημείωση ενός Χ στον κατάλληλο χώρο.
15. Αυτό το διάστημα μπορεί να χρησιμοποιηθεί για την αναγραφή άλλων σημείων αναγνώρισης του καφέ που επαναποστελλεται, π.χ. τα στοιχεία επαναποστολής ή για να γίνουν παρατηρήσεις που έχουν σχέση με πληροφορίες που υπάρχουν στο πιστοποιητικό. Ό(οί) τύπος (τύποι) και ό(οί) αριθμός (αριθμοί) συσχέτισης των πιστοποιητικών που συγκεντρώθηκαν όταν ο καφές που περιγράφεται στα πιστοποιητικά επαναποστολής έχει τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο, αναγράφονται στο διάστημα αυτό.
16. Η τελωνειακή υπηρεσία του λιμένα ή άλλου τόπου από τον οποίο γίνεται η επαναποστολή του καφέ, θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι θα πραγματοποιηθεί η επαναποστολή. Ο εξουσιοδοτημένος τελωνειακός υπάλληλος που θέτει τη σφραγίδα, υπογράφει και χρονολογεί το πιστοποιητικό στα καθορισμένα διαστήματα.
17. Ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων θέτει τη σφραγίδα της υπηρεσίας πιστοποιήσεων, υπογράφει και χρονολογεί το πιστοποιητικό στα καθορισμένα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Το πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού επαναποστολής διαβιβάζεται στο Διεθνή Όργανισμο Καφέ μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών υπολογιζόμενων από την ημερομηνία επαναποστολής.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποιήσεων ή την τελωνειακή υπηρεσία που κρατά το πιστοποιητικό

18. α) "Αν ο καφές που συνοδεύεται από το πιστοποιητικό εισάγεται, ή τελωνειακή υπηρεσία της χώρας εισαγωγής:
 - i) κρατά το πιστοποιητικό.
 - ii) αναγράφει σ' αυτό τον αριθμό καταχωρίσεως του τελωνείου καθώς και τις κατάλληλες παρατηρήσεις (που αφορούν ιδιαίτερα τις πληροφορίες που διαβιβάστηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του κανόνα 7 του κανονισμού αυτού).
 - iii) αναγράφει την ημερομηνία και τον τύπο της εισαγωγής.
 - iv) θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι ο καφές έχει εισαχθεί.
- β) "Εφ' όσον ο εκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού, αν ο καφές που καλύπτεται από το πιστοποιητικό έχει τεθεί σέ τελωνειακό έλεγχο, ή τελωνειακή υπηρεσία υπό τον έλεγχο της οποίας βρίσκεται:
 - i) κρατά το πιστοποιητικό.
 - ii) σημειώνει σ' αυτό τις κατάλληλες παρατηρήσεις και ιδιαίτερα τις πληροφορίες που διαβιβάστηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού.
 - iii) αναγράφει τη θέση του καφέ και την ημερομηνία κατά την οποία έχει τεθεί στον έλεγχο της.
 - iv) θέτει τη σφραγίδα της στο πιστοποιητικό για να επιβεβαιώσει ότι ο καφές έχει τεθεί στον έλεγχο της.
19. "Αν το πιστοποιητικό προσκομίζεται για να υπολογισθεί σέ πίστωση ενός λογαριασμού ενσήμων διαμετακομίσεως, ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποιήσεων που παραλαμβάνει το πιστοποιητικό αναγράφει τον τόπο και την ημερομηνία παραλαβής και θέτει σ' αυτό τη σφραγίδα της υπηρεσίας και την υπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε Έγκυρο πιστοποιητικό επαναποστολής που παρελήφθη από μία τελωνειακή υπηρεσία ή μία υπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στο Διεθνή Όργανισμό Καφέ μέσα στις τριάντα ημέρες που ακολουθούν τό κλείσιμο του μηνός στο διάστημα του οποίου παρελήφθη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Τ



Form approved by the

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

2. Reference No	Country Code	Port Code	Serial No
3. Producing country			
4. Country of destination			
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	8. Leave blank
9. Port or point of destination			
10. ICO Identification mark --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- --- / --- / --- Total	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment
		☐ Green (Crude)	
		☐ Roasted	
		☐ Soluble	
		☐ Other	
14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb			
15. Other marks and other relevant information			
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form reference number			
17. Stamp of Certifying Agency:			
Date Signature of authorized Customs Officer			

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control Customs entry number: Observations: Quantity (if different from boxes 11 or 13):	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS Certificate collected and credited to Transit Stamp Account Observations:
Place Date	Place Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5 Α

**ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΘΑ ΤΗΡΗΘΟΥΝ ΚΑΤΑ ΤΗ ΔΙΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ
ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ ΣΕ ΕΝΤΥΠΟ Τ**

CERTIFICATE OF TRANSIT FORM T



Form approved by the:

INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
22 Berners Street, London W1P 4DD, England

52,5 mm

1. Valid for importation or replacement until

PART A: FOR USE BY ISSUING AUTHORITY

210 mm

2. Reference No	Country Code	Port Code	8,5 mm	Serial No
3. Producing country				
4. Country of destination				
5. Name of ship/other carrier	6. Port of loading/intermediate ports	7. Date of shipment	25,5 mm	8. Leave blank
46 mm	45,5 mm	46 mm	45,5 mm	7 mm
9. Port or point of destination				
8,5 mm				
10. ICO identification mark	11. Number of bags or other containers	12. Description of coffee	13. Net weight of shipment	
--- / --- / ---	.....	☐ Green (Crude)	14. Unit of weight ☐ kg ☐ lb	
--- / --- / ---	.....	☐ Roasted		
--- / --- / ---	.....	☐ Soluble		
--- / --- / ---	.....	☐ Other		
15. Other marks and other relevant information				
8,5 mm				
16. It is hereby certified that this Certificate is issued on the basis of Certificate in Form reference number				
14 mm				
17. Stamp of Certifying Agency:				
37 mm				
Date Signature of authorized Customs Officer				

297 mm

PART B: FOR USE WHEN CERTIFICATE IS COLLECTED. COMPLETED CERTIFICATE TO BE FORWARDED TO THE ICO.

18. NOTATION BY CUSTOMS SERVICE	19. NOTATION BY CERTIFYING AGENCY OTHER THAN CUSTOMS
Certificate collected and coffee imported or placed under Customs control	Certificate collected and credited to Transit Stamp Account
Customs entry number:	Observations:
Observations: .....	.....
Quantity (if different from boxes 11 or 13): .....	.....
Place Date	Place Date
Customs stamp of collecting country	Stamp of Certifying Agency
Signature or equivalent of authorized Customs Officer	Signature of authorized Certifying Officer

83,5 mm

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5 Β

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ

Γενικές οδηγίες για τον τρόπο συμπλήρωσης του πιστοποιητικού διαμετακομίσεως σέ
έντυπο Τ

ΜΕΡΟΣ Α

Πρός συμπλήρωση από την υπηρεσία πιστοποίησης της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό

1. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία λήγει ή προθεσμία ισχύος του πιστοποιητικού (έννέα μήνες υπολογιζόμενοι από το τέλος του τριμήνου κατά το οποίο εκδόθηκε το πιστοποιητικό).
2. Ο αριθμός συσχέτισης περιλαμβάνει τον κωδικό αριθμό της χώρας μέλους που εκδίδει το πιστοποιητικό (βλέπε παράρτημα 6 του κανονισμού αυτού) και τον κωδικό αριθμό του λιμένα ή του τόπου φορτώσεως στο έσωτερικό (το άνωτέρω μέλος πρέπει να δώσει διηγήσιο αριθμό). Αυτό το πρώτο συνθετικό το οποίο δύναται να περιλαμβάνει μέχρι πέντε αριθμούς, θα ακολουθείται από τον αυξαντα αριθμό του πιστοποιητικού (κάθε υπηρεσία πιστοποιήσεων θα δεβαιώνεται ότι η αρίθμηση κάθε πιστοποιητικού διαμετακομίσεως που εκδίδει αρχίζει από το 1, την 1η Οκτωβρίου κάθε έτους και συνεχίζεται διαδοχικά μέχρι τις 30 Σεπτεμβρίου του επόμενου έτους).
3. Αναγράφεται το όνομα της χώρας ή οποία εκδίδει το πιστοποιητικό.
4. Αναγράφεται το όνομα της χώρας προορισμού.
5. Αναγράφεται το όνομα του πλοίου με το οποίο θα μεταφερθεί ο καφές. Αν ο καφές δεν μεταφέρεται με πλοίο, δίδονται οι κατάλληλες πληροφορίες για το μέσο μεταφοράς που χρησιμοποιείται π.χ. φορτηγό αυτοκίνητο, φορτηγίδα ή σιδηρόδρομος.
6. Αναγράφεται το όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου όπου θα γίνει η φόρτωση του καφέ και το όνομα του λιμένα ή άλλου τόπου όπου θα γίνει η εκφόρτωση, πριν από τη νέα αποστολή προς τον προορισμό που αναφέρεται στο πιστοποιητικό. Αν ο καφές μεταφέρεται κατευθείαν στον προορισμό του, αναγράφεται η λέξη «κατευθείαν».
7. Αναγράφεται η ημερομηνία κατά την οποία πρέπει να γίνει η αποστολή του καφέ.
8. Να μένει λευκό (θα συμπληρωθεί από το Διεθνή Όργανισμό του Καφέ).
9. Αναγράφεται το όνομα του λιμένα ή άλλου μέρους που πρέπει να φθάσει ο καφές στον προορισμό του.
10. Αναγράφονται τα σημεία αναγνώρισης του ΔΟΚ που φέρουν οι σάκκοι ή οι άλλες συσκευασίες. Η υπηρεσία πιστοποιήσεων δεβαιώνεται ότι τα σημεία αναγνώρισης του ΔΟΚ είναι ταυτόσημα με αυτά που αναφέρονται στο πιστοποιητικό στο οποίο βασίζεται το πιστοποιητικό διαμετακομίσεως.
11. Δίπλα από κάθε σημείο αναγνώρισης του ΔΟΚ που αναγράφεται στο χώρο 10, αναφέρεται ο αριθμός των σάκων ή των άλλων συσκευασιών που φέρουν αυτό το σημείο. Αναφέρεται επίσης ο συνολικός αριθμός των σάκων ή των άλλων συσκευασιών.
12. Σημειώνεται ένα Χ στον κατάλληλο χώρο. Αν πρόκειται για καφέ σε κάποια άλλη μορφή από αυτήν του αφρού-κτου καφέ, του πεφρυγμένου ή διαλυτού καθορίζεται η μορφή με την οποία παρουσιάζεται, στο χώρο 15 (βλέπε τους όρισμούς που δίδονται στο άρθρο 3 της διευθύνουσας συμφωνίας του καφέ του 1976).
13. Αναγράφεται το καθαρό βάρος στρογγυλοποιημένο στην πλησιέστερη μονάδα βάρους (μία λίβρα είναι ίση με 0,4536 του χιλιγράμμου).
14. Καθορίζεται ακριβώς η μονάδα βάρους με τη σημείωση ενός Χ στον κατάλληλο χώρο.
15. Αυτό το διάστημα δύναται να χρησιμοποιηθεί για να προστεθούν άλλα σημεία αναγνώρισης του καφέ που μεταφέρεται, π.χ. τα σημεία αποστολής, ή για να γίνουν παρατηρήσεις οι οποίες έχουν σχέση με τις πληροφορίες που αναφέρονται στο πιστοποιητικό. Στην περίπτωση καφέ προελεύσεως χώρας μη μέλους, οι πληροφορίες που αναφέρονται στην παράγραφο 6 στο α) του κανόνα 8 του κανονισμού αυτού αναφέρονται στο διάστημα αυτό, και οι λέξεις «ΚΑΦΕΣ ΜΗ ΜΕΛΟΥΣ» αναγράφονται με κεφαλαία στο πάνω μέρος του πιστοποιητικού.
16. Δίδονται οι κατάλληλες πληροφορίες που αφορούν το πιστοποιητικό στο οποίο βασίζεται το πιστοποιητικό διαμετακομίσεως, δηλαδή ο τύπος του πιστοποιητικού και ο αριθμός συσχέτισης, (δεν εφαρμόζεται στην περίπτωση ενός πιστοποιητικού διαμετακομίσεως που εκδόθηκε σύμφωνα με τις διατάξεις του κανόνα 8 του κανονισμού αυτού για να καλύψει τον καφέ προελεύσεως χώρας μη μέλους).
17. Ο υπάλληλος της υπηρεσίας πιστοποίησης θέτει τη σφραγίδα της υπηρεσίας στο πιστοποιητικό, υπογράφει και θέτει την ημερομηνία στα κατάλληλα διαστήματα.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Τό πρώτο αντίγραφο κάθε πιστοποιητικού διαμετακομίσεως διαβιβάζεται στο Διεθνή Όργανισμό Καφέ μέσα σε μία προθεσμία τριάντα ημερών από την ημερομηνία κατά την οποία χορηγήθηκε το πιστοποιητικό.

Τό πρωτότυπο κάθε πιστοποιητικού διαμετακομίσεως επικυρώνεται με τό ένσημα διαμετακομίσεως που επικολλούνται στο πίσω μέρος του πιστοποιητικού σύμφωνα με τις διατάξεις του κανόνα 16 του κανονισμού αυτού.

ΜΕΡΟΣ Β

Πρός συμπλήρωση από την ύπηρεσία πιστοποιήσεων ή την τελωνειακή ύπηρεσία ή όποια κρατά τό πιστοποιητικό

18. α) "Αν ό καφές πού καλύπτεται από τό πιστοποιητικό έχει είσαχθεί, ή τελωνειακή ύπηρεσία τής χώρας είσαγωγής:
- i) κρατά τό πιστοποιητικό·
 - ii) αναγράφει σ' αυτό τόν αριθμό καταχωρίσεως του τελωνείου καθώς και τίς κατάλληλες παρατηρήσεις (πού άφορούν ειδικότερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του κανόνα 7 του κανονισμού αυτού)·
 - iii) αναφέρει την ήμερομηνία και τόν τόπο είσαγωγής·
 - iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά δεβαιώσει ότι ό καφές έχει είσαχθεί.
- β) "Εφ' όσον ό έκτελεστικός διευθυντής και ένα μέλος δέν έχουν συμφωνήσει διαφορετικά σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 1 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού, άν ό καφές πού καλύπτεται από τό πιστοποιητικό έχει τεθεί υπό τελωνειακό έλεγχο, ή τελωνειακή ύπηρεσία στον έλεγχο τής όποιας δρίσκεται:
- i) κρατά τό πιστοποιητικό·
 - ii) φέρει σ' αυτό τίς κατάλληλες παρατηρήσεις και ιδιαίτερα τίς πληροφορίες πού διαβιβάστηκαν σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τής παραγράφου 3 του κανόνα 10 του κανονισμού αυτού·
 - iii) αναφέρει τό μέρος πού δρίσκεται ό καφές και την ήμερομηνία κατά την όποία τέθηκε στον έλεγχο της·
 - iv) θέτει τή σφραγίδα της στό πιστοποιητικό γιά νά δεβαιώσει ότι ό καφές είναι στον έλεγχο της.
19. "Αν τό πιστοποιητικό προσκομίζεται γιά νά ύπολογισθεί σέ πίστωση ενός λογαριασμού ένσήμεν διαμετακομίσεως, ό ύπάλληλος τής ύπηρεσίας πιστοποιήσεων πού συγκεντρώνει τά πιστοποιητικά, αναγράφει τόν τύπο και την ήμερομηνία παραλαβής και θέτει τή σφραγίδα τής ύπηρεσίας και την ύπογραφή του.

ΣΗΜΑΝΤΙΚΟ

Κάθε έγκυρο πιστοποιητικό διαμετακομίσεως πού συγκεντρώθηκε από μία τελωνειακή ύπηρεσία πιστοποιήσεων διαβιβάζεται στό Διεθνή Όργανισμό του Καφέ μέσα στις τριάντα ήμέρες οι όποιες ακολουθούν τό κλείσιμο του μηνός στη διάρκεια του όποιου συγκεντρώθηκε.

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ (ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6

ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΚΑΙ ΚΩΔΙΚΟΙ ΑΡΙΘΜΟΙ ΑΥΤΩΝ

Χώρες εξαγωγής		Χώρες εισαγωγής	
Άγκόλα	158	Αυστραλία	51
Αίθιοπία	10	Αυστρία	52
Αιτή	12	Βέλγιο/Λουξεμβούργο	53
Άκτη Έλεφαντοστού	24	Γαλλία	58
Αυτοκρατορία Κεντρικής Άφρικής	20	Γιουγκοσλαβία	148
Βενεζουέλα	36	Δανία	56
Βολιβία	1	Έλβετία	65
Βραζιλία	2	Ένωμένες Πολιτείες Άμερικής	69
Γκαμπόν	23	Ένωμένο Βασίλειο	68
Γκάνα	38	Ίαπωνία	60
Γουατεμάλα	11	Ίρλανδία	98
Γουινέα	92	Ίσπανία	63
Δομινικανή Δημοκρατία	7	Ίσραήλ	99
Έκουατόρ	8	Ίταλία	59
Έλ Σαλβατόρ	9	Καναδάς	54
Ζαΐρ	4	Κύπρος	86
Ίαμαϊκή	100	Νέα Ζηλανδία	70
Ίνδία	14	Νορβηγία	62
Ίνδονησία	15	Όλλανδία	61
Καμερούν	19	Όμοσπονδιακή Δημοκρατία Γερμανίας	57
Κένυα	37	Ούγγαρία	94
Κογκό	21	Πορτογαλία	31
Κολομβία	3	Σουηδία	64
Κόστα Ρίκα	5		
Λιβερία	107		
Μαδαγασκάρη	25		
Μαλάουϊ	109		
Μεξικό	16		
Μπενέν	22		
Μπορούντι	27		
Νιγερία	18		
Νικαράγουα	17		
Όνδούρα	13		
Ούγκάντα	35		
Παπούα - Νέα Γουινέα	166		
Παναμάς	29		
Παραγουάη	122		
Περου	30		
Ρουάντα	28		
Σιέρα Λεόνε	32		
Τανζανία	33		
Τόγκο	26		
Τρινιντάντ καί Τομπάγκο	34		

Σημείωση: Τά μέλη πού Έχουν τυπωθεί μέ πλάγια στοιχεία συμμετέχουν στόν ΟΑΜCΑF. Τά Ένσημα εξαγωγής πού δίδονται στόν ΟΑΜCΑM θά φέρουν τόν κωδικό αριθμό 155.

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΕΤΗΣΙΩΝ ΕΙΣΑΓΩΓΩΝ ΚΑΦΕ ΠΡΟΕΛΕΥΣΕΩΣ ΧΩΡΩΝ ΜΗ ΜΕΛΩΝ
(σέ σακκους των 60 κιλών)

Μέλος εισαγωγέας	Έτησιο όριο
Σύνολο	509 999
Ένωμένες Πολιτείες Αμερικής	121 860
Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα	175 883
Βέλγιο	64 110
Γαλλία	17 161
Δανία	18 905
Ένωμένο Βασίλειο	5 323
Ίρλανδία	1 217
Ιταλία	46 804
Όλλανδία	15 982
Όμοσπονδιακή Δημοκρατία Γερμανίας	6 381
Άλλα μέλη	212 256
Αυστραλία	2 590
Αυστρία	4 708
Γιουγκοσλαβία	6 905
Έλβετία	19 243
Ίαπωνία	25 062
Ίσραήλ	4 450
Ισπανία	99 578
Καναδάς	2 982
Κύπρος	148
Νέα Ζηλανδία	576
Νορβηγία	7 878
Ούγγαρία	13 282
Πορτογαλία	9 932
Σουηδία	263
Φινλανδία	3 715
Χόνγκ-Κόνγκ	10 944
ΕΠΛΑΣ	1196

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ καίμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς ἄμτος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ	ΓΕΩΡΓ. ΜΩΡΑΪΤΗΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 12 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Α. ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ